

• LE GRAND BAZAR DE LA CHARITÉ – Pages 20 et 21



LE MONDE diplomatique

N° 390 - 33e année — SEPTEMBRE 1986

28 pages - 15 F

Algérie	6 DA	Gr.-Bret.	1,10 £
Antilles fr. / Réunion	19,00 F	Irlande	1,70 £
Belgique	85 FB	Italie	3 500 lires
Canada	2,25 $ C	Maroc	14,50 dir.
C.-d'Iv.	870 F CFA	P.-Bas	5,00 Fl.
Espagne	270 P	Sénég.	900 F CFA
E.-U.	2,10 $ US	Suisse	3,80 FS
		Tunisie	1 700 m

Abonnements : voir tarif page 18

Publication mensuelle – 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Les États-Unis se désindustrialisent

(Pages 12 et 13.)

La porteuse de pain

Par CLAUDE JULIEN

AVEC d'inégales fortunes, tous les pays industrialisés voient l'inflation régresser : brillamment en Allemagne, dans d'importantes proportions en France, de manière encore insuffisante aux Etats-Unis où les résultats obtenus en ce domaine – *« la plus grande réalisation »* du président Reagan, d'après *Newsweek* (1) – sont obscurcis par une médiocre croissance, par les déficits du budget et du commerce extérieur, par un endettement alarmant.

Parmi les divers éléments, dont la persistance du chômage, qui ont contribué à faire baisser les taux d'inflation, l'un des plus importants est sans doute la chute des prix du pétrole et des cours de la plupart des matières premières, que les pays industriels importent en grandes quantités. En 1985, en effet, les prix des produits de base se situaient en moyenne à 35 % au-dessous de leur niveau de 1980, note le *Financial Times* (2). Et ce mouvement se poursuit : établi par le Fonds monétaire international (FMI), l'indice des prix des produits de base (pétrole exclu) a fléchi de 3,5 % au cours du seul mois de juin dernier (3).

Depuis une vingtaine d'années, nombre d'économistes – « brillants », par définition... – ont consacré leur immense talent à démontrer que les matières premières n'entraient que pour une part infime dans le coût des produits finis : ce qui compte, disaient-ils, ce qui, dans le monde moderne, doit être généreusement payé, c'est le savoir-faire (le *know how*), la matière grise, la recherche et les brevets, l'ingénierie. A les en croire, métaux rares ou produits tropicaux ne seraient désormais que vils ingrédients dont l'Occident pourrait d'ailleurs se passer, tant son génie créateur lui permet de leur substituer des matériaux conçus en laboratoire. Au diable les plantations d'hévéas, nous avons le caoutchouc synthétique...

Un premier démenti fut opposé à ces théories par la flambée des prix du pétrole, qui, en un éclair, révéla au grand jour l'extrême fragilité d'un système déjà passablement détraqué. La démonstration *a contrario* s'effectue depuis plusieurs mois sous nos yeux : la baisse des cours de la plupart des produits de base a fortement gommé l'inflation, véritable fléau de l'économie.

JUSQU'AU milieu de ce siècle, la « science » économique ne connaissait qu'un seul moyen de combattre l'inflation : un ralentissement de l'économie, une bonne récession avec son cortège de chômeurs, et, miracle ! les prix cessaient de grimper. Or, soudain, cette vieille recette, qui en d'autres temps avait fait ses preuves, perdit son efficacité : la récession ou la *stagnation* n'empêchaient nullement l'*inflation*. Aussi décida-t-on de baptiser *stagflation* ce double mal que nul ne parvenait à expliquer. Le malade se sent toujours mieux dès lors que, à défaut d'en connaître la cause et, *a fortiori*, le traitement, il peut désigner d'un mot la maladie qui le ronge... Ainsi l'histoire de ces dernières années fut-elle écrite à coups de néologismes.

Or voilà que la réalité joue un autre mauvais tour à la « science » économique : la stagnation survit à la disparition pratique de l'inflation ; la stagflation a donc vécu ; et restent sur le pavé trente-cinq millions de chômeurs dans les pays industriels. Il faudra bien donner un nom à ce mal inconnu. Les néolibéraux s'en chargeront.

A travers ces diverses phases, un gêneur s'obstinait à troubler le jeu : pourtant sur la touche, il s'offusquait du gaspillage des ressources de la planète bien que les deux tiers de ses occupants fussent dépourvus de l'essentiel. A cor et à cri, il réclamait un nouvel ordre économique international, formule aussi ambitieuse que flou son contenu. De quoi donc se plaignait le tiers-monde ? Convoitait-il sa part du gâteau ? On fit mine de le croire et, pour apaiser les colères de ce monstre protéiforme, on lui alloua des crédits fabuleux : mille milliards de dollars qui – les sanctions du FMI contre le Pérou n'y changeront rien – ne seront jamais récupérés. Ce pactole eut au moins le mérite de permettre à quantité de pays sous-développés de rester d'honnêtes clients des industries d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon. Les effets de la crise en Occident en furent provisoirement atténués et différés.

(Lire la suite page 13.)

(1) *Newsweek*, 11 août 1986.
(2) *Financial Times*, 23 juillet 1986.
(3) *Bulletin du FMI*, 21 juillet 1986.

CHOMAGE AU NORD, SOUS-DÉVELOPPEMENT AU SUD

Deux faces d'une même crise

Stagnation économique et chômage persistant dans les pays industrialisés, sous-développement et misère dans le tiers-monde : avec chaque jour plus d'éclat, les faits viennent démontrer ce que de bons esprits refusent pourtant d'admettre, à savoir que la « crise » au Nord et l'extrême pauvreté au Sud constituent les deux faces d'une même médaille, les deux aspects, inséparables, d'absurdes conceptions économiques. C'est ainsi que, et le paradoxe n'est qu'apparent, les pays pauvres et endettés sont devenus fournisseurs de capitaux pour les plus riches (voir page 14 l'article de Frédéric Clairmonte) *; ceux-ci, à leur tour, perdent des marchés dans le tiers-monde, dont les recettes d'exportations se sont effondrées* (voir ci-contre l'article de Claude Julien)*. Mieux encore, les Etats-Unis, pourtant le plus puissant pays industriel, sont obligés d'acheter à l'étranger leurs propres biens d'équipement* (voir pages 12 et 13 l'article de Jean Lempérière).

Un pays comme la France consacre à l'Afrique une part considérable de son budget de coopération et de ses crédits à l'exportation. Mais les résultats obtenus n'ont rien d'encourageant, bien au contraire. Non seulement l'Afrique est de moins en moins solvable, mais encore apparaît-elle comme un véritable « continent perdu ». Dans un rapport dont elle a réservé la primeur au Monde diplomatique, *l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dresse un bilan accablant des politiques qui ont conduit à un véritable désastre, et esquisse les conditions qui permettraient d'assurer la survie du continent* (voir page 19 l'article de Claire Brisset).

S'adressant à la fois aux responsables africains et aux pays industrialisés, M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, lance ici un véritable cri d'alarme, met en cause les illusions entretenues par l'étatisme d'hier comme par le libéralisme d'aujourd'hui, et, s'engageant personnellement, propose un nouveau type d'action pour arracher l'Afrique à un dramatique déclin qui n'a rien d'inéluctable.

Afrique : éviter le naufrage

Par EDOUARD SAOUMA,
directeur général de la FAO (*)

L'AFRIQUE s'enfonce. On peut l'éviter. La crise de ce continent est, à bien des égards, le prix des illusions sur lesquelles se fondèrent les politiques de développement depuis les indépendances. Qui, alors, parmi les responsables, africains ou non, des politiques économiques, ne trouvait normal que l'agriculture ait à supporter le budget des États et les coûts de la croissance urbaine ? Qui doutait de l'efficience des entreprises étatiques ou des vertus de l'industrialisation ? Qui, enfin, s'interrogeait sur la stabilité monétaire ou sur l'équité des échanges internationaux ? La crise donne la mesure des erreurs qui furent commises.

Les politiques que l'on propose aujourd'hui sont-elles mieux à même de répondre aux problèmes posés ? L'aide internationale est-elle mieux armée pour apporter son indispensable soutien ? Je suis loin d'en être certain. La situation économique et financière de l'Afrique défie, en effet, toute stratégie de développement et je doute qu'il soit possible d'agir dans un tel contexte sans une aide de caractère exceptionnel. Pour ce qui est de l'agriculture, je verrais ainsi un élargissement considérable de l'aide directe en moyens matériels. Ce serait peut-être là un moyen de contourner les difficultés actuelles de l'aide à l'Afrique.

Les économies africaines ne pourraient repartir que si l'agriculture se développait puissamment au cours des prochaines années. La croissance de ce secteur, en effet, est indispensable pour améliorer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et la malnutrition, jeter les bases d'une diversification économique, enfin, élargir le marché intérieur. Je constate avec satisfaction qu'il existe sur cette priorité un consensus de plus en plus large. Les gouvernements africains, pour leur part, l'ont reconnu avec force lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'Afrique, en mai dernier (1).

Ce développement de l'agriculture est possible. L'Afrique peut ainsi mettre en culture de nouvelles terres; encore qu'il faille se garder du mythe de l'abondance des terres dans le continent. Elle peut développer l'irrigation, mais là non plus il ne faut pas en exagérer les possibilités. Enfin, et surtout, elle peut intensifier son agriculture. On sait, en effet, que les rendements peuvent être considérablement augmentés par un usage accru des engrais, des semences sélectionnées, des pesticides, par l'emploi de meilleurs instruments agricoles, par l'adoption de meilleures pratiques de culture et d'élevage. La recherche agronomique, en outre, laisse prévoir de nouveaux progrès ; ceux-ci, par exemple, permettront probablement de remplacer une partie des engrais minéraux par des technologies beaucoup plus économes en énergie.

Ce potentiel pourrait-il être développé rapidement ? Encore faudrait-il que les producteurs soient suffisamment stimulés, qu'ils aient accès au crédit, qu'ils puissent disposer des moyens matériels qui leur seraient indispensables. Tout se ramène donc à un problème d'environnement économique. L'Afrique connaît, à cet égard, de profondes remises en cause. Pendant longtemps, en effet, l'Etat a occupé une place dominante dans les politiques agricoles, dictant les niveaux de prix, dirigeant le crédit et les subventions, devenant lui-même producteur. Cet interventionnisme a largement faussé le jeu économique en même temps qu'il s'avérait coûteux et peu efficace.

LA crise financière, les conditions imposées par les créanciers pour une remise en ordre des économies ont amené un autre vent. Libéralisez les économies, recommande-t-on aujourd'hui aux gouvernements, laissez faire les forces du marché, désengagez l'Etat, réduisez les dépenses publiques, encouragez le secteur privé. L'économie alors se remettra sur des bases saines. L'Afrique exportera les produits pour lesquels elle a un avantage comparatif, les dettes pourront être remboursées !

(Lire la suite page 18.)

(*) Le titre et les intertitres sont de la rédaction du *Monde diplomatique*.

(1) Cf. Claire Brisset, « Les Nations unies au chevet de l'Afrique », *le Monde diplomatique*, juillet 1986.

DANS CE NUMERO

Les craquements d'un système

Aux Philippines, où Mme Aquino a le plus grand mal à se procurer les crédits naguère généreusement alloués au dictateur Marcos, comme en Bolivie, où le président Paz Estenssoro a proclamé l'état de siège pour faire face à la colère des mineurs d'étain, tout un système international est ébranlé. Ce numéro en éclaire quelques aspects.

L'AIDE DU TIERS-MONDE AUX PAYS RICHES

Alors qu'un vain débat se poursuit sur les secours que le Nord industrialisé pourrait apporter aux pays pauvres, Frédéric Clairmonte montre « COMMENT LE TIERS-MONDE FINANCE LES PAYS RICHES » *(page 14)* : au cours des cinq dernières années, avec le remboursement des dettes et les fuites de capitaux, ces absurdes flux financiers ont atteint 240 milliards de dollars. Mais, dérisoire, l'information-spectacle continue de mobiliser vedettes de la scène et du stade au profit d'un « GRAND BAZAR DE LA CHARITÉ » *(pages 20 et 21)* que dénonce Charles Condamines. Tout se passe comme si nos têtes pensantes voyaient le tiers-monde à travers ces bandes dessinées qui, dit Philippe Videlier, ont donné de l'Amérique latine une image de « DICTATEURS DE PAPIER » et de « RÉPUBLIQUES UBUESQUES » *(pages 24 et 25)*. Un « THÉORICIEN LIBÉRAL » n'a plus alors qu'à expliquer en deux ouvrages comment « EN FINIR AVEC LE TIERS-MONDISME » *(page 2)*...

AFRIQUE DU SUD : LE DIALOGUE OU LE BAIN DE SANG

Victimes de l'apartheid, les Noirs sud-africains le sont aussi d'un modèle économique à bout de souffle. Comme le démontre Bokwe Mafuna, l'issue ne peut se trouver que dans « LE DIALOGUE OU LE BAIN DE SANG » *(pages 3 et 4)*, ce que ne parviennent pas à percevoir les pourfendeurs patentés du tiers-mondisme *(voir l'encadré page 4)*. Howard Cooper attire l'attention sur les conditions auxquelles les sanctions économiques « CONTRE UN RÉGIME DISCRÉDITÉ » peuvent être efficaces *(pages 5, 6 et 7)*, pendant que Bokwe Mafuna explique avec quelles complicités le régime de l'apartheid peut « CONTOURNER UN EMBARGO » *(pages 6 et 7)*. Qu'au moins soit entendue la voix des Noirs eux-mêmes : celle du romancier Alex La Guma est parfaitement convaincante *(page 8)*.

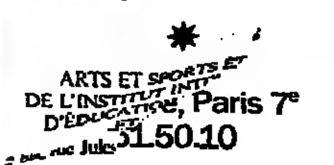
GUERRE INDUSTRIELLE ET DÉRIVES POLITIQUES

Mais, en Occident, les dirigeants et les opinions publiques accordent la priorité à d'autres soucis. Bien qu'elle apporte plus de déboires que d'espoirs, la guerre économique s'intensifie dans ce monde où, comme le dit Marie-Claude Céleste, « LA LOI DU PLUS FORT RÉGIT LE COMMERCE INTERNATIONAL » *(page 17)*. La course au gigantisme se poursuit donc. Ce qui conduit Jean-Michel Quatrepoint à poser les vraies questions sous le titre : « L'ENTENTE ITT-CGE MENACE-T-ELLE L'INDUSTRIE FRANÇAISE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ? » *(pages 16 et 17)*. Or, malgré leurs entreprises géantes, les Etats-Unis eux-mêmes en arrivent, de plus en plus, à « ACHETER A L'ÉTRANGER LEUR MATÉRIEL DE PRODUCTION » *(pages 12 et 13)*, explique Jean Lempérière. Ainsi apparaît ce monde complexe et déroutant, incompréhensible à beaucoup d'esprits qui, aux Etats-Unis notamment, préfèrent se réfugier dans le faux confort spirituel d'un « FONDAMENTALISME CHRÉTIEN » analysé par Konrad Ege *(pages 10 et 11)*.

Dans ce désordre des idées, une voix établit le lien entre la crise au Nord et la crise au Sud. Partis et syndicats sauront-ils entendre l'appel que M. Edouard Saouma lance ci-dessus ?

Voir le sommaire détaillé page 28.

M 2136 - 390 15 F



POUR «EN FINIR» AVEC LE TIERS-MONDISME

Le théoricien libéral d'une nouvelle coopération

Par JACQUES DECORNOY

LE gouvernement issu des élections de mars 1986 est, nul ne saurait en douter, profondément averti de l'importance des relations Nord-Sud et de l'incertitude qui pèse sur l'avenir des économies du tiers-monde. Ce problème n'a, certes, tenu aucune place dans le débat électoral officiel, mais l'opinion a été indirectement alertée à temps grâce à une campagne ne manquant pas de moyens, sur la perversité du tiers-mondisme. L'un des promoteurs de cette vigoureuse action d'information est chargé de porter la parole de la France dans le domaine des droits de l'homme. Et, alors que les services de la coopération vont, une fois encore, être restructurés, a été nommé à un poste-clé – il est chargé de mission auprès du ministre, M. Aurillac – l'homme qui, depuis longtemps, réfléchit pour le RPR et le Club 89 à ces questions : M. Michel Guillou, ancien président de l'université Paris-XII.

M. Guillou a développé ses thèses dans deux ouvrages (1). L'un est préfacé par M. Jacques Chirac, l'autre par M. Robert Galley, ancien ministre de la coopération. Deux cautions de poids. *« Michel Guillou nous trace la voie »*, écrit M. Galley. La voie du combat contre la *« misère »*, cette misère qui *« est en quelque sorte l'humus du marxisme »*, estime M. Chirac.

Le premier ouvrage est intitulé *Pour un dialogue Nord-Sud* ; le second – une version amaigrie de l'autre – porte un titre moins ambitieux mais qui correspond mieux au contenu *(Une politique africaine pour la France)* à condition, toutefois, de réduire le continent à l'Afrique noire francophone. Vaste sujet, exaltant projet, qui imposent, pour être sérieusement analysés, des précisions terminologiques et géographiques. En voici quelques- unes, qui enrichissent la pensée politique : *« La France, pour nos voisins du Nord, c'est le Sud, ne nous y trompons pas »* ; *« Le Cambodge, c'est le Sud, mais de surcroît l'Asie »* ; *« Paradoxalement, si le Sud est introuvable, il demeure aussi résolument lui-même »* ; *« La France du Sud n'est pas le nord de la France et les Antilles françaises ne seront jamais l'Alsace »* ; *« Rien ne fera jamais que le quartier des Minguettes puisse ressembler un jour à l'avenue Henri-Martin »* ; *« Le Nord commence très au sud »*. On comprend que, à la lecture de ces informations, M. Chirac ait parlé d'*« excellent travail »*.

Spiritualité et ambiguïté

PARMI les sociétés du Sud, *« toujours spirituellement, souvent culturellement développées »*, et aussi *« frappées d'une terrible ambiguïté »*, il faut mettre à part les communautés francophones. M. Guillou consacre de nombreuses pages à la francophonie et à la défense du français. Comment lui donner tort ?

Si l'absence de verbe dans telle ou telle phrase peut être mise au compte de l'oubli, certaines formulations laissent rêveur : *« En matière agricole, l'effort de la France sera accru mais plus contractuel dans l'objectif de l'économie alimentaire »* ; *« Le problème de l'énergie dans le tiers-monde se pose à un double niveau, celui du développement global à connotation urbaine qui, pour essentiel qu'il soit, ne doit pas occulter celui de l'homme et plus particulièrement celui du paysan du tiers-monde »* ; *« Ces cultures d'Amérique du Nord, d'Europe, du Maghreb, d'Afrique, d'Asie initient dans leur globalité de par leur appartenance aux divers mondes le dialogue culturel de la modernité et de l'universel. L'ensemble des convergences et des contraires du monde d'aujourd'hui s'y rencontre. »* Mais à quoi bon multiplier les citations ? L'extrême jeunesse de la pensée libérale explique sans doute quelques errances de style. Nul ne reprochera à un universitaire français de n'avoir pas la plume d'un Césaire ou d'un Tchicaya U Tam'Si.

Là n'est pas l'essentiel. La pensée libérale est nécessaire pour prévenir *« la guerre subversive, psychologique, terroriste, sociale »* que prépare le tiers-mondisme, avec lequel il faut *« en finir »*. *« Contrairement à ce qu'affirment les tiers-mondistes, le combat pour le développement ne peut se réduire à l'aide aux pauvres de la part des riches. »* Il convient de *« démasquer l'idéologie tiers-mondiste »*, de sortir de la mauvaise conscience, de ne plus parler de *« la prétendue exploitation par les pays du Nord et leurs multinationales »* : *« L'action des grandes sociétés multinationales doit être intégrée dans l'action d'ensemble et contrôlée, mais elle doit cependant être reconnue comme l'un des moteurs légitimes du développement des pays du Sud. »* Qui contrôlera ces sociétés dont on ignore d'où provient la *« légitimité »* ? M. Guillou ne nous éclaire pas du tout sur ce point, écrivant pourtant que *« l'égoïsme du Nord, et en particulier celui des Américains, n'est pas sans effet sur la dynamique du développement des pays du Sud »*. Il note aussi que la politique financière de l'Occident alourdit le service de la dette. Mais enfin, *« la crise a eu de fait des effets positifs dans tous les pays (...). Les PVD (...) ont accepté des sacrifices considérables quant à leur niveau de vie, mais les résultats sont encourageants comme le montre en particulier la régression du déficit de leur balance des paiements »*.

M. Guillou n'apporte pas de solution toute faite, mais entend fournir une clé d'analyse, un guide pour l'action. *« Dans la coopération, comme ailleurs, il faut aujourd'hui moins d'Etat et plus d'initiatives privées. »* Il convient d'associer, de faire coopérer, s'interpénétrer *« les sociétés civiles »* du Nord et du Sud, de poursuivre l'aide aussi, mais *« en y introduisant plus de « conditionnalité » par la contractualisation »*. Partisan, ici et là-bas, d'un rôle accru et décisif du secteur privé, M. Guillou n'en propose pas moins la création d'organismes nombreux dont on voit mal comment ils ne consolideraient pas le rôle de l'administration. Encore faut-il ne pas tomber dans le travers des socialistes qui, ainsi à l'ORSTOM, ont *« tout politisé et syndicalisé »* par *« la socialisation de la recherche scientifique »* et *« l'autogestion égalitaire »*. La politique doit être remise à sa place et, contre les perversions du *« marxisme »* et du *« tiers-mondisme »*, une véritable coopération doit se fonder sur la libre circulation des capitaux : l'Europe investira davantage en Afrique, et les Béninois dans le Pas-de-Calais.

L'auteur porte, sur les accords de Lomé, sur les méfaits de l'aide alimentaire, sur certains aspects du développement rural, des jugements que ne renieraient pas ces *« tiers-mondistes »* qu'il vitupère sans jamais les nommer. En revanche, le lecteur comprend mal comment il concilie ses vues sur l'agriculture africaine et sa critique du *« développement endogène et autocentré »*. Il ne saisit pas non plus comment la promotion de ce dernier type de mise en valeur peut à la fois contenir *« une part de vérité »* et conduire au *« maintien de l'état du sous-développement »*. M. Guillou parle d'or lorsqu'il dénonce le détournement de l'aide en faveur du renforcement des bureaucraties, mais on ne voit pas comment le plaidoyer en faveur du *« moins d'Etat »* s'accorde avec cette affirmation : *« A l'intérieur même d'un pays, le développement d'une région pauvre implique un transfert financier d'investissement à la charge de la collectivité, que seule rend possible la solidarité nationale. »* Un tel programme implique nécessairement une vigoureuse action de l'Etat... Encore faut-il, pour comprendre, sortir de l'abstraction et, ce que ne fait pas le spécialiste RPR du tiers-monde, s'interroger sur la nature du pouvoir étatique, l'idéologie de ses détenteurs, les intérêts qu'ils défendent, les couches sociales dont ils sont issus, leurs liens avec le Nord (2).

L'amour et le profit

A la place qu'il occupe, et qui n'est pas de second plan, M. Guillou œuvre ainsi à l'émergence de ce *« grand dessein »* : la construction de l'Eurafrique. Il relance, au passage, à l'appui de ce projet, l'idée giscardienne de *« trilogue »* – cette association de l'Europe de l'Ouest, de l'Afrique et du Proche-Orient. L'idée paraissait déjà fumeuse lorsqu'elle fut lancée, à une époque où le marché pétrolier était pour les producteurs autrement brillant qu'aujourd'hui. Elle n'a pas gagné en clarté au fil des ans. M. Guillou écrit pourtant : *« Le début de l'Asie, cette péninsule pétrolière cruciale pour l'Europe, trait d'union des trois continents, exige par ailleurs la meilleure association possible du projet euro-africain. La partie est ardue. Mais cette péninsule, berceau des trois grandes religions monothéistes, devrait, une fois encore, jouer un rôle éminent dans l'avènement d'une nouvelle civilisation péri-méditerranéenne, qui adapterait l'avenir moderne de son développement à la fidélité de ses origines communes, pour ne pas dire « abrahammiques »*.

« Il faut aimer l'Afrique », écrit encore le professeur Guillou. Il ajoute en conclusion que la France est *« une des seules puissances à vouloir réellement conjuguer aide et bénéfice »*. La synergie de l'amour et du profit : la pensée libérale n'a pas fini d'éclairer le monde.

---

(1) Michel Guillou, *Pour un dialogue Nord-Sud ! S'associer en liberté*, préface de Jacques Chirac, 1984, 95 F. *Une politique africaine pour la France*, préface de Robert Galley, 1986, 60 F. Les deux ouvrages sont publiés dans la collection « Club 89 » aux éditions Albatros. Précisons que M. Guillou est, depuis décembre 1984, président de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF).

(2) Une allusion est toutefois faite à la nature des Etats. M. Guillou estime qu'une force africaine d'intervention aidée par la France *« permettrait à des Etats modérés de dissuader les coups d'Etat militaires, qui, la plupart du temps, engendrent des régimes dictatoriaux ayant le soutien des pays marxistes »*. Cette information est d'une telle densité qu'elle mériterait d'être explicitée.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ET L'AFRIQUE

Favoriser l'évolution pacifique vers l'État de droit

Par JEAN ZIEGLER

M. WILLY BRANDT, président de l'Internationale socialiste (IS), est un homme obstiné : en avril 1986, lors d'un voyage en Afrique du Sud, il se vit refuser, par le gouvernement de Pretoria, le droit de rencontrer M. Nelson Mandela, incarcéré depuis vingt-quatre ans à la prison de haute sécurité de Pollsmor. Trois mois plus tard, le 18 juillet 1986, jour du soixante-huitième anniversaire de M. Mandela, le premier télégramme de félicitations qui arriva dans la cellule de Pollsmor était signé Willy Brandt.

Depuis trois ans, l'Internationale socialiste mobilise toutes ses forces pour aider à mettre fin au régime raciste de Pretoria. Cette dernière, fondée en 1864 par Karl Marx, ressuscitée en 1889 par les survivants de la Commune et par des syndicalistes anglais, compte aujourd'hui trente-six partis membres de plein droit, des dizaines de partis et de mouvements ayant statut consultatif, ainsi que de nombreuses formations qui assistent à ses travaux (un congrès ordinaire tous les deux ans) à titre d'observateurs. Quarante-deux millions d'hommes et de femmes de toutes latitudes, du Japon à la Norvège, du Liban à l'Australie, militent au sein de cette Internationale. L'organisation, dont le secrétariat est à Londres, jouit d'un pouvoir financier et diplomatique peu commun, discret, efficace.

Son engagement aux côtés des peuples insurgés d'Afrique australe, notamment du Congrès national africain (ANC) et de l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO) ne va pas de soi. D'intenses et violentes discussions en son sein ont précédé cet engagement.

Jusqu'à son treizième congrès, en novembre 1976, à Genève, l'IS était avant tout une organisation européenne. L'élection, en 1976, d'un nouveau présidium (président : M. Brandt, vice-présidents : MM. Mitterrand, Gonzalez, Palme, Soares, Brundtland, Kreisky) inaugure l'élargissement du champ d'action. Un comité latino-américain est créé, et des liens organiques s'établissent avec les forces démocratiques renaissantes du cône sud et les mouvements insurrectionnels de l'isthme centre-américain.

Dans l'aire du Pacifique, l'IS installa une organisation à part, l'Asian Pacific Council où agissent notamment les deux Partis socialistes japonais, les démocrates exilés de Corée du Sud et, surtout, le puissant Parti travailliste australien. Même renouveau au Proche-Orient : le monopole du Parti travailliste israélien est brisé ; le MAPAM (formation israélienne de gauche) et le Parti socialiste populaire (libanais) de M. Walid Joumblatt sont admis de plein droit. Seul point d'interrogation : l'Afrique. Aussi étonnant que cela puisse paraître, l'IS n'avait, jusqu'au début des années 80, aucune politique africaine cohérente.

Une aussi longue absence

LES raisons en sont nombreuses et complexes : d'abord, l'IS n'est pratiquement représentée sur le continent que par deux partis-membres : le Parti socialiste sénégalais de M. Léopold Sedar Senghor (vice-président de l'IS) et le Parti socialiste voltaïque de M. Joseph Ki-Zerbo. Or le parti sénégalais – parti de gouvernement, souvent accusé de corruption – suscite de vives appréhensions dans certains partis européens, surtout scandinaves. Quant au parti voltaïque, il mène une existence fantomatique depuis la prise du pouvoir, à Ouagadougou, en août 1983, par le capitaine Sankara. Deuxième raison : l'IS a une règle statutaire : tout parti unique est exclu de ses rangs. Or la plupart des formations politiques africaines sont des partis uniques, des partis d'Etat.

Autre cause de cette longue absence de l'IS : le Parti socialiste français, membre actif et puissant de l'IS, avait eu longtemps tendance à considérer l'Afrique francophone comme sa chasse gardée ; en Afrique lusophone, le Parti socialiste portugais et son leader charismatique, M. Mario Soares, agissent de même. D'où la paralysie des instances dirigeantes de l'IS. Enfin, après la conclusion des accords de Camp David par Anouar El Sadate et par M. Ménahem Begin, l'administration du président James Carter exerça de fortes pressions pour que l'IS s'ouvre aux formations arabes acquises aux accords égypto-israéliens. M. Brandt et une substantielle majorité du bureau résistèrent à ces pressions. MM. Senghor et Bourguiba décidèrent alors de constituer une organisation à part, qu'ils baptisèrent Interafricanisme socialiste, regroupant, entre autres : le Parti socialiste destourien, le PS sénégalais, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) du Maroc, l'Union socialiste d'Egypte et l'Union socialiste du Soudan, aujourd'hui disparue. Or M. Senghor restait membre du bureau de l'IS, d'où une permanente et regrettable confusion, aux yeux de nombreux Africains, entre la très réactionnaire Interafricaine et l'IS.

Le tournant se produisit à Arusha (Tanzanie) en septembre 1983 : l'IS y organisa sa première conférence sur le sol africain avec les cinq Etats dits de la ligne du front et les principaux mouvements de libération d'Afrique australe. Grâce notamment à la vigoureuse intervention d'Olof Palme, une plate-forme de combat contre l'Afrique du Sud fut adoptée. Un comité africain de l'IS fut créé : M. Joop Van Uyl, l'énergique leader du Parti du travail de Hollande, en prit la direction. MM. Gunnar Steernav, de Suède, Peter Jankovitch, d'Autriche, Bernard Curial, de France, et d'autres militants anti-impérialistes en devinrent les moteurs.

Le 27 février 1986 Olof Palme était assassiné. M. Brandt prit alors directement les choses en main. Il se rendit à Gaborone, capitale du Botswana, pour rencontrer les responsables des Etats de la ligne du front et des mouvements de résistance. Une déclaration fut publiée à l'issue de cette rencontre. Elle est sans équivoque. Elle demande l'immédiate abolition de l'apartheid ; la légalisation de l'ANC et de toutes les organisations syndicales noires et métisses ; la libération sans condition de M. Mandela et de tous les prisonniers politiques. Elle condamne les hésitations des gouvernements de la Communauté européenne, exige le blocus économique et financier complet de l'Afrique du Sud ; elle demande la souveraineté de la Namibie et refuse de conditionner son indépendance au retrait des troupes cubaines d'Angola. Enfin, elle fait appel au gouvernement des Etats-Unis pour qu'il cesse son soutien à la guérilla de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et à tout autre mouvement armé visant à déstabiliser les Etats de la ligne du front.

Cette position de l'IS est courageuse mais difficile à défendre face à ses propres adhérents : en Europe, plusieurs gouvernements socialistes, ou à participation socialiste, ne veulent pas des sanctions économiques. De nombreuses centrales syndicales du monde industriel y sont, pour des raisons de maintien de l'emploi, également opposées. La détermination de M. Willy Brandt est cependant totale : lors de son voyage en Afrique du Sud, en avril 1986, il confirme auprès des forces politiques et syndicales, noires et métisses, chacun des engagements pris, au nom de l'IS, à Gaborone.

L'IS serait-elle devenue la nouvelle avant-garde du combat anti-impérialiste et anticolonialiste en Afrique ? Les choses ne sont pas si simples. Sur de nombreux points, des ambiguïtés subsistent, et des dissensions paralysent son action. Un seul exemple : l'IS a été jusqu'ici incapable de prendre position sur le problème du Sahara occidental – aux travaux des congrès, le Front Polisario est invité à titre d'observateur, mais la présence de l'USFP, qui soutient la stratégie et la tactique du roi Hassan II, paralyse pour l'instant toute action significative de l'IS en faveur d'une paix juste au Sahara.

Il serait toutefois erroné de croire que l'action de l'IS en Afrique se limite à son soutien aux peuples en lutte de l'Afrique australe. L'analyse qu'elle fait, en cet été 1986, de la situation du continent est plus large. Une double conviction la gouverne : le continent ne doit pas devenir un lieu d'affrontement des deux superpuissances, américaine et soviétique ; les rapports économiques, financiers et commerciaux entre les pays africains et l'Occident industriel doivent changer radicalement, afin de permettre aux forces démocratiques africaines de construire graduellement des sociétés régies par un Etat de droit, respectueuses des droits de l'homme. Pour aider à la réalisation de ce projet, l'Internationale multiplie ses contacts avec les régimes les plus divers, parfois les plus éloignés de ses propres principes fondateurs.

Cette politique, inaugurée par M. Willy Brandt et ratifiée récemment par le dernier congrès ordinaire de l'IS, à Lima (Pérou), en juin 1986, constitue un soutien certain pour une évolution pacifique vers la démocratie, l'indépendance et le non-alignement de nombreux pays d'Afrique.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET
Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
[illegible] MONDPAR 650572 F
[illegible]-47-97-27

PAGE 10 : [illegible]
« Avis aux étrange[illegible] retour, par Philippe [illegible]

Calendrier des fêtes nationales

1er-30 septembre

1er LIBYE	Fête nationale.
2 RÉP. SOCIAL. DU VIETNAM	Fête nationale.
3 SAINT-MARIN	Fête nationale.
3 QATAR	Fête nationale.
6 SWAZILAND	Fête nationale.
7 BRÉSIL	Fête de l'indép.
9 BULGARIE	Fête nationale.
12 ÉTHIOPIE	Fête nationale.
15 COSTA-RICA	Fête nationale.
15 EL-SALVADOR	Fête de l'indép.
15 GUATEMALA	Fête de l'indép.
15 HONDURAS	Fête de l'indép.
15 MEXIQUE	Fête nationale.
18 CHILI	Fête de l'indép.
22 MALI	Fête nationale.
23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale.
28 REP. ARABE DU YEMEN	Fête nationale.
30 BOTSWANA	Fête de l'indép.



COALITION POUR LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE DU SUD

(Abbas-Magnum)

AU CENTRE DE FORMATION DES OFFICIERS NOIRS DE HAMANSKRAAL

Plus de deux mille morts en deux ans, en Afrique du Sud. Plus de dix mille personnes emprisonnées depuis l'instauration de l'état d'urgence le 12 juin dernier. Cette fois, malgré toot l'arsenal de la répression, les Noirs ne cèdent pas, et l'opiniou internationale s'inquiète.

Depuis des mois, les gouvernements occidentaux s'efforcent d'inciter le président Botha à dialoguer avec les représentants du mouvement de résistance africaine. Enfin, ils demandent l'établissement de la démocratie eo Afrique du Sud. Et parce que le président Botha, lui non plus, ne cède pas, les sanctions économiques contre son régime leur apparaissent comme l'ultime recours pour éviter le bain de sang *(voir ci-dessous l'article de Bokwe Mafuna)*. La CEE, le Commonwealth et le Congrès des Etats-Unis multiplient leurs tentatives pour convaincre M. Reagan et Mme Thatcher de prendre au sérieux leurs propositions.

Il n'existe, certes, aucune recette-miracle garantissant la totale efficacité des mesures de coatrainte économiques *(voir pages 6 et 7 « Mille et une manières de tourner un embargo »)*. Mais chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître que, s'agissant d'un régime aussi discrédité que celui de M. Botha, les sanctions sont une nécessaire arme d'appoint *(voir page 5 l'article de Howard Cooper)* qui, en uggravant les difficultés du gouvernement de Pretoria, l'obligera à négocier.

En fait, le gouvernement sud-africain est en train de faire la démonstration de soo impuissance politique. Devant le congrès du Parti national réuni à Durban, les 12 et 13 août dernier, le président a encore exhorté les Afrikaners à résister aux pressions de l'étranger ; il a tourné en dérision les menaces de sanctions qui, a-t-il dit, auront surtout pour effet de renforcer l'économie sud-africaine. Il n'en décide pas moins, à l'avance, des mesures de représailles économiques contre ses proches voisins, qui compléteront les effets destructeurs des raids de son armée.

Qui croit encore à l'avenir de ce régime ? Voyant qu'il n'est plus en mesure de garantir la survie de ses intérêts dans une région aussi vitale de l'Afrique, le système occidental commence à se liguer contre lui. C'est ce que M. Bob Hawke, premier ministre d'Australie, avait tenté d'expliquer à Mme Thatcher le 5 août, lors do « mini-sommet » du Commonwealth à Londres : *« Ce que j'ai essayé de lui faire comprendre avant toute autre chose*, a-t-il raconté, *c'est que moi-même, et la plupart d'entre nous, nous acceptons le bien-fondé de ses préoccupations pour les intérêts économiques britanniques en Afrique du Sud. Mais c'est précisément ce souci qui, s'il était convenablement analysé, devrait nous inciter à prendre des sanctions accrues, et substantielles, parce qu'il ne fait pas de doute que le cours de l'histoire ne va pas en rester là, en Afrique du Sud* (1). »

(1) Cf. *Financial Times*, 6 août 1986.

MICHELINE PAUNET.

Le dialogue, ou le bain de sang

Par BOKWE MAFUNA

COMMENTANT le refus du président Reagan d'appliquer les sanctions économiques à l'Afrique du Sud, Anthooy Lewis écrivait fin juillet dans l'*International Herald Tribune* : *« L'espoir d'une transition négociée vers la démocratie en Afrique du Sud s'évanouit. La répression et la violence vont se développer, compromettant l'avenir d'un grand pays* (1). » Une chance s'offrait à l'Amérique d'user de son influence *« pour faire avancer les valeurs occidentales, les valeurs américaines, dans une région de grande importance*, ajoutait-il ; *au lieu de quoi le président a tragiquement poussé l'Afrique du Sud dans la mauvaise direction »*.

Cette inquiétude est largement partagée, aujourd'hui, dans les milieux occidentaux qui voient le *statu quo* en Afrique australe menacé par l'incessant développement de la révolte de la population noire. Celle-ci ne réclame plus seulement l'abolition de l'apartheid et la reconnaissance de ses droits politiques en tant que majorité. Ça et là, et de plus en plus, des voix se font entendre pour demander un changement de système économique. L'hostilité au capitalisme gagne du terrain, la lutte armée reçoit un soutien croissant parmi la population.

Plus intense que jamais, la répression contre les syndicats et les leaders politiques, contre les étudiants et les organisations communautaires alimente l'indignation des démocraties occidentales. A Washington comme à Londres, à Paris comme à Bonn, tous les dirigeants souhaitent l'avènement d'une nouvelle Afrique du Sud, régie par une véritable démocratie qui assurerait la préservation des valeurs et les intérêts de l'Occident, aussi bien que du système de libre entreprise. Ils se sont donc attachés à faciliter le dialogue entre le pouvoir blanc et l'opposition africaine, demandant, comme cette dernière, la libératioo de tous les prisonniers politiques, dont celle de M. Nelson Mandela, cbef du Congrès national africain (ANC) ; la légalisation de toutes les organisations politiques, y compris l'ANC (mais personne ne fait jamais mention du Parti communiste sud-africain) ; le retour des exilés ; la levée de l'état d'urgence ; le retrait des soldats des cités noires. Ils préconisent aussi des réformes pour éviter un bain de sang, des changements progressifs qui laisseraient aux Blancs le temps de surmonter leurs craintes et de ménager leurs intérêts.

Vingt-six ans après

EN pleine crise économique, confronté à la concurrence de plus en plus vive des nouveaux pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine, l'Occident ne peut délaisser le continent africain, pourvu de vastes réserves de matières premières et qui demain lui offrira de nouveaux marchés. L'Afriquo du Sod, dotée d'une solide infrastructure et d'une industrie développée, avec son héritage culturel européen, demeure pour lui une base d'influence et de pénétratioo sans égale. Mais elle ne pourra jouer ce rôle que si elle sait se faire accepter de ses voisins et, à cet égard, l'apartheid est devenu un insurmontable obstacle. Comment s'en débarrasser ? Les sanctions, ou le bain de sang ? Telle est l'alternative qui, depuis des mois, alimente un iotense débat international.

Les Occidentaux prônent la négociation, mais le président Botha reste inébranlable : *« Pas de négociation avec l'ANC s'il ne renonce pas à la violence. »* Avec qui, donc, négocier ? Il n'y a personne d'autre, en Afrique du Sud, qui puisse se présenter en interlocuteur valable. Les chefs des bantoustans n'ont aucune crédibilité, l'évêque Desmond Tutu et les autres dirigeants religieux n'ont pas l'autorité nécessaire.

Le recours aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud a, pour la première fois, été envisagé après les massacres de Sharpeville en 1960. Vingt-six ans ont passé pendant lesquels la résistance à la politique d'apartheid et la répression du pouvoir blanc n'ont cessé de se renforcer. A Sharpeville, la police avait tné au moins soixante-neuf Africains, et fait parmi eux des centaines de blessés. En 1976, les émeutes de Soweto firent officiellement plus de sept cents morts. Et depuis deux ans, les troubles ont provoqué la mort d'au moins deux mille personnes, victimes de la police, pour la plopart, mais aussi des violences interethniques qui se multiplient, avec les encouragements des autorités.

C'est la nouvelle Constitution du président Botha, promulguée en 1984, qui a mis le fen aux poudres. Elle octroyait aux Indiens et aux métis des pouvoirs limités, et séparés, tout en maintenant à l'écart la majorité noire, progressivement déportée dans les bantoustans promis à nne indépendance factice. Devant la farouche résistance des Africains à ces projets de « réforme », l'opinion internationale s'est mobilisée pour réclamer des sanctions contre Pretoria. Aujourd'hui, le président Botha continue de promettre des « réformes » – il a encore précisé ses intentions devant le congrès de son parti réuni à Durban les 12 et 13 août dernier, – mais sans convaincre personne. Et le principe des sanctions fait son chemin dans les chancelleries occidentales.

Aux Etats-Unis, le président Reagan a été mis au pied du mur par les deux chambres du Congrès, qui ont voté chacune une série de mesures économiques destinées à contraindre le gouvernement sud-africain au dialogue. A Londres, Mme Thatcber a fini par céder, au moins sur le principe, aux intenses pressions de l'ensemble des pays du Commonwealth. L'un et l'antre s'étaient pourtant faits les plus fervents détracteurs des sanctions, arguant que les populations noires en seraient les premières victimes.

Jamais les milieux d'affaires et les dirigeants politiques de l'Occident ne s'étaieot autant souciés du bien-être des Noirs. C'est ce moment que cboisit Pretoria pour appliquer ses propres sanctions contre ses voisins de Zamble et du Zimbabwe, et menacer des millions de travailleurs migraots venus du Lesotho, du Botswana et du Mozambique de les renvoyer dans leur pays d'origine. Tandis que les raids de soo armée cootre les Etats voisins se multiplient.

A l'iotérieur du pays, les populations noires ont déjà fait leur choix. Selon une récente enquête du *Times* de Londres, elles approuvent à plus de 70 % l'appel en faveur des sanctions lancé au début de cette année par l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix.

(Lire la suite page 4.)

(1) *International Herald Tribune*, 26-27 juillet 1986.

MASSACRE EN ANGOLA



Une autre guerre d'usure et de sabotage économique

Malgré l'accord de Lusaka signé en février 1984 entre le gouvernement angolais et le gouvernement sud-africain, l'armée de M. Botha se livre périodiquement à des raids meurtriers contre le territoire de son voisin. Elle est assistée dans ce « combat » par les rebelles de l'UNITA de M. Jonas Savimbi, qui bénéficient, à l'instar de la *Contra* antisandiniste, d'une aide américaine croissante. Et tout comme la contre-guérilla au Nicaragua, *(voir l'article de Reed Brody, ancien ministre adjoint de la justice de l'Etat de New-York, dans* le Monde diplomatique *d'août dernier)*, les hommes de l'UNITA s'emploient à mener une guerre d'usure et de sabotage économique contre l'Angola. Voici à ce propos la relation que donne le journaliste américain David B. Ottaway d'un récent séjour à Cambaleta, petite ville angolaise de moins de 6000 habitants, qui fut la cible d'un massacre le 8 février 1986 (1) :

« Ils sont arrivés, plusieurs centaines d'hommes, tôt le matin, dans cette vieilla ville agricole, édifiée par les Portugais sur les collines du centre-nord de l'Angola, et ont surpris les habitants dans leur sommeil... L'attaque commença à 4 h 30 du matin. Quand les guérilleros quittèrent les lieux, quatre heures plus tard, ils laissaient derrière eux – suivant les autorités locales – 107 cadavres dont ceux du pasteur méthodiste, Diogo Pascoal Antonio, et quatre de ses enfants. 13 des 75 blessés – par balles, à coups de couteau ou de machette – transportés à l'hôpital d'Uige, sont morts par la suite...

A l'échelon national, le nombre des Angolais mutilés qui attendent de recevoir une prothèse s'élève à 23000, selon le chef d'état-major, le colonel Ndalu. D'après des fonctionnaires des Nations unies et des diplomates occidentaux à Luanda, la principale raison de ce nombre anormalement élevé réside dans la volonté de l'UNITA de perturber le production alimentaire dans les régions contrôlées par le gouvernement (...). Parce que des mines sont camouflées dans les champs où poussent les récoltes destinées à la production alimentaire et à l'exportation, et dans les chemins qui relient ces champs aux villages, les paysans sont contraints d'abandonner leurs lopins de terre pour se réfugier dans les villes, où ils trouvent nourriture et protection... »

(1) *International Herald Tribune*, 1er août 1986.

DANS « GÉOPOLITIQUE AFRICAINE »

« Un empire qui décolonise »

« La fondation Liberté sans frontières, issue des célèbres Médecins sans frontières, a engagé, sous l'égide de Rony Brauman, un combat décisif : défendre la liberté dans le tiers-monde, tant son absence va de pair avec le sous-développement » **: c'est sur ces lignes que s'ouvre le deuxième numéro d'une nouvelle revue intitulée *Géopolitique africaine*.**

Est-ce bien dans le souci de « défendre la liberté dans le tiers-monde » que la revue publiait, dans son premier numéro, un long article – anonyme – reprenant pour l'essentiel les thèses racistes les plus éculées sur lesquelles s'appuie la politique de « développement séparé » en Afrique du Sud. On y lit notamment :

« La radicalisation dramatique de l'affaire sud-africaine tient largement à la politique de l'URSS et à l'état d'esprit d'idéologues ou d'hommes politiques occidentaux qui veulent à toute force occulter des réalités complexes pour défendre l'application aveugle de leurs principes. On a vu régulièrement l'aboutissement de cette démarche : les réalités demeurent, se vengent et, au système d'injustice qu'on prétendait abattre, s'en est substitué un autre, totalitaire et négateur de toute espérance.

» L'Occident et l'Orient veulent aujourd'hui voir disparaître d'Afrique du Sud l'apartheid et que le pouvoir revienne à la majorité du » peuple » sud-africain. Quelles sont les réalités de l'Afrique du Sud ? Qu'en est-il de ce fameux « apartheid » dont on simplifie à l'envi le contenu et dont on se garde bien de préciser ce ce qu'il recouvre réellement ? Faut-il obligatoirement que le pouvoir revienne à la « majorité » en ignorant ceux qui la composent ? Faut-il n'accorder de crédit qu'aux mouvements politiques les plus extrémistes, spécialement marxistes, comme l'ANC (« African National Congress »), bien entendu qualifié de « seul représentant légitime du peuple en lutte pour sa libération » ? Faut-il continuer à ignorer que l'histoire a fait de l'Afrique du Sud un empire qui décolonise ?

» Enfin faut-il rappeler quelques vérités crues sur les mythes et les réalités de ce pays... même si ces vérités sont dérangeantes ? C'est devenu aujourd'hui, nous semble-t-il, une nécessité prophylactique.

» La République d'Afrique du Sud, en effet, n'est pas composée d'un seul et unique peuple, comme l'affirme la propagande internationale et comme fait semblant de le croire l'*ONU* en particulier. Elle n'est pas, non plus, composée d'un côté de Blancs colonialistes minoritaires et de l'autre d'une majorité noire opprimée. Il existe en réalité dans ce pays des Afrikaners – descendants de Français, de Hollandais et d'Allemands, – des Anglo-Saxons, des Juifs, des Métis, des Indiens, des Zoulous, des Xhosas, des Tswanas, des N'Debeles, des Sothos, des Swazis, des Vendas et des Shangaans-Tsongas. L'Afrique du Sud est une mosaïque de minorités, dont les plus importantes sont celles des Zoulous, des Blancs, des Xhosas et des Sothos.

» Les dix peuples noirs d'Afrique du Sud n'ont rien en commun, si ce n'est la proximité, la couleur générale et le niveau de civilisation. Ils sont aussi différents que peut l'être un Espagnol d'un Suédois. De la même façon, les deux principaux peuples blancs sont distincts et n'en forment pas un seul. Les peuples d'Afrique du Sud n'ont en commun, en règle générale, ni le sang, ni le caractère, ni la religion, ni la langue, ni les mœurs, ni la civilisation, ni la niveau de développement... »

(Extrait de « Afrique du Sud : un problème mal posé, la seule issue raisonnable est confédérale », *Géopolitique africaine*, mars 1986.)

Mme WINNIE MANDELA

« L'opprimé, c'est le Noir »

Apparemment, Mme Winnie Mandela, épouse du leader de l'ANC emprisonné depuis vingt-trois ans, ne se demande pas si elle est zoulou, xhosa, n'debele ou swazi. Il lui suffit d'avoir la peau noire pour exprimer ce qu'ont en commun, outre *« la proximité, la couleur générale et le niveau de civilisation »*, tous ceux qui sont exclus du pouvoir en Afrique du Sud :

« Rien n'est plus important que ce qui se passe dans le mouvement ouvrier. Nous sommes la richesse de ce pays. Nous mettons au jour les richesses de cette terre. Nous pourrions mettre ce pays à genoux avec nos travailleurs – ces mains noires. Nous l'avons fait tel qu'il est, et nous pouvons le mettre à genoux tout aussi bien. Des hommes font marcher l'industrie – et ils meurent de faim. Ils font marcher les mines, et ils meurent de faim. Ils sont des serviteurs, des domestiques, et ils meurent de faim. Les agitateurs étrangers ou les communistes russes n'y sont pour rien. C'est nous, le peuple. On n'a pas besoin de nous dire que nous avons faim. *Nous avons faim*. Le gouvernement pense qu'il peut nous diviser, couper les syndicats des Noirs qui habitent les *townships*, quand en réalité le syndicat est fait de ces gens-là – ces ouvriers qui quittent Soweto à une heure du matin pour se pointer à cinq heures aux portes des usines des Blancs parce que les trains sont bondés. L'ouvrier est cet homme qui a été physiquement arraché à ses racines, à la glèbe de ses pères – le prétendu *trou noir* – pour être relégué par l'homme blanc dans un lieu aride, inhabitable – le prétendu *homeland*, – et ce que cet ouvrier voit, c'est la tombe de ses enfants morts de malnutrition dans une des contrées les plus riches du monde.

Il n'y a qu'un seul être dans ce pays qui soit opprimé. C'est le Noir. Nous n'allons pas cesser de harceler le pays tout entier à coups de grèves. Les émeutes de Soweto seront forcément à l'ordre du jour parce que notre lutte a été réduite par l'homme blanc, de son propre chef, à un affrontement du Noir contre le Blanc. »

(Extrait de Winnie Mandela, *Une part de mon âme*, publié en français par les éditions du Seuil, Paris, 1986, 187 pages, 79 F.)

Le dialogue, ou le bain de sang

(Suite de la page 3.)

De même, il a reçu le soutien d'une pléiade d'organisations représentatives comme le Front démocratique uni (UDF), l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), le Congrès azanien des syndicats (AZACTU), les organisations étudiantes, le Conseil sud-africain des Eglises, la Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud, etc. Qui a peur des sanctions en Afrique du Sud ?

S'exprimant en juin dernier à Paris lors de la conférence des Nations unies sur les sanctions, M. Oliver Tambo, président de l'ANC, a insisté sur la responsabilité des puissances occidentales – en particulier celle des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la République fédérale d'Allemagne et de la France, – devant le risque d'une issue sanglante pour toute l'Afrique australe : *« Si ceux qui ont le pouvoir d'imposer des sanctions manquent de le faire aujourd'hui, l'histoire fera d'eux les complices des conspirateurs et des participants à un crime de vaste dimension. »* M. Tambo a ajouté que son organisation souhaitait libérer le pays par des moyens pacifiques, y compris la négociation.

L'avertissement du Commonwealth

LE président de l'ANC s'est aussi référé à une déclaration du groupe d'éminentes personnalités du Commonwealth, à la conférence de Paris, suivant laquelle *« le régime Botha n'est pas prêt à résoudre le problème de l'Afrique du Sud par la négociation »*. Le groupe du Commonwealth revenait tout juste d'une mission d'enquête en Afrique australe, qui fut marquée sur sa fin par le triple raid lancé par les troupes de Pretoria contre le Botswana, le Zimbabwe et la Zambie, tous trois membres du Commonwealth.

Sir Shridath Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, a déclaré de son côté, toujours à la conférence de Paris, que, « *en dix ans* [depuis Soweto], *les choses n'ont fait que changer en pire* ». Puis, se référant aux conclusions des « éminentes personnalités » au terme de leur enquête il a ajouté : *« Le message est clair, l'apartheid doit cesser. Et il cessera. Si nécessaire, par une lutte sanglante dont le coût en vies humaines se chiffrera par des millions de victimes, et leur agonie aura des répercussions dans chaque coin de notre monde multiracial. »*

En Afrique du Sud, les émissaires du Commonwealth trouvèrent un pays en proie à la violence et soumis à l'état d'urgence, tandis que les échos de la campagne internationale en faveur des sanctions sensibilisaient l'opinion. Ils ont néanmoins pu rencontrer les représentants de toutes les tendances de la société, y compris M. Nelson Mandela dans sa prison, et des membres du gouvernement. Ils écrivent, dans leur rapport de mission : *« Tout au long de nos entretiens, le problème de la violence n'a cessé de surgir. En un sens, c'est le problème central, au cœur du débat politique. Le gouvernement demande à ses opposants de renoncer à la violence – ou de s'engager à la non-violence – comme condition préalable aux négociations. Ses opposants disent que leur violence n'est qu'un effet de réaction, ils demandent que ce soit d'abord le gouvernement qui cesse de recourir à la violence. Où est la vérité ?* (2) » (p. 48).

Et parce qu'ils ont acquis la conviction que la violence ne cessera pas, les enquêteurs estiment que de *« nouvelles mesures »* s'imposent (p. 140). Il s'agit, bien entendu, des sanctions, car, pour eux, l'absence de sanctions encourage le maintien de l'apartheid et les troubles qui en découlent. Qui plus est, disent-ils, le gouvernement de Pretoria est conforté dans son intransigeance par sa conviction que les pays occidentaux ne prendront pas de sanctions.

Or cette intransigeance, depuis lors, a trouvé de nouvelles occasions de s'affirmer. Le voyage en Afrique australe, au mois de juillet, de Sir Geoffrey Howe, secrétaire du Foreign Office, s'est soldé par un échec. Le président Botha, qui ne cesse de dénoncer l'« immixtion » des pays occidentaux dans les affaires intérieures sud-africaines, a réaffirmé devant le congrès du Parti national à Durban la détermination des Afrikaners à ne rien céder, quelles que soient les menaces de sanction, dans la mise à exécution de leur programme de « réformes ». Celui-ci, on le sait, doit un jour permettre la réalisation de ce grand dessein qu'est la Confédération des Etats de l'Afrique australe : grâce à la création de bantoustans « indépendants », censés s'intégrer un jour dans une telle confédération, l'Afrique du Sud blanche serait débarrassée une fois pour toutes de la majeure partie des Noirs – quitte à accorder des droits politiques à la minorité de couleur admise à rester dans les « régions blanches » pour les besoins de leur économie.



(International Herald Tribune, *18 août 1986*)

Patience. Attendons que le pays ait un gouvernement communiste. ALORS, nous agirons

En réalité, ni l'ANC ni le monde extérieur ne peuvent adhérer à un projet qui consiste à chasser quelque vingt millions de Sud-Africains vers les régions les plus défavorisées, où ils seront condamnés soit à mourir de faim, soit à se révolter. Aucun gouvernement étranger n'a d'ailleurs reconnu l'un ou l'autre des quatre bantoustans ayant déjà accédé à l'« indépendance ».

Tout en maintenant son refus des sanctions, le gouvernement de M. Reagan était lui-même si peu convaincu par la politique de « réformes » de Pretoria qu'il a pris la précaution de nouer des contacts avec l'ANC.

Le 23 juillet dernier, devant la sous-commission du Sénat qui s'apprêtait à voter une série de sanctions, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, lançait encore une mise en garde contre de telles mesures, assurant qu'elles équivaudraient à *« une déclaration de guerre aux peuples de l'Afrique australe »*. En même temps, il se déclarait prêt à rencontrer M. Oliver Tambo, président de l'ANC, car, a-t-il précisé, les Etats-Unis doivent rester en contact avec tous les dirigeants de tous les groupes sud-africains (3). Quelques jours plus tard, l'ambassadeur des Etats-Unis rencontrait à Lusaka des représentants officiels du Congrès national africain.

Déjà, en Grande-Bretagne, M. Oliver Tambo avait lui-même été reçu en juin par une haute personnalité du Foreign Office, Mme Lynda Chalker, après qu'il eut rencontré à Paris M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, lors de la conférence des Nations unies sur les sanctions. Ainsi, naguère encore accusé d'encourager le terrorisme et la violence, de recevoir le soutien de Moscou et de compter des communistes parmi ses dirigeants, l'ANC se voit reconnaître peu à peu comme interlocuteur valable, même par les plus chauds partisans de M. Botha. Une manière de montrer à ce dernier la voie du dialogue, jugée préférable aux désordres que ne manquerait pas de provoquer dans son pays une application rigoureuse des sanctions.

Le Congrès des Etats-Unis n'est toutefois pas convaincu que ce soit là un geste suffisant. Après la Chambre des représentants, le Sénat a approuvé à son tour le 15 août, malgré les objections de l'administration Reagan, une liste de sanctions plus sévères qu'il n'était prévu à l'origine, pour s'aligner sur les recommandations du Commonwealth. Du coup, la Maison Blanche faisait savoir le même jour qu'elle pourrait elle-même alourdir dès ce mois-ci la liste des premières mesures économiques qu'elle avait adoptée l'an dernier (4). Tels sont, sans doute, aux Etats-Unis, les effets d'une campagne anti-apartheid particulièrement active, tandis que se rapproche l'échéance des élections législatives de mi-mandat qui auront lieu en novembre prochain.

C'est maintenant à la Communauté européenne qu'il appartient de se prononcer. En principe, le conseil des ministres des affaires étrangères doit être saisi d'une liste de sanctions à l'échelle européenne. Il pourrait, à cette occasion, envisager les moyens de coordonner les initiatives de part et d'autre de l'Atlantique pour obliger le gouvernement de M. Botha à réviser sa politique.

BOKWE MAFUNA.

(2) *Mission to South Africa, The Commonwealth Report*, Penguin Books, Harmondsworth, Middlessex, 1986, 176 pages, 2,50 livres.

(3) *Africa Wireless File*, ambassade des Etats-Unis, Paris, nº 141, 23 juillet 1986, p. 1.

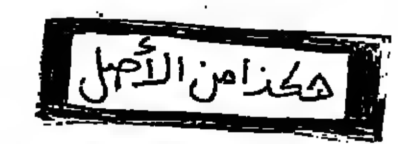
(4) Cf. *Financial Times*, 16 août 1986.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



TROUBLES POLITIQUES, DÉSORDRE DES AFFAIRES

Les sanctions économiques, arme d'appoint contre un régime discrédité

Par HOWARD COOPER *

DANS le climat politique actuel, le débat sur les sanctions contre l'Afrique du Sud laisse souvent de côté la dimension économique de celles-ci. Même si l'on accepte l'idée suivant laquelle la pénalisation de l'économie peut inciter un gouvernement à modifier sa politique, il reste à prouver – au moins dans le cas d'un pays tel que l'Afrique du Sud – l'impact réel de mesures de rétorsion. En l'absence d'une théorie générale des sanctions, les points de vue inconsistants, voire contradictoires, prolifèrent. On peut cependant tenter de dégager quelques éléments.

L'Afrique du Sud dépend lourdement, pour ses ressources en devises, de l'exportation de l'or et des diamants qui représentent, en moyenne, 55 % de sa production globale. Plus largement, le secteur primaire – qui fournit 80 % des exportations – constitue le maillon le plus vulnérable aux sanctions : le marché intérieur se révélerait incapable d'absorber les surplus ; le stockage serait une solution onéreuse, et à court terme.

L'établissement de tarifs protectionnistes et la mise en place d'industries de substitution – principaux facteurs de la croissance depuis 1945 – ont permis de réduire la dépendance à l'égard de l'étranger : les usines locales fournissent la quasi-totalité des biens de consommation. Par contre, l'essentiel des biens intermédiaires et de production, le pétrole et ses dérivés, ainsi que les armements constituent 80 % des importations.

L'agriculture, qui ne contribue que pour 7 % ou 8 % à la production globale, emploie 30 % des salariés et 40 % de tous les travailleurs noirs. Produisant principalement pour l'étranger, elle verrait, en cas de sanctions, ses marchés extérieurs se rétracter, en particulier pour les fruits et la laine. Pour les autres produits – maïs, bœufs, sucre, – les conséquences seraient plus limitées car l'Afrique du Sud commerce avec des pays qui ne peuvent pas la boycotter, ou qui ne le veulent pas. Mais les paysans dépendent aussi, à 75 %, des importations pour leurs intrants : un déclin de la productivité ne pourrait être compensé que par une utilisation plus intensive du travail ; bien qu'artificiellement, la production et l'emploi ne s'en maintiendraient pas moins.

Dans tout débat sur les sanctions, l'or occupe une place centrale. Il fournit à lui seul 40 % des ressources en devises du pays et lui permet d'importer les biens nécessaires à son développement.

Pourtant, cet aspect du problème a suscité peu de commentaires. Deux obstacles de taille se dressent, en effet, devant toute décision de boycott : les risques qu'un retrait sud-africain fait peser sur le marché de l'or mais aussi sur le système monétaire international (SMI).

* Département d'économie, université du Natal.



Trouver le défaut de la cuirasse

SUR ce marché, la prépondérance des stocks sur les flux rend théoriquement possible d'imposer une baisse des prix de l'or. Récemment, l'*Economist* de Londres suggérait d'inonder le marché mondial, mais l'idée apparaît peu réaliste, malgré la diminution de l'inflation qui, dans les pays de l'OCDE, a stabilisé ces dernières années le prix de l'or sur le marché privé. Si les Etats-unis vendaient une partie de leurs stocks, rien ne garantirait que ces quantités de métal jaune resteraient en circulation et que les prix ne remonteraient pas rapidement. Sans oublier qu'une telle spéculation risquerait de secouer le système monétaire international et donc... d'augmenter le prix de l'or : les banques centrales continuent d'utiliser ce métal comme réserves extérieures et le FMI a conservé deux tiers des quotas en or fournis par ses membres.

L'échec des tentatives de «démonétiser» l'or s'est traduit, depuis l'inauguration de cette politique, par une forte tendance à la hausse malgré certaines fluctuations. Avec 70 % de la production occidentale, l'Afrique du Sud occupe une place prépondérante qui rend des sanctions, dans ce domaine, bien difficiles à mettre en œuvre.

Grâce à la vente de ses diamants, commercialisés par un cartel qu'elle domine, l'Afrique du Sud perçoit aussi d'importantes quantités de devises (1 milliard de rands en 1985). Forcer une baisse des prix sur le marché nécessiterait, là aussi, une grande détermination et risquerait de frapper de nombreux producteurs innocents.

En revanche, d'éventuelles mesures contre le charbon (1 milliard de rands exportés en 1985) et l'acier inquiètent bien plus la Chambre des mines sud-africaines, une organisation qui regroupe les propriétaires. Seuls le Danemark et la France ont jusqu'ici imposé un embargo sur le charbon. Si la CEE et les pays du Sud-Est asiatique suivent cet exemple, cent dix mille emplois se trouveraient menacés. Compte tenu de l'état des marchés, des mesures contre le charbon et l'acier apparaissent plus praticables que contre l'or, les diamants ou le platine, ce qui laisse supposer que des sanctions sélectives se révéleraient aussi efficaces que des sanctions globales.

Le secteur manufacturier, quant à lui, contribue pour un quart à la production nationale ; il s'est consolidé au cours de ces cinquante dernières années grâce à une politique protectionniste et couvre l'essentiel des besoins en biens de consommation ; 85 % de ses produits sont réservés au marché national. Globalement, ce secteur est le moins vulnérable à des sanctions ; mais, à long terme, il pourrait tout de même constituer l'un des points faibles de l'armure sud-africaine.

En effet, au stade actuel de son développement, l'Afrique du Sud dépend lourdement de ses importations de biens intermédiaires et de production. Machines, véhicules et équipements de transport, matériel électrique et produits chimiques industriels représentent 50 % du total de ses achats à l'étranger (70 % si on exclut de l'ensemble le pétrole et les armes). Des sanctions à l'exportation devraient donc se concentrer sur de tels biens.

Ceux qui estiment – et ils sont nombreux – qu'une politique de substitution aux importations serait possible dans ce domaine également s'avancent beaucoup.

(Lire la suite page 6.)



(Ian Berry-Magnum)

DANS UNE MINE D'OR, TRAVAILLEURS NOIRS SOUS LE REGARD D'UN CONTREMAITRE BLANC
70 % de la production occidentale

La crise avec les banques créancières

Au 31 août 1985, à la veille du moratoire décrété par Pretoria, la dette se montait à 24 milliards de dollars, devant être remboursés avant la fin 1988, ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous (en milliards de dollars) :

	Fraction non sujette à reconduction	Fraction sujette à reconduction	TOTAL
Secteur public	7,2	2,8	10,0
Secteur privé non bancaire	2,8	2,3	5,1
Secteur privé bancaire	–	8,9	8,9
TOTAL	10,0 (27,7 milliards de rands*)	14,0 (38,8 milliards de rands*)	24,0 (66,5 milliards de rands*)
Échéances			
Fin 1985	1,6	6,7	8,3
Fin 1986	3,5	3,0	6,5
Fin 1987	1,0	1,2	2,2
Fin 1988	3,9	3,1	7,0

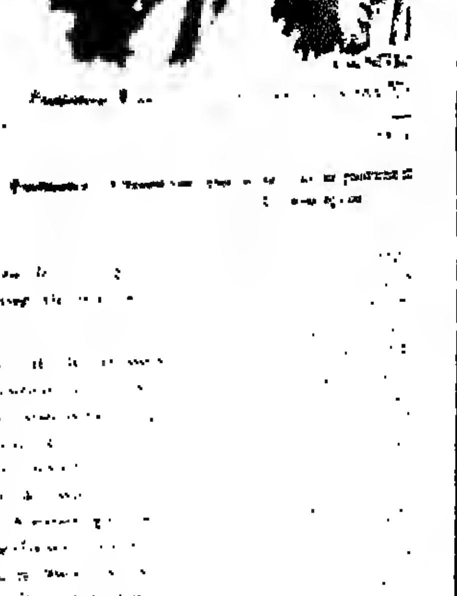
* Au 31 août 1985 : un rand = 0,3605 dollar.

Source : Finansies en Tegniek, 28 février 1986.

En décembre 1980, la dette extérieure sud-africaine s'élevait à environ 7,2 milliards de dollars, soit, au taux de change de l'époque, 5,7 milliards de rands. En quatre ans et huit mois, ce montant est passé à 24 milliards de dollars ; exprimée en rands, et compte tenu de la dépréciation de cette monnaie, la dette a été multipliée par près de douze. Les deux tiers de cette somme – contre seulement un tiers en 1980 – sont des crédits à court terme.

Techniquement parlant, le pays n'est pas surendetté. Le paiement des intérêts ne représentait, en 1985, que 9 % des revenus d'exportation (contre 43 % pour le Chili, 37 % pour le Brésil, 27 % pour les Philippines). Plus qu'un problème classique de remboursement, l'Afrique du Sud connaît des difficultés de liquidités à court terme. Normalement, de telles difficultés auraient pu se résoudre avec le concours des banques. Mais, pour des raisons politiques, celles-ci se refusaient désormais à de telles facilités et bloquaient le renouvellement des lignes de crédit à court terme. D'où la décision de Pretoria, le 1er septembre 1985, de suspendre le remboursement du capital de la dette commerciale (14 milliards de dollars) tout en continuant à payer les intérêts.

Ce n'est qu'en février 1986 qu'un accord sur le rééchelonnement de la dette sud-africaine était signé à Londres. Un moratoire d'un an était décidé pour 95 % du capital de la dette commerciale, les 5 % restants devant être remboursés dans les douze mois. Ce sursis arrive à échéance au printemps 1987 ; mais l'accroissement des tensions en Afrique du Sud rend toute nouvelle négociation bien incertaine.



TROUBLES POLITIQUES, DÉSORDRE

Les sanctions économiques, arme d'appoint contre un

(Suite de la page 5.)

Certes, le pays a réussi sa percée dans la sphère des industries dites stratégiques. Avec Armscor (armements), Soekor (exploratioo pétrolière) et Sasol (pétrole tiré do charbon), largement financés par le secteur public, il a réduit sa vulnérabilité. Pourtant, les capacités du secteur privé à créer les produits qu'il importe apparaissent plus que limitées par les problèmes d'*échelle, de taille* du marché intérieur, de coûts et de compétitivité. Derrière la barrière protectionniste artificiellement créée par les sanctions, se mettrait en place une structure de prix élevés qui émousserait la compétitivité à l'exportation, tandis que l'étroitesse du marché accroîtrait la concentration de l'industrie. Dans de telles conditions, les prix ne refléteraient pas les réalités du marché et il se produirait les habituelles distorsions qu'engendre une mauvaise répartition des ressources.

Les conséquences sur l'emploi d'un boycott dans ce secteur ne soot pas toujours évidentes. Les industries les plus touchées seraient les industries de capital plutôt que celles à forte main-d'œuvre; et pourtant, les conséquences en aval et eo amont risquent de se révéler plus dévastatrices qu'il n'y paraît à première vue. Dans les industries manufacturières affectées par la rareté des biens de capital jusque-là importés, il feudrait recourir davantage à la main-d'œuvre, et pent-être même serait-ce l'ensemble de l'industrie qui devrait suivre le mouvement, contrairement à la tendance de ces dernières années où le secteur secondaire faisait de plus en plus appel au capital. Il en résulterait une diminution du chômage, encore que, les deux ou trois premières années, l'emploi pourrait se ressentir des difficultés déjà évoquées d'une politique de substitution à l'importation.

Pour résumer, des sanctions frappant les importations de biens de production, à supposer qu'elles soient appliquées, ne porteraient pas leurs fruits avant plusieurs années, d'autant que les équipements déjà en place n'auraient pas besoin d'être immédiatement remplacés.

Pour le secteur manufacturier, et plus spécialement pour l'écoulement à l'étranger de ses prodnits, le taux de change du rand reste une variable cruciale. Grâce à sa faiblesse actuelle, les produits sud-africains se vendent facilement, les importations sont découragées et la balance commerciale fait apparaître un excédent exceptionnel. Une situation favorable pour l'industrie manufacturière, ainsi moins dépendante des apports en devises étrangères que procurent les aotres secteurs de l'économie, tout en ayant les moyens d'acheter à l'étranger ses matériels.

Les changes extérieurs sont au centre du problème des sanctions commerciales. Les banques et les sociétés étrangères continuent de rapatrier leurs investissements et cela ne peut que réduire le confortable excédent de la balance des comptes courants; à moins que les autorités de Pretoria ne décident de suspendre la convertibilité do rand et d'interdire les sorties de capitaux étrangers (et nationaux).

En fait, ce mouvement de retrait de foods entraîne de telles contraintes sur les importations, les réserves en devises (qui représeotent eujourd'hui un mois d'exportation) et les investissements, qu'une telle décision paraît inéluctable. Décréter à qoel moment il faut lever le pont-levis et rompre les liens financiers relève toutefois d'un choix émioemment politique. Or, jusqu'à présent, les sanctions ont été appliquées par bribes et de manière quasiment rampante, et il est difficile d'évaluer la marge de manœuvre dont disposent encore les autorités sud-africaines avaot d'être cootraintes à une telle issue. Alors que leur pays est déjà soumis à une large gamme de sanctions *de facto*, les projets mis au point par le Congrès américain, par le Parlement européen ou par le Commoowealth ne font que formaliser le *statu quo*. Leur adoption pourrait toutefois contraindre Pretoria à des actions de sauvegarde, comme la suspension de la dette extérieure, devant lesquelles, jusqu'alors, il evait reculé.

La méfiance des investisseurs

DEPUIS le massacre de Sharpeville, en 1960, les investisseurs étrangers boudeot l'Afrique du Sud, et seuls quelques investissements de portefeuille, bien minimes par rapport à l'accroissement du crédit bancaire, ont eu lieu. Durant ces vingt-cinq dernières années, les flux financiers provenant de l'étranger se sont, en effet, limités à des prêts de capitaux. De ce point de vue, la décision des principales banques créditrices de l'Afrique du Sud, en 1985, de suspendre leurs prêts – le pays a dû rembourser, depuis octobre 1985, 8 milliards de rands – a exercé une pression bien plus contraignante que toute forme de désiovestissement, rendu d'ailleurs difficile, voire impossible, par le contrôle des changes. On craint aussi que les mesures de désinvestissement (y compris les prêts bancaires) n'affectent l'épargne locale, incapable de financer à elle seule le développement économique. Mais les troubles que connaît le pays ont entraîné une perte de confiance des milieux d'affaires locaux, qui, désormais, hésiteot à iovestir, eux aussi. Ce qui a aggravé la récession la plus grave que l'Afrique du Sud ait connue depuis la grande dépressioo des années 30 : l'iovestissement industriel est revenu, dans plusieurs secteurs, à son niveau d'il y a dix ans ; dans certaines régions, le chômage culmine à 30 ou 40 % ; l'inflation se rapproche des 20 %. Les Sud-Africains ne croient plus en eux-mêmes ou, du moins, dans la politique de leur gouvernement.

L'impact du désiovestissemeot sur la croissance économique et l'emploi se fera sentir progressivement, dans lee prochaines années, mais il ne faut pas perdre de vue pour autant que, sans attendre l'imposition de sanctions obligatoires, les places financières et les négociants se sont mis à exercer d'eux-mêmes de fortes pressions sur Pretoria. Ce sont les milieux non gouvernementaux qui ont devancé l'appel dans la campagne pour isoler le pays, et leur message est clair : une mauvaise politique conduit à des difficultés économiques. Toutefois, il ne faut pas se faire

BIBLIOGRAPHIE

Un poumon d'acier : la coopération avec Israël

L'ATTENTION de l'opinion publique internationale a été un moment accaparée le mois dernier par la brève rencontre à Helsinki, le 18 août, entra diplomates soviétiques et israéliens. A peu près en même temps, se produisait un autre événement d'égale portée, mais qui ne suscita guère de commentaires : la renouvellement à Pretoria des accords commerciaux israélo-sud-africains (1) prévoyant, entre autres, una intensification des investissamants sud-africains en Israël. En plein débat sur l'efficacité *d'éventuelles sanctions, c'était rater l'occasion de rappeler que l'étroite* coopération économique entre les deux pays peut offrir à Pretoria le moyen d'y échapper en maints domaines.

Un petit livre récent (2) se charge de réunir l'essentiel du dossier tout en laissant au lecteur la charge de se reporter pour plus de détails aux nombreuses sources d'information citées en référence. L'auteur, Jane Hunter, prend soin de faire remarquer que « *les principaux aspects de cette coopération, tant militaire qu'économique, sont tenus secrets* (p. 1) ». Elle n'en affirme pas moins que, d'après les études publiées sur ce thème, « *Israël est le partenaire économique le plus important de l'Afrique du Sud* (p. 1) ».

Son livre présenta des exemples concrets, en particulier dans le domaine des investissements, où l'on voit des sociétés israéliennes – nationales ou filiales de compagnies américaines – associées avec des firmes sud-africaines dans des entreprises mixtes *(joint ventures)* pour exploiter des projets communs soit en Israël, soit en Afriqua du Sud. En Israël, lea invastissements sud-africains représenteraient ainsi 35 % de tous les investissements étrangers – ceux des Etats-Unis axclua (p. 38). De cette manière, des matières premières ou des produits semi-finis sud-africains sont importés en Israël où ils subissent *leur transformation finale pour être ensuite réexportés sous label israélien. Le* consommateur américain ou européen ne connaîtra jamais l'origine réelle des marchandises.

L'ACIER est un exemple particulièrement intérassant, puisqu'il est le principal produit d'exportation « connu » da l'Afrique du Sud en Israël (p. 36). La firma israélo-sud-africaine Iskoor absorbe à alla saule la moitié des importations : elle traite près de Tel-Aviv le fer et l'acier semi-raffinés, qu'elle réexporte ensuite comme produit fini sous l'étiquette « made in Israël ». Même schéma pour d'autres entreprises mixtes exploitant toute une gamme de produits allant de la technologie de pointa aux produits alimentaires, des matelas aux gants chirurgicaux. La firma Koor, appartenant à la Histadrout, et le ministère israélien de le défense sont einsi propriétaires de Tadiran, société d'électronique qui fabrique des équipements militaires hautement sophistiqués et qui se trouve elle-même associée avec la compagnie sud-africaine Calan dana le capital de Consolidated Power; celle-ci utilise de 60 % à 65 % de produits sud-africains qui sont alors assurés de trouver, *via* Israël, leurs débouchés en Europe (p. 37).

Koor est le principal investisseur israélien en Afrique du Sud, où, de surcroît, elle possède la firme Afitra, chargée de distribuer dans ca pays les produits israéliens (p. 40). En cas de sanctions, l'approvisionnement du marché sud-africain serait garanti, notamment pour ce qui concerne le matériel électronique.

Jane Hunter rappella aussi que, en agriculture, le principal canal de la coopération est Agri-Carmel, produit d'un mariage entre Agridev, société appartenant au gouvernement israélien, et Gerber Goldschmidt, firma sud-africaine (p. 40-41). Agri-Carmal s'emploie, notamment, à diffuser les techniquea agricolas israéliannaa et lee biens d'équipemant qui lae accompagnent. Elle ne néglige pas les bantoustans, auxquels s'intéressent, au demeurant, d'autres milieux d'affaires israéliens. Le Ciskei, censé avoir accédé à l'indépendance, paraît être un terrain de choix, et Jane Hunter rappella, à ce propos, que son « président », M. Lennox Sebe, fut invité par les Israéliens à participer aux cérémonies de jumelage de sa « capitale », Bisho, avec Ariel, une implantation juive dans le territoire occupé de Cisjordanie.

L'AUTEUR évoqua enfin la rôle des Etats-Unis, qui, en soutenant la *collaboration économique israélo-sud-africaine, contribuent* à *réduire la* portée des mesures de désinvestissement en Afrique du Sud. Grâce aux « *relations spéciales* » existant entre les Etats-Unis et Israël, écrit-elle, ce dernier pays « *est bien placé pour transférer aux Sud-Africains des éléments de la technologie américaine qui leur sont essentiels* ». S'agissant des sanctions, « *on ne saurait ignorer des problèmes comme celui de l'aide des Etats-Unis à Israël, le rôle de leurs sociétés dans le commerce à trois voies et les efforts diplomatiques de Washington pour couvrir leur implication* ».

Un livre utile, malgré sa concision. Manifestement rédigé à la hâte, il tire une grande partie de son intérêt de ses nombreuses références bibliographiques.

B. M.

(1) Cf. *le Monde*, 19 août 1986, p. 3.

(2) Jane Hunter, *Undercutting Sanctions : Israel, the US and South Africa*, Washington Middle East Associates, Washinton DC, 1986, 68 pages, 5 dollars.

DU PÉTROLE

Mille et une

Par BOKWE MAFUNA

DEVANT l'escalade de la violence politique en Afrique do Sud, l'exigence de sanctions contre Pretoria se fait chaque joor plus forte. Eo décembre 1979, l'Assemblée géoérale de l'ONU adopta une résolutioo demandant un embargo pétrolier, dans le cadre de la campagne internationale contre la politique d'apartheid. Mais, comme ses prédécesseurs, le gouvernemeot du président Botha a pu jusqu'à présent faire face aux besoins pétroliers de l'Afrique du Sud grâce au concours de gouvernements étrangers, de sociétés ou d'individus qui permettent ou facilitent le transport du brut et qui fournissent les financements, les biens d'équipemeot et la technologie oécessaires à l'iodustrie pétrolière nationale. Aucuoe mesure obligatoire o'a eocore pu être décidée par le Conseil de sécurité de l'ONU, à cause des vetos opposés, au cours de ces dernières années, par trois de ses membres permanents : les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Un embargo pétrolier ne manquerait pas d'efficacité puisque l'énergie utilisée dans les transports vient pour presque 80 % du pétrole et que, pratiquement, toute la coosommatioo de carburant liquide en Afrique du Sud est le fait du secteur des transports et des forces armées.

Les informations sur les quantités de pétrole utilisées par l'armée et la police d'Afrique du Sud constituent un secret soigneusement protégé. Dans une communication donnée à Londres, l'an dernier, lors du congrès des syndicats maritimes, M. Abdul Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, expliqua que l'oo pouvait se faire une idée de la très forte consommation des véhicules et avions ultra-modernes dont dispose Pretoria au vu de la capacité des réservoirs des équipements en service dans l'armée. *Par exemple*, les chasseurs-bombardiers Mirage, qui constituent la force d'attaque de l'aviation, peuvent emporter 3500 litres de carburant, alors que les hélicoptères Puma ont besoin de 1500 litres pour atteindre leur rayon d'action maximum. M. Minty faisait également remarquer que les véhicules blindés Buffel, utilisés dans les zones de guerre en Namibie et en Angola, ainsi que pour patrouiller dans les *townships* soumis à l'état d'urgence, ont des réservoirs de 200 litres et consomment 1 litre tous les 4 *kilomètres. Quand on sait* que la présence militaire est permanente dans les cités noires, oo imagine soo coût en énergie.

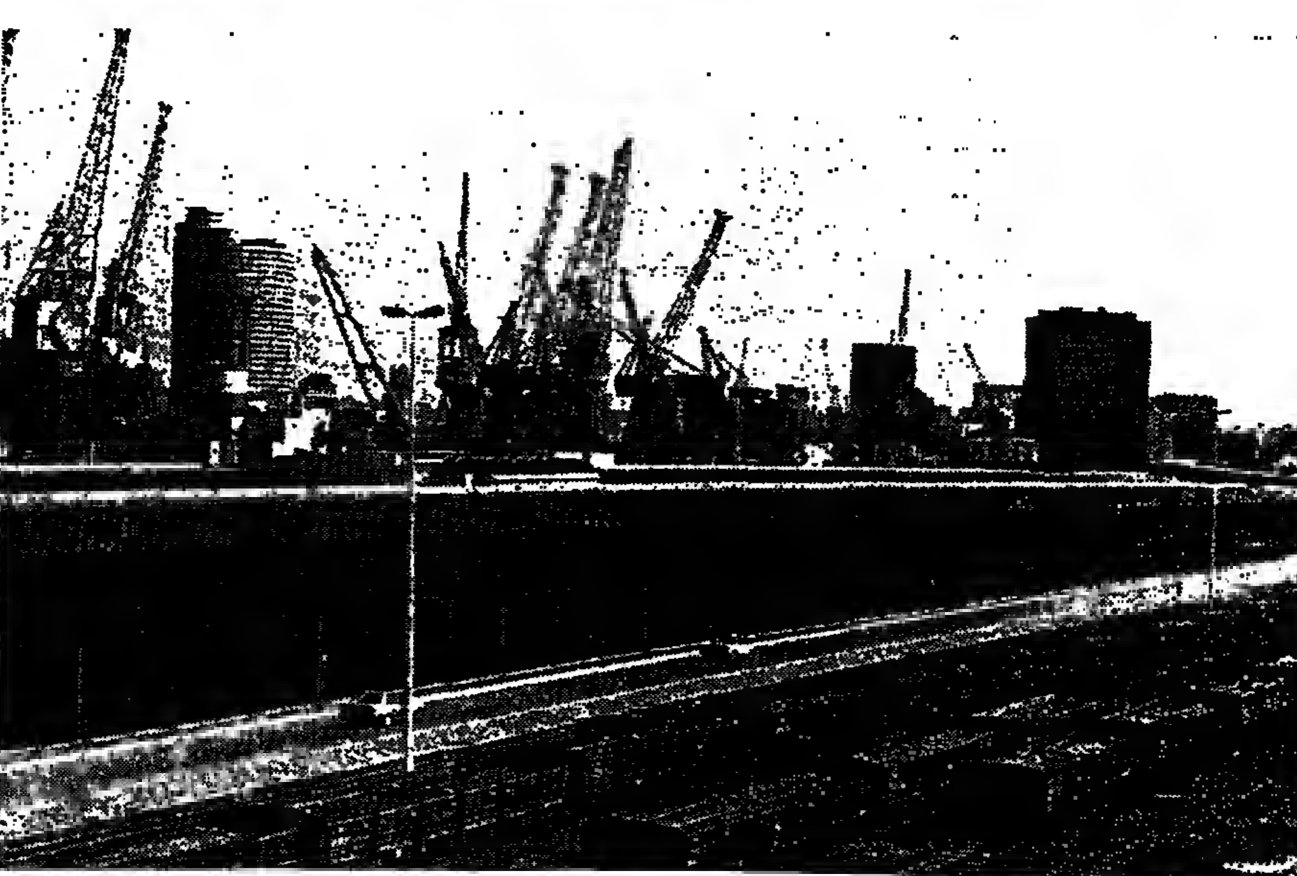
Les navettes avec le Golfe

SELON des estimations de l'ANC, l'Afrique du Sud dépeod des importations de brut à hauteur de 60 %. Elle continue, et à juste titre, de craindre un embargo pétrolier. Dans un rapport confidentiel adressé à une commission spéciale du Parlement, le procureur général (Advocate General) de l'Afrique du Sud, qui enquêtait sur des allégations de corruption, affirmait : « *Nous sommes tous extrêmement conscients du caractère hautement sensible de toutes les informations relatives à nos achats de brut et, bien que le marché du brut soit actuellement un marché d'acheteurs, cela n'a pas pour autant réduit notre vulnérabilité économique et même militaire dans ce domaine.* » Ce rapport permet eo outre d'y voir plus clair sur certaines sources d'approvisionnement : « *Comme le démontrent les événements actuels dans le Golfe, une surproduction de brut peut, du jour au lendemain, se transformer en pénurie.* »

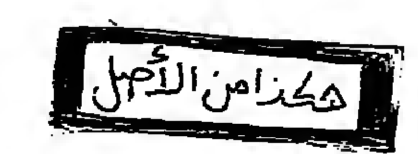
Il s'agit là d'une allusion à la guerre du Golfe, l'Iran aussi bien que l'Irak fournissant du pétrole à Pretoria, selon de récents rapports du Shipping Research Bureau (SRB) qui a son siège à Amsterdam. D'après ces mêmes sources, le gouvernement de Téhéran s'est porté acquéreur d'armes sud-africaines, en particulier des mortiers de gros calibre, pour un montant de 750 millions de dollars. En échange, l'Afrique du Sud achètera du brut iranien pour la même somme (1). Et, selon le mensuel d'affaires britannique *Euromoney Trade Finance Report*, cité dans *SRB Newsletter* (2), les autorités irakiennes ont également signé un accord de troc pétrole-armements à la fin de 1985, pour un montant qui s'élèverait à 1 milliard de dollars.

(1) *SRB Newsletter*, nº 3, Amsterdam, février 1986.

(2) *SRB Newsletter*, nº 4, mai 1986.



LE PORT DE DURBAN
Des liens vitaux avec le monde extérieur
(Patrice Habans-Sygma)



DES AFFAIRES

régime discrédité

d'illusions ; les sanctions ne sont jamais appliquées que partiellement, et même si la communauté internationale décidait de les rendre obligatoires, elles pourraient toujours être contournées, à condition, bien sûr, de payer aux hommes d'affaires un prix suffisant.

Le débat sur les sanctions ou le désinvestissement, ainsi que les fluctuations de la balance du commerce extérieur ces dix dernières années ont éclipsé une réalité : le déclin structurel de l'économie sud-africaine. Depuis les émeutes de Soweto, en 1976, cette économie présente tous les symptômes habituels d'un pays en voie de développement arrivé à la fin de la phase de substitution des importations et qui doit, pour aborder une nouvelle étape, réformer profondément ses structures.

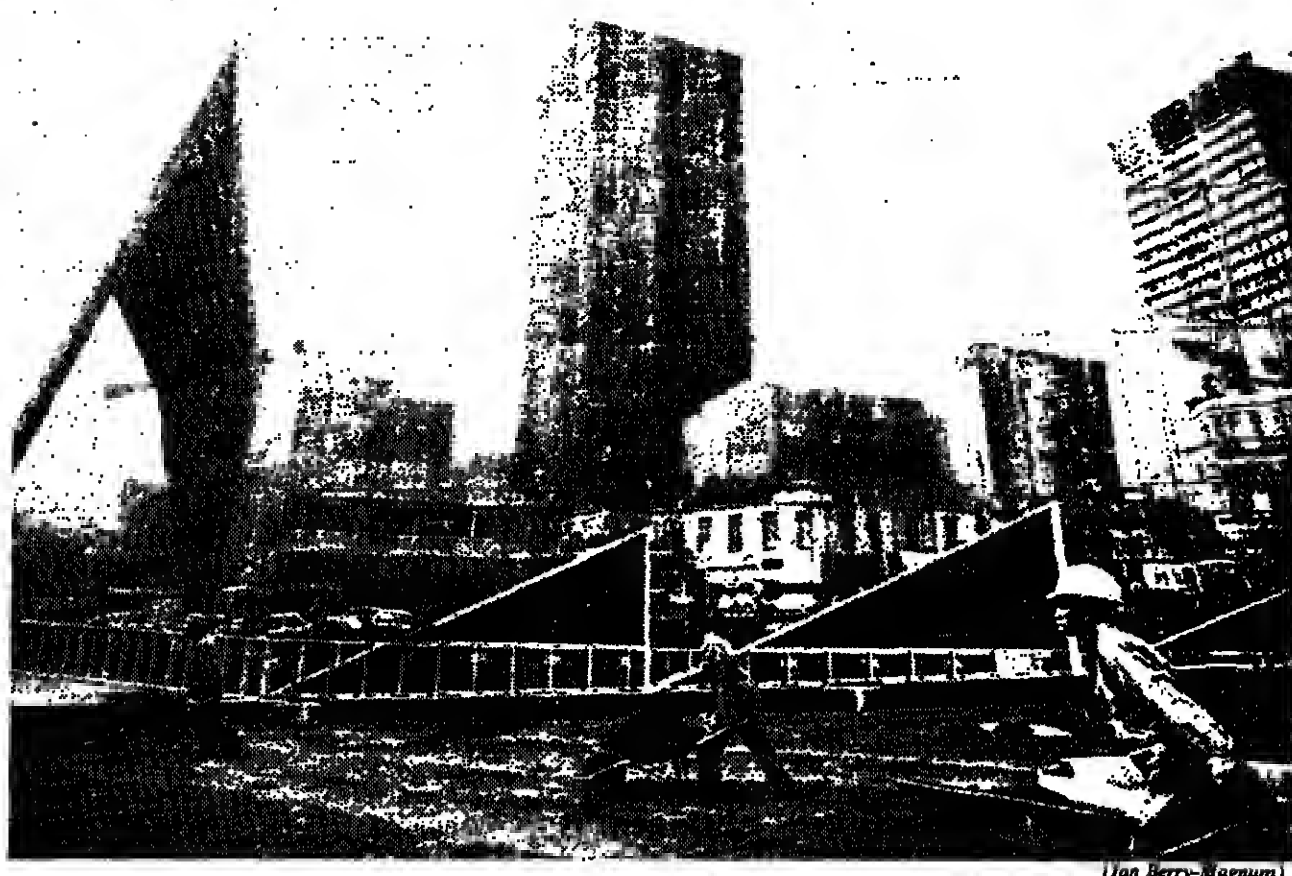
Masqués par la hausse du prix de l'or, ces problèmes arrivent aujourd'hui à maturité dans le contexte politique troublé que l'on sait. Des sanctions exacerberaient sans aucun doute les contradictions en accroissant le rôle de l'or dans l'économie, en affaiblissant la compétitivité des exportations de produits manufacturés, en réduisant l'offre de main-d'œuvre qualifiée (la plus susceptible d'émigrer), en renforçant le rôle du secteur public.

Miner le système

A long terme, ce n'est pas seulement sa politique que l'Afrique du Sud a besoin de changer, mais aussi son économie. Les sanctions contribueront à ces transformations. Il est malaisé, on l'a vu, de dresser un tableau détaillé de leurs effets, mais ce qui est sûr, c'est qu'elles réduiront le bien-être des habitants. La répartition des sacrifices reste aussi du domaine des hypothèses : certes, plus de Noirs que de Blancs perdront leur emploi, mais, tout simplement parce qu'ils sont, de loin, les plus nombreux. Quant à savoir si les buts que l'on cherche à atteindre au moyen de sanctions justifient les moyens, c'est une question morale sur laquelle l'économie n'a rien à enseigner.

Au reste, ce ne sont pas les sanctions par elles-mêmes qui conduiront Pretoria à la table de négociation, mais les pressions internes. Tout autant que la résistance des Noirs, les effets de la poussée démographique et du chômage, exacerbés par l'affaiblissement de l'économie, mineront le système de l'apartheid.

HOWARD COOPER.



CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DES AFFAIRES A JOHANNESBURG
Mais la finance internationale n'a plus confiance (Ian Berry-Magnum)

POUR LES MOTEURS DE L'APARTHEID

manières de contourner un embargo

L'Arabie saoudite passe également pour être l'un des fournisseurs du régime de Pretoria, certains armateurs occidentaux ayant joué un rôle déterminant en la matière. Les livraisons de brut à l'Afrique du Sud, entre 1981 et 1984, par les navires-citernes *Thorsaga, Thorshavet* et *Thorsalm*, qui appartiennent à la firme norvégienne A/S Thor Dahl, en sont un exemple révélateur. Depuis le milieu de 1983, il semble que ces pétroliers géants aient effectué une véritable navette entre le Golfe et l'Afrique du Sud. Selon le Shipping Research Bureau, treize livraisons, remontant à 1981, ont été identifiées en 1984 : « *Ces pétroliers ont pu transporter en Afrique du Sud un volume total de 3,3 millions de tonnes de brut sous embargo* », d'une valeur dépassant à l'époque plus de 600 millions de dollars. Le document du SRB affirme que A/S Thor Dahl, en étroite coopération avec les compagnies pétrolières à qui appartenait le chargement, et avec les autorités sud-africaines compétentes, a tenté de dissimuler ses activités de plusieurs manières :

« – *dans douze des treize cas relevés, l'identité de la compagnie pétrolière qui avait affrété le bâtiment n'a pas été déclarée ou a été falsifiée ;*

– dans plusieurs cas, la cargaison a, semble-t-il, été chargée en haute mer par une opération de transbordement ;

– dans dix des treize cas, ou bien aucune destination n'a été annoncée, ou bien celles déclarées (Rotterdam, France, Singapour) étaient fausses ;

– les escales dans les ports sud-africains ont eu lieu en secret ».

De janvier 1979 à février 1985, vingt et une livraisons par des navires-citernes appartenant à la seule firme norvégienne Sig. Bergensen DY et Co. ont pu être identifiées par le SRB. L'entreprise a d'ailleurs confirmé de différentes manières ces informations, identiques dans leur nature à celles concernant Thor Dahl. Des révélations du même ordre ont été faites à propos de M. John Deuss, de la compagnie pétrolière néerlandaise Transworld Oil, dont les activités en liaison avec l'Arabie saoudite figurent dans un rapport confidentiel – et censuré – du gouvernement sud-africain. Un hebdomadaire néerlandais, *Vrij Nederland*, a pu révéler l'origine du pétrole en raison d'une erreur de la censure à la page 23 du rapport.

Le SRB a publié un rapport détaillé *Secret Oil Deliveries ta South Africa 1981-1982* (« Livraisons secrètes de pétrole à l'Afriqoe du Sud 1981-1982 ») qui recense le nombre d'escales des pétroliers dans les ports sud-africains, le nombre présumé de livraisons de brut et leur tonnage, l'identité des cinquante-sept bâtiments en cause, les compagnies pétrolières et les armateurs (poor la plupart occidentaux) impliqoés, ainsi que les pays et les régions d'où les bateaux sont partis en direction de l'Afrique du Sud : « *Sur les cinquante-sept navires-citernes, au moins quarante venaient du Golfe et la plupart d'entre eux y sont retournés. Comme tous les Etats du Golfe ant décrété un embargo contre l'Afrique du Sud, cela signifie que les compagnies liées à certains au à la totalité de ces quarante bateaux ont délibérément violé les instructians de ces pays exportateurs de pétrole.* » Bien que le rapport du SRB accorde officiellement le bénéfice du doute à ces pays, M. Jaap Rodenburg, responsable des relations extérieures du Bureau, nous a laissé entendre que la ebute des prix du brut a conduit de nombreux exportateurs à fermer les yeux.

Huit des cinquante-sept navires-citernes sont partis de Brunei, sous contrôle britannique pendant la période couverte par le rapport (Brunei est devenu indépendant le 1er janvier 1984). Quatre des navires se dirigèrent vers l'Afrique du Sud après avoir fait le plein de brut à Rotterdam, l'un des principaux ports mondiaux de transbordement dans ce domaine (3).

De surcroît, les paiements en or effectués par l'Afrique du Sud sont une excellente garantie contre la fluctuation des cours du dollar.

Dans les milieux des grandes compagnies, on estime à 5 milliards de dollars le montant de la facture pétrolière de l'Afrique du Sud, dont 2 milliards utilisés pour contourner l'embargo. Lors d'une réunion publique à Vereeniging, le 24 avril dernier, M. Pieter Botha a reconnu que cet embargo avait, au cours de ces dernières années, représenté une lourde charge financière pour son pays. Selon lui, entre 1973 et 1984, l'Afrique du Sud a dû aoquitter un surcoût de 22 milliards de rands (4).

Opérateurs clandestins et loi du secret

AU pays de l'apartheid, les informations sur les fournitures de pétrole et d'énergie et sur leurs sources tombent sous le coup de plusieurs lois : la loi sur la protection de l'information s'applique aux matières stratégiques en général, alors que la loi sur les produits pétroliers prévoit des peines allant jusqu'à sept ans de prison et 7 000 rands d'amende pour quiconque publiera des informations sur « *les sources, la transformation, le transport, la destination, le stockage, la quantité ou le niveau des stocks de tout produit pétrolier* ».

La loi sur la mise à disposition des approvisionnements du pays (National Supplies Procurement Act) permet au ministre de la défense d'ordonner à n'importe quelle société de fournir à l'armée les produits dont elle a besoin. Bien entendu, toute information relative à la défense est secrète, aux termes de la loi sur la défense, de la loi sur les secrets officiels et d'autres lois sur la sécurité.

Pour atténuer les effets du boycottage pétrolier, le gouvernement a réagi de trois manières : en stockant de considérables quantités de pétrole – à très grands frais pour le contribuable, noir ou blanc ; – en construisant des usines de liquéfaction de charbon (les grandes réserves de charbon étant exploitées à coûts très réduits, grâce aux bas salaires de la main-d'œuvre noire) ; en consacrant de grosses sommes d'argent à la mise en place d'un réseau secret d'opérateurs internationaux pour se garantir un accès clandestin au brut en violation des embargos existants. L'importance du secret dans ces affaires a été soulignée par le ministre des affaires intérieures dans un discours au Parlement en 1983 : « *La lutte cantre le boycottage n'est nullement terminée. Les tentatives de l'ONU pour empêcher les livraisons de brut à l'Afrique du Sud se poursuivent. Taut relâchement en matière de secret contribuerait à mettre les cibles en lumière et permettrait à nos ennemis d'identifier les amis et partenaires qui nous approvisionnent.* »

En janvier dernier, une campagne nationale contre la Shell a été lancée aux Etats-Unis par le mouvement américain anti-apartheid (mouvement Libérez l'Afrique du Sud) et par les syndicats. En Europe, des actions sont menées dans plusieurs pays pour isoler les sociétés pétrolières disposant de filiales en Afrique du Sud. En octobre 1985, à l'initiative des organisations de marins et de dockers, une conférence des syndicats maritimes fut convoquée à Londres pour décider des mesures à adopter contre ceux qui violent les sanctions. Réunissant des délégués de vingt-trois pays et des représentants des mouvements de libération d'Afrique du Sud, elle avertit tous les armateurs, agents et compagnies de navigation que, à moins de donner l'assurance « *qu'ils ne sant pas impliqués, ou que leur implicatian a cessé, dans la fourniture de pétrole à l'Afrique du Sud, les bâtiments placés sous leur responsabilité sont susceptibles de faire l'objet d'actions syndicales, y compris le boycottage* ». Après la conférence de Londres, le gouvernement français décida de mettre un terme à la renégociation des contrats d'importation de charbon sud-africain, à la suite de la rencontre entre le premier ministre, M. Laurent Fabius, et l'évêque Desmond Tutu, et en réaction à la proclamation de l'état d'urgence par Pretoria. Le Danemark décida également d'interdire les importations de charbon d'Afrique du Sud.

Les failles du dispositif

UN pas en avant supplémentaire pourrait être accompli, dans la mesure où le Commonwealth, les Etats-Unis et la CEE sont maintenant partisans de nouvelles sanctions touchant le charbon et d'autres produits. L'instabilité économique qui résulterait d'actions coordonnées n'est pas un facteur négligeable pour M. Botha, compte tenu, en particulier, de la situation politique. En France, le Mouvement anti-apartheid (MAA) renforce sa campagne pour l'isolement de l'Afrique du Sud. Sa prochaine cible est la compagnie pétrolière Total, dont la filiale sud-africaine constitue l'un des éléments de la stratégie globale de Pretoria pour parvenir à l'autosuffisance énergétique. Le Mouvement anti-apartheid rejette la position de la direction de Total, qui décline toute responsabilité dans les activités de sa filiale. Réclamant le boycottage de Total par les consommateurs français, le mouvement écrit : « *En Afrique du Sud, Total a de nombreuses activités qui vont du raffinage de pétrole brut à la prospection d'énergies nouvelles au de substitution. Total a ainsi joué un rôle dans la mise sur pied des usines Sasol, apportant une aide précieuse à l'Afrique du Sud dans ses efforts pour réduire sa dépendance.* »

Depuis plusieurs années, Pretoria intensifie ses prospections de pétrole et de gaz naturel. L'an dernier, le gouvernement a annoncé la découverte de réserves de gaz marin près de Mossel-Bay, sur la côte sud. La Southern Oil Exploration Compagny (SOEKOR), contrôlée par l'Etat, a indiqué, en juillet dernier, que les réserves de Mossel-Bay pourraient aller au-delà de l'estimation antérieure de trente ans. Le projet, qui nécessitera un financement de 1,4 milliard de dollars, est considéré par les autorités comme une assurance supplémentaire contre la menace croissante de sanctions. S'ajoutant aux trois usines de liquéfaction du charbon, aux réserves de brut stockées dans des mines désaffectées réparties sur l'ensemble du territoire et à l'activité des briseurs de sanctions, les découvertes de gaz naturel donnent à M. Botha de bonnes raisons de penser qu'il peut faire un pied de nez aux Occidentaux qui le menacent, sans pour autant être vraiment désireux de passer aux actes.

L'embargo limité décidé l'an dernier par la CEE, lors de l'accord dit « de Luxembourg », est un bon exemple d'inefficacité dans la mesure où il ne comble pas les failles du dispositif de sanctions existant. L'une des décisions prises par les ministres des affaires étrangères de la CEE, dans leur train de « *mesures restrictives* », présentées comme un « *signal légitime et nécessaire* » en direction du gouvernement sud-africain, était la fin des exportations de pétrole. Selon le Shipping Research Bureau, la première interprétation qui fut donnée de cette décision visait uniquement l'exportation du brut produit dans les pays membres de la Communauté : Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas. Le 28 janvier 1986, les Etats de la CEE sont convenus que cette mesure couvrirait également « *le pétrole en circulation libre* » à l'intérieur du Marché commun. Comme le remarque le SRB et en l'absence d'une définition officielle, cela concernait « apparemment » le brut provenant de pays tiers et importé dans les Etats membres de la CEE. « *Un volume considérable de pétrole brut ne sera cependant pas concerné par cette mesure*, fait remarquer le SRB ; *il s'agit du brut en stockage de transit, puisque, en vertu de la législation douanière actuelle, il n'entre pas dans le marché de circulation libre.* » En pratique, il est donc encore possible de charger du brut à destination de l'Afrique du Sod dans des ports de transbordement d'Europe occidentale.

Une autre faille dans le dispositif d'embargo de la CEE tient à ce que les produits pétroliers en sont exclus. Non seulement, leur exportation reste autorisée mais il est toujours possible, à ceux qui veulent passer outre aux décisions communautaires, de mêler au pétrole brut dans les cuves des entrepôts ou des navires une quantité minime de produits pétroliers : cela suffira pour que, du point de vue statistique ou douanier, le « brut » soit considéré comme « produit pétrolier ».

L'exemple du pétrole montre combien il est difficile de faire respecter une décision d'embargo commercial. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, qu'un opposant au régime sud-africain tel que l'évêque Desmond Tutu, connu pour sa volonté de modération, ait réagi aux manœuvres du président Reagan et de Mme Thatcher pour empêcher les sanctions, en s'écriant : « *Pour moi, l'Occident peut bien aller au diable !* » Il fit remarquer que plus de 2000 Noirs avaient déjà perdu la vie en deux ans à la suite des troubles politiques. Dans les *townships*, où pratiquement tous les dirigeants politiques, culturels, religieux et syndicaux – à l'exception du chef du bantoustan Kwazulu, M. Gatsha Buthelezi – approuvent les sanctions, on se pose également la question de savoir si l'Occident se soucie réellement des Noirs. L'attitude de ses dirigeants serait-elle la même si les 2000 morts étaient des Blancs ? Tout le monde connaît la réponse.

BOKWE MAFUNA.

(3) Dans un port de transbordement, le brut arrive des pays exportateurs dans des navires-citernes ; il est stocké puis réexpédié vers d'autres pays.

(4) En juillet dernier, un rand valait 2,66 francs environ.

APARTHEID'S SECOND FRONT. – Joseph Hanlon

★ Penguin, Londres, 1986, 130 pages, 2,95 livres.

L'excellent petit ouvrage de Joseph Hanlon, ancien correspondant de la BBC et du *Guardian* à Maputo, décrit la « *guerre cachée* » que livre le régime de Pretoria à ses voisins pour assurer la perpétuation du pouvoir blanc en Afrique du Sud.

La stratégie, sur ce « *second front* », s'appuie à la fois sur les liens économiques qu'entretient la dépendance (zone rand, union douanière, emploi de travailleurs migrants, échanges commerciaux et moyens de transport) et sur une politique d'agression militaire (raids meurtriers dirigés surtout contre des éléments de l'ANC, soutien aux « mouvements de libération » locaux, manipulations et assassinats politiques, sabotage de l'économie), dont l'auteur traite trop rapidement. L'ouvrage fourmille d'exemples et souligne notamment les responsabilités sud-africaines dans la mort de 100000 Mozambicains lors de la famine de 1983 et dans le massacre d'un millier de paysans du Matabeleland au Zimbabwe, en 1982.

Cette véritable guerre, terriblement destructrice pour les Etats voisins de l'Afrique du Sud, ne prendra fin, estime l'auteur, qu'avec le démantèlement de l'apartheid qu'elle a pour but de protéger. On comprend mieux, à la lecture de son livre, pourquoi les Etats de la ligne de front sont à la pointe de l'action internationale en faveur des sanctions. Joseph Hanlon conclut à la nécessité de telles sanctions, assorties d'un programme d'aide – y compris militaire – aux Etats voisins de l'Afrique du Sud.

JEAN-PIERRE RICHARD.



QUAND LES NOIRS SE METTENT A CHANTER...

L'oiseau meurtrier

Par ALEX LA GUMA

Un nouveau monde est en train de naître en Afrique du Sud, et les Blancs ne veulent pas le voir. Lourde de sanglantes menaces, cette ignorance sert de toile de fond au dernier roman de l'écrivain métis sud-africain Alex La Guma, décédé en octobre dernier à Cuba.

***L'Oiseau meurtrier* (1) est une œuvre construite, à l'image du pays, en une succession de pans séparés où sont relatées tour à tour les scènes de la vie quotidienne dans une ville blanche et la lutte des Noirs, à la périphérie. D'un côté, une société figée dans son individualisme vulgaire et sa médiocrité morale, stupidement convaincue de la toute-puissance de la loi. De l'autre, un formidable élan collectif qui pousse les Africains, armés de leurs chants, à pénétrer dans la ville blanche *(voir les extraits ci-contre)*. Un grand moment de dérision, quand l'Afrikaner, confortable fermier candidat aux élections, aperçoit l'éclair d'un fusil dans les mains du Noir, juste avant de s'effrondrer. « *C'était interdit par la loi* », pense l'homme blanc qui ne peut pas y croire.**

Militant de la première heure, Alex La Guma avait connu, comme tant d'autres, la prison, les procès et l'assignation à résidence avant de s'exiler à Londres en 1966. Représentant de l'ANC pour l'Amérique latine et les Caraïbes depuis 1978, il était aussi secrétaire général de l'Association des écrivains afro-asiatiques.

M. P.

(1) Alex La Guma, *l'Oiseau meurtrier*, roman traduit de l'anglais par Jean-Pierre Richard, à paraître en octobre chez L'Harmattan. Sous le titre *The Butcherbird*, l'édition originale a été publiée à Londres en 1979, chez Heinemann comme ses trois précédents romans, non encore traduits en français : *And a Threefold Cord* (1964), *The Stone Country* (1967) et *In the Fog of the Season's End* (1972).

DE la rue les voix parvenaient jusqu'à Edgar Stopes, assis sur le lit défait, comme de lointains bruits d'oiseaux. Il se dit qu'il passerait prendre ses commandes dès la réouverture des commerces [...].

Un peu plus tard, frais rasé et fleurant la lotion, il sortit de sa chambre, le costume rajusté, le catalogue et le carnet de commandes sous le bras (...).

Il avait toujours la gueule de bois, mais sa fausse allégresse lui était revenue : « Les grands, les courts, les longs, tous, maudits soient-ils ! » (1) fredonna-t-il en sourdine, et voilà au même moment le bel Hollandais qui débouchait d'une autre chambre dans le couloir et qui lui disait, tout en verrouillant sa porte :

– Ah ! bonjour, *meneer !*

– « Salut, bidule », sourit Edgar Stopes. Surgit alors en lui l'envie d'être aimable, lumineuse et instable comme un bouquet de ballons multicolores. « Et comment ça va, alors ? J'ai ouï dire que le sermon était du tonnerre... »

– Oh ! le révérend a bien parlé, répliqua Hannes Meulen. En route pour la tournée ?

Edgar Stopes tapota le catalogue et le carnet de commandes :

– « Les boutiques devraient rouvrir à l'heure qu'il est. Il faut bien reconstituer les stocks. Il ne s'agirait pas de créer la pénurie. » Il s'esclaffa. « Alors, bidule, vous restez tâter le pâté de maïs de cette chère Kroner ? »

Meulen sourit à son tour et découvrit ses belles dents blanches. Edgar Stopes pensa à des bracelets de fausses perles, très chic sur robe du soir.

– Non, l'ami ! je déjeune à l'extérieur. Du pâté de maïs... De toute façon, je pars aujourd'hui.

– J'ai du mal à voir quelqu'un comme vous fréquenter ce genre d'hôtel.

– Oh ! Mme Kroner fait de son mieux.

Ils parvinrent à l'escalier et Edgar Stopes s'inclina et joua les galants pour laisser descendre Meulen en premier :

– « L'Honneur d'abord et la Beauté après, cher ami ! » plaisanta-t-il. *Mais intérieurement il se chantait : « Les grands*, les courts, les longs, tous, maudits soient-ils ! » Il triturait sa moustache et se disait : « Député de mon cul, oui ! Qu'est-ce qu'il a de plus que moi, hein ? »

– J'imagine que vous nous reviendrez par ici ? Vous devez connaître tout le monde au bourg.

– « Rien que les commerçants, en fait. » Stopes suivait Meulen dans l'escalier : « Je pense qu'il n'y a rien de tel que le commerce pour connaître un endroit. Le niveau de commandes global montre tout de suite si ça marche dans le coin. Un petit bourg comme celui-ci, par exemple... »

Au bas de l'escalier, ils firent encore des politesses dans l'étroit corridor. Meulen sourit de nouveau :

– Voilà ! il faut que j'y aille à présent, monsieur. Je coupe par le fond.

Oh ! là là ! Sa Putain d'Excellence ! pour qui il se prend celui-là ! Un brin de causette, c'est au-dessus de tes forces, hein ? pesta Edgar Stopes. Mais il dit tout haut à la place :

– Bon. Eh bien ! je vous souhaite bonne chance.

A côté dans la cuisine, Mme Kroner demandait :

– T'as épluché les pommes de terre ?

Derrière Hannes Meulen, au bout du petit couloir, la porte du fond, ouverte, découpait un rectangle de soleil tape-à-l'œil et un paquet d'arbustes racornis dans le jardin pantelant. Edgar Stopes profita de ce que Meulen se glissait dans le jardin pour y jeter un rapide coup d'œil. Il vit alors comme une ombre chinoise venir soudain masquer le soleil – l'ombre du visage et du corps d'un Noir que Meulen entr'aperçut lui aussi, sans pourtant le reconnaître.

Hannes Meulen ne reconnut pas non plus son propre fusil automatique dernier cri. Il s'étonna seulement, pendant une fraction de seconde, de voir un Noir se balader avec ça dans les mains : c'était interdit par la loi. Derrière lui, Edgar Stopes vit le regard de colère, puis l'éclair – une détonation ; puis quelque chose qui glissait ; quelque chose qui heurta durement le sol – en même temps qu'il reçut en pleine figure la gifle humide d'une des oreilles dont la tête venait de sauter, – et dans le passage la chaux du mur s'orna instantanément d'une grosse fleur aux pétales de sang, de cervelle, d'os broyé et de fragments de dents comme des pépins de grenade.

Edgar Stopes avait toujours son catalogue et son carnet de commandes sous le bras. Conscient qu'il se passait quelque chose d'anormal, *bouché bée*, les yeux rivés sur l'œil unique du fusil qui fumait et qui empestait l'air, il entendit comme un oiseau horripilant criailler quelque part. Son ventre lâchait ; sa tête appelait au secours quelqu'un nommé Maisie, mais il n'y eut plus dans ses tympans que le cri quand l'autre décharge le tua. [...]

Le petit convoi de bétaillères traversait la brousse avec le sergent de police à sa tête. Les roues écrasaient le sol graveleux de la piste, qui venait rebondir contre pare-brise et carrosseries. Eparpillés dans les champs en bordure du chemin de terre, des acacias s'élevaient vers le ciel comme des mains noueuses. Jusqu'à l'horizon troublé, la chaleur, en rayures d'un bleu vaporeux, dansait la gigue. Mais à la hauteur des premières maisons du village, il s'arrêta, car des troncs d'eucalyptus avaient été jetés en travers de la piste encaissée et barraient le chemin.

Au-delà de la barricade, le sergent apercevait une poignée de vieux, hommes et femmes, le dos cassé comme de hâtives sculptures, assis devant des maisons en torchis. Mais c'est l'attroupement réuni sur le terre-plein poussiéreux, à l'ombre d'un bosquet d'arbres, qui attira son attention. Il flaira quelque problème.

– Vous venez ?, dit-il à l'employé du commissariat aux affaires Bantou et il descendit de la Land Rover. L'employé qui avait troqué sa tenue de fidèle contre celle du broussard, regarda le sergent avec une lueur d'appréhension, avant de descendre à son tour du véhicule par l'autre côté, muni d'un dossier de documents officiels.

Dès qu'elle les aperçut, la foule rassemblée sur le terre-plein ombragé entonna un chant. Ce qui indisposa le sergent. Il n'aimait guère entendre chanter les Noirs. Quand les Noirs se mettaient à chanter, c'était presque toujours mauvais signe. On lisait de la colère dans ses yeux limpides qui baignaient dans des poches flasques et blêmes ressemblant un peu à des sachets de thé bons à jeter. Il cria :

– Qu'est-ce, tout ce raffut, hein ?

Un grand morceau de femme mal fagotée, ceinturon de cuir à la taille, en qui il reconnut la sœur du chef de village, agita de gros bras noirs, et la foule fit silence. La voix de la femme retentit jusqu'à lui :

– Inutile d'approcher davantage.

Le sergent s'arrêta à deux pas de la barricade. Geste involontaire, qu'il regretta aussitôt : il fallait toujours faire preuve d'autorité. Pour rectifier le tir, il fit semblant de ne pas reconnaître la femme et demanda :

– *Qui es-tu ? Non ! ce n'est pas à toi que* je veux parler. Où est Hlangeni ? C'est aujourd'hui que vous devez déménager : on dirait que vous n'êtes pas au courant. Et ces troncs d'arbres, qu'est-ce qu'ils font là ? Regardez ! On est même venu avec des camions.

– Pas besoin de camions, lui lança la femme sans bouger de place. Nous n'avons pas l'intention de partir : votre magistrat a été prévenu.

– « Ce n'est pas avec toi que je veux parler », riposta le sergent d'un ton sec. « Où est le chef Hlangeni ? » Il s'adressa à la foule : « N'écoutez pas cette femme ! Je sais pertinemment qu'elle ne cherche que des histoires. »

Un homme qu'il connaissait sous le nom de Kobe, ou quelque chose dans le genre, prit alors la parole :

– Il n'y a pas de Hlangeni. Hlangeni n'est pas présent.

Murmure général : la foule oscilla. Et le chant reprit.

Le sergent avança d'un pas :

– « Qu'est-ce qu'il y a ? cria-t-il. Vous savez très bien qu'aujourd'hui vous devez déménager. »

Il désigna de la main l'homme au dossier : « Voici le *boss* : il a apporté avec lui l'ordre écrit du gouvernement. Le même document a été remis à Hlangeni. »

Kobe jeta un œil à l'employé et dit :

– Il est bien jeune.

D'un ton cinglant, le sergent répliqua :

– Je te demande de montrer un peu plus de respect à l'égard du gouvernement ! *Ne fais pas l'idiot. Dis*-lui de venir mettre leurs affaires dans les camions.

La femme partit alors d'un éclat de rire sonore :

– Assez baratiné ! Vous feriez mieux de déguerpir vous-mêmes.

LES gens se remirent à chanter et avancèrent au rythme de leur chant. Furieux, le sergent dégaina. Un hurlement strident se mêla alors au chant – le ululement de toutes les femmes présentes. Un jeune balança un caillou sur le sergent. Ce dernier ne fut pas atteint, mais l'employé prit ses jambes à son cou et, dans sa panique, il lâcha son dossier, et tous les documents officiels valsèrent dans le sable. Pistolet au poing, le sergent tira en l'air. Les cailloux redoublèrent. L'employé regrimpait comme un fou dans la Land Rover lorsqu'une pierre vint s'écraser sur le grillage du *pare-brise* où elle rebondit. Un vent de panique souffla d'un bout à l'autre du petit convoi. Les conducteurs remirent le moteur de leur camionnette en marche. Les vitesses grincèrent, hurlèrent, tandis que la foule chantante des villageois continuait à avancer derrière une grêle de pierres qui venaient érafler la peinture et étoiler les vitres.

Cramoisi, le sergent de police rengaina, vira sur les talons et regagna tant bien que mal sa Land Rover. Il s'était rendu compte qu'il n'arriverait pas à contrôler la situation à lui tout seul ; qu'il lui faudrait appeler des renforts à la rescousse. Qui aurait imaginé que ces bougres de nègres provoquent pareil grabuge ? Obligé de battre en retraite devant une bande de singes en guenilles ! Vraiment, où allait-on ?

Une pierre fit voler sa casquette plate : elle vint rouler dans la poussière au milieu des papiers officiels de l'employé. Il réussit à se sauver jusqu'à sa Land Rover et finit par y trouver refuge à l'abri du blindage. Les cailloux volaient par-dessus la barricade d'arbres et mitraillaient la tôle des camionnettes dont les pneus fouettaient la poussière pendant qu'elles manœuvraient pour faire demi-tour. Derrière elles retentissait le chant incongru de la foule. [...]

Son verre de Coca-Cola ne pétillait plus du tout, mais Maisie s'en fichait. Ce genre de crime, songea-t-elle, c'était parfait au cinéma ; mais dès lors qu'il s'agissait de la réalité, c'était plutôt cruel.

Une cafétéria située à l'étage... Installée au milieu des restes de petits déjeuners tardifs – thé renversé, gobelets en carton, éclairs et croque-monsieur à moitié dévorés, – elle avait dans les oreilles le tintement des fourchettes et les conciliabules des robes d'été et des têtes taillées en brosse – le tout baignant dans le déodorant, sur fond de musique pop. « ... Mais, crois-moi, je lui ai passé un sacré savon... ». Sa salope de négresse n'était pas venue ce matin-là ; et donc, pas de petit déjeuner au lit pour Maisie. « Elles commencent à en prendre à leur aise », avait renchéri sa voisine Mme Muller.

En face de la cafétéria, des panneaux de réclame pour des vols à destination de l'Europe. Plus loin, tout au bout de la rue, la tour Ponte – cylindre aussi laid que massif – encombrait le ciel déjà tout tremblant de chaleur. Plusieurs clochers, désaccordés, sonnaillaient quelque part dans le lointain. La cafétéria était située à l'étage d'un grand magasin, à la lisière du vieux quartier : de là, on apercevait le pont de chemin de fer, un bout de barbelé et le haut de panneaux plublicitaires géants [...].

Dans la rue un long cordon de policiers, en tenue bleu pâle et bleu foncé, passa devant le magasin en direction du carrefour : ils avançaient en bondissant. Bien avant l'intersection, la rue paraissait embouteillée, et l'on apercevait comme une marée humaine [...].

Au bout de la rue, où les voitures formaient bouchon, les têtes se précisèrent parmi la masse humaine et les voix prirent corps.

Du haut du balcon, ceux qui regardaient dans la rue aperçurent une autre colonne de chanteurs, hommes et femmes, qui remontait la rue en direction du carrefour. Les Noirs défilaient en chantant.

Au carrefour, un gradé détacha un peloton de policiers ainsi qu'une brigade de la force paramilitaire pour couper la route à ce deuxième groupe de manifestants. Les hommes étaient armés, casqués ; certains portaient de longues matraques anti-émeutes.

Le directeur de la cafétéria sortit crier :

– Messieurs Dames ! si vous voulez bien quitter le balcon sur-le-champ ! Il pourrait se produire un ...eh...incident.

– Vous voulez rire ! s'esclaffa quelqu'un. On n'a aucune envie de rater le spectacle.

IL y avait plein de monde maintenant penché à la balustrade. Maisie se retrouva coincée entre du talc et de l'après-rasage : « Qu'est-ce que je fais là ? » se demanda-t-elle.

– S'il vous plaît ! Elle essaya de se dégager.

Quelqu'un dit :

– Journée de prière, je t'en fiche, hein ! Ces putains de bougnouls sont encore partis pour tout saccager.



– Peut-être qu'ils se rendent à l'église.

– Oh ! la police va régler leur compte à ces enfoirés.

– On paie assez d'impôts pour ça...

Le directeur supplia :

– « Messieurs Dames, je vous prie de bien vouloir rentrer à l'intérieur. » Et de répéter en afrikaans, comme pour confirmation officielle.

La colonne de manifestants passa devant la cafétéria, sous le balcon, derrière un porte-drapeau. Au bout de la rue, à la hauteur des feux, s'inscrivit un trait vert-brun-jaune. Au milieu du carrefour, une première vague se heurtait déjà à la police. Elle se brisa en une gerbe de fuyards, de chiens féroces et de matraques virevoltantes. Les passants quittaient précipitamment le champ de bataille et refluèrent le long des trottoirs.

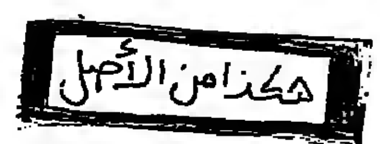
Le directeur lança un dernier appel angoissé :

– La direction dégage toute responsabilité pour toute blessure qui pourrait survenir.

On aurait dit qu'il lisait un avis officiel à l'*extrémité* d'un quai de gare. Pendant qu'il faisait sa déclaration, les hommes en treillis tirèrent plusieurs grenades lacrymogènes sur les manifestants juste en dessous. Les grenades rebondirent sur la chaussée et laissèrent échapper leurs fumerolles blanches, cotonneuses. Une brigade anti-émeute, grotesque sous le masque, chargea la foule à coups de matraque.

– « Vous voyez ! je vous ai prévenus ! » La voix du directeur essayait de dominer le bruit de fond musical et le vacarme des heurts [...].

(1) Parodie d'une chanson relative à la guerre de 14-18 ; là où la chanson disait : « *Bless them all !* » (« *Bénis soient-ils tous...* », le personnage du roman chante : « *Blast them all !* » (« *Maudit soient-ils tous...* ») (Ndt).







L'ÉCHEC D'UNE NOUVELLE TENTATIVE DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

En Israël, rien de nouveau

L'EXCITATION de la presse occidentale à propos de la rencontre d'Ifrane est vite retombée. L'événement, pourtant, ne saurait se ramener à un simple « coup » de relations publiques ou à des calculs de politique intérieure de la part du roi du Maroc ou du premier ministre israélien. Le premier a bien tenté de relancer les négociations de paix, et M. Pérès y a trouvé l'occasion de manifester une nouvelle fois l'irréductible refus d'Israël de traiter avec l'OLP. Une précision toujours utile, alors que les Etats-Unis s'apprêteraient à entreprendre de nouveaux efforts diplomatiques au Proche-Orient.

Par AMNON KAPELIOUK

La loi interdisant tout contact politique entre citoyens israéliens et membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), sous peine de trois ans de prison ferme (1), a été adoptée par le Parlement israélien le 5 août dernier. Un véritable camouflet infligé au roi Hassan II du Maroc.

Lors de la rencontre d'Ifrane, du 21 au 23 juillet 1986, le souverain marocain avait longuement expliqué à son hôte, le premier ministre israélien Shimon Pérès, que la participation de l'OLP au processus de paix était une condition *sine qua non* pour un règlement juste et durable au Proche-Orient. Il avait insisté pour que les Israéliens renoncent à leur refus catégorique de tout contact avec l'OLP, et cela afin de débloquer la situation diplomatique.

Rentré dans son pays, M. Pérès assura à ses associés du Likoud au sein du gouvernement qu'il n'avait fait aucune concession à Ifrane. Et deux semaines, jour pour jour, après son retour, le Parti travailliste – dont il est le chef – présentait au Parlement, en commun avec la droite nationaliste du Likoud, un projet de loi sur l'interdiction des contacts politiques avec les Palestiniens, qui avait été « gelé » pendant un an. Ce projet avait, d'ailleurs suscité de vives critiques de la part de nombreux juristes israéliens de tous bords, y compris l'ancien garde des sceaux, M. Haïm Zadok, deux anciens conseillers juridiques du gouvernement et d'éminents universitaires.

Le professeur Shneour Zalman Feller a ainsi jugé cette loi « *contraire à toutes les normes élémentaires de la justice et du code pénal en vigueur dans tous les pays libres, car elle prévoit la prison pour des contacts qui ne provoquent aucun délit ni crime* (2) ». Lors du débat au Parlement, le député David Libaï, juriste lui aussi, et qui a voté contre le projet malgré les consignes du Parti travailliste, a souligné que ce texte visait « *les droits de l'homme les plus élémentaires* », ajoutant qu'il ne souhaitait pas « *vivre dans un pays où l'opposition doit fonctionner avec l'aval du gouvernement* (3) ».

En fait, la nouvelle législation revêt un caractère purement politique sans rapport avec la sécurité du pays. Qu'un écrivain israélien rencontre l'un de ses interlocuteurs du Conseil national palestinien, il commettra désormais un délit. Qu'un simple journaliste recueille les propos d'un responsable palestinien, il sera lui aussi traduit en justice.



« Une loi contre la paix »

LA législation israélienne comprenait déjà des dispositions destinées à prévenir toute atteinte à la sécurité de l'Etat, interdisant notamment les contacts de caractère militaire ou d'espionnage avec les agents de l'ennemi. Maintenant, ce sont également les contacts de caractère politique qui se trouvent interdits, et cela a une tout autre signification qu'ont bien perçue ceux des députés qui ont refusé de voter le texte (il a recueilli 47 voix contre 25). « *C'est une loi contre la paix* », se sont-ils écriés à l'issue du scrutin.

Aussitôt après la rencontre d'Ifrane, plusieurs « colombes » du Parti travailliste avaient émis l'espoir que la plate-forme du parti soit modifiée et mise à jour pour ce qui concerne le problème palestinien. Le député Rafi Edri, d'origine marocaine, chef de la section parlementaire travailliste, – et qui fut le numéro deux de la délégation israélienne à Ifrane – l'a clairement fait savoir à son retour du Maroc, tandis que son collègue Haïm Ramon demandait que soit reconnu le droit des Palestiniens à l'autodétermination et que le parti favorise les négociations avec les Palestiniens qui reconnaîtront Israël, y compris l'OLP (4).

En réponse, M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, qui représente l'aile « dure » du Parti travailliste, a violemment attaqué les « colombes » de son parti, affirmant que leurs prises de position « *servent le terrorisme et représentent un danger pour la sécurité du pays* ». A quoi M. Haïm Ramon a immédiatement répliqué : « *Itzhak Rabin utilise le langage du rabbin Kahan* [député du mouvement fasciste Kakh] ; *c'est l'intransigeance de Rabin et l'impasse diplomatique qui sont la cause du terrorisme* (5). »

La loi du 5 août 1986 n'aurait jamais été votée par le Parlement si le Parti travailliste s'y était opposé : la cohabitation au pouvoir du Parti travailliste et du Likoud donne en effet à chacune de ces deux formations un droit de veto dans tous les problèmes. Mais les dirigeants du Parti travailliste cherchent à prouver à l'opinion israélienne qu'ils sont de bons nationalistes et, pour cela, ils doivent se livrer à la surenchère dans le problème palestinien, espérant du même coup conquérir une partie de l'électorat du Likoud. C'est ainsi que, lors d'un grand débat au bureau politique du Parti travailliste, une semaine environ après la rencontre d'Ifrane, les quelques « colombes » ont été réduites au silence par cet argument imparable : « *Assez, on utilisera vos propos contre nous lors de la campagne électorale...* »

Tout comme le Likoud, M. Pérès dit clairement que tous ceux qui veulent la paix doivent faire leur possible pour éliminer l'OLP de la scène politique. Selon lui, le problème majeur à propos du processus de paix est celui de la représentation des Palestiniens qui participeront aux négociations. « *Accepter la notion de droit à l'autodétermination,* explique le premier ministre, *signifierait ramener Yasser Arafat à la table des négociations. Or il nous faut remplacer les représentants des Palestiniens par d'autres, avec qui nous pourrons parler* (6). » Autrement dit, Israël doit lui-même choisir les représentants de l'adversaire avec lequel il serait prêt à négocier...

Afin de bien montrer qui sont ces représentants qualifiés par lui de « *Palestiniens authentiques* », M. Pérès a convoqué le 3 août dernier vingt-cinq Palestiniens des territoires occupés – des commerçants et des chefs de conseils municipaux nommés par le gouvernement militaire à la place des chefs élus lors de la consultation d'avril 1976 et destitués par la suite (7) – pour parler avec eux de leurs problèmes. Les Palestiniens avaient été amenés chez M. Pérès *manu militari*, sans savoir de quoi il s'agissait. Ils ne l'ont appris qu'à la dernière minute.

Chacun sait que MM. Pérès et Rabin aspirent à résoudre le problème palestinien avec la Jordanie. La rupture entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat a été célébrée comme une fête en Israël, où le pouvoir a applaudi aux critiques du roi de Jordanie contre les dirigeants de l'OLP. A Ifrane, lorsque le roi Hassan avait demandé à M. Pérès de reconsidérer sa position à l'égard de l'OLP, celui-ci avait cité, pour justifier son refus, les propos du souverain hachémite contre l'organisation de M. Arafat.

Israël et la Jordanie s'activent désormais pour trouver une solution de rechange à la direction de l'OLP dans les territoires occupés. La Jordanie souhaite conquérir les Cisjordaniens grâce aux fonds qu'elle leur verse (avec l'approbation du gouvernement militaire israélien) : 1 milliard 300 millions de dollars sur une période de quatre ans. Parallèlement, Amman a « gelé » les activités de la commission mixte jordano-palestinienne qui s'est occupée pendant de longues années de l'octroi de l'aide financière aux territoires occupés. L'OLP peut encore investir dans ces territoires, mais seulement de manière clandestine.

Les efforts des Jordaniens pour trouver un substitut au leadership palestinien sont jusqu'à présent demeurés vains. Certes, les Palestiniens des territoires occupés avaient, dans leur grande majorité, favorablement accueilli l'accord d'Amman conclu en février 1985 entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat. Mais s'ils doivent trancher entre l'un et l'autre, leur choix est clairement en faveur de M. Arafat. Il suffit à quiconque d'effectuer une rapide visite dans les territoires occupés pour s'en rendre compte et un récent sondage effectué auprès des Palestiniens de Cisjordanie – le premier depuis des années – vient de confirmer que la population des territoires occupés soutient l'OLP à plus de 70 % (8). On sait aussi que, depuis l'annexion de la Cisjordanie par le royaume hachémite dans les années 50, les autorités d'Amman n'y ont jamais été très populaires.

Pour se défendre contre les critiques que lui vaut, dans les milieux modérés, sa politique hostile à l'OLP, M. Pérès peut se targuer de l'attitude des Etats-Unis, dont les relations avec Israël n'ont jamais été aussi bonnes, face à un monde arabe divisé. Il sait que Washington soutient Israël dans son refus total de l'OLP, et il fait ressortir qu'il serait maladroit de la part du gouvernement israélien d'aller à l'encontre des thèses de ses amis américains.

M. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille et chef de file des modérés au sein de l'establishment israélien, ne partage pas cet avis. Au cours d'un entretien télévisé, alors qu'on lui demandait pourquoi il était prêt à rencontrer M. Arafat, bien que le vice-président des Etats-Unis, M. George Bush, en tournée dans la région fin juillet et début août, ait rejeté l'idée de faire participer l'OLP au processus de paix, il a répondu en ces termes : « *M. Bush vit aux Etats-Unis alors que, moi, j'habite ici, et je me permets de prendre moi-même les décisions qui me concernent* (9). » M. Weizman semble être aujourd'hui la personnalité la plus déterminée, parmi les dirigeants israéliens, à explorer de nouvelles voies pour modifier le *statu quo* dans la région. Ainsi, récemment encore, il déclarait à un journal égyptien que, s'il devait choisir, il préférerait parler de la paix avec M. Arafat plutôt qu'avec le roi Hussein (10).

M. Pérès a présenté la rencontre d'Ifrane comme un grand succès. En effet, il a été reçu par un chef d'Etat arabe devant les médias du monde entier. Certes, les deux hommes d'Etat ont publié un communiqué commun, fait sans précédent depuis l'initiative de paix de Sadate en 1977. Mais parce qu'il n'a pas fait la moindre concession à son hôte, on ne peut même pas parler d'un « tournant » qui relancerait le processus de paix. A son retour, d'ailleurs, les membres du Likoud ont applaudi à son initiative, y compris ce « super-faucon » qu'est le général Sharon.

Depuis un an, le roi Hassan II multipliait les déclarations à la presse, disant que M. Pérès serait le bienvenu au Maroc, comme il le souhaitait, à condition qu'il soit porteur d'un « *plan de paix sérieux* ». Des responsables marocains nous ont eux aussi affirmé à Ifrane qu'il était entendu, lors des pourparlers préliminaires, que M. Pérès apporterait « *quelque chose de nouveau* » concernant la question palestinienne, mais dans l'entourage de M. Pérès on a démenti avoir fait une telle promesse.

(Sven Nackstrand-Gamma)

« PLUS D'ABDICATION DEVANT LE TERRORISME MUSULMAN »
Manifestation à l'appel du Gouch Emounim (extrême droite), en juin 1985, contre la libération de plus d'un millier de Palestiniens

Deux rois dans l'embarras

SI M. Pérès avait apporté « *quelque chose de nouveau* » à Ifrane, il aurait à coup sûr provoqué dans son pays une crise ministérielle et des élections anticipées. Or le premier ministre travailliste craint une campagne électorale au cours de laquelle il serait accusé de modération envers les Palestiniens. L'opinion israélienne a des positions assez tranchées à ce sujet, en grande partie sous l'effet de l'intense matraquage auquel s'est livré le Likoud au cours des dernières années, et auquel le Parti travailliste n'a jamais essayé de faire face. Commentant l'absence d'hommes politiques vraiment responsables à la direction du pays, l'écrivain israélien Boaz Evron écrivait ainsi au lendemain d'Ifrane : « *Israël, dont personne ne peut encore définir les frontières, a besoin d'un vrai leader et non d'un magouilleur* (11). »

La victoire de M. Pérès à Ifrane sera, semble-t-il, de courte durée. S'il ne fait pas un geste pour reconnaître le droit des Palestiniens à l'autodétermination, s'il continue de compter d'abord sur la force de son armée et sur le soutien des Etats-Unis, tôt ou tard le roi Hassan sera obligé de lui tourner le dos. En arrivant à Jérusalem en 1977, Anouar El Sadate avait coupé les ponts derrière lui, il ne lui restait pas d'autre choix que de conclure une paix séparée, selon le vœu des Israéliens. En revanche, le roi Hassan garde toujours toutes les options.

M. Pérès ne devait pas s'expliquer après la rencontre d'Ifrane. Le succès s'explique de lui-même. C'est au roi du Maroc qu'il revint de fournir des explications. Pourra-t-il continuer le dialogue avec M. Pérès sans obtenir de quelconques résultats ?

M. Pérès souhaitait que la rencontre d'Ifrane fût le prélude à un semblable rendez-vous avec le roi Hussein de Jordanie. Cependant, la réaction hostile de la Syrie fut destinée avant tout au souverain hachémite. La Jordanie a aussitôt adhéré au concert des condamnations d'Ifrane, bien que sur un ton modéré, en soulignant que l'événement contribuera à l'aggravation des dissensions dans le camp arabe. L'option jordanienne, si chère à M. Pérès, fut donc la première victime des entretiens d'Ifrane. Le roi Hussein préfère, en effet, garder ses liens avec Damas plutôt que de se lancer dans une aventure avec M. Pérès dont il connaît déjà les conséquences.

Quelques mois après la guerre de 1967, M. Maxime Rodinson publiait aux éditions du Seuil un livre intitulé *Israël et le refus arabe*, dans lequel il expliquait les diverses raisons de ce refus. Aujourd'hui, un ouvrage décrivant les relations israélo-arabes pourrait s'intitulé « les Palestiniens et le refus israélien ». Aux « non » des Arabes, ont succédé, en effet, une série de « non » israéliens : « non » à l'autodétermination des Palestiniens, « non » à l'Etat palestinien, « non » aux pourparlers avec l'OLP, etc. Avec le glissement à droite de la société israélienne, ces « non » atteignent aussi la social-démocratie israélienne, qui perd sa spécificité pour devenir de plus en plus une version améliorée du Likoud.

En octobre prochain, M. Pérès cédera le fauteuil de premier ministre au chef du Likoud, M. Itzhak Shamir. Le bilan de ses deux années de règne montre que les espoirs d'engager un processus de paix dans la région se sont soldés par un échec. Beaucoup de ballons ont été lancés, mais sans résultat. Les fameux « non » israéliens servent sans doute de dénominateur commun à la coalition du Parti travailliste et du Likoud. Du même coup, toutes les tentatives pour débloquer la situation demeurent vouées à l'échec.

(1) Cf. Amnon Kapeliouk, « Comment empêcher tout dialogue avec l'OLP », *le Monde diplomatique*, août 1985.
(2) *Davar*, 8 août 1986.
(3) Procès-verbaux de la Knesset, séance du 5 août 1986, p. 276.
(4) Télévision israélienne, 1er août 1986.
(5) *Maariv*, 3 août 1986.
(6) *Haaretz*, 1er août 1986.
(7) Les dernières élections municipales en Cisjordanie remontent à cette date. Depuis lors, les autorités israéliennes refusent toute nouvelle consultation de crainte que les candidates de l'OLP ne sortent victorieux dans toutes les agglomérations, comme cela fut le cas en 1976.
(8) Cf. *Financial Times*, 23 août 1986.
(9) Télévision israélienne, 30 juillet 1986.
(10) *Akhbar El-Yom*, du 9 août 1986.
(11) *Yedioth Aharonoth*, 1er août 1986.

DE LA RELIGION AUX AFFAIRES...

...ET BIENTOT A LA MAISON BLANCHE ?

(Keystone-Picture Group.)

M. MARION G. « PAT » ROBERTSON

La dérive politique d'un fondamentaliste chrétien

Par KONRAD EGE *

AVOIR démarré dans la vie active comme plongeur dans un restaurant universitaire, puis comme acteur de films de série B et de publicités à l'eau de rose n'a pas empêché M. Ronald Reagan de se retrouver un jour à la Maison Blanche. Même dans le pays où « chacun a sa chance », une ascension aussi vertigineuse n'est pas tellement courante. Et pourtant, un des aspirants à la succession du président, M. Marion G. « Pat » Robertson, a déjà derrière lui une carrière que d'aucuns jugeraient encore plus insolite : étudiant en droit raté, pasteur d'une église de New-York, guérisseur-miracle, prédicateur sur le petit écran, propriétaire du plus grand réseau de télévision religieuse des Etats-Unis et « prophète de Dieu » autoproclamé.

Certains observateurs ont traité par la dérision ses efforts pour décrocher l'investiture du Parti républicain en vue des prochaines élections présidentielles... tout comme avait été tournée en ridicule la candidature de M. Reagan au poste de gouverneur de Californie, dans les années 60, et à la présidence, en 1976 et en 1980. Les obstacles que M. Robertson aurait à franchir pour parvenir à ses fins sont autrement plus difficiles que ceux auxquels M. Reagan fut confronté, mais le téléprédicateur a déjà mobilisé autour de lui une armée de plusieurs millions de chrétiens de droite qui sont en train de changer le paysage politique des Etats-Unis.

Si bizarres que puissent paraître les pratiques religieuses de M. Robertson aux yeux de beaucoup d'Américains, le personnage est très représentatif d'une fraction substantielle de la population : les chrétiens fondamentalistes et conservateurs, qui prennent la Bible au pied de la lettre, vivent selon des lois morales très strictes et se sont assigné pour mission de populariser l'Evangile et de « rechristianiser » les Etats-Unis. Jusqu'à une période se situant entre le milieu et la fin des années 70, ces gens, que les médias ont souvent qualifiés d'« évangélistes » ou de chrétiens qui ont connu « une nouvelle naissance » *(born-again Christians)* — en raison de leur croyance à la nécessité d'une « nouvelle naissance » et de l'acceptation de Jésus comme sauveur personnel pour aller au Paradis, — se tinrent à l'écart de la politique (1). Leur dernière croisade publique d'envergure — la prohibition des boissons alcoolisées au début du siècle — tourna court en 1933. Après cet échec, ils en vinrent à considérer la politique comme « de ce monde », et se consacrèrent principalement à la tâche de sauver des âmes.

* Journaliste allemand résidant aux Etats-Unis.

La planète Mars contre la Bible

Le juge Thomas Hull, du tribunal de Greeneville dans le Tennessee, va prochainement devoir trancher une question délicate : peut-on imposer à un enfant de douze ans un livre de lecture dans lequel figure un récit intitulé « Une visite sur la planète Mars » ? Plusieurs parents d'élèves, tous *« born again »*, ont engagé un procès contre les autorités à ce sujet, au motif qu'un tel récit est *« non chrétien* et *contraire à l'enseignement de la Bible »*. Sont également incriminées les références à la Renaissance italienne et à Léonard de Vinci.

Un autre groupe de parents, « People for the American Way », qui s'oppose aux entreprises de décervelage des *« born again »* et soutient l'Etat du Tennessee dans son procès, affirme que le terme « évolution », et probablement l'idée même d'évolution, sont absents de la moitié des manuels de biologie utilisés dans les écoles secondaires...

(D'après *US News and World Report*, 11 août 1986.)

Au milieu des années 70, l'élection d'un président *born-again*, M. James Carter, provoqua une flambée d'ardeur politicienne chez les chrétiens fondamentalistes. Beaucoup d'entre eux furent cependant déçus car, à la Maison Blanche, M. Carter se révéla incapable de dominer des événements qui avaient suscité leur courroux et profondément troublé l'« Amérique profonde » : les répercussions de la guerre perdue au Vietnam et de bon nombre de révolutions du tiers-monde — perçues comme autant de défaites américaines, — la démission dans la honte d'un président, les mouvements féministes et des droits civiques, l'augmentation du taux de divorce et les modifications des codes sociaux régissant le style de vie et la sexualité. De nombreux citoyens américains, confortablement installés dans les structures d'autrefois, se sentirent trahis. Face à un pays qui s'en allait à vau-l'eau et à des politiciens incapables ou peu désireux de remonter le courant, il fallait des réponses claires. Le fondamentalisme chrétien commença à attirer un nombre croissant de citoyens, précisément parce qu'il offrait ces réponses (2).

Pour les fondamentalistes, la responsabilité du déclin de l'Amérique incombait à une entité très vaguement définie, l'« *élite humaniste, séculière et libérale* » (identifiée au Parti démocrate), qui s'était approprié les institutions de la société et avait réprimé le christianisme, ainsi qu'à l'incapacité des écoles publiques à éduquer la jeunesse dans le respect des « valeurs traditionnelles » et des enseignements de la Bible.

La composition interne des Eglises fondamentalistes avait également changé dans les années 70. La plupart des évangélistes vivent dans les Etats du Sud-Est (la « ceinture de la Bible »), sont d'origine modeste et n'ont bénéficié que d'une scolarisation limitée. Au fur et à mesure que, au cours de cette décennie, les entreprises industrielles se déplaçaient vers les Etats du Sud, la « ceinture de la Bible » commença à se confondre avec une nouvelle « ceinture du soleil » de plus en plus prospère. Et ce pouvoir économique qu'ils accumulaient, les résidents de la « ceinture du soleil » — y compris les fondamentalistes — éprouvèrent le désir de le traduire en capacité d'intervention politique. De la même manière que la Bible, *« qui ne se trompe jamais »*, leur avait prescrit, pendant la majeure partie du XXe siècle, de se tenir à l'écart des péchés de la vie publique, elle leur enseignait désormais de s'engager dans l'activité politique, de faire avancer les « problématiques chrétiennes » et d'élire des « candidats chrétiens ».

Des activistes et bailleurs de fonds de la droite républicaine appuyèrent ce mouvement et l'aidèrent à prendre corps. En 1979, ils apportèrent leur soutien à la fondation de l'organisation la plus bruyante de la droite chrétienne, la « Majorité morale » du révérend Jerry Falwell (3), créée pour défendre *« la libre entreprise, la famille et la morale de la Bible »*. Les fondamentalistes chrétiens — dont beaucoup n'avaient jamais voté — constituaient un terrain de recrutement de choix pour la redéfinition, à la sauce républicaine, d'un programme politique « chrétien » et « moral ».

Au-delà des simples « questions morales »

CE programme, fut-il expliqué aux fidèles, ne devait pas se limiter aux « questions morales » traditionnellement chères aux fondamentalistes, telles que l'opposition à l'égalité des droits pour les femmes et à l'avortement, ou la revendication de prières obligatoires et de l'enseignement du « créationnisme » biblique dans les écoles publiques (dont les tribunaux avaient décrété qu'ils constituaient une violation de la séparation constitutionnelle entre les Eglises et l'Etat). Beaucoup de fondamentalistes d'aujourd'hui affirment, en effet, qu'il est également « chrétien » de soutenir le surarmement nucléaire et d'aider les régimes politiques de droite. Ces deux positions entrent dans la catégorie des « questions morales » puisqu'elles contribuent à renforcer les Etats-Unis dans leur combat contre les *« gouvernements communistes athées »*.

L'une des idées centrales de la nouvelle droite chrétienne est que les Etats-Unis, fondés par des chrétiens en tant que nation chrétienne, sont bénis de Dieu qui leur a assigné un rôle-clé dans la réalisation de ses desseins. Toutes les difficultés que le pays a connues viennent du fait qu'il s'est écarté du droit chemin. La solution saute donc aux yeux : il faut revenir aux valeurs chrétiennes ou, plus précisément, aux valeurs chrétiennes revues et corrigées par la droite fondamentaliste. Cette présentation de *« l'Amérique, nation chrétienne »* est en contradiction avec les travaux de nombreux historiens. Ainsi, pour Martin Marty, l'un des plus éminents spécialistes de l'histoire religieuse américaine, l'idée que veulent accréditer les fondamentalistes selon laquelle *« nous avons autrefois constitué une nation spécifiquement chrétienne, avant de tomber dans l'erreur, est tout simplement fausse au sens où ils l'entendent »*. Au contraire, explique-t-il, les rédacteurs de la Constitution des Etats-Unis *« mirent délibérément entre parenthèses les questions religieuses »* et veillèrent à la séparation entre l'Etat et les affaires des Eglises (4).

L'essor d'une industrie de la télévision chrétienne a joué un rôle important dans la politisation des fondamentalistes. Le premier programme religieux télévisé, une messe catholique, fut diffusé en 1940. Les Eglises historiques s'assurèrent rapidement le contrôle de ces émissions, obtenant gratuitement des temps d'antenne dans les trois principaux réseaux. Mais, au cours des années 70, les Eglises fondamentalistes commencèrent à acheter de grandes plages horaires jusqu'à faire disparaître du petit écran les services religieux des Eglises historiques.

En 1986, selon l'Association nationale des producteurs de programmes religieux, 200 des 1 000 stations de télévision, ainsi que 468 réseaux câblés diffusent des programmes chrétiens presque tous produits par des fondamentalistes de droite. En outre, une demi-douzaine de programmes ayant MM. Pat Robertson, Jerry Falwell, Robert Schuller, Jim Bakker et Oral Roberts pour vedettes bénéficient d'une diffusion nationale. La télévision chrétienne, dont les revenus annuels se situent autour du milliard de dollars, est devenue une industrie de premier plan. Au cours de ces dernières années, la plupart de ces téléprédicateurs n'ont pas seulement proclamé l'Evangile (ou l'idée qu'ils s'en font), ils ont fait de la propagande conservatrice. Selon un sondage récent, 40,2 % des citoyens américains regardent un programme religieux au moins une fois par mois.

Ce sont les émissions de M. Robertson qui attirent le plus grand nombre de téléspectateurs. Directement guidé par Dieu, comme il le dit lui-même, M. Robertson achète, en 1961, une station de télévision à bout de souffle, dans le sud de la Virginie, pour prêcher l'Evangile et pour guérir les malades : *« Je m'attends à ce que Jésus fasse quelque chose de fantastique pendant ce programme »*, proclame-t-il dans l'une de ses premières émissions. *« Je sens la présence du Seigneur en ce moment, ici, au milieu de nous... Nous voilà maintenant devant un cancer et nous le déclarons guéri au nom de Jésus ! Venez tous maintenant ! Rendez grâces à Jésus ! Gloire à Jésus ! »*

M. Robertson ne se contente pas de guérir les malades en direct, il détourne les cyclones des côtes de Virginie et, après avoir reçu de Dieu une *« parole de connaissance »*, il prophétise les événements à venir — principalement des catastrophes — comme l'effondrement économique mondial et la guerre nucléaire pour l'année 1990 (5). Entre les prières et les admonestations, M. Robertson lance de discrets appels à la générosité des fidèles pour financer son spectacle. L'an dernier, il a ainsi encaissé environ 200 millions de dollars.

Les méthodes utilisées par plusieurs téléprédicateurs pour collecter des fonds ont fait l'objet de critiques répétées, tant d'un point de vue théologique que pour des raisons éthiques. M. Robertson sollicite le portefeuille des fidèles en se fondant sur les *« principes du royaume de Dieu »* : donnez quelque chose et vous recevrez quelque chose en retour ou, si l'on décode son message, donnez de l'argent au « ministère télévisé » de Robertson et Dieu exaucera vos prières.

Voici un exemple de ce que cela donne : un assistant du prédicateur se précipite sur le plateau en brandissant le texte d'un appel téléphonique : *« Elle a de très petits revenus* et *aussi des quantités de problèmes de santé. Elle a décidé de faire confiance à Dieu et de s'engager avec foi dans les principes du royaume. Elle donnait déjà la moitié de son allocation d'invalidité* [au programme de M. Robertson] *pour propager l'Evangile de Jésus-Christ. Mais, tout juste la semaine dernière, elle a pris la décision d'aller jusqu'*au *bout et de donner à Dieu tout l'argent qu'elle dépensait pour ses médicaments contre le cancer. Et voilà que, trois jours plus tard, elle a reçu un chèque de 3 000 dollars d'une provenance totalement inattendue ! » « Rendez grâces à Dieu ! », « Donnons un coup de main à Dieu »* commente M. Robertson en encourageant d'autres téléspectateurs à vivre eux aussi selon les *« principes du royaume »* s'ils *« veulent des miracles »* dans leur vie (6).

Dans les programmes de M. Robertson, il est rarement fait mention des souffrances et des persécutions que le Jésus de la Bible avait prédites à ses fidèles. L'Evangile ainsi proclamé se résume à « tout finit par s'arranger pour les chrétiens » ; un juif qui s'était converti au christianisme en regardant M. Robertson à la télévision voit, du même coup,

---

(1) Bien que les termes « fondamentaliste » et « évangéliste » soient souvent utilisés de manière interchangeable, ils n'ont pas exactement la même signification. Tous deux renvoient à des chrétiens qui s'efforcent de proclamer l'Evangile et qui ont connu une « nouvelle naissance » (*born again*). Alors que les fondamentalistes croient à une interprétation littérale de la Bible, les évangélistes acceptent « seulement » son autorité absolue. La plupart des évangélistes ont des idées libérales en politique. Quant au fondamentalisme, il ne constitue pas un mouvement unifié. Bon nombre de ses adeptes se tiennent encore à l'écart de l'activité politique. Le fondamentalisme a pris ses racines à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, au moment où des protestants conservateurs, réfractaires aux changements provoqués tant par l'industrialisation de la société américaine que par les courants politiques progressistes, le clergé libéral et les progrès de la science (qui remettaient en question la version biblique de la création) s'unirent pour défendre leurs valeurs (voir Stewart G. Cole, *The History of Fundamentalism*, Archon Books, Hamden, Connecticut, 1963).

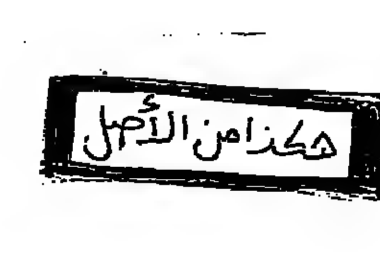
(2) Voir le reportage de Pierre Dommergues, « L'essor du conservatisme américain », *le Monde diplomatique*, mai 1978.

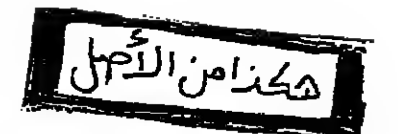
(3) Voir Konrad Ege, « La fin du monde est proche », *le Monde diplomatique*, décembre 1985.

(4) Martin Marty, « Fundamentalist Politics : A Historian's View », *Church and State*, Silverspring (Maryland), novembre 1980.

(5) Doug Hill, « Preacher for President ? », *TV Guide*, Lancaster, Pennsylvanie, 15 mars 1986.

(6) *Harper's*, New-York, octobre 1980.



son mariage brisé se rabibocher ; un homme d'affaires ruiné récupère tout son argent et au-delà ; une jeune femme gagne un concours de beauté car telle était la volonté de Dieu ; un autre chrétien devient milliardaire grâce à sa foi.

Beaucoup de téléspectateurs ne demandent qu'à donner. Lorsqu'un réseau de télévision diffusa le film *Pray TV*, dans lequel Ned Beatty joue le rôle d'un téléprédicateur qui demande de l'argent en faisant apparaître sur l'écran un numéro de téléphone pour les dons en espèces, il y eut quinze mille appels téléphoniques (7). Pour compléter leurs collectes de fonds à l'antenne, les téléprédicateurs ont également constitué d'énormes fichiers comprenant les adresses des téléspectateurs qui ont été en contact avec leur programme. Ces téléspectateurs font l'objet de fréquents publipostages émanant de leur « télépasteur » qui les presse de lui envoyer de l'argent.

En quelques années, la station de télévision de Virginie de M. Robertson s'est transformée en une entreprise au chiffre d'affaires annuel de 200 millions de dollars : le Christian Broadcasting Network (CBN), qui comprend le *cinquième réseau câblé américain* et plusieurs stations locales, ainsi qu'une station dans le sud du Liban *« pour apporter la paix »* au Proche-Orient. L'empire Robertson, c'est aussi une université chrétienne, le réseau d'*informations télévisées* CBN — dirigé par un ancien rédacteur en chef du *Washington Times*, propriété de l'Eglise de l'Unification (8) — et une agence d'aide humanitaire, Operation Blessing (Opération Bénédiction), qui collecte des fonds pour les réfugiés nicaraguayens et qui, selon un rapport de *Sojourners*, magazine évangélique de gauche, aide *« directement ou indirectement les « contras » nicaraguayens* (9) », dont M. Robertson chante les louanges dans ses émissions.

Le programme vedette de CBN est le Club des 700 (tirant son nom des sept cents premiers donateurs), émission quotidienne d'une heure, diffusée sur l'ensemble du territoire. Aujourd'hui le Club des 700 est radicalement différent de sa version initiale qui mettait l'accent sur la proclamation du message de l'Evangile et sur les guérisons. Dans une de ses émissions, M. Robertson ne put d'ailleurs s'empêcher de décocher une flèche à ses concurrents catholiques : *« A Lourdes, il n'y a eu que onze cas de guérisons miraculeuses. Nous, nous avons pu en constater des dizaines de milliers. Vous n'avez pas besoin d'aller dans un quelconque sanctuaire, loin de chez vous* (10). »

La nouvelle formule est une émission de variétés avec des vidéomusiques *(clips)* sur pratiquement n'importe quel sujet, du bronzage aux robes de mariées, intercalées entre des exhortations aux téléspectateurs pour qu'ils se mettent à genoux devant leur poste de télévision et qu'ils *« acceptent Jésus comme leur Sauveur personnel »*, de longs prêches en faveur des activités politiques de droite, des informations constantes sur des gens qui sont devenus chrétiens grâce à M. Pat Robertson, et des



(Alex Webb-Magnum)

LE DÉLICIEUX SPECTACLE DE LA FAMILLE DU RÉVÉREND MICHAEL LORD PRÊCHANT L'ÉVANGILE
Il y a dix ans, « Little Michael (au premier plan), lui aussi, guérissait les malades

séquences d'actualité dans lesquelles les « contras » nicaraguayens sont désignés comme des *« combattants de la liberté »* et le président du Nicaragua comme le *« dictateur Ortega »*. M. Robertson, flanqué de deux compères, M. Danuta Soderman, coprésentateur exubérant et pétillant, et M. Ben Kinchlow, un ancien musulman qui ne plaisante pas, est un hôte charmant et toujours souriant — sauf lorsqu'il parle de l'athéisme, de l'humanisme, du communisme, et d'une kyrielle d'autres entités malfaisantes.

Lors d'une semaine typique, en juin dernier, M. Robertson préconisa l'approbation par le Congrès de l'aide de 100 millions de dollars aux « contras » nicaraguayens, morigéna la Cour suprême pour n'avoir pas limité le droit des femmes à l'avortement, et un autre tribunal qui avait interdit l'enseignement du « créationnisme » dans les écoles publiques *(voir l'encadré page 10)*, critiqua l'influence excessive de la Réserve fédérale sur l'économie, et se plaignit que des sénateurs se soient opposés à la désignation d'un juge fédéral « conservateur ». M. Robertson ne fait même pas semblant de donner le pour et le contre d'un problème. Tous les « experts » qu'il fait parler sont des gens de droite totalement d'accord avec leur hôte.

A la conquête du Parti républicain

DE la propagande télévisée à la politique active, il n'y avait qu'un petit pas à franchir pour M. Robertson. En 1981, il fonda le Conseil de la liberté (Freedom Council), organisation dont la raison d'être est l'élection de chrétiens de droite. Bien que ce Conseil, qui compte deux cent mille membres, prétende être bipartisan, tous ses efforts sont dirigés contre le Parti démocrate *« libéral »*. M. Robertson utilise lui-même cette structure comme vecteur de sa propre candidature, qui devrait être annoncée le 17 septembre. En mai dernier, au cours de la première phase du processus de désignation du candidat républicain à la présidence (sélection des délégués de circonscription dans l'Etat du Michigan), le Conseil parvint à s'assurer presque la moitié des mandats de délégués en faveur de M. Robertson, qui devança le vice-président, M. George Bush. Même si ces résultats furent inversés lors de l'étape suivante des primaires de cet Etat, le 5 août dernier, ils n'en sont pas moins révélateurs.

Sans doute peu de dirigeants fondamentalistes s'expriment-ils de manière négative à propos de M. Bush (le révérend Falwell va même jusqu'à le soutenir), et encore moins à propos du président Reagan, qui ne peut pas se représenter, mais leur appui à M. Robertson est un symptôme évident de leur profonde frustration. Ce sont eux qui ont fourni les troupes pour les deux élections de M. Reagan (dont ils avaient commodément feint d'ignorer qu'en tant que divorcé et remarié il *« vit dans le péché »*) mais ils n'ont pas reçu grand-chose en échange. Alors que le président proclame que *« c'est à nouveau le matin de l'Amérique »*, beaucoup de fondamentalistes sont convaincus que leur pays s'enfonce dans un cloaque d'immoralité et d'impiété. L'avortement est encore légal et il n'existe toujours pas de prières obligatoires dans les écoles publiques. Beaucoup de fondamentalistes semblent avoir le sentiment qu'ils ont été utilisés par le Parti républicain. En 1988, il veulent renverser les rôles et utiliser le Parti républicain.

La bataille pour la conquête de l'âme du parti a commencé. L'*establishment* républicain, appuyé par l'argent de grandes sociétés, penche pour des candidats au comportement prévisible, comme M. Bush. Dans le passé, les milieux d'affaires qui soutenaient le parti ont toujours réussi à tempérer les ardeurs des candidats « idéologiques ». M. Reagan, qui avait considérablement mis en veilleuse sa rhétorique d'extrême droite pendant la campagne de 1980, en est un exemple. Un mémorandum de l'organisation de M. Robertson, à l'intention des candidats républicains fondamentalistes, utilise des citations de la Bible (*« Soyez aussi avisés que le serpent et aussi innocents que la colombe »*) pour justifier l'ignorance dans laquelle les autres membres du parti doivent être tenus quant aux intentions de la droite fondamentaliste : *« Donnez l'impression que vous êtes là afin de travailler pour le parti et non pas pour promouvoir une idéologie »*, dit le document qui rappelle, par ailleurs, que *« les activités de l'Eglise ne doivent pas être rendues publiques. Il faut compter avec ceux qui veulent saper notre travail »*.

Dans plusieurs Etats et dans plusieurs districts électoraux, les fondamentalistes ont déjà pris en main le Parti républicain, entreprise plus facile qu'il ne semblerait de prime abord. En effet, aux Etats-Unis, les appareils des partis sont très faibles. Les activités des membres de la base sont limitées et il est aussi facile d'adhérer que de faire état de son affiliation lorsqu'on s'inscrit sur les listes électorales. Il n'y a pas de cotisations et peu de structures. Le mouvement fondamentaliste a également acquis de l'influence en raison du déclin des partis et de l'effondrement des allégeances partisanes. Il y a trente ans, par exemple, on pouvait être assuré qu'un démocrate de Chicago voterait pour le candidat démocrate, quoi que puisse dire son pasteur. A l'époque, les dirigeants démocrates du Sud plaisantaient même sur les *« démocrates du chien bâtard »*, expliquant que, même si le Parti démocrate présentait un chien bâtard pour une charge élective, les habitants du Sud, à écrasante majorité démocrate, voteraient pour lui.

Dans une certaine mesure, l'identification partisane a cédé la place à l'identification religieuse. Les Américains sont un peuple religieux. Selon un récent sondage réalisé par Gallup, 94 % des citoyens des Etats-Unis *« croient en Dieu ou en un esprit universel »*. En Europe occidentale et au Japon, les taux respectifs sont de 78 % et de 38 %. Deux Américains sur cinq disent croire à la lettre ce que dit la Bible et avoir connu une « nouvelle naissance ». Au même moment, Gallup constate qu'aux Etats-Unis le sentiment religieux est caractérisé par *« un écart entre la croyance et l'engagement »* et entre *« une religiosité élevée et une éthique de faible niveau »*, de même que par *« la superficialité de la foi »* et une *« absence patente de connaissance de la Bible et du christianisme* (11) ».

Pour contradictoires qu'elles apparaissent, ces conclusions apportent de l'eau au moulin des politiciens qui s'efforcent de manipuler les croyances religieuses en travestissant en « politique chrétienne » une idéologie de droite. Les fondamentalistes qui adhèrent à cette idéologie représentent bien moins qu'un cinquième de la société américaine, mais cela leur suffit pour constituer un facteur déterminant dans des élections présidentielles (où seuls 50 à 55 % des citoyens se rendent aux urnes et où la victoire se décide à quelques points) et encore plus dans le processus de désignation des candidats d'un parti.

KONRAD EGE.

(7) Carol Flake, *Redemptorama*, Penguin Books, New-York, 1985, p. 134.

(8) Voir Jean-François Boyer et Alejandro Alem, « L'internationale Moon », *le Monde diplomatique*, février 1985.

(9) Vicki Kemper, « Contras, Refugees and Private Aid », *Sojourners*, Washington DC, octobre 1985.

(10) Carol Flake, *op. cit.*, p. 143.

(11) « Religion in America, 50 years : 1935-1985 », *The Gallup Report*, Princeton (New-Jersey), n° 236, mai 1985.



PRÉDICATEUR BAPTISTE DANS LE MISSISSIPPI EN 1970 *(Martin Franck-Magnum)*
Donnez quelque chose et vous recevrez quelque chose en retour...

UN PRÉCURSEUR

Billy Graham à l'affiche de Bercy

CE que n'ont pas toujours réussi certaines vedettes du rock, Billy Graham s'y essaie du 20 au 27 septembre 1986 : remplir quotidiennement les 15 000 places du palais omnisports de Paris-Bercy pour une « réunion » qui sera également retransmise sur grand écran dans plus de trente villes de province, de Suisse et de Belgique *via* le satellite Telecom 1.

Le « pasteur de l'Eglise universelle », comme il se définit lui-même en toute modestie, n'a pas lésiné sur les moyens pour y parvenir. L'association « Mission France avec Billy Graham » (1), créée spécialement en juin 1984 pour l'événement et qui se dissoudra aussitôt après, a un budget prévisionnel de 6 450 000 F (2).

Par la voix de son président, le pasteur Monsarrat, l'Eglise réformée de France (ERF) a publiquement exprimé ses réserves à l'égard d'un type d'évangélisation de masse qui repose avant tout sur l'utilisation des techniques les plus rodées du show-business et de la vente : « *Il ne faut pas confondre l'Evangile avec un produit importé des Etats-Unis* (3). » Un produit également « vendu » en anglais, aurait-il pu ajouter, car Billy Graham ne parle pas de langues étrangères.

Message simplificateur

LES objections de l'ERF visent d'abord le style de l'opération : « *Une intervention de music-hall avec écran géant, chorales géantes et traduction simultanée, sur fond de discours US. Des cantiques, des mains qui se lèvent, un discours stéréotypé, une manipulation éprouvée des foules, relevant de la science américaine du marketing* (4). » Mais pour le président du conseil régional de l'ERF Ile-de-France, le pasteur Michel Leplay, c'est surtout le contenu du « message » grahamien qui pose problème : « *La déclaration de foi, à laquelle tout responsable de cette campagne doit souscrire, est d'une raideur pointue qui ne rend compte ni de la diversité des témoignages bibliques — souci prophétique de la justice autant qu'exigence évangélique de l'amour — ni d'un pluralisme doctrinal légitime dont se réclament les Eglises issues de la Réforme* (5). »

M. Leplay, qui ne dissimule pas la baisse des effectifs des Eglises historiques, revendique une responsabilité pastorale, une fois débranchés les projecteurs du « show » Billy Graham, envers ceux qui auraient été électrisés par le prédicateur : « *Nouveaux croyants tremblants d'émerveillement, vieux chrétiens réveillés en fanfare, mais aussi âmes affolées, captivées ou captives et catholiques s'imaginant qu'ils sont enfin passés de l'Eglise à l'Evangile, enfin tous nos prochains, surtout des jeunes déçus, affamés de vérité, assoiffés de justice et accrochés par les paroles simplifiées de la conviction télégénique* (6). »

En matière de « conviction télégénique », Billy Graham, qui appartient à l'Eglise baptiste du Sud, peut être considéré comme le précurseur des Jerry Falwell, Pat Robertson et autres téléprédicateurs actuels. Dès les années 50, il a fixé les règles du genre : appel à l'émotivité et au spectaculaire, discours évangélique réduit au martèlement de slogans simplistes. Mais lui, depuis quarante ans, est un grand professionnel du « bain de foule » alors que ses successeurs de l'« Eglise électronique » sont davantage des spécialistes du plateau de télévision.

Autre différence avec les « évangélistes » et fondamentalistes qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé aux Etats-Unis, Billy Graham a une longue carrière « internationale » à son actif, notamment en Europe de l'Ouest (il est déjà venu en France en 1955 et 1963) et dans les pays communistes qu'il a pratiquement tous visités, entre 1977 et 1985, à l'invitation des Eglises locales et... avec la bénédiction des autorités officielles. Au risque, comme ce fut le cas en 1982, de provoquer l'incompréhension de ses ouailles, farouchement anticommunistes, de la « ceinture de la Bible », lorsqu'il déclara *« avoir trouvé en URSS plus de liberté religieuse qu'il ne s'y attendait »*...

B. C.

(1) 4, rue Jean-Meulie, 94130 Nogent-sur-Marne.

(2) *Mission Billy Graham*, dossier ERF Ile-de-France, février 1986, 10 F. (ERF région parisienne, 7 bis rue du Pasteur-Wagner, 75011 Paris, tél. : 43-55-33-10).

(3) *le Monde*, 14 mai 1986.

(4) Serge Guilmin, « Découverte de l'Amérique : les derniers Indiens », *Mission Billy Graham*, op. cit.

(5) Michel Leplay, « Réserves réformées sur la campagne Billy Graham », *Ensemble*, mensuel protestant du Sud-Ouest, n° 12, mai 1986, Toulouse.

(6) *Ensemble*, op. cit.

DÉSINDUSTRIALISATION ET DANGEREUX

Quand les États-Unis achètent à

UN million et demi d'emplois supprimés dans l'industrie entre 1979 et 1985. Aggravation du déficit commercial, malgré la baisse du dollar : l'économie des Etats-Unis se restructure. Elle mise, en effet, sur les services et la haute technologie qui ouvrent de nouveaux créneaux à l'extérieur. Mais les Américains importent désormais de plus en plus de biens d'équipement pour faire tourner leurs usines. Tandis que les « nouveaux pays producteurs », eux, se dotent d'une solide base industrielle sans laquelle il n'est ni innovation ni maîtrise des techniques.

Par JEAN LEMPÉRIÈRE *

La production n'est plus ce qu'elle était. Les industriels américains ferment leurs usines pour se tourner vers des activités plus rémunératrices, s'enrichir dans la publicité, les transports ou la distribution. Et le mouvement s'accélère depuis 1980. Mais, avec une production industrielle maintenant réduite même dans certains secteurs-clés, comment les Etats-Unis pensent-ils maintenir leur position mondiale ?

Pour l'ensemble de l'équipement mécanique et électrique qui commande la production, la pénétration des produits étrangers sur le marché américain s'est accélérée de façon étonnante pour passer de 15,6 % en 1980 à plus de 26 %. Les Etats-Unis sont devenus déficitaires. Leurs ventes en 1985 n'atteignent pas les quatre cinquièmes de leurs achats, alors qu'elles leur étaient supérieures de 60 % en 1981.

Véritable mutation et nouvel équilibre qui n'intéressent pas les seuls Etats-Unis, car il s'agit de la place de l'industrie dans l'économie de demain en même temps que du rôle des Etats-Unis dans l'économie mondiale. Les Européens sont directement concernés ; pour l'immédiat, dans le vide laissé (sur place et dans le monde) par le recul des productions américaines, ils ont au moins à savoir quelles positions ils veulent occuper, et se donner les moyens de leur choix. Sinon, l'initiative est à leurs concurrents.

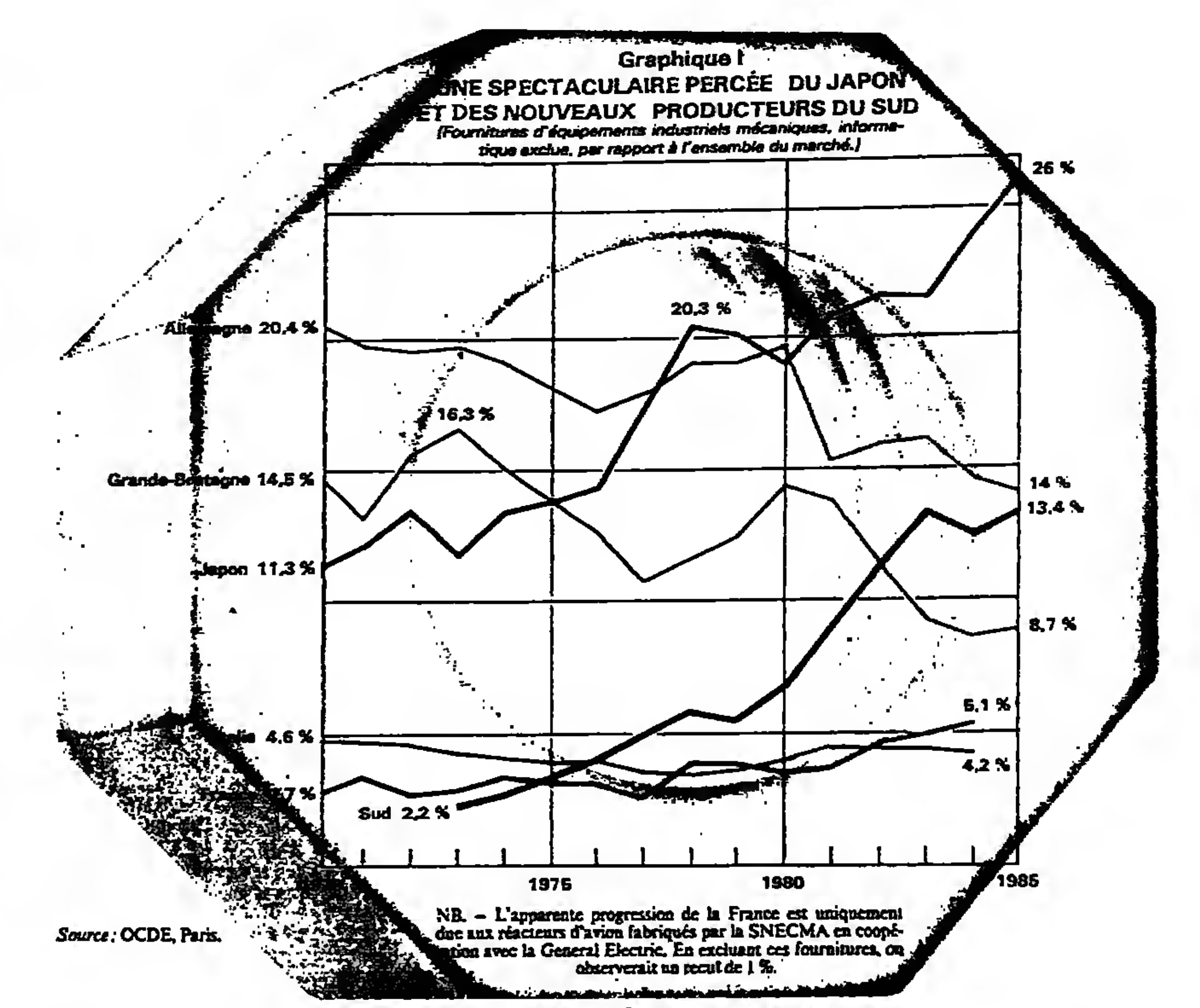
Les Etats-Unis avaient été pendant plusieurs décennies les fournisseurs incontestés du monde entier, en particulier pour l'ensemble du matériel industriel. Ces rapports se sont modifiés progressivement au cours des années 70, puis de façon accélérée au cours des quatre dernières années. Le déficit commercial américain s'accroît de telle sorte qu'il étonne et inquiète de la part de la nation la plus riche du monde. Un an de baisse sensible du dollar n'a pas arrêté ce mouvement.

Dans les années 70, la pénétration des produits étrangers s'était étendue successivement à des secteurs de plus en plus importants : vêtements et produits textiles, biens de consommation, matériel électrique et télécommunications, sidérurgie, automobile. A chaque fois, elle fut rapide. Par pans entiers, des secteurs de l'industrie américaine ont perdu leur compétitivité. Les produits étrangers ont afflué, tandis que les marchés étrangers passaient en d'autres mains.

Pour le matériel industriel non électrique (1) (machines-outils, équipement spécialisé ou général, moteurs), l'expérience et la technique semblaient fournir une solide garantie contre la concurrence étrangère. Pourtant, le revirement a été particulièrement brutal avec un accroissement des importations de 10 milliards de dollars en quatre ans et une chute des exportations du même ordre. De 25 milliards de dollars, le solde bénéficiaire s'est évaporé en 1985. Au moment où ils reculent sur leurs marchés extérieurs, les producteurs américains se détournent du matériel fabriqué aux Etats-Unis et préfèrent s'adresser à l'étranger pour équiper leurs propres usines.

Immense marché, accru justement par le manque de compétitivité et la politique des producteurs ! 27 milliards de dollars en 1985 ! Les deux grands bénéficiaires ont été le Japon et les nouveaux pays producteurs d'Extrême-Orient et d'Amérique latine, qui gagnent chacun 7 % du marché en quatre ans. De 1980 à 1984, l'Allemagne et la Grande-Bretagne perdent chacune 5 % du marché américain et les autres pays européens 4 % (2). Même si les positions se stabilisent en 1985, la hiérarchie des fournisseurs de matériel industriel aux Etats-Unis aura été bouleversée. Dans un tel secteur et pour un marché de cette importance, généralement examiné à la loupe, il est étrange que ce fait ait si peu retenu l'attention des Européens... *(voir le graphique I)*.

Les industriels américains utilisent maintenant souvent 25 % de matériel importé : dans l'industrie agro-alimentaire, les arts graphiques, l'industrie du papier par exemple, de même que pour l'équipement agricole et l'outillage électronique, et ce pourcentage a souvent doublé en quelques années. La moitié des machines textiles viennent de l'étranger. En avril 1986, l'Association nationale des producteurs de machines-outils estime que 43 % du marché américain est pris par des machines importées, contre 25 % cinq ans plus tôt *(voir le graphique II)*.



Source : OCDE, Paris.

TOUJOURS PLUS DE BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL...

Une chute rapide

CETTE pénétration des produits étrangers sanctionne à l'intérieur le manque de compétitivité qui entraîne la perte des marchés extérieurs. Plusieurs branches parmi les plus importantes de l'équipement industriel, encore largement bénéficiaires en 1980, sont devenues fortement déficitaires, et parfois ce mouvement ne date que de 1982. Pour les machines-outils, l'équipement agro-alimentaire, le matériel pour télégraphe et téléphone, les transformateurs, sans parler des machines textiles, les exportations couvrent à peine la moitié des importations en 1985. La rapidité du renversement fait sentir l'ampleur de la crise.

Il faut se garder de noircir la situation. Mais ces données viennent du récent rapport du département du commerce, *1985 Industrial Outlook*. Sur les nouveaux déséquilibres des échanges comme sur la pénétration des produits étrangers, les chiffres qu'il cite sont éloquents, et son commentaire encore plus.

Comme pour les autres secteurs, les filiales de sociétés américaines et usines contrôlées par des capitaux américains fournissent ici une partie des importations. Mais elles n'ont pu alimenter que pour une faible part ce brusque accroissement des importations de matériel industriel. Et il ne s'agit pas de pièces détachées.

La valeur des articles importés ne rend pas compte des pertes réelles subies par l'économie des Etats-Unis. L'arrêt d'activité dans un secteur fait boule de neige et pénalise d'autres secteurs. Fait valable pour tous les pays industrialisés. Les Américains estiment que, pour 1 milliard de dollars de voitures étrangères importées, les Etats-Unis perdent 2,43 milliards de dollars. A la perte directe pour les usines automobiles, s'ajoutent les arrêts de la sous-traitance, une moindre activité pour les usines fournissant les demi-produits et les matières premières (sidérurgie, métaux non ferreux, caoutchouc, matières plastiques, produits chimiques), mais aussi pour les transports, les assurances, le financement, sans compter la conception.

Même si, en définitive, certains de ces services sont confiés à des Américains qui peuvent s'y assurer des bénéfices très appréciables, le résultat est loin d'être le même pour l'économie américaine.

La tendance est la même pour toutes les catégories de matériel et à l'égard de toutes les régions géographiques, et elle s'accentue à partir de 1982. Même lorsque la compétitivité est demeurée forte, la part des produits importés s'est malgré tout accrue et dépasse généralement 10 %. Si les ventes demeurent très supérieures aux importations (comme pour le matériel minier ou pétrolier, ou le matériel de construction), le rapport exportations-importations est réduit de moitié.

La dégradation dans la sidérurgie, l'automobile, le matériel électrique, avait déjà suscité un débat public et une abondante littérature en 1980-1981. Quatre ans après, observateurs, économistes et hommes d'affaires constatent la dégradation rapide de la situation dans de nouveaux secteurs-clés de l'économie et s'inquiètent d'une désindustrialisation évidente (3).

Il semble paradoxal de s'inquiéter d'une « désindustrialisation » aux Etats-Unis, alors qu'on a tant parlé de la reprise américaine, de l'accroissement effectif de production de 10,7 % en 1984, poursuivi à un rythme plus modéré en 1985. Mais les taux de progression de 1984 étaient évalués par rapport aux chiffres des années de récession. Et cette reprise n'exclut pas de fortes différences selon les secteurs, avec souvent de très nettes chutes de production.

Le récent rapport du ministère du commerce précise cet aspect de la reprise et ne prend pas de gants : « *Dans plus de la moitié des industries américaines, la production des années 1984-1985 calculée en dollars constants n'a pas retrouvé, malgré la reprise, les niveaux atteints auparavant... Pour plus d'un quart, il s'en faut de 20 %.* » L'équipement industriel est nommément cité, chiffres à l'appui.

Toutes les catégories d'équipement industriel sont sévèrement touchées. Par rapport aux meilleures années (situées généralement entre 1978 et 1981), la chute de la production en 1985 est de moitié ou plus pour les machines-outils, le matériel de construction et les machines textiles, de plus de 25 % pour le matériel agricole, les moteurs, les machines pour industries du papier, l'équipement minier ou pétrolier, les roulements à billes...

Sur l'industrie de la machine-outil, le constat est sans illusions : « *Les entreprises continuent de travailler très en dessous de leurs capacités, avec des marges très faibles et des réductions d'emploi... Les deux tiers des tours à commande numérique installés en 1984 venaient de l'étranger... Les concurrents des pays industriels comme du tiers-monde accroissent leur part du marché... Pour demeurer compétitives sur le marché mondial, les entreprises poursuivent leurs acquisitions à l'étranger, avec constitution de sociétés mixtes et accords de licences. A long terme, cela aboutira à une réduction des capacités de production américaines.* »

Le changement de comportement des industriels, qui abandonnent l'idée d'une sauvegarde protectionniste pour se tourner délibérément vers l'extérieur, se retrouve en bien d'autres secteurs. Il est général dans les branches nouvelles qui prennent le relais. Les rapports avec l'étranger ont changé.

Par son caractère très sélectif, la reprise américaine constitue une véritable restructuration de la production. Les augmentations de production de secteurs tels que les semi-conducteurs, l'informatique, les composants électroniques, l'aviation, l'aérospatiale, les appareils de mesure et de contrôle, l'équipement médical ou radiologique, n'excluent pas le naufrage de secteurs entiers.

La distinction, souvent avancée quant à l'évolution récente, entre industries traditionnelles en recul et industries à haute technologie en progrès, est surtout verbale si les termes ne sont pas mieux définis. L'équipement ménager et les articles de sport figurent, par exemple, parmi les secteurs en forte progression.

La notion même d'industrie à haute technologie, surtout, doit être précisée. Elle couvre, selon les définitions, de 15 à 30 % des exportations mondiales de produits manufacturés (4). La chute de production est telle aux Etats-Unis pour tout l'équipement industriel et une partie du matériel électrique et électronique qu'elle ne peut être prise que dans un sens très restrictif.

Dans chacune de ces industries, le progrès technique crée comme des cycles, avec des produits en recul à côté de produits voisins en forte progression. La restructuration de l'industrie américaine se présente plutôt comme une spécialisation dans des secteurs de pointe de certaines industries à haute technologie. Et les fortes hausses de production n'ont pas empêché les difficultés et l'apparition de déficits nouveaux, dans l'électronique et l'informatique par exemple, liés à l'ampleur de la demande intérieure, à des problèmes de prix, à des délocalisations croissantes de la production, à l'intensification de la concurrence.

Les décisions d'investissement tiennent à la fois d'une information très poussée sur la technologie et du coût de bourse. D'où le caractère chaotique de cette mutation rapide où de nouveaux créneaux d'un avenir certain se trouvent parfois saturés en quelques mois. A cela s'ajoute une compétition farouche à l'intérieur des Etats-Unis, car les grandes villes multiplient les fonds de capitaux à risques pour attirer les technologies de pointe.

Au début des chemin de fer déjà, progrès technique et spéculation boursière allaient main dans la main. Mais dans les nouveaux secteurs, le cycle d'innovation tourne à une allure inconnue jusqu'ici.

Des secteurs très divers (application du laser, matériaux synthétiques composites, mémoires à microdisques, à minidisques et disques souples, dispositifs d'entrée vocale, équipement à énergie solaire) seraient assurés d'une croissance annuelle de 50 % ou plus sur une dizaine d'années, avec pour chacun à bref délai un marché de plus d'un milliard de dollars.

Mais pour les firmes, la régularité des profits n'est jamais assurée, car une société qui aura effectué la meilleure percée technologique au prix d'investissements considérables risque d'être menacée trois ans plus tard par une autre innovation. La mise au point et la commercialisation la plus rapide sont impératives, d'où la recherche de gros profits à très court terme. Cette extrême mobilité alliée à une constante inquiétude commande des jugements contradictoires et rend difficile une vue claire de l'évolution.

Taiwan, grand fournisseur

DANS les secteurs nouveaux tels que la robotique, les ateliers flexibles et même dans l'informatique, les technologies sont souvent étrangères, les accords industriels et commerciaux nombreux et contraignants, la pénétration des produits étrangers importante (19 % pour les calculateurs et les périphériques ; 39 % pour les semi-conducteurs). Aujourd'hui, les échanges réciproques sont le propre des industries bien vivantes. Les Etats-Unis ne peuvent progresser à l'écart du reste du monde, et il s'agit d'investissements essentiels pour l'avenir. Une restructuration de la production demande du temps pour que ses effets soient appréciables, et il faut attendre les années prochaines pour voir ce qu'il en est aux Etats-Unis.

La désindustrialisation des Etats-Unis est liée à une certaine industrialisation du tiers-monde, celle des pays à économie extravertie. Contrôlées ou non par des multinationales, leurs usines fonctionnent en partie à la place d'usines américaines. On touche là un degré crucial d'interdépendance. Taiwan est devenu l'un des grands fournisseurs des Etats-Unis avec un solde bénéficiaire de 4 milliards de dollars pour le seul matériel industriel, et ses exportations sont polarisées pour près de moitié sur le marché américain. Le Japon même se trouverait en sérieuse difficulté si la demande se ralentissait aux Etats-Unis. Il n'est pas question d'une zone japonaise relativement autonome avant une ouverture suffisante de l'immense marché chinois.

La désindustrialisation des Etats-Unis opère une sélection parmi les pays du tiers-monde. Avec ceux qui se sont situés dans le cycle industriel élargi des Etats-Unis par une production complémentaire, les échanges s'intensifient ainsi que les investissements et la coopération technique. Mais les autres pays n'en tirent aucun bénéfice : tous ceux dont la production n'est pas adaptée, qui inspirent une méfiance politique, ou qui, simplement, ont choisi une politique industrielle différente et plus indépendante.

(1) CTCI 71 + 72 + 73 + 74.

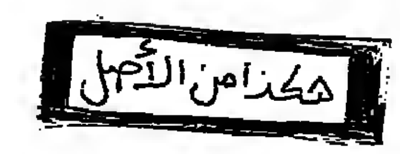
(2) Statistiques OCDE.

La progression de la France est due uniquement aux réacteurs d'avion fabriqués par la SNECMA en accord avec General Electric. La position française est enviable dans ce secteur. Mais, pour tout le reste de l'équipement industriel, le recul est de 1 % du marché.

(3) Cf. les dossiers, « Hollow Corporation », *Business Week*, 3 mars 1986, et *Fortune*, 4 mars 1985.

(4) Sur la multiplicité des définitions et le rôle des produits de haute technologie dans les grands pays exportateurs, cf. l'article d'Elizabeth Kremp et Valéry Larroumets dans *Economie prospective internationale*, troisième trimestre 1985. Pour la part des produits à haute technologie dans les exportations de produits manufacturés, les nouveaux pays industriels avaient rattrapé la CEE en 1983. « *Le déclin des Etats-Unis viendrait plutôt de la forte pénétration de son marché intérieur.* »

* Conseiller commercial.





PARI SUR LES SERVICES

l'étranger leur matériel de production

Graphique II
DE PÉNÉTRATION DU MARCHÉ
(…pport à la consommation exprimée en valeur.)

52,9% Machines textiles
34,2% Machines-outils pour l'érosion du métal
30,8% Aération industrielle
26,5% Outillage électrique à main
21% Equipement pour l'industrie alimentaire
16,7% Equipement agricole

1980 1981 1982 1983 1984
…le rapport du ministère du commerce des Etats-Unis.

...IMPORTÉS POUR FAIRE TOURNER LES USINES

La désindustrialisation progressive de la nation la plus productive du monde ne va pas sans une nouvelle répartitinn de la prodnction et des échanges. Le Japon a progressé de 3 %, les pays d'Asie et d'Amérique latine de 4 % en quatre ans dans les exportations mondiales de produits manufacturés.

Malgré un dollar plus favorable, avec une production réduite et plus spécialisée, une reprise des Etats-Unis sur les marchés extérieurs ne concernerait qu'un nombre limité de secteurs où la compétitinn est déjà vive avec les concurrents disposant de techniques rivales, en particulier le Japon. Les nooveaux pays producteurs sont assez peu menacés dans les secteurs nù ils ont effectué leurs percées on pour les articles de basse gamme. Encore faut-il que substiste une demande suffisante.

L'amoindrissement de la part de l'industrie dans l'activité économique n'est pas propre aux Etats-Unis et se retrouve dans tous les pays industriels. Il est ici plus accentué (21 % du PNB en 1985 contre 30 % en 1953).

Mais la désindustrialisation est autre chose que ce sacrifice des industries vétustes, commandé par la restructuratinn et les chutes de production qui s'ensuivent. Il s'agit d'un changement de valeurs, d'une autre conception de l'activité économique où la production industrielle perdrait son rôle fondamental.

Option d'une minorité, à vrai dire, hommes d'affaires, industriels, banquiers, en dépit du coût social (1,5 million d'emplnis ont été supprimés dans l'industrie entre 1979 et 1985). Ouvriers et syndicats nnt du mal à s'adapter à une mutatinn dont les perspectives sont assez floues pour les entrepreneurs eux-mêmes. Souvent placés devant de hrusques décisions unilatérales, il leur est difficile de prendre position rapidement en distinguant l'inévitable de l'inacceptable. Les industries de pointe sont assurément celles qui créeroot des emplois : dix fois plus que les autres secteurs industriels dans les dix ans à venir, mais au grand maximum un million d'emplois, d'après le BLS (bureau des statistiques du travail). Elles nffrent des conditinns de travail beaucoup moins dures mais aussi des salaires nettement inférieurs à ceux de la sidérurgie et de l'automobile. Mais ces dernières oe peuvent pas se maintenir anx cnnditions actuelles. Les travailleurs licenciés ne sont pas tous récupérés, ou difficilement, et avec des salaires réduits, dans les supermarchés ou les restaurants. Les inégalités y sont beaucoup plus fortes que dans les usines. En ce conflit social et national, le gouvernement n'a pu que s'incliner devant les maîtres de l'économie et chercher des palliatifs.

Le sentiment de sécurité longtemps entretenu par les capacités d'absorption de l'éonrme marché intérieur n'incitait pas à accroître les investissements. Dans un climat d'ebondance et de facilité, le niveau insuffisant de l'innnvatinn passait inaperçu. « *Le souci de répartir en faisait oublier de produire* (5). » D'où le grand nombre d'usines devenues nbsolètes. C'est le problème des industries anciennes, très confiantes en leur passé, leur technique et leur expérience, trop assurées de leurs marchés.

Aux Etats-Unis, les difficultés dues à on ralentissement économique de plus de dix ans et à une productivité insuffisante ont été encore accrues par la confrontatioo avec la concurrence internationale au-dedans comme au-dehors. Confrontation inévitable mais rude, pour un pays qui n'exportait qu'une faible part de sa production et consommait encore plus de 90 % de produits américains en 1970. Selon M. Bruce Smart, secrétaire au commerce extérieur : « *En 1985, les exportations représentent exactement 20 % de la production de produits manufacturés* (6). » Et les produits importés eoviron 30 % de la consommation américaine.

Le désengagemeot américain a été en même temps favorisé par des facteurs propres aux Etats-Unis : une monnaie réclamée partout, des multinationales couvrant le monde de leurs réseaux industriels et commerciaux. Il s'accompage ici d'un changement d'attitude à l'égard de la production industrielle, considérée comme mineure. Elle n'est plus comprise comme source principale de richesse, mais comme un risque qu'il vaut mieux laisser à d'autres. C'est une aventure que la production. Les services, surtout la distribution et la banque, offrant des possibilités de profit plus considérables, sont devenus des tentations. Beaucoup ont fait leur choix.

Les décisions prises après guerre pour transférer des usines à l'étranger, en particulier dans le tiers-monde, constituaient un projet ambitieux et conquérant, même si les conséquences aux Etats-Uois sur l'emploi et la production ne pouvaient être que regrettables. L'extension du réseau de production à l'extérieur et le contrôle d'un marebé accru devaient renforcer les positions américaines.

Une dépendance croissante pour des profits accrus

MAIS les choix actuels sont des constats d'échec et des aveux d'impuissance devant la concurrcoce. Des solutions de facilité également, dictées par l'intérêt particulier, et dangereuses pour l'avenir. L'intérêt des actionnaires a prévalu sur la nécessité d'investir dans de nouvelles technologies pour rester compétitif (7). L'équipement iodustriel, à présent importé, est japonais, allemand nu taiwanais, sans grand apport américain.

Après les pressions sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), il n'est pas besoin d'insister sur l'espoir placé par les Etats-Unis dans le développement de leurs services sur le plan international. Financement, distributinn, iogénierie, maintenance, devraient garantir leur puissance par nn contrôle suffisant d'une productinn qui serait de mnins en moins la leur. La productinn industrielle pourrait en fin de compte être souvent déléguée à d'eutres et, hien conçu, soo encadrement rapporterait des profits très supérieurs.

Il est pourtant douteux qu'un pays de cette taille conserve et développe une économie prospère uniquement par les services, sans s'appuyer sur une base industrielle puissante. Ce serait une dépeodance bien dangereuse et un risque énorme, car certains concurrents peuvent assez vite devenir aussi compétitifs dans les services que dans l'industrie.

C'est peu de dire qu'une grande partie des services – des transports au commerce – sont étroitement liés aux produits. Ils dépendeot de la production même et pâtissent de tout ralentissement de l'activité industrielle.

Une économie de services qui semble évacuer l'iodustrie laisse sceptique. Au niveau mondial, peu importent peut-être les lieux de production. Mais, pour uo grand pays, la maitrise des techniques, les capacités de production et, par delà, la production effective sont d'une importance décisive. Elles sont interdépendantes.

Sans industrie vivante, plus de maîtrise des techniques et pas d'innovation. Ce serait rapidement l'abandon d'avantages majeurs. La perte de l'avance technologique est plus grave encore qu'une chute de production. Mais comment maintenir cette avance sans uoe production très active ?

En tout cas, deux faits sont clairs :

– le déficit commercial américain devient un facteur permaneot de l'économie mondiale, qui ne peut que s'accrnître. C'est un vnlet de la désindustrialisation. On perçoit alnrs ce que devrait être en contrepartie la mainmise américaine sur les services à l'échelle mnodiale ;

– depuis quinze ans, sans boussole, à la recherche du profit, le capital fait preuve d'une mnbilité remarquable. Le chat et la souris ! Investissements et désinvestissements se succèdent à un rythme accéléré, et souvent se crnisent d'un secteur à l'autre, d'un bout à l'autre du monde. La recherche du profit maximum tend à transfnrmer une part croissante de la production industrielle en une vaste sous-traitance.

JEAN LEMPÉRIÈRE.

(5) M. Reginald H. Jones, ancien directeur de General Electric.

(6) *Business America*, 31 mars 1986.

(7) Cf. « The Hollow Corporation », dossier de *Business Week*, déjà cité, et, dès 1982, *The Reindustrialization of America*, par la même équipe.

La porteuse de pain

(*Suite de la première page.*)

Mais les crédits ne peuvent plus affluer vers le tiers-monde. Pour lui permettre de rendre gorge, on le contraint à équilibrer ses comptes *(voir page 14 l'article de Frédéric Clairmonte)*. Les meilleurs élèves du FMI y parviennent tant bien que mal en réduisant drastiquement leurs importations. De toute façon, la baisse impressionnante des produits de base réduit leurs recettes d'exportation, limitant ainsi leur capacité d'acheter les productions du Nord industrialisé. La détérioration des cours des matières premières a certes aidé le Nord à juguler son inflation. Elle la prive aussi de clients au Sud. Là encore, la « science » économique avoue son impuissance.

RESTE bien une issue, que contemplent les Etats-Unis. Délocalisant ses centres de production pour installer des usines dans les pays à main-d'œuvre bon marché, l'économie américaine s'est rapidement désindustrialisée *(voir ci-dessus l'article de Jean Lempérière)*. Si de nouveaux emplois apparaissent, ce n'est plus dans la production, mais dans les services (4). Ce secteur tertiaire est aussi divers que le tiers-monde lui-même. Véritable fourre-tout, il englobe les blanchisseries, le gardiennage, les comptoirs de hot dogs ou de hamburgers et les services de santé, fonctionnant strictement sur le marché intérieur ; mais aussi des entreprises puissantes : firmes de publicité, de crédit, d'assurances, etc., qui étendent leurs ramifications sur tous les continents.

Les banques américaines, notamment, réalisent à l'étranger une part croissante de leurs profits (5). Alors que l'Amérique se désindustrialise, les services lui offrent un véritable filon, hautement bénéficiaire. La Maison Blanche l'a bien compris, qui réclame avec insistance une négociation du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) pour libéraliser le secteur tertiaire à l'échelle planétaire. Des mesures en ce sens lui permettraient d'élargir dans le monde le champ d'action de ses banques, sociétés de crédit, compagnies d'assurances, agences de publicité, etc. Et d'accroître la part de profits qu'elles réalisent à l'étranger.

Dans une telle compétition, la France n'occupe pas une position particulièrement enviable. Elle possède, certes, quelques outils relativement puissants. Ces outils, l'entreprise privée n'avait pas su les créer. C'est le gaullisme qui les a fait surgir, par des nationalisations qui permirent de regrouper de petites sociétés pour atteindre, avec la BNP et le GAN par exemple, une taille qui ne serait pas ridicule sur le plan international. Mais l'idéologie passe avant le réalisme : on décide donc de les privatiser...

LES libéraux français croient pourtant avoir bien appris les leçons du reaganisme. Le regard fixé sur les Etats-Unis, ils tiennent pour assuré que l'avenir appartient aux « services ». Tout va donc être fait pour les développer. Mais en se trompant de définition : car l'effort annoncé portera sur les services rendus aux individus (c'est-à-dire les petits emplois médiocrement rémunérés) et non pas sur les services rendus aux entreprises, les seuls capables d'appuyer une politique industrielle dynamique, sans laquelle la France perdra encore du terrain face à ses concurrents.

La nouvelle ambition nationale apparaît dans les projets de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi. En vue de relancer l'activité dans les services, il annonce son intention de faire adopter *« avant la fin de l'été »* un article de la prochaine loi de finances qui permettra de déduire du revenu imposable *« le salaire et les charges des employés de maison* (6) ». Initiative aussi courageuse que trop longtemps attendue : depuis qu'a basculé le monde de Marcel Proust, il était devenu impossible de se faire servir... Nul ne sait encore quels développements le gouvernement entend donner aux technologies de pointe visées par Eurêka, mais le monde enchanteur des valets de chambre, soubrettes et cuisinières semble promis à un bel avenir grâce à l'audace de M. Jean Arthuis.

Son ministre ne pouvait être en reste. Dans une émission de France-Inter (7), M. Philippe Séguin évoque donc l'exemple des Etats-Unis où des emplois ont été créés dans *« toute une série de services »* ; puis il pose une bouleversante question : *« Pourquoi avoir du pain rassis à son petit petit déjeuner ? »* En effet, pourquoi ? Suspendu à ses lèvres, l'auditoire retient son souffle. Le ministre explicite alors son projet : avec déduction des charges sociales, tout un personnel pourrait être rétribué pour, chaque matin, porter à domicile pain frais, brioches et croissants, encore palpitants de la chaleur du four...

Il suffisait d'y penser ? Non. Il fallait aussi avoir le sens de l'histoire pour préconiser un retour fulgurant à ce monde merveilleux, hélas disparu, si magistralement décrit au siècle dernier par l'un des plus populaires écrivains français. Malgré les quelque trois cent cinquante ouvrages qu'il publia, Xavier de Montépin risquait, hélas ! de sombrer dans l'oubli. M. Philippe Séguin remet en honneur l'œuvre la plus émouvante de cet auteur prolifique, *la Porteuse de pain*, cinq volumes publiés en 1884 et 1885. Le libéralisme a, lui aussi, son héritage culturel, ses lettres de noblesse. *Quid* des services rendus non pas aux particuliers mais aux entreprises ? Nul ne le sait. C'est pourtant un domaine où les Etats-Unis exercent leur puissance. Mais, une fois de plus, dans l'exemple américain, chacun imite ce qui est à la portée de ses modestes ambitions.

CLAUDE JULIEN.



(Roger Viollet)

ILLUSTRATION POUR L'OUVRAGE DE XAVIER DE MONTEPIN
La modernité vue par les néolibéraux

(4) Le taux de chômage est ainsi tombé de 7,1 % à 6,9 % en juin, compte non tenu de plus d'un million de « *discouraged workers* » qui, ne cherchant plus un emploi, ne figurent pas dans les statistiques officielles. Rappelons que 65 % des chômeurs déclarés ne perçoivent aucune allocation. Pendant les cinq premières années de la présidence de M. Reagan, la croissance économique des Etats-Unis a atteint 12,6 % au lieu de 23,2 % pendant les cinq années précédentes (*Newsweek*, 11 août 1986).

(5) Voir le tableau 1 dans l'article de F. Clairmonte, page 14.

(6) Déclaration au *Figaro Magazine*, 11 juillet 1986.

(7) 30 juillet, voir *le Monde* du 1er août 1986.

240 MILLIARDS DE DOLLARS, ET SANS INTÉRÊTS...

Comment le tiers-monde finance les pays riches

LES profits que réalisent dans le tiers-monde les grandes banques commerciales ont triplé en dix ans (de 1973 à 1982). Là réside, en partie, l'explication de la « crise de l'endettement ». Or si l'on ajoute à ces profits les fuites de capitaux et les facilités accordées aux investissements, on s'aperçoit que, contre toute idée reçue, le tiers-monde est finalement devenu un exportateur net de capitaux vers les pays du Nord. Mais qui donc, hormis les banquiers, prend la peine d'analyser le langage des chiffres ?

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE et JOHN CAVANAGH *

Quand on évoque la situation économique dramatique dans laquelle se trouvent de nombreux pays en voie de développement, il est un événement qui, malgré ses conséquences directes, retient rarement l'attention : après quatre ans de déficits croissants de leur compte courant (épongés par l'épargne des pays riches et des pays pauvres, par le biais de taux d'intérêt élevés), les Etats-Unis sont devenus le premier pays débiteur, avec une dette extérieure d'environ 120 milliards de dollars à la fin de 1985. Au bout du chemin, c'est la perspective de la banqueroute (1).

Pour 1985, il existe des écarts sensibles dans l'estimation de la dette du tiers-monde : 800 milliards de dollars, selon le Fonds monétaire international (FMI) ; 950, selon la Banque mondiale (2). Ces variations sont dues à des différences de méthodes de classification, de définition de la dette et de ses origines, à l'inégale fiabilité des systèmes de mesure des flux de capitaux d'un Etat à un autre, et à l'absence, dans plusieurs pays, de pratiques comptables normalisées et rigoureuses. Ces deux montants pourraient donc bien être largement inférieurs à la réalité.

L'endettement global du tiers-monde s'est accru de manière vertigineuse dans les cinq dernières années, passant de 500 milliards de dollars en 1980 à 800 milliards en 1985 (3). Si l'on se réfère aux trois principales zones géographiques du tiers-monde, c'est l'Amérique latine qui arrive en tête, avec 368 milliards de dollars (46 %), suivie de l'Asie (304 milliards) et de l'Afrique (129 milliards). La dette africaine ne représente que 16 % du total, mais son service est d'un poids écrasant par rapport au produit national brut de la plupart des pays africains (4). D'autant que leurs économies sont plus fragiles et plus vulnérables à la chute des prix des matières premières (5) et que le continent a souffert, ces dernières années, de catastrophes naturelles de grande ampleur.

Une telle crise n'est nullement fortuite pour qui se donne la peine de calculer les impératifs mathématiques de tout processus d'endettement et d'analyser le rôle que joue le circuit bancaire transnational dans le dispositif global de prêt. Les coffres de ces grandes institutions de crédit, comme l'a rappelé le président mexicain, M. Miguel de La Madrid, *« regorgeaient de liquidités qu'elles ne pouvaient pas absorber et qu'elles avaient besoin de recycler* (6) ». Ce qu'elles firent avec des taux de profit exceptionnellement élevés. De 1973 à 1982, les capitaux des banques transnationales affluèrent dans le tiers-monde, comme en témoignent les comptes des sept principales banques américaines *(voir le tableau I)*. Les profits réalisés sur leurs opérations à l'étranger, et plus particulièrement dans le tiers-monde, firent un véritable bond : ils représentaient 25 % du total des bénéfices en 1970, 55 % en 1980 et 60 % en 1982, battant tous les records.

Une logique mathématique suicidaire

UN modèle mathématique rudimentaire, élaboré à des fins pédagogiques, met en lumière la dynamique suicidaire de l'endettement *(voir le tableau II)*. Ce modèle a été établi à partir de trois paramètres : un pays obtient, disons, 1 000 dollars de prêts par an sur une décennie ; les prêts doivent être remboursés sur une période de vingt ans et le taux d'intérêt est de 10 %.

La logique du modèle révèle l'un des résultats dévastateurs de l'emprunt : la somme qui reste disponible chaque année, une fois défalqué le service de la dette, va en diminuant, jusqu'au moment – la huitième année – où le service (1 060 dollars) est plus élevé que le nouveau prêt. Arrivé à ce stade, le débiteur doit rechercher de nouveaux financements ou des refinancements, uniquement pour honorer le service de ses dettes antérieures.

Dans le monde bien réel du sous-développement et de la dette, cette logique fait des ravages encore plus accablants que ne le suggèrent les chiffres et enraye tout processus de développement interne : depuis 1979, les plus importants débiteurs ont consacré de 70 à 80 % du montant de leurs nouveaux emprunts au paiement des intérêts de leurs dettes antérieures (7). Ce gigantesque transfert des ressources de la périphérie vers les principales métropoles capitalistes a eu une traduction spectaculaire : en 1981, et pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre, les pays du tiers-monde sont devenus des exportateurs nets de capitaux. De 1981 à 1985, ce flux a été multiplié en moyenne par 10, passant de 7 milliards de dollars à 74 milliards *(voir le tableau III)*. Pour l'Amérique latine, il s'est trouvé multiplié par 85 (de 0,2 milliard de dollars à 42,4 milliards) ; en Afrique, il est passé de 5,3 à 21,5 milliards et en Asie de 1,7 à 9,7 milliards.

A ces flux s'ajoutent le rapatriement des bénéfices des sociétés multinationales et la fuite des capitaux, sans parler des revenus pétroliers du Proche-Orient : soit, au total, aux environs de 230 à 240 milliards de dollars – quatre fois plus que les crédits du plan Marshall. Contrairement à ces derniers, qui furent remboursés aux Etats-Unis en leur payant des intérêts, cette contribution apportée par les pays pauvres aux pays riches ne fera l'objet d'aucune rétribution...

Cette asymétrie s'aggrave encore quand on voit où vont les prêts des banques internationales qui, en 1985, ont atteint un sommet de 216 milliards de dollars (une augmentation de 21 % par rapport à 1984). Les économies du centre, comme d'habitude, en ont absorbé la quasi-totalité (194 milliards, contre 119 en 1984), les pays du tiers-monde ne recevant que 3 milliards (contre 14 en 1984). Somme dérisoire, qui représente tout juste 2 % du paiement global de leurs intérêts (8). Cette même année 1985, une firme comme Hitachi, au Japon, consacrait 1 milliard de dollars à son seul budget de recherche et de développement...

A partir de l'automne 1979, les taux d'intérêt américains se sont mis à doubler en moins de dix-huit mois, alors que le modèle arithmétique utilisé plus haut est basé sur des taux constants. Cette escalade, conséquence de la politique monétaire américaine, a encore ajouté des milliards de dollars au service de la dette des Etats de la périphérie.

Ce n'est pas tout. Alors que notre modèle table sur un niveau constant des nouveaux emprunts, les banques transnationales ont commencé, à partir de 1981, à effectuer des coupes claires dans leurs prêts. Elles avaient en effet pressenti qu'une périphérie en voie d'appauvrissement ne serait jamais en mesure de rembourser les intérêts de sa dette, et encore moins son principal. Un autre facteur rend la réalité encore plus angoissante que le modèle : dans la mesure où les pays du tiers-monde prennent du retard dans le paiement de leurs intérêts et de leur principal, les sommes qu'ils ne remboursent pas s'ajoutent à leur endettement cumulé. La machine infernale est en route.

Sous cet éclairage, l'appauvrissement du tiers-monde prend sa véritable dimension : de 1981 à 1985, le paiement des intérêts et des amortissements est passé de 78 milliards de dollars à 114 milliards de dollars. Mais, pendant la même période, par exemple, les recettes d'exportation des matières premières (non compris les produits pétroliers) ont chuté de 104 à 87 milliards de dollars (9). Au point que le service de la dette, calculé en pourcentage des recettes d'exportation des matières premières, a augmenté de 75 % en 1980 à 132 % en 1985. La différence de 32 % a été comblée par l'exportation de produits manufacturés, par les revenus des services et, bien sûr, par de nouveaux prêts ou accords de refinancement *(voir le tableau III)*.

Les mécanismes aspirants des circuits bancaires

LA fuite des capitaux est une calamité supplémentaire pour les pays de la périphérie, qu'il devient de plus en plus difficile de qualifier de « pays en voie de développement (10) ». Selon la Morgan Guaranty Trust Company, plus de 200 milliards de dollars ont fui les dix-huit principaux pays débiteurs du monde au cours de la décennie écoulée, et le chiffre est singulièrement sous-estimé. Cette hémorragie, facilitée par les mécanismes aspirants du circuit bancaire transnational, n'a pas servi, de toute évidence, à financer des projets de développement dans le tiers-monde, ni à assurer le service de la dette. La plupart de ces fonds ont été dilapidés dans des opérations spéculatives, en particulier sur les marchés à terme des matières premières.

On a ainsi assisté à un transfert de ressources, historiquement sans précédent, des pays pauvres vers les pays riches qui, outre qu'il reste moralement rétrograde, débouche à court terme sur une impasse. Commentant la fuite des capitaux d'Amérique latine (qui, de 1983 à 1985, a atteint 105 milliards de dollars alors que, dans le même temps, le sous-continent obtenait 18 milliards sous forme de nouveaux prêts et d'investissements), M. Miguel de La Madrid s'exprimait en des termes applicables à tout le tiers-monde : « *Nous avons atteint la limite du supportable dans ce transfert net de ressources vers le reste du monde, qui viole la logique économique et la plus élémentaire équité* (11). »

Tout compte fait, il paraît impossible que le principal de la dette du tiers-monde, ou même ses intérêts, soit jamais remboursé. Les délais de paiement supplémentaires et les accords de refinancement ne pourront, tout au plus, que retarder l'échéance. Il n'est d'ailleurs nullement souhaitable que cette dette (principal et intérêt) soit payée : sa répudiation apparaît comme la seule solution rationnelle et moralement acceptable pour le tiers-monde s'il veut prévenir la catastrophe imminente.

La configuration de l'actuel endettement international et ses ramifications politiques et sociales sont d'une extrême gravité. Elles risquent non seulement de vider de sens toute relation financière et commerciale entre le centre et la périphérie, mais aussi de mettre à bas tout ce qui reste du système financier et commercial né de la deuxième guerre mondiale.

* Avec la collaboration de Jean-Paul Marquet, du secrétariat de la CNUCED.

(1) *The Economist* du 31 mai 1986 rappelait que, si le déficit commercial était ramené à 30 milliards de dollars en 1990, la dette extérieure des Etats-Unis s'élèverait néanmoins à plus de 500 milliards à la fin de la décennie et mettrait en péril le système financier international.

(2) Le chiffre de 950 milliards inclut les pays du tiers-monde qui ne présentent pas leurs comptes selon les normes du Debtor Reporting System (DRS).

(3) On se fondera ici sur les estimations basses du FMI car elles fournissent les chiffres par pays et par continent, à la fois pour la dette à court terme et pour celle à long terme.

(4) Cf. le dossier « Le fardeau de la dette africaine », *le Monde diplomatique*, avril 1986, ainsi que la livraison « Dette et tiers-monde » de *la Revue française de finances publiques*, n° 12, Paris, 1985.

(5) La fraction du montant de leurs exportations de matières premières affecté au service de la dette est passée de 75,9 % en 1980 à 100,5 % en 1984.

(6) Cité dans « Latin America : Mexican President Calls for Economic Restructuring », *Special United Nations Service (SUNS)*, 25 avril 1986.

(7) Cf. *IMF Survey*, 30 juin 1986.

(8) La raréfaction des prêts commerciaux a accompagné en 1985, et pour la quatrième année consécutive, la chute des flux de ressources vers la périphérie. Cf. OCDE, *Financial Resources for Developing Countries : 1985 and Recent Trends*, Paris, 1986. Cf. également Charles Schumer et Alfred Watkins, « Faustian Finance », *The New Republic*, 11 mars 1985.

(9) Estimation du secrétariat de la CNUCED. Les matières premières, dans ces calculs, représentent la somme des productions agricoles primaires et des produits minéraux.

(10) La fuite des capitaux est définie par la Morgan Guaranty comme « *l'acquisition, déclarée ou non, d'actifs étrangers par le secteur privé non bancaire et par certains éléments du secteur public* » (Cf. Morgan Guaranty, *World Financial Markets*, mars 1986, pages 13 à 15.)

(11) Cité dans *SUNS*, *op. cit.* A ce propos, on rappellera que l'Amérique latine doit exporter 25 % de plus de biens qu'en 1970 pour obtenir les mêmes recettes d'exportation.

Tableau I. – CROISSANCE DES BÉNÉFICES A L'ÉTRANGER DES PRINCIPALES BANQUES AMÉRICAINES

Etablissements (1)	Bénéfices à l'étranger (en millions de dollars)			Par rapport à l'ensemble des bénéfices		
	1970	1981	1982	1970	1981	1982
Citicorp	58	287	448	40 %	54 %	62 %
Bank America	25	245	253	15 %	55 %	65 %
Chase Manhattan	31	247	215	22 %	60 %	70 %
Manufacturers Hanover	11	120	147	13 %	48 %	50 %
J. P. Morgan	26	234	283	25 %	67 %	72 %
Chemical New York	8	74	104	10 %	34 %	39 %
Bankers Trust New York	8	116	113	15 %	62 %	51 %
TOTAL	167	1 323	1 563	22 %	55 %	60 %

(1) Classement selon les actifs de 1982.

Source : Calculs effectués à partir des données de Salomon Brothers dans *The Economist*, 14 janvier 1978, et *Forbes*, 5 juillet 1982 et 4 juillet 1983.

Tableau II. – L'EMPRUNT, SOURCE D'APPAUVRISSEMENT
Sur la base de 1 000 dollars de prêt chaque année, à 10 % d'intérêt : le seuil fatidique de la huitième année (sommes en dollars)

Nouveaux emprunts		Service de la dette cumulée			Marge disponible (1) – (4)
Années	(1)	Intérêts (2)	Amortissements (3)	Total (4)	
1	1 000	100	50	150	850
2	1 000	195	100	295	705
3	1 000	285	150	435	565
4	1 000	370	200	570	430
5	1 000	450	250	700	300
6	1 000	525	300	825	175
7	1 000	595	350	945	55
8	1 000	660	400	1 060	– 60
9	1 000	720	450	1 170	– 170
10	1 000	775	500	1 275	– 275

Source : Elaboration à partir de *Monthly Review*, New-York, janvier 1984.

Tableau III. – CE QUE PÈSE LA DETTE SUR LES ÉCONOMIES DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (1)
(En milliards de dollars)

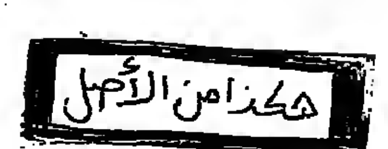
	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Dette totale	499,7	589,7	676,4	721,8	759,7	800,5
Service de la dette	77,6	97,2	106,3	101,8	110,8	114,4
dont :						
– paiement des intérêts	39,3	53,4	61,1	58,7	64,6	64,2
– paiement des amortissements	38,3	43,8	45,2	43,1	46,2	50,2
Exportations de biens et de services	456,4	475,6	444,4	443,5	485,9	479,1
Exportations de matières premières (2)	104,2	98,1	89,8	92,2	95,9	86,7
Service de la dette en pourcentage :						
– des exportations de biens et de services	17,0	20,4	24,0	23,0	22,8	23,9
– des exportations de matières premières	74,5	99,1	118,4	110,4	115,5	131,9
Nouveaux emprunts et refinancement (3)	80,0	90,0	86,7	45,4	37,9	40,8
FLUX NET DE CAPITAUX (4)	+2,4	–7,2	–19,6	–56,4	–72,9	–73,6

(1) A l'exclusion des pays exportateurs de pétrole du Proche-Orient.
(2) A l'exclusion du pétrole.
(3) Dette cumulée, déduction faite de celle de l'année précédente.
(4) Le flux net de capitaux est égal aux nouveaux emprunts, plus le refinancement, moins le service de la dette.

Source : FMI, *World Economic Outlook*, avril 1986, tableaux A 47 et A 51 ; CNUCED, *Yearbook of International Commodity Statistics, 1985.*

● UN EFFORT DE REGROUPEMENT DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE SUR LE DÉVELOPPEMENT. – La recherche universitaire a souvent été caractérisée par son atomisation, nombre de « patrons » étant parfois plus soucieux de se tailler un fief institutionnel autour de leur domaine de prédilection que de contribuer à des projets plus globaux. La recherche sur le tiers-monde et le développement n'échappant pas à cette règle, on ne peut que saluer l'effort consenti, il y a trois ans, par vingt-sept équipes de recherche et de formation de doctorat de la région parisienne pour fédérer leurs efforts au sein d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS), le GIS Economie mondiale-tiers monde-développement (GEMDEV).

Présidé par M. Michel Beaud, professeur à l'université Paris-VIII, le GEMDEV, en marge des activités scientifiques propres de ses membres (préparation de DEA, de DESS et de doctorats, colloques, etc.), organise un « séminaire fondamental » de confrontation des points de vue et publie régulièrement un *Bulletin* et des *Cahiers*. Ceux parus à ce jour portent sur « Crise des théories et des pratiques de développement », « Etat et développement », « Où en est le droit des peuples », « Économie mondiale, économies nationales et multinationales », « La crise actuelle par rapport aux crises antérieures ». (GEMDEV, 9, rue Malher, 75004 Paris. Tél. : (1) 42-78-33-22.)



La Banque des règlements internationaux dernier bastion de l'orthodoxie financière ?

INSTITUTION discrète, voire secrète, la Banque des règlements internationaux, fondée il y a cinquante-cinq ans, bien avant la mise en place du système de Bretton-Woods, demeure aujourd'hui, dans la tourmente financière, un pôle d'orthodoxie et de rigueur. Elle dénonce, dans ses derniers rapports, non seulement les dangers de l'endettement mais aussi les risques qu'engendre la floraison de nouvelles activités parabancaires échappant, pour la plupart, à tout contrôle dans les bilans comptables.

Par RICHARD W. LOMBARDI *

Nul besoin d'être bien informé sur les nuances du système politico-financier pour savoir qu'une crise majeure, pour l'instant diffuse, se passe sous nos yeux et sous notre nez. Tout le monde le sait, tout le monde le concède.

Pourtant, il existe des sauvegardes institutionnelles pour veiller sur le système. La plus fiable, peut-être, est la Banque des règlements internationaux (BRI). Dans les milieux spécialisés, cette « banque centrale de l'alliance atlantique » est connue sous le nom de « tour de Bâle » : une « tour de Bâle » qui, heureusement, est loin d'être un tour de Babel.

Depuis cinq ans, la BRI ne cesse de qualifier la crise politico-financière, dans son langage feutré mais honnête, de « systémique ». Pour saisir l'enjeu, c'est dans le même esprit qu'il faut regarder fonctionner le moteur économique du système mondial, notamment l'économie des Etats-Unis.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan, dite « conservatrice », le déficit budgétaire cumulé des Etats-Unis a atteint des proportions inconnues jusqu'ici, dans aucun pays. De plus en plus, ce déficit a été financé par des emprunts à l'extérieur. De telle sorte que les Etats-Unis, qui furent le plus grand créditeur du monde, sont devenus, en près de cinq ans, le plus grand débiteur. Même avec un produit national brut (PNB) soutenu artificiellement, en grande partie par des dépenses militaires fabuleuses, les ressources budgétaires de 1986-1987 vont laisser un trou de l'ordre de 230 milliards de dollars. Le professeur Robert Triffin, de Yale University, a estimé que de tels déficits budgétaires *non stop* ont fait exploser de manière exponentielle les réserves en devises internationales. Dérapage du système monétaire occidental, perte de contrôle des réserves dites « non métalliques ». Tout cela explique le flottement chaotique du dollar et la remontée du protectionnisme, devenu de plus en plus « sauvage ».

Vu du haut de la « tour de Bâle », le dollar ne sert plus, ou à peine, comme monnaie de référence. Dans son rapport annuel de 1985, la BRI parle d'une politique américaine « *non accommodante* », un euphémisme pour dire, tout simplement, que la brutale ébullition de la monnaie américaine représente un désordre établi. Avec Michel Serres, nous nous trouvons dans « *une géométrie planaire des tourbillons et des spirales* », un univers lucrécien.

Ce désordre établi au niveau du déficit budgétaire des Etats-Unis, et la politique des taux d'intérêt nécessaires pour financer le trou, ont abouti à un déficit chronique de leurs balances des paiements. Il faut d'ailleurs parler aujourd'hui en termes de « déséquilibres structurels ». La BRI cite « *l'existence de ces éléments de déséquilibre effectif* » : ce « déséquilibre effectif » se traduira cette année par un déficit commercial des Etats-Unis de l'ordre de 170 milliards de dollars. Ponction qui s'ouvre sur le vide.

Et courent les intérêts...

CES problèmes dits « systémiques » affectent, bien entendu, notre système mondial à plusieurs niveaux. Lucrèce a-t-il raison ? Son pessimisme, sa géométrie de tourbillons vont-ils nous emporter ? Déjà le troc international, aujourd'hui quasiment institutionnalisé, atteint une ampleur jamais connue depuis le Moyen Age. S'y ajoute une spéculation farouche sur tous les marchés des titres et des changes pour l'instant cautionnée, et même propulsée, par des banques devenues transnationales. Et tout cela malgré le plaidoyer de la BRI en faveur de l'application d'une « asymétrie réglementaire » afin de contrôler, voire de canaliser, la puissance financière de nos plus grandes banques multinationales. Une telle perte de contrôle incline vers une perte d'identité, un changement radical de la déontologie bancaire.

Dans un rapport intitulé *Recent Innovations in International Banking*, publié en avril dernier, la BRI souligne les dangers que représentent les activités parabancaires dans lesquelles les plus grandes banques multinationales ont commencé à s'engager dès le début des années 80. Les « *innovations financières* » consistent en une large mesure en opérations de courtage et d'arbitrage, ainsi qu'en garanties d'achat des instruments financiers émis par les grands groupes industriels. Sur le plan comptable, de telles activités sont, pour la plupart, reconnues hors bilan. Pour la BRI, ces « *innovations financières* » débouchent à la longue sur de « *nouvelles vulnérabilités systémiques* » pour l'ensemble du secteur financier.

Mais ces problèmes de nature purement financière ne troublent pas seulement le système occidental. Nous savons tous que notre système voire notre royaume des idées ont pris des dimensions planétaires. L'homme occidental a fusionné, par les finances et la technologie, avec la terre entière.

Vu de Bâle, quelle est la nature de cette fusion, de ce mariage précipité ? L'un des indices les plus probants est la crainte soulevée par les problèmes du service de la dette et qui affectent aussi bien les pays du tiers-monde que leurs principaux bailleurs de fonds.

Selon la BRI, l'endettement du tiers-monde dans son ensemble dépassera, à la fin de 1986, 1 000 milliards de dollars ; soit, pour les trois dernières années, un accroissement de l'ordre de 200 milliards. Cela veut dire que, depuis le début de la crise mexicaine en août 1982, les obligations des pays tiers à l'égard des créditeurs du Nord ont augmenté d'un quart, malgré un déclin, dans la plupart des cas, de leur produit intérieur brut (PIB). Une telle augmentation de la dette de l'ordre de 25 % n'est pas liée, comme ce pouvait être le cas auparavant, à de nouveaux investissements. Elle est au contraire le résultat de nouveaux prêts consentis pour permettre aux pays emprunteurs de rembourser les intérêts dus au titre des dettes précédemment accumulées. C'est le principe des « intérêts composés », dont l'application risque, au rythme actuel, de nous emporter dans le tourbillon de la démesure. Une démesure qui, pour l'instant, se fait surtout sentir à la marge, notamment en Afrique et en Amérique latine. Aujourd'hui, l'Africain moyen mange moins bien qu'il y a trente ans. En Amérique latine, le revenu net par habitant est à son niveau le plus bas depuis vingt ans. Dans le même temps, les intérêts courent... Les intérêts de tout le monde, à commencer par ceux des banques.

Selon la Réserve fédérale de Washington, déjà en 1983, les six premières banques des Etats-Unis – Citibank, Chase Manhattan, Bank of America, Morgan, Manufacturers Hanover et Chemical Bank – se retrouvent avec 37 milliards de dollars (presque 200 % de leurs fonds propres) « gelés » dans des prêts à problèmes consentis à cinq pays de l'Amérique latine (les cinq grands) : Mexique, Brésil, Venezuela, Argentine et Chili. Et cela après les dernières reconductions de la dette. Ces mêmes banques gèrent aux Etats-Unis des dépôts de l'ordre de 370 milliards de dollars, ou 40 % de la totalité des dépôts à vue et à terme du système bancaire américain.

Le danger d'une grave rupture dans le système bancaire n'est pas moins grand en Europe et au Japon. Par exemple, la Société générale, en France, a réalisé 14 millions de dollars de bénéfices en 1984 sur la totalité de ses opérations à la fois domestiques et internationales. Ses créances sur le seul Mexique étaient de 2 milliards de dollars. Ou encore, la plus grande banque du Japon, la Banque de Tokyo, a prêté au seul Mexique l'équivalent de 80 % de ses ressources nettes.

Or cette montagne d'endettement extérieur a d'ores et déjà contribué à bloquer les mouvements financiers Nord-Sud. Selon la BRI, les nouvelles créances des banques commerciales sur les pays en voie de développement non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont baissé de 5,2 milliards de dollars pendant le premier trimestre de 1986. Dans son dernier rapport annuel, la BRI signale que les banques commerciales n'arrivent plus qu'à assurer les refinancements des intérêts en cours, dans le cadre des prêts organisés sous l'égide des autorités. Autrement dit, une baisse des taux d'intérêt égale une réduction des nouveaux crédits octroyés par les banques. Le plan Baker est lettre morte. Lentement encore, le système tourne en spirale selon sa propre logique interne, une logique lucrécienne. Qui peut éviter la chute dans le vide ?

Par rapport au langage et au comportement des responsables et des cadres de la Banque mondiale et du FMI, marqués par une acculturation effrénée, ceux des fonctionnaires de la BRI sont plus précis, plus intentionnés, plus assurés. « *Mesdames, Messieurs,*



j'ai l'honneur de vous soumettre le cinquante-sixième rapport annuel de la Banque des règlements internationaux relatif à l'exercice commencé le 1er avril 1985 et clos le 31 mars 1986. Après transfert de 1 547 159 francs or à la provision pour frais d'administration exceptionnels, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 80 171 801 francs or, contre 68 366 633 francs or au titre du précédent exercice... » Ce n'est pas par hasard que la couverture de ce cinquante-sixième rapport annuel de la BRI (1986), comme les précédents, est teintée d'or.

La BRI a été conçue vers la fin des années 20 dans le dessein de dépolitiser les affaires politico-financières intereuropéennes. Elle a été officiellement fondée en mai 1931 par les banques centrales des principaux Etats européens, avec le statut de banque privée. Cette même année, ce même mois, éclatait la fameuse banqueroute du Kredit Anstalt. Quatre mois plus tard, sous la pression continentale, le gouvernement anglais était forcé d'abandonner la convertibilité de la livre sterling en or. Le système monétaire européen était à l'eau.

Dans le tumulte financier de l'époque, la BRI a fonctionné comme coordinateur d'une nouvelle politique monétaire européenne (1). Elle est demeurée depuis lors une institution purement européenne, non seulement dans son style, mais aussi dans ses statuts. Le gouvernement des Etats-Unis n'est pas directement membre de ce « club ». Et quand le système de Bretton Woods a commencé de se défaire dans les années 60, les banques centrales des pays de l'alliance atlantique ne se réunirent pas à Washington, mais à Bâle. C'est à Bâle que les Européens et leurs cousins américains ont organisé un système de sauvetage pour assurer la valeur du dollar par rapport à l'or et par rapport aux autres monnaies européennes. Les interventions des banques centrales sur les marchés des changes furent coordonnées, et dans un certain sens manipulées, à partir de la « tour de Bâle ». Le mécanisme précis de ces interventions, et de celles qui ont suivi, a reçu dans le monde anglo-saxon l'appellation de *Basel agreement* (accord de Bâle). Mais pour se distancer de ce jargon juridique, et pour souligner la spécificité de la BRI – et son indépendance d'esprit et de fait, – le ministre français des finances de l'époque, Wilfrid Baumgartner, formula cette réplique : « *Il n'y a jamais eu de gentlemen's agreement de Bâle, mais il n'y a, à Bâle, que des gentlemen.* » Ces gentlemen sont aujourd'hui les gouverneurs des banques centrales des pays membres de la CEE. Parfois, ils disposent à Bâle de plus d'autonomie d'action que dans leurs propres pays... et font montre de plus d'objectivité.

Éventuel contrepoids

FACE au risque d'éclatement de l'ordre monétaire, le Vieux Continent a créé, avec la BRI, non seulement une institution protégée de la démagogie purement politicienne, mais également une sorte de garde-fou, un dernier bastion financier de réflexion, de calme, et d'intervention ponctuelle. Comme elle le dit d'elle-même, « *la banque a continué de jouer son rôle traditionnel de promoteur de la coopération monétaire internationale* ». Et cela avec un bilan total qui se chiffre à 26 558 446 075 francs or pour l'année fiscale 1985-1986.

Outre son rôle de carrefour de réflexion et de promoteur de la coopération monétaire internationale, la BRI est chargée, depuis 1973, de la gestion du système monétaire européen (SME). Ce système comporte l'émission d'ECU (European Currency Unit) du Fonds européen de coopération monétaire, dont la BRI assume les fonctions d'agent. Autrement dit, la BRI est devenue en quelque sorte l'institut d'émission de la Communauté européenne, un contrepoids éventuel à la politique monétaire d'outre-Atlantique.

Il n'est pas surprenant que ce soit la BRI qui intervienne directement sur l'axe Nord-Sud. Elle a alors non seulement le premier mot à dire, mais souvent aussi le dernier.

Ainsi, par exemple, lorsque le ministre mexicain des finances de l'époque, M. Jesus Silva-Herzog, informa Washington sans préavis, le 13 août 1982, que son pays n'était plus en mesure d'assurer ses paiements aux banques commerciales. C'était un vendredi matin : un défaut de paiement de cette ampleur risquait de déchirer le marché interbancaire à son ouverture, le lundi suivant.

En pleine crise, la première personne que M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, a souhaité joindre, fut M. Fritz Leutwiler, alors président de la BRI. Il fallait trouver 1,85 milliard de dollars pour l'ouverture des banques le lundi, et la seule personne capable de réunir une telle somme d'argent en si peu de temps était le président de la BRI, grâce au caractère informel du « club » et au respect mutuel que se vouent les gentlemen de Bâle. Le système bancaire fut sauvé de justesse.

Dans le cas du Brésil, M. Leutwiler a eu, en quelque sorte, le dernier mot à dire. En 1983, pour un montant de 400 millions de dollars, la BRI s'est jointe aux autres bailleurs de fonds officiels dans une gigantesque opération financière de sauvetage, de l'ordre de 2,5 milliards de dollars. Elle y participa comme chef de file. Et lorsque le gouvernement brésilien tarda à rembourser le crédit-relais organisé par la « tour de Bâle », M. Leutwiler haussa le ton. Ses remarques publiques n'ont flatté ni les autorités brésiliennes ni les autres bailleurs de fonds, c'est-à-dire la plupart des gouvernements occidentaux.

Quant à la crise actuelle, M. Leutwiler a fait savoir qu'elle ne pourra se résoudre avec un simple apport de nouveaux capitaux : elle risque au contraire de s'aggraver, dans la mesure où il n'existe pas de programme réaliste de redressement. Pour l'instant, les programmes de ce genre restent fidèles à certains principes qui confinent à l'absurde, tels la concurrence illimitée ou le libre-échangisme mondial à sens unique.

En dépit du retard de paiement des Brésiliens, la BRI fut la première créancière à être remboursée. Dans cette affaire, les conclusions de M. Leutwiler sont révélatrices du rôle d'avocat du diable que joue la BRI : « *I have no use for politicians. They lack the judgement of central banks.* » (Je n'ai que faire des politiciens. Ils n'ont pas le jugement des banques centrales.)

De fait, le jugement collectif de la BRI est souvent plus avisé. Dès 1983, elle faisait observer qu'« *il est difficile d'envisager une reprise soutenue et durable dans le monde occidental tant que la crainte des conséquences financières virtuellement dommageables d'une crise mondiale de l'endettement n'aura pas été fondamentalement dissipée* ». A cette époque, les autres autorités de tutelle, dans les banques comme dans les administrations, estimaient toutes que le problème de l'endettement du tiers-monde était d'ordre conjoncturel et non pas structurel. « *Un problème de liquidités, plutôt que de solvabilité* », disait M. Henri Wallich, qui était alors l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale. Du haut de la « tour de Bâle », ces propos étaient perçus comme relevant de la politique de l'autruche.

Par la suite, la BRI a critiqué succinctement, mais fermement, certaines mesures d'ajustement imposées par le FMI. Elle a encouragé l'application d'un nouveau programme de restructuration qui puisse tout de même permettre la reprise économique de certains Etats gravement endettés. Autrement dit, elle a aidé à la formation d'un nouveau consensus international à propos du problème « systémique » de la dette. Le Mexique est le premier pays à en avoir profité, pour des raisons géopolitiques. Il y en aura d'autres.

Tout récemment, dans son rapport annuel de 1986, M. Alexandre Lamfalussy, directeur général de la BRI, a souligné le très réel « *décalage institutionnel* » qui existe entre, d'une part, le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement et, de l'autre, les diverses organisations humanitaires appelées organisations non gouvernementales (ONG). A notre connaissance, la BRI est la première des grandes institutions du monde bancaire à préconiser officiellement une collaboration plus étroite entre les bailleurs de fonds, les ONG, et les pauvres. Une proposition qui mérite une réflexion approfondie dans la communauté bancaire internationale, à commencer par la Banque mondiale et le FMI.

(*) Auteur du livre *le Piège bancaire* (Flammarion, Paris, 1985), conseiller en gestion bancaire internationale.

(1) Aujourd'hui encore, huit membres européens siègent exclusivement au conseil d'administration de la BRI : les banques centrales de la RFA, de la Belgique, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse. Au total, la Banque a pour membres les banques centrales ou institutions financières de trente pays : la quasi-totalité des pays d'Europe (à l'exception de l'URSS) ainsi que le Canada, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, l'Australie et le Japon.

LES ZONES D'OMBRE DE L'« ACCORD

Un quitte ou double risqué

L'INDUSTRIE des télécommunications française joue son avenir dans les prochaines semaines, avec deux types d'accord. Les contours de l'entente entre ITT et CGE sont déjà définis, tandis que la Compagnie générale de construction téléphonique, ex-filiale d'ITT nationalisée en 1982, doit être reprise par un partenaire dont on ignore encore l'identité. Un dossier qui met en jeu l'avenir de l'ensemble des télécommunications en Europe.

Par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

« Les accords que j'ai conclus avec ITT d'une part, ATT et Philips d'autre part, et que j'ai soumis à l'approbation du gouvernement débouchent sur l'une des plus importantes opérations jamais réalisées dans le monde et donnent à l'Europe l'assurance d'une présence industrielle à la fin du siècle avec une position de leader dans le secteur-clé des télécommunications. » Ce 25 juillet 1986, M. Georges Pebereau diffuse son testament à l'ensemble des médias. Deux jours plus tôt, le gouvernement de M. Jacques Chirac, après moult débats internes, a décidé de ne pas renouveler son mandat de PDG de la Compagnie générale d'électricité. Il cède son fauteuil au numéro deux du groupe, M. Pierre Suard.

M. Georges Pebereau est tombé. Victime tout à la fois de la méfiance du clan des pompidoliens, agacés d'être placés le dos au mur sur ce dossier téléphone, et des ambitions des jeunes ministres libéraux qui souhaitent – médiatisation oblige – finaliser eux-mêmes les accords avec les groupes américains. Quatre jours après le message emphatique de l'ancien PDG de la CGE, le gouvernement donne un premier feu vert aux négociations avec ITT. Non sans que quelques ministres, à commencer par le premier d'entre eux, manifestent leurs inquiétudes.

Car il y a toujours deux lectures de ce type d'accord. La première s'en tient aux apparences. La seconde vise à déceler les zones d'ombre, à évaluer les risques qu'une telle affaire peut faire peser sur l'ensemble du secteur des télécommunications françaises. Des risques que les Anglo-Saxons ont été, eux, unanimes à relever.

Pendant des décennies, le marché mondial du téléphone a été partagé entre quelques grands groupes industriels. Aux Etats-Unis, ATT – tout à la fois exploitant et fabricant, société privée exerçant une mission de service public – contrôlait 85 % du marché, ne laissant que quelques miettes à un groupe comme General Telephone and Electronics. Au Canada, Northern Telecom exerçait le même monopole, tout comme NEC au Japon, fournisseur attitré des PTT nippones. Le reste du monde était réparti entre trois groupes.

ITT était né en 1925 de la scission des activités internationales d'ATT. Société de droit américain, à l'actionnariat américain, elle exerçait ses activités hors des Etats-Unis. Exploitant de réseaux, en particulier dans le tiers-monde, elle fabriquait également les matériels.

Les groupes Siemens (allemand) et Ericsson (suédois) se partageaient *de facto* avec ITT les marchés mondiaux. Accordant de ci de là, dans les pays développés, des licences à des industriels locaux en leur abandonnant une fraction de leur marché national (1).

Ce bel échafaudage qui permettait aux heureux élus de faire de substantiels bénéfices va se lézarder, dans les années 70, sous l'effet de deux facteurs. Le premier, d'ordre technologique, doit être mis à l'actif de la France. Les ingénieurs du Centre national des Télécommunications mettent au point le premier central téléphonique électronique, qui sera fabriqué par Alcatel, filiale de la CGE. Pris de court, les constructeurs traditionnels cherchent à ralentir la révolution technologique afin de préserver leurs investissements et leurs parts de marchés. Mais, sous la pression des administrations européennes qui voient les PTT françaises s'engager dans un vaste programme d'équipement en centraux électroniques fabriqués par la CGE, puis par Thomson, ils seront obligés, eux aussi, de basculer vers le « tout électronique ». Avec quelques années de retard sur les centraux français.

Survient, en 1981, le second facteur qui va bouleverser un peu plus le monde des télécommunications. Pour des raisons où se mêlent l'idéologie et la politique, l'administration Reagan lance la bataille de la déréglementation. Un mouvement qui s'appuie également sur les évolutions technologiques. Celles-ci, en mariant l'ordinateur, le téléphone, les satellites, l'électronique, font sauter les cloisonnements traditionnels des marchés et favorisent l'émergence de nouvelles concurrences pour répondre à de nouveaux besoins.

Les monopoles anciens doivent donc sauter, à commencer par celui d'ATT. Le groupe est démantelé et perd une bonne partie de ses sociétés d'exploitation locales. IBM est autorisé à entrer sur le marché. Des réseaux parallèles à ceux d'ATT se mettent en place pour les liaisons entre les grandes entreprises, les transmissions de données. Perdant une partie de son marché captif, ATT est obligé de chercher de nouveaux débouchés pour ses matériels dans le reste du monde. Or c'est ce que l'on souhaitait à Washington. Ayant entrouvert leur marché, les Etats-Unis vont ensuite faire pression sur leurs partenaires européens et japonais pour qu'ils fassent de même. Afin qu'ATT puisse s'attaquer au marché des centraux en Europe et IBM se placer sur les nouveaux réseaux et les services qui y sont attachés.

Les fabricants traditionnels de téléphone vont tenter de s'adapter à cette nouvelle donne. Pour rattraper leur retard, ils développent de nouveaux centraux électroniques et cherchent à prendre pied sur le marché américain. Sans grand succès jusqu'à présent. Seuls Northern Telecom et, à une moindre échelle, les Japonais ont réussi une percée notable. En revanche, Philips passe la main et s'allie à ATT.

ITT en retard

DES trois grands, c'est ITT qui va rencontrer le plus de problèmes. Le groupe a perdu le marché français et une partie du marché britannique. Dans le reste du monde, les gouvernements ont repris en main l'exploitation des réseaux téléphoniques. Les sources de revenu se raréfient, au moment même où ITT doit faire un gigantesque effort de développement pour rattraper son retard technologique. Les ingénieurs du groupe tentent, à partir de 1979, une opération audacieuse : ils essaient de sauter une génération en développant un central électronique original : le Système 12. Mais sa mise au point va se révéler plus difficile que prévu. Du coup, les délais de livraison s'allongent. Les coûts de développement grimpent. Le groupe doit s'endetter.

Toutes ces difficultés entraînent une contestation de la gestion du PDG d'ITT, M. Rand Araskog, en particulier par les milieux financiers de Wall Street. ITT est un conglomérat dans lequel les télécommunications ne représentent que 4,6 milliards de dollars sur un chiffre d'affaires global de 20 milliards. Or les autres activités (biens de consommation, services, assurances, équipements électroniques) ont une croissance supérieure à celle des télécom et s'exercent, pour une large part, sur le territoire américain. Elles génèrent de substantiels bénéfices et sont moins gourmandes en investissements et en trésorerie que le téléphone. Une campagne est donc lancée, en 1985, dans les milieux new-yorkais, pour amener M. Rand Araskog à réviser sa politique... ou à se démettre. Ce dernier croit toujours dans les télécom, berceau d'ITT. Mais il lui faut tenir compte de ce climat. En janvier, le groupe doit tirer un trait sur le marché américain du téléphone, les équipes qui travaillaient sur l'adaptation du Système 12 aux normes américaines ayant échoué. Le projet est abandonné et le groupe passe par profits et pertes 155 millions de dollars. Une décision bien accueillie par les milieux financiers. Un abandon qui va cependant inquiéter un peu plus les clients d'ITT et... ravir ses concurrents.

Pour M. Rand Araskog, la partie devient de plus en plus difficile à jouer. Qu'un nouvel échec survienne, et c'est tout le groupe qui risque d'être entraîné dans le gouffre. A moins que son PDG ne soit « débarqué » avant. Il lui faut donc une solution pour sa branche télécommunications. Il va trouver une oreille attentive auprès de M. Georges Pebereau et de la CGE, également dans une impasse.

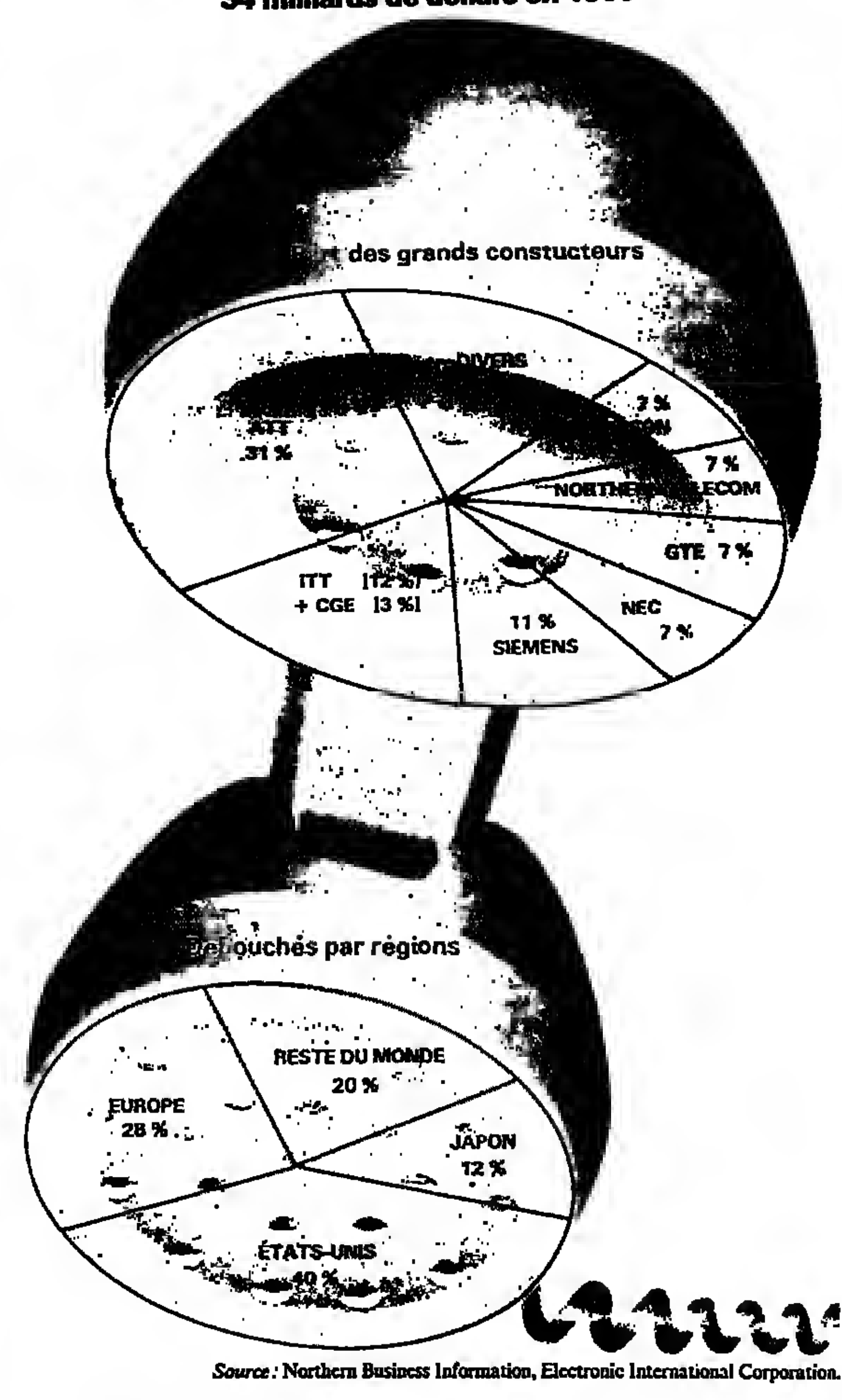
L'avance technologique que la France détenait en 1980 avec les centraux électroniques E10 d'Alcatel a fondu. Les élections présidentielles, les nationalisations, ont paralysé pendant près de deux ans les télécommunications françaises, au moment où Ericsson, Siemens, Northern Telecom, sans parler d'ATT, mettaient les bouchées doubles. Partis plus tard dans la course à l'électronique, ils ont pu adapter leurs centraux aux dernières innovations technologiques. A l'exportation, la bataille devient plus âpre. Les groupes français, qui ont fait le plein des « petits marchés », retrouvent face à eux les géants du téléphone, qui proposent désormais aux PTT des pays industrialisés des centraux électroniques.

Les pouvoirs publics et les industriels français vont alors commettre plusieurs erreurs. Au lieu de mobiliser l'ensemble du secteur, d'investir pour améliorer les performances des produits existants, de développer les réseaux commerciaux et de gérer l'acquis, ils vont rebattre les cartes. La Direction générale des télécommunications (DGT), qui a servi d'aiguillon au secteur, perd peu à peu son pouvoir au profit de la CGE, à qui on va laisser par trop la bride sur le cou. Au moment même où Reagan déréglemente, où ATT et IBM fourbissent leurs armes, la France s'enlise dans ses querelles internes. La fusion, contre l'avis des PTT, à la fin de 1983, des activités « télécom » de Thomson et d'Alcatel sous l'égide de la CGE, va accroître les problèmes. Les équipes sont démobilisées, les clients étrangers perturbés, la DGT humiliée, les personnels inquiets.

Certes, le nouvel ensemble pèse un peu plus lourd sur le marché mondial. Mais en cédant au mythe de « Téléphone de France », en mettant tous ses œufs dans le même panier, la France a en fait rétréci son champ de manœuvre en matière d'accords internationaux. Avec deux groupes, la marge était plus grande qu'avec un seul : le jeu plus ouvert, notamment en Europe.

Deux ans après la fusion, le nouvel ensemble Alcatel-Thomson piétine. Les succès à l'exportation se font rares. La politique des produits évolue en zigzag (abandon puis reprise des centraux de Thomson). Le marché américain demeure toujours inaccessible. Le PDG de la CGE va alors tenter de se sortir de cette nasse par une nouvelle fuite en avant, un nouveau quitte ou double. Il prend langue à la fois avec ATT (pour lui vendre ses E 10 en échange d'une part du marché français) et ITT.

LE MARCHÉ MONDIAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
34 milliards de dollars en 1985



Source : Northern Business Information, Electronic International Corporation.

Accéder au club des géants

LES négociations tumultueuses débouchent d'abord sur un accord avec ATT. Il sera bloqué par le gouvernement Fabius, peu soucieux de prendre une telle décision quelques jours avant le 16 mars. En juin, le PDG de la CGE se présente devant le nouveau ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, avec, cette fois, l'*« accord du siècle avec ITT »*, qui serait complété par celui – *révisé* entre-temps – avec ATT.

Les grandes lignes des opérations telles qu'elles étaient envisagées au milieu de l'été étaient les suivantes :

● AVEC ITT

– Les actitivités d'ITT dans les télécommunications (une douzaine de sociétés en Europe) sont fusionnées avec celles d'Alcatel-Thomson. ITT détiendra 37 % du capital du nouvel ensemble et un holding européen baptisé Eurotel 63 %. La CGE doit en principe assurer la gestion de l'ensemble ;

– Le capital d'Eurotel est réparti entre la CGE (80 % pour le moment), la Société générale de Belgique et la société espagnole Telefonica, qui gère le réseau ibérique (10 % chacun). La CGE cherche d'autres partenaires européens pour faire descendre sa participation à 60 % ;

– Sur le plan financier, la participation de 37 % d'ITT dans le nouvel ensemble est la contrepartie de ses apports, évalués à 2,8 milliards de dollars. La CGE paye sa participation par l'apport d'Alcatel-Thomson, évalué à 1,4 milliard de dollars, et un versement en espèces compris entre 600 et 900 millions de dollars (si Eurotel ne trouve pas d'autres partenaires). Telefonica et la Générale de Belgique versent chacune 300 millions de dollars. Enfin, il est prévu que la CGE (ou Eurotel) reprenne à son compte une part importante de la dette d'ITT (800 millions de dollars). Au total, ITT recevra donc 1,5 milliard de dollars cash et verra son endettement allégé de 800 millions de dollars.

● AVEC ATT

Le gouvernement français doit faire connaître sa position à l'automne, après avoir examiné les propositions de Siemens et d'Ericsson à propos de la Compagnie générale de construction téléphonique (CGCT). Cette ancienne filiale d'ITT nationalisée en 1981, fabrique des centrales sous licence Thomson et couvre 15 % du marché français. M. Alain Madelin et son ministre délégué aux PTT, M. Gérard Longuet, paraissent cependant décidés à donner leur feu vert à l'accord avec ATT.

Celui-ci accorderait à la CGE une sorte de leadership sur le marché des transmissions en Europe, à travers un regroupement des activités dans ce

(1) C'était le cas en France avant 1976, où le marché était partagé entre deux filiales d'ITT (42 %), la filiale d'Ericsson (18 %) et Alcatel (40 %) qui fabriquait sous licence.

L'inconnue du Système 12

CONÇU dans le milieu des années 70, mis en développement en 1979, le Système 12 d'ITT se caractérise par l'originalité des options techniques retenues.

A la différence des autres centraux, qui ont une architecture centralisée autour d'un nombre limité d'ordinateurs, les ingénieurs d'ITT ont choisi une architecture décentralisée à base de microprocesseurs dont le nombre varie en fonction des besoins. Cette modularité permet en principe de construire à des coûts intéressants, avec le même matériel et les mêmes logiciels, des centraux allant de deux cents à plusieurs dizaines de milliers de lignes. Mais la hardiesse de la conception a eu pour contrepartie de poser des problèmes plus complexes que prévu.

Au-delà d'un certain nombre de lignes (quinze mille, semble-t-il), les microprocesseurs du S. 12 autoconsomment trop de puissance pour leurs fonctions internes, limitant du même coup les capacités de traitement du trafic téléphonique proprement dit. Ces difficultés ont été aggravées par la dispersion des efforts de recherche d'ITT entre ses diverses filiales et les querelles entre les équipes qui travaillaient à l'adaptation du S. 12 aux normes américaines et celles qui, en RFA, en Espagne, en Belgique et en Italie, développaient chacune sa propre version du S. 12.

Les délais et les coûts de développement du Système 12 s'en sont trouvés allongés. Alors qu'il aurait dû être à pleine maturité en 1985, ITT a dû annoncer des retards de livraison. Actuellement, un peu plus d'un million de lignes de S. 12 ont été livrées (sur des commandes totales de douze millions de lignes). Tous sont de petite capacité : généralement inférieure à dix mille lignes. Sur les vingt-deux mille quatre cents lignes prévues du plus grand central livré en Norvège, sept mille seulement sont opérationnelles. Certains pays, tel Taiwan, ont annulé leurs contrats. Le Mexique vient de refuser l'homologation à trente-deux Systèmes 12 livrés par la filiale belge d'ITT.

Les responsables d'ITT estiment que les erreurs de jeunesse du Système 12 sont quasiment résolues, l'abandon du marché américain n'étant dû qu'à des considérations financières. Des déclarations qui rencontrent un certain scepticisme dans le monde des télécommunications. Ainsi, les experts de Thomson, qui avaient eu à faire face, eux aussi, à des problèmes de mise au point des logiciels, estiment qu'il faudra de deux à trois ans pour surmonter toutes les difficultés du Système 12. Un retard qui en grèvera le coût et risque d'être mis à profit par les concurrents qui peuvent offrir, eux, des centraux aux capacités plus importantes.

J.-M. Q.

L'• ACCORD

risqué



DU SIÈCLE » ENTRE ITT ET CGE

pour l'industrie française du téléphone

domaine d'Alcatel, Philips et ATT. En contrepartie, ATT obtiendrait pour ses centraux téléphoniques 15 % du marché français en reprenant la CGCT.

Les avantages de ces accords sont connus. Le premier est de constituer un ensemble de taille mondiale dans les télécommunications, avec un centre de gravité européen et une direction – apparemment – française. Alcatel-ITT télécommunications devrait « peser » entre 8 et 9 milliards de dollars de chiffre d'affaires (7,7 en 1985 dont les deux tiers pour ITT). Implanté dans soixante-quinze pays, il emploiera 150 000 personnes. Sa part du marché mondial existant devrait se situer autour de 15 %. Loin derrière ATT, mais largement devant Siemens, Ericsson et Northern. D'un coup, la CGE accède au club des géants et peut espérer disposer des ressources financières et des marchés nécessaires pour développer les centraux de l'an 2000.

Dans le domaine des transmissions, l'accord avec ATT lui donne une position dominante en Europe. Enfin, les alliances avec ATT et ITT peuvent être des atouts de poids dans la bataille mondiale engagée avec IBM pour le contrôle des réseaux de télécommunications.

Un marché de dupes ?

ITT, pour sa part, réalise une excellente opération. Le groupe reçoit 1,5 milliard de dollars, réduit son endettement, accroît son taux de rentabilité, tout en gardant un grand pied dans le secteur. Un accord « positif », immédiatement salué par les milieux financiers américains. A Wall Street, les actions du conglomérat ont gagné, en quelques jours, près de 20 %. Un concert de louanges qui amène à se demander si la CGE ne fait pas un marché de dupes. Car cet accord pose une série de questions, pour le moment sans réponses.

● Comment gérer un tel ensemble ? La fusion Alcatel-Thomson n'est pas encore digérée. Or l'opération avec ITT est trois fois plus importante. ITT avait déjà du mal à coordonner ses filiales européennes, dont certaines sont de véritables baronnies. On voit mal, par exemple, les dirigeants de sa filiales allemande SEL accepter la tutelle du management français.

● Comment résoudre les problèmes sociaux ? Pour fabriquer les centraux électroniques, il faut quatre fois moins de personnes que pour un vieux central. Alcatel et Thomson ont procédé, ces dernières années, à de très importantes compressions de personnel qu'ITT est loin d'avoir mené à bien. Les experts estiment que, sur les 150 000 emplois concernés par la fusion, il faudra en supprimer dans les prochaines années de 25 000 à 30 000. Comment vont réagir les gouvernements des pays concernés ? Comment arbitrer dans les fermetures d'usines ? Un dossier très « politique », qui sera désormais de la responsabilité de la CGE, et donc de la France.

● Comment conserver les parts de marché ? Un certain nombre d'administrations peuvent être amenées à réviser leurs politiques d'achat, voire à faire pression sur la nouvelle société pour qu'elle leur fasse de meilleures conditions. S'imaginer que les commandes s'additionnent automatiquement serait une grave erreur. Dans l'industrie, un plus un font rarement deux. En outre, le nouvel ensemble n'aura toujours pas accès au marché américain.

● Comment harmoniser les produits ? Alcatel-Thomson est déjà confronté à un dramatique problème avec l'existence de ses deux centraux, les E10 et les MT de Thomson. En admettant que les difficultés du Système 12 soient résolues, il va falloir, à terme, faire converger trois produits de conception différente afin de proposer à tous les pays utilisateurs un central qui soit compatible avec ceux d'Alcatel-Thomson et d'ITT. Un pari qui coûtera une fortune. Alors que Siemens, Ericsson ou Northern n'auront à faire évaluer qu'un seul central.

En attendant ce futur central, il faut d'abord sortir le Système 12. Quelle que soit la part d'intoxication de la concurrence, il est patent que sa mise au point définitive rencontre toujours des difficultés *(voir l'encadré page 16)*. Or ITT s'est engagé à livrer ses clients. Si les délais ne sont pas respectés, si le central ne correspond pas aux spécifications, le constructeur est soumis à des pénalités. Désormais, la CGE sera responsable de l'exécution des contrats et devrait payer les centaines de millions de dollars d'indemnités aux diverses administrations. Une hypothèse que l'on ne peut totalement exclure et qui se traduirait par une Berezina financière.

Il existe un second risque majeur, qui découlerait paradoxalement d'un succès du Système 12. Si celui-ci surmonte ses difficultés, il a, quoi qu'on en dise aujourd'hui, de fortes chances de devenir le produit vedette du nouvel ensemble, reléguant au placard les E 10 et autres MT, y compris dans le réseau français, qui serait alors, ô paradoxe ! partagé entre les centraux d'origine ITT et ceux d'ATT. Les centres de pouvoirs, technologiques et financiers, du nouvel ensemble Alcatel-ITT peuvent en être modifiés. Les péripéties de la fusion entre CII et Honeywell Bull en 1976 et bien d'autres affaires sont là pour rappeler que la notion de pouvoir dans de tels ensembles est quelque chose de fort complexe et qu'il ne faut pas se fier aux seules répartitions publiques du capital. ITT n'aura peut-être que 37 % (ce qui n'est pas négligeable), mais le poids humain, industriel et technologique de ses anciennes filiales est trois fois plus important que celui d'Alcatel-Thomson.

Des clauses suspensives ?

S'IL paraît difficile, aujourd'hui, de revenir en arrière, tous ces risques devraient amener le gouvernement français à revoir les conditions de l'accord avec ITT et à bien réfléchir avant de donner la CGCT, et sa part du marché français, à ATT. La DGT considère pour sa part qu'il n'y a pas le feu. Elle craint en outre d'avoir à faire face, à terme, à un cartel ATT-ITT-Alcatel pour ses achats de matériels.

Dans cette affaire, l'industrie française du téléphone peut être assimilée à un parachutiste qui saute avec un dorsal non révisé, et sans ventral. Il conviendrait de revenir à des conditions de saut normales. Pourquoi ne pas introduire dans l'accord avec ITT des clauses suspensives ? Une partie du cash serait versée à ITT au fur et à mesure que certaines conditions seraient remplies (maintien des parts de marché, respect des délais et des spécifications pour le Système 12, par exemple). La participation d'un grand groupe allemand serait également souhaitable avec, pour corollaire, une diminution de la part d'ITT en dessous de 30 %.

Enfin, le gouvernement français ne doit pas fuir ses responsabilités. Affirmer qu'il « *n'est pas opposé à l'accord mais que la CGE doit le financer seule* » est une hérésie. On peut comprendre les inquiétudes de la Rue de Rivoli. Mais, dans ce cas, il ne fallait pas donner de feu vert. Seule, la CGE aura le plus grand mal à mener à bien la fusion et à faire face aux inévitables frais supplémentaires. Ses ressources financières étant limitées, elle risque alors, sans l'appui des pouvoirs publics, de perdre peu à peu le contrôle du nouvel ensemble. L'industrie française des télécommunications se retrouverait alors à la case départ. Dix ans d'efforts et des dizaines de milliards de francs d'investissements seraient passés par profits et pertes.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

DURES PERSPECTIVES POUR LES NÉGOCIATIONS DU GATT

Quand la loi du plus fort régit le commerce international

Par MARIE-CLAUDE CÉLESTE

SI aucun résultat n'est obtenu à Punta-del-Este (1), lors du prochain round de négociations commerciales, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) signera son arrêt de mort. Sans l'exprimer de façon aussi tranchée, beaucoup de représentants d'Etats membres de l'organisation (2) partagent cette opinion que formulait il y a quelques semaines l'ambassadeur d'Argentine auprès de cet organisme, M. Léopoldo Tettamanti.

Jamais, en effet, libre-échange et multilatéralisme, règles d'or du GATT, n'ont subi autant d'entorses de la part même des parties contractantes. On a ainsi vu les Etats-Unis lancer une série d'ultimatums à leurs partenaires dans le but de réduire un déficit commercial qui pourrait atteindre 170 milliards de dollars cette année. Les Japonais ont été fermement invités à ouvrir leurs marchés aux semi-conducteurs américains et les Européens à prendre des dispositions pour que les ventes de céréales et d'agrumes américains ne soient pas compromises par l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne ou par les accords préférentiels passés avec des pays méditerranéens (3).

Parallèlement, le protectionnisme gagne du terrain. Le GATT notait à la fin de l'année dernière (4) que, s'il existait dans le monde un indice général qui rende compte des pressions en ce sens, il aurait enregistré dans les six mois précédents « *une nouvelle augmentation par rapport au niveau déjà élevé atteint* » auparavant. Les choses n'ont fait qu'empirer depuis, au point que, selon certaines estimations, 40 % du commerce mondial est affecté d'une façon ou d'une autre par le protectionnisme.

Ce dernier revêt des formes très variées, plus ou moins subtiles. Il y a quelques mois, la lettre mensuelle de l'organisme patronal américain – le Conference Board (5) – en recensait quelques-uns : livres édités en Grande-Bretagne, interdits aux Etats-Unis ; interdiction aux avocats étrangers d'exercer au Japon ; impossibilité pour les Etats-Unis de vendre certaines catégories d'ordinateurs au Brésil.

Loyauté, équité...

EN fait, le protectionnisme n'est l'apanage d'aucun Etat en particulier. L'astuce consiste à qualifier cette pratique de « déloyale » seulement quand elle émane de pays étrangers, mais à interpréter, dans un sens très large, les clauses de sauvegarde prévues par le GATT, et cela pour justifier la protection de ses propres industries. A moins que l'on ignore purement et simplement les recommandations de cet organisme. Les plaintes antidumping sont de plus en plus nombreuses ; quant aux subventions, elles sont devenues la règle, notamment en matière de commerce de produits agricoles.

L'imprécision de certaines dispositions du GATT favorise, il est vrai, de telles attitudes. Ainsi l'article 16.3 de l'accord stipule que « *les parties contractantes devraient éviter d'accorder des subventions à l'exportation des produits de base* ». Mais, si elles existent, ces subventions devraient avoir simplement pour objectif de leur permettre de détenir « *une part équitable* » des exportations du produit concerné, pas plus.

Or, comment évaluer l'« *équité* » d'un pourcentage ? Pas plus que le « Tokyo round », les prochaines négociations commerciales multilatérales ne réussiront probablement à apporter une réponse à cette question.

En attendant, les entraves au commerce international se multiplient. Ainsi, à la fin de l'année dernière, les Etats-Unis évaluaient à deux cent vingt-sept le nombre des obstacles aux exportations américaines dans trente-quatre pays. Parmi elles, le représentant américain pour le commerce, M. Clayton Yeutter, citait les restrictions aux importations de vin au Canada, de bois, d'aluminium, de cuir, etc., au Japon (le pays le plus souvent mentionné dans les accusations de protectionnisme), de camions au Mexique...

Effectivement, note la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), « *des problèmes de balance de paiements aggravés par l'amenuisement constant des recettes d'exportation et la difficulté d'obtenir des ressources financières extérieures ont contraint de nombreux pays en développement à prendre des mesures restrictives et à réduire leurs importations* (6) ». La CNUCED cite, notamment, l'interdiction de trois cents articles de luxe par le Mexique ou des relèvements de droits de douane sur certains articles au Nigéria, au Pérou ou en Tunisie.

En outre, les accords de limitation « volontaire » des exportations, manifestement contraires à l'esprit du GATT, se généralisent. De nombreux pays – dont le Brésil, la République de Corée, le Venezuela, la Hongrie, la Finlande et l'Australie – se sont ainsi engagés à contenir dans certaines limites toute une série d'exportations vers les Etats-Unis. En février dernier, le Japon a accepté pour la sixième fois d'« autolimiter » à 2,3 millions d'unités ses ventes de voitures particulières sur le marché américain, entre avril 1986 et mars 1987.

De telles pratiques ne font qu'aggraver les risques de tension. Ainsi, pour compenser certaines de ces restrictions, quelques producteurs japonais se sont tout simplement tournés vers la CEE. Tokyo est ainsi accusé d'écouler dans la Communauté à des prix de dumping les produits qui ne peuvent plus être vendus aux Etats-Unis : les exportations japonaises vers la Communauté ont enregistré une progression de 28 % en volume, de janvier à mai 1986 (par rapport à la période correspondante de 1985), alors que les ventes du Japon aux Etats-Unis n'augmentaient que de 3 %. Ce « détournement de trafic » serait-il le fruit d'une entente tacite entre les deux plus importantes puissances commerciales du monde ?

Mais les Etats-Unis n'ont pas le monopole des accords d'« autolimitation » des exportations. La CEE y a également recours ; l'année dernière, des arrangements de ce type ont été conclus avec quinze pays exportateurs d'acier. Et la Corée du Sud s'est récemment engagée à ne pas exporter plus de 100 000 véhicules automobiles par an au Canada.

D'une façon générale, les pays en voie de développement constituent la principale cible des restrictions mises en place par les Etats industrialisés. L'accord multifibres (AMF), négocié dans le cadre du GATT, en fournit le meilleur exemple. Non seulement cet arrangement initialement conçu comme transitoire a été renouvelé en juillet dernier, mais encore il fixe de nouvelles restrictions aux exportations de textiles du tiers-monde. Les contingentements sont étendus à des matières qui en étaient exclues jusqu'alors, tels certains mélanges contenant de la soie.

L'objectif des pays industrialisés est bien évidemment de protéger des industries de moins en moins compétitives face à la croissance des exportations du tiers-monde, qui, pour les vêtements, ont progressé de 59 % à 63 % du total mondial entre 1983 et 1984. Et il y a fort à parier que le démantèlement de l'accord multifibres n'est pas proche.

La référence aux conditions de vie et de travail, et même au respect des droits de l'homme, dans les pays en voie de développement tend à se généraliser pour justifier le protectionnisme. Certains représentants professionnels et syndicaux d'Etats industrialisés proposent ainsi d'inclure, dans les règles du GATT, des dispositions visant à interdire l'accès aux marchés étrangers des produits fabriqués dans des pays où la législation du travail serait inexistante ou insuffisante. Ainsi, lors de la session du comité préparatoire à la conférence de Punta-del-Este, en juillet dernier à Genève, la délégation américaine estimait que « *la négation des droits des travailleurs peut entraver la réalisation des objectifs du GATT, causer des distorsions dans les échanges et aggraver les pressions protectionnistes* ». Devant le tollé suscité par cette argumentation dans les rangs des pays en voie de développement, une proposition dans ce sens n'a pas été retenue.

Mais, il existe bien d'autres moyens de limiter la progression des exportations du tiers-monde. Telle l'élaboration de principes réglementant le commerce des contrefaçons dans le cadre du GATT, que souhaitent introduire les pays industrialisés.

Or, sous couvert de pénalisations, le risque serait évidemment grand de voir certains Etats invoquer les nouveaux principes pour éliminer des pays concurrents dans des secteurs sensibles. Les craintes dans le tiers-monde sont d'autant plus grandes à cet égard que l'opinion publique des Etats industrialisés assimile volontiers contrefaçons et sous-développement. Or, s'il est vrai que certains pays en voie de développement, notamment asiatiques, tirent de substantiels revenus de cette activité – entre 1980 et 1986, par exemple, les exportations de cassettes « piratées » ont rapporté environ 200 millions de dollars aux sociétés de Singapour, – il n'en reste pas moins que le tiers-monde n'a pas le monopole de l'industrie de la contrefaçon ; 20 % des articles contrefaits dans le monde proviendraient même des Etats-Unis.

Effectivement, en dépit des déclarations d'intention, très peu d'Etats occidentaux semblent prêts à prendre des engagements fermes pour éliminer le protectionnisme dans un délai déterminé, comme le suggérait en juillet, au GATT, un groupe de pays en voie de développement.

Face au protectionnisme, le tiers-monde peut être tenté d'utiliser, lui aussi, l'arme des représailles. Selon le Bureau international du travail (BIT), « *environ 40 % de la croissance globale des exportations américaines de ces dernières années peuvent être attribués au commerce avec les pays du Sud* » ; mais très peu d'entre eux disposent individuellement des moyens de livrer une guerre commerciale aux Etats industrialisés, qui représentent pour eux aussi de précieux débouchés.

Légitimer la discrimination ?

EN fait, il faut sans doute s'attendre à un nouveau rétrécissement du système de préférences généralisées institué au sein de la CNUCED et qui exempte de droits de douane plusieurs milliers de produits du Sud sur les marchés des Etats industrialisés. Régulièrement, une révision de la liste des pays et des articles bénéficiaires de ce système fournit aux pays développés l'occasion d'en réduire le nombre. Et la CNUCED de souligner que « *si une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales devait commencer dans les circonstances économiques actuelles, le risque existe que les principaux pays commerçants insistent pour que l'on apporte au système commercial des modifications qui légitimeraient, au lieu de les éliminer, les tendances actuelles conduisant à un commerce encadré et à la discrimination* (7) ».

Dans tous les cas, les pays en voie de développement ont beau jeu de dénoncer la contradiction qui consiste pour les pays industrialisés à protéger leurs secteurs sensibles – chaussures, textiles, etc., – tout en exigeant de leurs partenaires du Sud qu'ils acceptent le libre-échange en matière de services, domaine où les pays riches ont une position dominante. Les pays développés à économie de marché sont, en effet, les premiers producteurs mondiaux de services, qui contribuaient déjà à 67 % de leur produit intérieur brut au début de la décennie. En face de leurs exigences, les pays du tiers-monde n'offrent pas, cette fois, un front uni car certains d'entre eux disposent d'ores et déjà d'un secteur de services important, notamment en matière de banques (Singapour), de construction (Corée du Sud) ou d'ingénierie-conseils.

D'autres divergences apparaissent entre pays du Sud. Ainsi les uns s'estiment lésés par les accords préférentiels conclus par d'autres avec des Etats industrialisés ; on souligne alors que de tels arrangements sont contraires à la clause de la nation la plus favorisée – l'un des principes de base du GATT – et reviennent à une mesure discriminatoire.

En définitive, dans ce climat de crise économique généralisée, les prochaines négociations commerciales multilatérales risquent fort d'être une foire d'empoigne où chacun cherchera à défendre ses intérêts. Le renforcement du GATT, officiellement souhaité par tous, apparaît comme un objectif très lointain...

---

(1) Ville d'Uruguay où se déroulera, à partir du 15 septembre, la conférence ministérielle qui devrait lancer le prochain round de négociations commerciales multilatérales.

(2) Le GATT, fondé en 1947, compte désormais 92 membres, après la récente adhésion de Hongkong et du Mexique. La République populaire de Chine est candidate à l'adhésion. L'URSS vient, à son tour, d'exprimer son intérêt pour le GATT.

(3) Voir l'article de Laurence Tubiana, « Menaces sur la politique agricole méditerranéenne », *le Monde diplomatique*, juillet 1986.

(4) GATT, *Evolution du système de commerce international*, avril 1985-septembre 1985, Genève.

(5) *The Letter*, vol. 4, nº 8, septembre 1985, 845 Third Avenue, New-York.

(6) CNUCED, *Protectionnisme et aménagements de structure*, 23 janvier 1986, Genève.

(7) CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, août 1986, Genève.

CHOMAGE AU NORD,

Afrique : éviter

(Suite de la première page.)

Il est vrai qu'il est souhaitable de faire un grand effort dans ce sens, mais il serait imprudent d'y voir une solution miracle. Ces nouvelles certitudes, en effet, me semblent faire curieusement écho aux mythes précédents et j'ai de sérieux doutes sur leur efficacité immédiate quand je constate la vulnérabilité des économies africaines.

Je doute, en effet, que les forces du marché puissent, comme on l'imagine, rendre les échanges commerciaux plus avantageux pour l'Afrique.

Comment cela serait-il possible lorsque les projections qui sont faites des prix et de la demande des produits d'exportation africains ne sont guère encourageantes ; que se renforcent les tendances au protectionnisme et tandis que les pays industrialisés, par les subventions et les aides indirectes qu'ils accordent aux céréales et à tant d'autres produits, sont les premiers à contourner ces forces du marché ?

Je doute, également, qu'une libéralisation interne de l'économie suffise à en relancer les activités. Ainsi, par exemple, je ne crois pas que les prix au producteur des denrées alimentaires pourront être portés rapidement à des niveaux suffisants pour inciter à la production. L'austérité et la pauvreté dans les villes ont, en effet, de grandes chances de maintenir une pression politique considérable pour que les prix restent relativement bas, et il sera difficile de se passer complètement des subventions et du contrôle des prix.

La situation des économies africaines est, de plus, considérablement aggravée par la dette extérieure. Celle-ci est devenue économiquement monstrueuse et sa charge a atteint des limites insupportables, eu égard à la pauvreté du continent, à la fragilité de *son économie* et à *sa* faible *capacité de* remboursement.

Je n'ai pas ici à suggérer de solutions à ce problème et, sur ce point, j'en appelle aux autorités monétaires internationales et aux pays les plus riches. Mais je me dois de rappeler qu'aucun programme de développement ne pourra être sérieusement entrepris tant que la situation actuelle se maintiendra. Des efforts certains sont faits pour chercher des remèdes à cette crise. Les prêts d'ajustements structurels accordés par les grandes institutions financières internationales, en particulier, ont, sans nul doute, donné un répit à de nombreux Etats. Les solutions proposées, cependant, sont loin du compte et, dans une certaine mesure, elles ressemblent fort à une fuite en avant : ce qui est proposé en effet, ce sont de nouveaux crédits, grâce auxquels on peut refinancer les dettes et faire face aux importations les plus urgentes. Il ne s'agit donc que de reporter les échéances et de supporter plus longtemps un fardeau temporairement allégé.

La session extraordinaire des Nations unies sur l'Afrique a fourni l'occasion de constater que les temps n'étaient pas encore mûrs pour des mesures plus radicales. Celles-ci, pourtant, seraient amplement justifiées par la pauvreté même du continent : trop de pays, en effet, ne sont plus solvables ou ne pourraient l'être qu'à un coût social proprement insupportable. Faudra-t-il alors atteindre ces extrêmes pour que l'on réexamine la question ?

Qu'il faille procéder à des réformes importantes pour assainir la situation actuelle et porter remède aux causes de *la crise*, je n'ai *aucun doute à ce sujet*. Que les politiques proposées aujourd'hui, pour nécessaires qu'elles soient, puissent y suffire, je ne le crois pas. Il faudrait, pour sortir de l'impasse, répondre par quelque chose de différent, qui puisse débloquer la crise. Il faudrait créer un choc, qui réveille l'espoir et donne une incitation nouvelle à des millions de paysans.

Je ne vois pour cela que des mesures d'exception. A cet égard, les analyses conduites par la FAO ne m'ont laissé aucun doute sur ce que pourrait être cette stimulation : je verrais là, en effet, un apport massif de moyens matériels dans le secteur agricole. Et, pour mettre en pratique un tel soutien, c'est une autre forme d'aide que j'envisagerais : l'aide directe en biens maté*riels*.

Supposons, en effet, que les pays africains puissent obtenir, dans de très bonnes conditions financières, des facteurs de production répondant à différents besoins du milieu rural. Supposons, également, que ces produits puissent être injectés dans l'économie agricole, en quantités importantes, à des prix relativement bas, et pendant une période suffisamment longue. On pourrait alors s'attendre à une série d'effets dont le résultat global serait probablement de donner un coup de fouet à l'économie agricole et de provoquer une certaine dynamique de relance.

350 millions d'outils manuels en stock

IMAGINONS, tout d'abord, un approvisionnement en moyens de production agricole. L'utilisation accrue des engrais serait, dans la plupart des régions, l'un des facteurs les plus décisifs de l'intensification. A leur coût réel, cependant, les engrais sont hors d'atteinte de la majorité des producteurs. Une tonne d'engrais phosphatés, par exemple, coûtait récemment 430 dollars au Kenya et 330 dollars en Sierra-Leone, alors que son prix en Europe est de 150 à 200 dollars. Le même problème se pose pour d'autres intrants (2) importés, comme par exemple les produits phytosanitaires ou les produits vétérinaires.

Un même genre d'approvisionnement pourrait être envisagé pour les outils et les instruments agricoles, y compris les plus simples comme les houes, les pelles ou les pioches. Il pourrait concerner, également, les tracteurs, les pompes, les moulins artisanaux et toutes les machines de transformation des produits agricoles. Il ne devrait pas négliger, non plus, les indispensables pièces de rechange ainsi que l'outillage nécessaire aux ateliers d'entretien et de réparation.

Mais il ne faudrait pas s'arrêter là : toutes sortes d'autres biens manufacturés pourraient, s'ils étaient offerts à des conditions avantageuses, jouer un rôle de stimulation, soit par leurs effets indirects sur la production, soit parce qu'ils inciteraient les agriculteurs à produire plus pour les acquérir. Ces biens pourraient être les plus divers et tout dépendrait des besoins prioritaires de chaque région.

L'aide en nature pourrait, enfin, concerner le secteur crucial des transports. C'est là, en effet, l'une des faiblesses essentielles des économies africaines. Sans une remise en état et un accroissement considérable du parc de véhicules, les productions agricoles sont très difficiles à évacuer. A défaut, comment l'aide en nature parviendrait-elle à ses destinataires ? A cet égard, la priorité devrait être donnée aux pièces de rechange, aux pneus, à l'outillage. Ne pourrait-on pas aussi envisager la vente, au secteur privé ou à des groupements de producteurs, de véhicules à bas prix ?

Une telle « injection » de biens matériels dans le secteur agricole pourrait, on s'en rend compte, avoir des effets multiples : les facteurs de production contribueraient directement à l'augmentation de la production agricole ; les équipements de transformation de la production et les ateliers ruraux contribueraient à l'augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur agricole ; les biens d'investissement acquis par les agriculteurs représenteraient une forme d'épargne ; les moyens de transport, enfin, permettraient de relancer les processus de commercialisation.

Les résultats pourraient également être importants sur le plan des finances des Etats : une aide en nature à des conditions avantageuses, en effet, soulagerait d'autant les importations de l'Afrique. Les opérations commerciales réalisées sur ces biens pourraient, en outre, se traduire, pour les Etats, par des profits en monnaie locale. Ceux-ci pourraient alors être utilisés pour financer, par exemple, l'entretien des routes ou la production de semences.

Les biens distribués par une aide en nature pourraient donc réellement jouer le rôle d'un « investissement ». Cette aide, de plus, serait essentiellement destinée au milieu rural, ce qui la distinguerait de l'aide alimentaire, dont les produits profitent principalement aux consommateurs urbains. En parallèle, cependant, il conviendrait de faire tous les efforts possibles pour développer les industries locales qui pourraient produire les intrants agricoles et les autres biens industriels. Il ne saurait être question, en effet, que l'aide en nature soit, à terme, un frein au développement des industries nationales.

Ce n'est certainement pas l'Afrique étranglée par ses dettes, manquant de devises et contrainte à une réduction sans précédent des budgets et des investissements, qui pourrait financer les moyens matériels indispensables à la relance de la production agricole du continent.

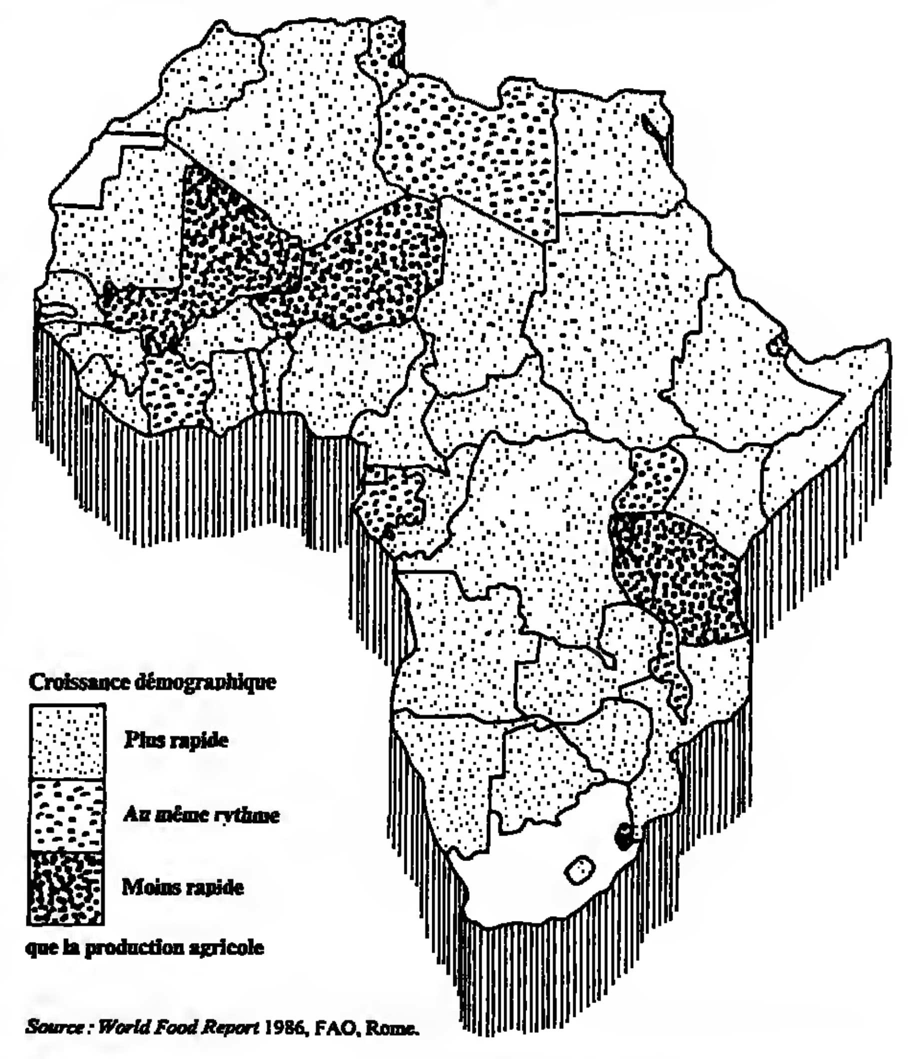
L'aide financière extérieure pourrait-elle alors le faire ? Elle le fait déjà, mais avec des moyens et des perspectives limités. Ainsi, les prêts d'ajustements structurels consacrent certaines ressources au financement d'importations indispensables, avec, dans le secteur agricole, une priorité pour les cultures d'exportation. Certaines aides bilatérales, également, financent des importations d'intrants, de tracteurs, de camions, de matières premières pour les usines d'engrais. Il s'agit là, cependant, d'opérations sporadiques et temporaires, qui ne répondent que partiellement aux besoins de longue durée de la plupart des pays africains.

Un élargissement des facilités financières extérieures semble, par ailleurs, assez improbable. Les financements bancaires, en effet, sont fermés à la plupart des pays africains en raison de

(2) Intrants : facteurs de production tels que : engrais, pesticides, semences, matériel agricole, vaccins vétérinaires, etc.

SUR LA MAJEURE PARTIE DU CONTINENT
LA PRODUCTION AGRICOLE CROIT MOINS VITE QUE LA POPULATION

(Rapport calculé d'après les moyennes annuelles de 1970 à 1985)



Source : World Food Report 1986, FAO, Rome.

SCIENCE ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE. – Ouvrage collectif sous la direction de Xavier Greffe

★ **Publications de l'UNESCO, Paris, 1986, 272 pages, 85 F.**

Neuf économistes, enseignants pour la plupart (Casablanca, Alger, Budapest, Caen, Stanford, etc.) apportent d'utiles contributions à la réflexion sur les questions de développement. L'ouvrage est placé sous la direction de Xavier Greffe (université Paris-I).

Les diverses études sont consacrées, d'une *façon ou d'une autre*, au « *discours dominant* » sur le développement, discours en crise « *du fait de son incapacité à déboucher sur des propositions de politique économique pertinentes et durables, ce qui remet dès lors en cause son statut scientifique* ». Il convient donc de changer les perspectives d'analyse concernant l'utilité du mythe de l'accumulation, le couple dépenses sociales-investissements économiques, l'opposition « *autarcie-ouverture* », le principe selon lequel le marché est guide du développement, etc. Le discours dominant doit être confronté à des « *savoirs locaux* » existant dans les milieux autres que celui qui lui a donné naissance.

Les conditions de l'élaboration de la connaissance économique doivent être modifiées afin de permettre des solutions que le discours dominant ne peut faire aboutir. Or son transfert automatique, souvent imposé, souvent aussi accueilli passivement par le tiers-monde, provoque échec sur échec. « *Faute d'émerger de l'histoire sociale et nationale d'un pays et d'être équilibrées par l'apport des sciences humaines, les connaissances économiques ne serviront que de relais à des discours aliénants là où elles devraient tenir lieu de contrepartie, voire de filtre.* »

L'ouvrage fait une très grande place aux considérations théoriques sans négliger toutefois les exemples concrets. Relevons, notamment, l'étude très précise de Martin Carnoy sur le transfert de la science économique nord-américaine vers l'Amérique du Sud.

L'UNESCO est fidèle à sa mission en publiant une réflexion aussi enrichissante. Mais on comprend que, en approfondissant le débat sur une question vitale, elle dérange certains de ses membres et bailleurs de fonds qui n'admettent pas la remise en cause de leur hégémonie idéologique.

JACQUES DECORNOY.

ADMINISTRATION PARTICIPATIVE ET DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE. – Ouvrage collectif sous la direction de Huynh Cao Tri.

★ **Publications de l'UNESCO, Paris, 1986, 267 pages, 96 F.**

« *Après plus de deux décennies, malgré les espoirs qu'elle a fait naître dans les nouveaux Etats, l'administration n'a pas réussi à jouer le rôle qui lui était assigné pour le développement national. Dans bien des cas, au contraire, elle a constitué un handicap sérieux aux efforts de développement* », écrit Huynh Cao Tri dans un ouvrage collectif de l'UNESCO.

Les divers auteurs, par des approches géographiques diverses (Afrique, Asie du Sud-Est, Inde, pays arabes, etc.), estiment qu'il convient de « *créer une base institutionnelle* (au développement) *qui soit autant que possible ancrée dans les structures, traditions et valeurs locales* ». Encore faut-il que la volonté d'atteindre ce but ne cède pas la place au mimétisme ou à la tentation de parer au plus pressé ; encore faut-il, aussi, que soit décidée l'étude de ces « *valeurs locales* » – ce qui présuppose un choix de type de développement.

A vrai dire, comme pour les questions de développement, se pose ici le problème de la nature de l'Etat. Ce thème n'est pas abordé de front, mais il est implicite dans plusieurs études, celle notamment d'une Mauritanienne, Turkia Ould Daddah, qui établit le lien entre droit coutumier, groupes traditionnels de base, administration et unité nationale. Mustapha Chaker écrit, de son côté, que « *l'aménagement administratif du territoire doit tenir le plus grand compte des enseignements de l'ethnologie et de la géographie* ». Evoquant l'échec des expériences coopératives en Tunisie, il note que, si la coopération peut être une réponse aux problèmes du développement rural, encore faut-il que les organisations de production fonctionnent démocratiquement et ne soient pas transformées en relais du pouvoir *administratif*.

De l'ensemble de ces études, il ressort qu'il est vain de penser trouver des solutions sérieuses pour le tiers-monde en Occident comme dans les pays communistes.

J. D.

● Signalons sans plus attendre l'excellent livre de René Dumont, *Pour l'Afrique, j'accuse* (Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1986, 400 pages, 150 F), dont *le Monde diplomatique* rendra compte prochainement.

SOUS-DÉVELOPPEMENT AU SUD

le naufrage

leur endettement. De leur côté, les fonds de caractère concessionnel, comme l'AID (3) et le Fonds spécial pour l'Afrique (Banque mondiale), le FAD (4) ou le Programme spécial pour l'Afrique du FIDA (5), n'ont que des ressources limitées pour l'agriculture vivrière. Leur refinancement est, en outre, souvent menacé par le défaut de certains donateurs. Quant aux ressources bilatérales, elles subissent, elles aussi, le contrecoup de la crise mondiale, celui des déficits budgétaires et, pour certains, les conséquences de la baisse des prix du pétrole.

Ce n'est pas non plus l'aide alimentaire qui pourrait aider à résoudre le problème des ressources. Celle-ci est parfois associée à des projets de développement. Dans d'autres cas, cependant, elle n'est pas liée à de telles obligations. Elle apparaît alors avant tout comme une forme d'approvisionnement plus on moins normale et comme uo moyen d'utiliser les excédents alimentaires des pays développés. Il est certes juste de reconnaître que ces produits nut été les bienvenus quand la famine a sévi, et il faut saluer la générosité qui s'est alors manifestée et a sauvé des millions de vies bumaines. Mais s'est-on assez demandé si cette aide n'a pas, parfois, découragé la production vivrière locale et si elle o'a pas détourné les consommateurs africains de leurs aliments traditionnels ?

Le fond du problème est bien là : si la terre d'Afrique ne produit pas assez, ce n'est pas eo envoyant des surplus de céréales à la population de ses villes que l'oo résoudra le problème ! Ce qu'il faut, au contraire, ce sont les moyens de produire davantage ! Aussi, ce ne sont pas de nouveaux bateaux de blé qu'il faut voir arriver. Ce que l'on attend, ce sont des cargos chargés d'engrais, de matériel agricole, d'outils ou de pièces de rechange.

On doit alors s'interroger : tous ces produits ne pourraient-ils pas être fournis directement aux pays africains par les pays industrialisés qui les fabriquent ? En d'antres termes, une aide directe eo biens matériels ne serait-elle pas un moyen de coutourner les difficultés du financement extérieur, les contraintes de l'importation, les limitations des aides bi ou multilatérales ?

Comment d'ailleurs ne pas être frappé par la surproduction dans les pays industrialisés ? Comment ne pas y voir les excédents, les industries « en panne », les usines d'engrais et d'outils ralenties ou arrêtées faute de marchés, les chômeurs improductifs assistés par les gouvernements ? Sait-on, par exemple, que l'on estime à 350 millions d'unités le nombre des outils manuels actuellement en stock dans une dizaine de pays européens et pour lesquels il n'y a ni demande ni marché ? Sait-on, également, que l'activité des usines d'engrais est de plus en plus déprimée et que la situation tendrait à être comparable dans le secteur du machinisme agricole ? A-t-on alors fait l'évaluation de ce que coûte cette crise pour les économies développées en termes de chômage ou de ralentissemeot industriel ?

Comment, dans ces conditions, ne pas établir le parallèle avec le dénuement de l'Afrique ? Comment ne pas se demander si les ressources que les pays développés et les grandes firmes industrielles mobilisent pour faire face au coût de la crise ne pourraient pas être mieux utilisées ? Ne pourraient-elles être affectées au financement d'une production industrielle destinée à l'Afrique et au tiers-monde ? Cette production additionnelle ne serait-elle pas largement payée par la résorption du gaspillage actuel et par une meilleure affectation des ressources ? Il y a des raisons de le croire.

Voilà le paradoxe sur lequel je voudrais que l'on réfléchisse. N'y a-t-il pas là les bases d'une action sans précédent ? Peut-être serait-il possible, par une politique judicieuse, d'employer les capacités iodustrielles sous-utilisées des pays industrialisés pour fournir, à des conditions avantageuses, les produits manufacturés dont les pays pauvres ont besoin pour relancer leur production ? Ce serait là, alors, la démonstration que les crises sont solidaires et qu'il est possible de tirer parti de la crise industrielle au Nnrd pour mieux faire face à la faim au Sud.

A partir de ces réflexions, je propose que l'on essaye d'aller plus loin et je serais heureux que la FAO apporte son soutien à une telle expérience si un consensus des pays africains et des pays donateurs se dégageait pour l'encourager.

Je ne sous-estime pas les difficultés pratiques de cette entreprise, mais il existe déjà un capital d'expérience en matière d'aide en nature. L'innovotion consisterait à donner une forme durable à cette nide et à lui garantir un approvisionnement beaucoup plus large par une meilleure utilisation des capacités industrielles du Nnrd. Les pays dnnateurs seraient-ils alors prêts à réaffecter une partie de leur aide, jusqu'à présent largement donnée sous forme alimentaire, à cette entreprise ? Je pense qu'ils y trouveraient un intérêt à lnng terme. Une aide en nature, limitée dans le temps et attachée à une relance durable ne risque pas, en effet, de mettre en péril la liberté des échanges extérieurs et intérieurs du continent. Ce serait, au contraire, l'intérêt bien compris des exportateurs que d'apporter leur soutien à l'aide ainsi proposée. Ils prépareraient de cette manière des marchés futurs, qui n'existent pas faute de pouvnir d'achat et de solvabilité. Ce serait également l'intérêt du commerce local, car mieux vaut coopérer que dépérir.

La relance de l'Afrique est une œuvre de longue haleine. Les mobilisations qui se sont faites lors des famines ont témoigné d'une immense générosité. Mais il ne faut pas en rester à ces manifestations exceptionnelles. Il nous faut partager le sentiment d'impuissance des gouvernemeots et des populatioos d'Afrique qui, pour l'heure, n'ont d'autre choix que de se plier aux conditions de leurs créanciers, de se soumettre davantage aux forces des marchés mondiaux ou d'attendre une aide problématique. Relever ce défi serait affaire d'imagination, de bonne volonté et de continuité. Je ne doute pas que cela soit possible.

ÉDOUARD SAOUMA.

(3) AID : Agence internationale de développement, filiale de la Banque mondiale (Washington).

(4) FAD : Fonds africain de développement de la Banque africaine de développement (Abidjan).

(5) FIDA : Fonds international de développement agricole (Rome).


(Guy Le Querrec-Magnum)

A LA FAUCILLE, MOISSON DANS UNE RIZIÈRE DU TCHAD
Fournir à bas prix des outils simples, onéreusement stockés en Europe

Les conditions d'un redressement

Par CLAIRE BRISSET

L'AFRIQUE est-elle un continent perdu ? Perdu pour une production agricole soutenue, pour l'autosuffisance alimentaire, bref, pour la survie économique ? Tant de réponses décourageantes ont déjà été apportées à ces questions, parfois pour des raisons qui tenaient plus à l'émotioo qu'à l'enquête, que l'Orgaoisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a décidé, eo 1984, de mener une étude de vaste ampleur sur ce sujet.

Cette étude, qui sera rendue publique le 8 septembre lors de la quatorzième conférence de la FAO pour l'Afrique, organisée à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) (1), aura demandé plus d'un an de travail. Ses résultats sont à la fois accablants et revigorants. Accablants, parce que le constat dressé de la situation agricole du continent reste des plus sombres, malgré les bonnes récoltes de 1985 ; revigorants, parce que, estime la FAO, l'Afrique peut, sous certaines conditions, produire plus, beaucoup plus qu'aojourd'hui.

Eo l'an 2010, c'est-à-dire dans moins de vingt-cinq ans, si les tendances actuelles persistent, la situation alimentaire de l'Afrique *« sera pire encore qu'au plus fort de la famine de 1983-1985 »*, écrivent les aoteurs de l'étude. Le taux d'autosuffisance ne sera plus alors que de 48 % en Afrique du Nord et de 80 % à 87 % ao sud du Sahara (2).

Ce constat repose sur les projections de la situation actuelle et sur une analyse serrée de l'enchaînement des facteurs depuis les années 60. En tête de ces facteurs, la FAO place la trop faible priorité qu'ont constamment accordée les pays africains à l'agriculture : celle-ci, qui assure plus de la moitié du produit intérieur brut du continent, reçoit moins de 10 % des budgets de la plupart des Etats. Puis vient le facteur démographique. La population a doublé depuis 1960 ; elle frôle aujourd'hui les 400 millions d'habitants : au rythme – le plus élevé du monde – de 3 % d'augmentatioo annuelle, elle atteindra le milliard dans un quart de siècle, au prix d'un gonflement démesuré des villes.

Or, parallèlement à cette expansion démographique, la superficie des terres arables a régressé, malgré l'intense défrichement et la déforestation : plus de 4 millions d'hectares sont dégradés ou défrichés chaque année. Le recul de la forêt se fait donc au profit non des cultures mais du désert qui, lui, ne cesse d'avancer. Déforestation, désertification, sécheresse persistante aussi, depuis le milieu des années 50, avec des « pics » aigus depuis quinze ans.

S'ajoute à cela la faiblesse du progrès technologique : il n'y a pas eu, en Afrique, de « révolution verte » comparable à celle de l'Asie. En outre, depuis 1980, les cours mondiaux des produits de base qu'exporte le continent se sont littéralement effondrés. L'Afrique a dû, néanmoins, continuer d'importer une part croissante de sa nourriture et une quantité de biens de consommation courante.

D'où le poids chaque année accru de la dette : la FAO estime que celle-ci absorbait déjà 12 % des recettes d'exportation du continent en 1980-1983 et que ce pourcentage atteindra 21 % en 1987. Les importations agricoles, à elles seules, dépassent annuellement les 5 milliards de dollars et ne cessent de croître, absorbant les deux tiers des recettes tirées des exportations agricoles. Si rien ne change, d'ici à 2010, le déficit céréalier de l'Afrique aura quintuplé et l'aide alimentaire extérieure devra être multipliée par dix, ne serait-ce que pour maintenir les niveaux actuels de consommation, déjà trop faibles.

La sous-nutritioo apparaît ainsi comme une conséquence généralisée de cet enchaînement. La ration quotidienne moyenne de l'Africain est la plus faible du monde : 2 150 calories par jour et par personne, 1 500 même dans certains pays (contre 3 500 en Amérique du Nord et en Europe).

Enfin, l'aide extérieure permet-elle d'atténuer ces chocs cumulés ? Jusqu'à présent, elle n'est parvenue qu'à parer à certaines urgences et elle doit, impérativement, être profondément repensée *(lire, ci-dessus, l'article de M. Edouard Saouma)*. Mais elle ne saurait se substituer à d'autres réformes de structures, d'ordre interne, que propose la FAO.

L'avenir, tel qu'il ressort de ce constat, est en effet inacceptable, rappelle l'Organisation. Inacceptable, évidemment, pour les intéressés mais aussi pour le reste du monde, où la production ne cesse de croître. Les stocks mondiaux de céréales atteignent ainsi aujourd'hui le total jamais égalé de... 362 millions de tonnes, soit 21 % de la consommation bumaine, conservés « en réserve (3) ».

Les moyens pour les paysans

A la lumière de ces chiffres, l'Afrique paraît ainsi plongée dans une profonde obscurité et dans le marasme. Pourtant, il n'est pas inconcevable d'imaginer pour elle un *« scénario de progrès »*, pour reprendre l'expression de la FAO.

Scénario de progrès qui consisterait d'abord à valoriser les terres en accroissant fortement leur productivité (plus qu'en étendant les surfaces cultivées). Pour ce faire, il conviendrait d'utiliser sans délai des variétés améliorées de céréales, de légumineuses, adaptées à l'écologie africaine. *« Dans la plupart des pays,* lit-on dans ce rapport, *il serait possible d'inverser la tendance au déclin de la production d'aliments de base par habitant. »*

Mais il y a à cela plusieurs préalables : cesser d'épuiser les sols, remplacer la culture itinérante par des plantations (ce qu'a fait la Côte-d'Ivoire), multiplier les mesures contre l'érosion, réglementer strictement les pâturages, protéger les forêts. Tout cela implique, à l'évidence, une dnmestication de l'eau qui, pour l'Afrique sèche, suppose un effort d'irrigation que l'on n'a guère, jusqu'à présent, envisagé que sous l'angle des « grands projets ». Projets pharaoniques, parfois démesurés, parfois inexploitables.

Les projets villageois, la modernisation des techniques traditionnelles, l'encadrement des agriculteurs ont été bien souvent négligés. Ils sont pourtant essentiels au développement rural, comme l'est toute une politique d'incitation des paysans : soutien des prix aux producteurs, mise au point de formules de crédit adaptées, amélioration de la jouissance des terres.

Ce dernier point est crucial car, avec l'effacement du droit coutumier dans lequel la propriété du sol était collective, et avec l'apparition d'un marché de la terre, on assiste à une concentration croissante de la propriété et à une aggravation du phénomène des paysans sans terre.

Mais aucun effort ne sera durable si les paysans ne peuvent écouler leurs produits : si – ce que l'nn observe actuellement – des surplus coexistent avec des famines localisées, faute de moyens de transports, de stockage et de commercialisation, et si les paysans ne disposent pas des intrants indispensables. L'aide extérieure peut jouer ici un rôle crucial. A ce propos, le rapport souligne que, *« au moment où l'Afrique traverse la crise économique la plus grave qu'elle ait jamais connue, et où le revenu par habitant fléchit de 1 % par an, le montant de l'aide par habitant diminue d'au moins 3 % »*.

Le redressement agricole de l'Afrique est possible, conclut la FAO. Par exemple, des techniques simples de récolte de l'eau, déjà expérimentées avec succès au Burkina-Faso, pourraient permettre d'exploiter quelque 50 millions d'hectares de terres labourables dans les régions semi-arides du continent. Si la moitié seulement de cette superficie était plantée en céréales, l'accroissement de la production pourrait être de 10 à 25 millions de tonnes, chiffre comparable au déficit céréalier actuel de l'Afrique noire. Un tel « décollage » pourrait ne pas être du domaine du rêve.

(1) *L'agriculture africaine : les vingt-cinq prochaines années*, FAO, Rome, 8 septembre 1986.

(2) Ce dernier pourcentage semble relativement élevé pour l'Afrique noire. Il recouvre en fait de très fortes disparités entre les pays du Sahel, très démunis, et ceux de la zone équatoriale, beaucoup moins défavorisés sur le plan nutritionnel.

(3) *World Food Report 1986*, FAO, Rome (publication annuelle, à paraître en français sous le titre : *La situation alimentaire mondiale, 1986*).

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Le grand bazar

DÉCIDÉMENT, le modèle « entreprise » gagne partout du terrain. Les organisations non gouvernementales, longtemps vouées à l'aide bénévole grâce au libre concours de leurs adhérents, n'échappent plus au « conraintes du marché ». Il faut promouvoir le « produit » auprès de généreux et anonymes donateurs. Entrent alors en action toutes les techniques de la mercatique... et que le meilleur l'emporte. La faim deviendrait-elle une sorte de valeur à faire fructifier ?

Par CHARLES CONDAMINES

Le président de la Banque moodiale les a gentiment appelées *« les Rabins des bois du développement »*. Ministre, M. Jean-Pierre Cot a estimé oécessaire de les encourager. Et M. Michel Guillou, le spécialiste du RPR pour les questions de coopération, a récemment conclu qu'*« un parti pris idéologique avait conduit à surestimer leurs potentialités* (1) ». La vague libérale qui submerge la plupart des pays occidentaux devrait, par contrecoup, permettre le renforcement des organisations privées de coopération ioternationale.

Pour les ennemis du toot à l'Etat, par l'Etat et pour l'Etat, les organisations qui se définissent comme « noo gouvernementales » (ONG) devraient jouir d'un grand capital de prestige et de sympathie. Et le refus partagé de s'inscrire dans la logique du pouvoir et de la puissance devrait fonder une sorte de solidarité entre toutes les composantes de la société civile qui, sans but lucratif, veulent œuvrer dans le champ de la coopération internationale. Il o'en est rien. Le *« parti pris idéologique »* avec lequel M. Michel Guillou nous dit qu'il faot *« en finir »*, c'est le tiers-moodisme. Dès lors, il y a les bonnes ONG : elles sont à la fois *« concrètes et pragmatiques »*. Et il y a les autres ; celles que, bieo enteodu sans aucun parti pris idéologique, la fondatinn Liberté sans frontières (LSF) a accusées de *« foire de la politique »* et décidé de combattre. Et il est vrai que certains porte-parole de cette fondation n'oot pas fait de quartiers : les termes de l'échange ? Une imposture. Le tiers-monde ? Une illusion, un non-être ou un bon jeu de mots à la tragique et regrettable destinée. L'Occideot ? Uo précieux et fragile modèle à imiter par tous. Les coupables de la faim et de la guerre ? Les tiers-mondistes, et les dirigeants du Sud qui appliquent leurs recettes.

Uo momeot, on a pu croire que la robe sans couture de l'humanitarisme allait se déchirer au grand jour. Rapidement, il apparut que, dans ce jardin préservé où ne doiveot pousser que les fleurs des bons sentimeots, il oe fallait pas jeter trop de pierres. Sous peine de suicide collectif. Personne ne voulant porter ce ebapeau-là, la polémique est devenue plus feutrée. Les derniers documeots publiés par LSF soot plus tempérés. Certains de ceux qui avaient pris le départ de la croisade o'ont pas tardé à refuser *« de servir aussi naïvement la draite la plus conservatrice* (2) ».

M. Yves Lacoste (3) a maintes fois invité les parties en présence à s'unir contre l'extrême droite raciste. M. Bernard Kouehner s'est fait encore plus coociliant : les ouvrages de M. Pascal Bruckner ou de M. Carlos Rangel ne soot eo rien cootradictoires avec ceux de MM. Jean-Pierre Cot ou Edgard Pisani (4) ; tout compte fait, personne ne sait ce qu'il faut faire. Et comme il faut pourtant faire quelque ebose, seule nous reste la charité. A condition qu'elle soit vigoureusement modernisée. Au diable donc les quêtes et les sermons dans les églises. Viveot les *mailings* et la télé.

S'il est sans intérêt d'oviver d'ioutiles polémiques, il serait tout aussi décevant de noyer le poisson. Sans vouloir aucunement reprendre l'ensemble du dossier, peut-on avancer quelques remarques ? On va le voir, les façons de dire et de faire peuvent aussi permettre de mieux comprendre le fond du nécessaire débat.

Du point de vue historique, nn peut *grosso modo* distinguer deux générations d'ONG. La plus ancienne date de la première décennie du développement. L'impulsion de départ vint, le plus souvent, d'instances nfficielles : pour le Comité français contre la faim, ce fut la FAO (1960) ; pour l'Association française des volootaires du progrès (AFVP), le ministère de la coopératioo (1963), pnur le Comité catholique contre la faim et pour le développemeot (CCFD), le pape Jean XXIII (1961). La section française de Terre des Hommes est créée eo 1963, et e'est eo 1965 que M. Armand Marquiset fonde Frères des hommes.



(Laurent Maous-Gamma)

OMAR KHALIFA, AMBASSADEUR DE SPORT AID DANS LES RUES DE PARIS
Il faut aussi des athlètes, pour se construire la meilleure image de marque

La deuxième génératinn date des années 70. C'est celle des « sans frontières ». Après les médeeins et en l'espace de quelques années, presque toutes les professinns ont adopté ce label.

« Lorsque je veux informer l'ensemble des associations tiers-mondistes de mon département, je dois envoyer plus de soixante lettres », confiait récemment un ami angevio. Petites ou grandes, ancieones ou nouvelles, nationales nu locales, confessinnnelles nu laïques, indépendantes nu rattachées à un syndicat, une municipalité, une entreprise, un parti politique ou une Eglise, avec ou sans volontaires, de courte ou de longue durée, spécialisées ou nnn sur un village, un pays nn un cootinent du Sud, cooceotraot ou noo leurs effnrts sur un domaine particulier (santé, éducatinn, agriculture, enfance, alimentation), les ONG sont en France aussi nombreuses et diverses que les variétés de fromage et les sujets de méconteotement. On les compte par milliers. Le vnlume d'activités salariées ou bénévoles qu'elles canalisent est très coosidérable (5) : des réuoions internes ou publiques par dizaines de milliers, des bulletins par millions, des *mailings* par dizaines de millinns et le montant cumulé de leurs ressources financières s'élève à 1 300 millions de francs (6).

Antant qu'on puisse en juger en l'état actuel de la recherche, la tendance est à la hausse. Comparé aux performances des partis, syndicats, associations de culture populaire, mouvements écologistes ou féministes, le tiers-mondisme semble plutôt bien se porter.

Puisque nous sommes en démocratie, il est normal que ce milieu soit oussi un lieu de lutte pour le pouvoir. Et dooc que les hommes ou les appareils politiques élaborent des stratégies spécifiques pour en capter le poteotiel symbnlique ou électnral. Lorsque M. Christian Nucci rassemblait sous la houlette de soo ministère les projets des ONG pour les présenter aux collectivités locales, la qnestion se posait de savoir qui manipulait qui. Et ootamment si les ONG ont besoin de passer par le ministère pour atteindre les mairies et les régions. De même, ceux qui avaient soupçonné d'arrière-pensées politiciennes certains promoteurs de Liberté sans frontières ne s'étaieot sans doute pas trompés. Le docteur Malhuret est anjourd'hui membre du gouvernement de M. Jocques Chirac. Cela prend, pour certains, l'allure d'une récompense ; pour d'antres, celle d'une trahison. Et dire que *Paris-Match* l'avait présenté, avant les élections de mars 1986, *« comme un homme à la sensibilité de gauche* (7) ».

Nul doute que l'offensive actuellement menée contre le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) n'obéisse aussi à des préoccupations hexagonales et électoralistes. A force d'entendre les interpellations des Eglises du tiers-mnnde, et notamment d'Amérique latine, le centrisme démocrate-chrétien s'était laissé contaminer par la gauche... Il fnllait done réagir. C'est aujourd'hui ehose faite.

En France, il semble que le volume des transferts privés en direction du Zambèze soit en augmentatinn. Mais le marché de la collecte de fnnds o'est évidemment pas extensible à l'infini. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, l'évolution est plutôt décevante : en monnaie constante, les ressources propres des ONG n'oot pas augmenté. Au cours des dix dernières années, elles ont même diminué de 200 millions de dollars. Ce qui a beaucoup ougmenté, en revanche, ce sont les snbventions accordées aux organisations bénévoles par les gouvernements des pays riches.

Le cas des Etats-Unis est particulièrement significatif de ce phénomène et sans doute annonciateur d'un retournement de tendance en Europe *(voir le tableau ci-dessaus)*. Dans la maison mère du libéralisme, 1 franc investi dans un premier envoi postal destiné à récolter des dons ne rapporte plus que 25 centimes. Les prévisions de ceux qui vont prendre des leçons de *fund raising* à New-York sont unanimes dans le pessimisme : sur le marché français de la faim, la concurrence va devenir encore plus féroce. En France nussi, les fonds collectés auprès des particuliers vont coûter de plus en plus eher. Seuls ceux qui auront pris de l'avance et otteint une taille *suffisante pourront survivre*. La révolution industrielle est en marche. Malheur à ceux qui en seront restés ou stade de l'amateurisme et de l'*artisanat*. *Il est done vital* d'occuper de bonnes positions. Le vent est encore porteur, mais pas pour longtemps. Tout récemmeot une ONG, et non des moindres, o investi dans un seul « publipostage » une somme largemeot sopérieure à son ehiffre d'affaires aonuel.

Dans de telles circonstances, la collecte de fnnds se professionnalise et impose sa logique à toutes les nutres activités : la propagande prend le pas sur l'informatinn, et, ou niveao du fonctionnement, le modèle « entreprise » étouffe la vie proprement associative.

A l'aide de tests comparatifs, d'études de marché et autres techniques, les spécialistes de la mercatique et de la communication ont vite fait de démontrer qne, s'il s'agit d'obtenir de l'argeot, ce sont la physionomie et les attentes du donateur qui doivent dicter la conduite à tenir. C'est à lui et de lui qu'il faut d'obord parler. Et pour eela, d'abord, bien le connaître. Alors seulement oo pourra déterminer le contenu même du message, son illustration, son degré de personnalisation, etc. Il faut le traiter comme une entreprise traite un client : e'est-à-dire lui proposer uo « produit » spécialement conçu pour le séduire. L'offre de don doit être ojustée à la propension à donner. La demande à prendre en compte est donc celle du dnnateur désireux de donner, et non pas d'abord celle de partenaires du Sud. Comme à La Redoute, l'essentiel de la transaction se passe par correspondance. La scicoce et la technique de la mercatique ajoutent ainsi nn nouveau fleuron à leur couronne : le commerce du don.

L'argent des autres

BIEN entendu, le reodement de chaque npératinn dépend de la notoriété de l'opérateur. Emportera les plus grosses parts de marché celui qui fera davantage parler de lni, sera mieux connu et aura su se construire la meilleure image de marque. Dès lors, chaque association a tendance à croire – et surtout à faire croire – qn'elle est la meilleure, la plus efficace, la plus moderne. La preuve de sa supériorité étant avant tout constituée par le nombre de *ses passages à la télé*. C'est là une affaire de carte de visite et de relations essentiellement parisiennes ; une affaire d'argeot : pour payer la publicité non rédactionnelle et les frais de coproduction nu de coreportage ; une affaire d'opportunité aussi : par exemple, lorsque se produit un accident aérien, il peut être ntile d'annoncer de toute façoo qu'un volootaire se trouvait à bord. Quitte à devoir démentir par la suite. Cela fera deux mentions ou lieu d'une. Enfin, il est des npérations qui se « vendent » ou passent mieux que d'autres ; e'est notamment le cas des secours d'urgence.

(1) Michel Guillou, *Une politique africaine pour la France*, Albatros, Paris, 1986, p. 78. Voir page 2 l'article de Jacques Decornoy, « Un théoricien libéral de la coopération. »

(2) *Jean-Luc Domenach, la Croix* du 15 mars 1985. Voir aussi sa mise au point dans le compte rendu du premier colloque de LSF : *le Tiers-mondisme en question*, O. Orban, Paris, 1986, p. 153.

(3) Yves Lacoste, *Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes*, La Découverte, Paris, 1985.

(4) Bernard Kouchner, *Charité Business*, le Pré aux Clercs, Paris, 1986.

(5) Sur ce point on pourra lire, par exemple, Vaccaro, *la Bataille pour la générosité. Essai sur le financement privé des organisations caritatives ou de recherche*. Thèse de troisième cycle, Paris-Dauphine, 1985.

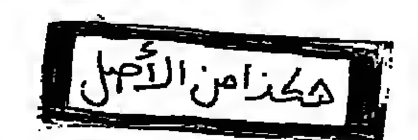
(6) C'est l'estimation effectuée après enquête par la Commission coopération-développement, Paris, 1986.

(7) P. Forestier, « Les impostures du tiers-mondisme », *Paris-Match*, février 1985.

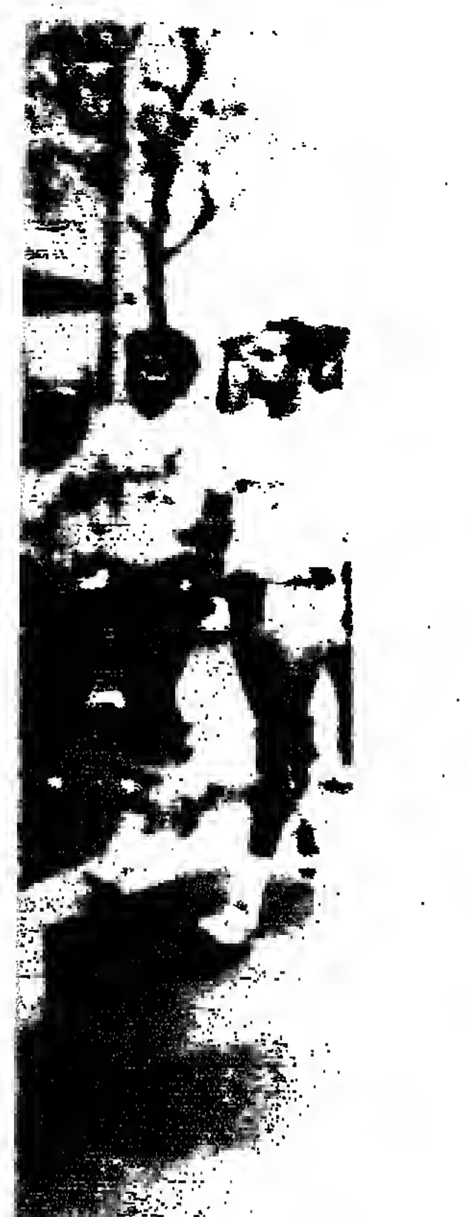
LA PART CROISSANTE DES SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES DANS LES RESSOURCES DES ONG
(Fonds propres et subventions reçues des gouvernements, en millions de dollars constants de 1982)

Pays	Fonds propres		Subventions publiques		Total	
	1973	1983	1973	1983	1973	1983
Australie	30	38	0,25	12	30	50
Belgique	21	35	10	32	31	67
Canada	123	125	20	118	143	243
France	12	44	–	17	12	62
RFA	287	398	–	190	287	588
Japon	15	27	1	28	16	54
Pays-Bas	30	120	–	97	30	217
Royaume-Uni	101	106	6	5	107	121
Suède	34	83	11	40	45	123
Etats-Unis	1 760	1 272	–	573	1 760	1 845
Ensemble OCDE	2 550	2 408	72	1 217	2 621	3 624

NB. – De 1973 à 1983, la part des subventions dans les ressources totales des organisations non gouvernementales des pays de l'OCDE est passée de moins de 3 % à 34 %. La part de ces mêmes organisations dans l'aide au développement a baissé de 14 % à 11 %.
Source : OCDE, Comité d'aide au développement.







ET POLITIQUE-SPECTACLE

de la charité

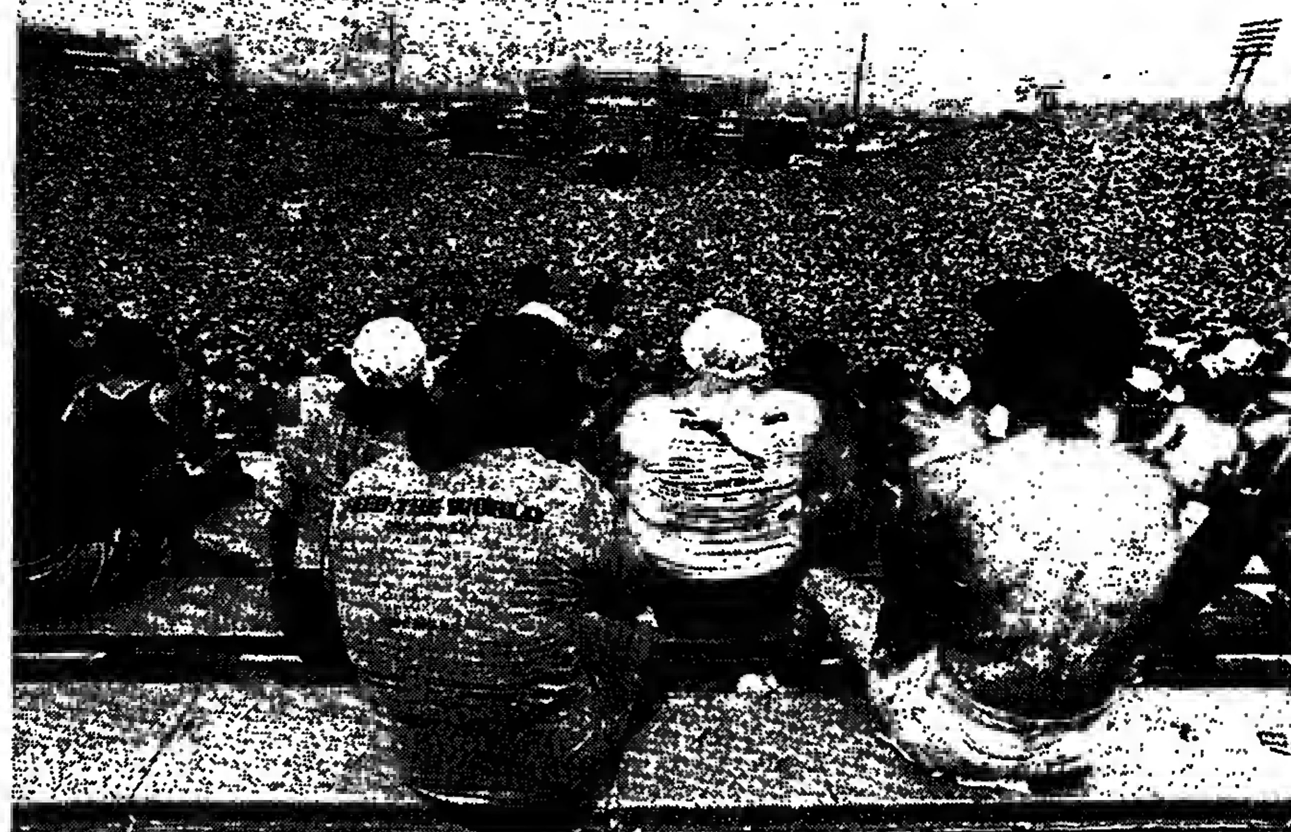
La primauté accordée à l'efficacité financière tend à écraser la vitalité associative. Le statut juridique, généralement emprunté à la *loi de 1901*, devient une coquille vide. Les donateurs remplacent les cotisants, et les directions nationales travaillent de plus en plus avec l'argent des autres. S'agissant d'informer un large public ou de « collecter des fonds », les performances réalisées par les membres actifs à la base, sont évidemment dérisoires par rapport à celles des staffs nationaux mieux équipés. Certains continuent cependant à « galérer » dans leur coin. D'autres se découragent. Beaucoup tentent de freiner une « modernisation » souvent jugée indispensable par les dirigeants. Un certain nombre, enfin, s'investissent dans l'éducation au développement, la multiplication des liens interpersonnels avec des partenaires du Sud, ou encore le *lobbying* auprès des décideurs politiques ou économiques.

Pour ceux-là, le Nord n'est pas seulement un lien d'approvisionnement logistique. Il n'est pas peuplé que de donateurs réels ou potentiels. Ceux qui y habitent sont aussi des consommateurs, des producteurs, des citoyens et des contribuables.

On peut évidemment rêver d'un monde idéal, mais il est improbable qu'un gouvernement subventionne une ONG qui se mêlerait de critiquer sa politique de coopération. Au Canada, le SUCO en a récemment fait la douloureuse expérience. De même, si une entreprise est dénoncée pour avoir exporté au Sud des médicaments ou des pesticides interdits dans le pays d'origine, il est prévisible qu'elle ne donnera ni argent ni fertilisant à ses détracteurs. C'est la règle du jeu.

Le don est par essence désintéressé et libre. Comme Dieu lui-même. Il peut tout au plus être attendu ou demandé. Personne n'y a droit, sous peine de voir anéantie la souveraineté du donateur. Si le don est exigé, alors la justice pointe le bout de sa griffe, les mains se ferment et les poings se lèvent. En Europe, ça fait un peu vieux jeu de s'exprimer ainsi. Mais, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, c'est notre modernité à nous qui, pour beaucoup, semble avoir subitement perdu le nord et la mémoire.

Là-bas, la faim continue d'être un fléau à combattre. Ici, elle a tendance à devenir un instrument de notoriété. Une sorte de valeur à faire fructifier. La faim, ça marche et ça fait marcher ! Au hit-parade du bruit et des images, elle atteint aujourd'hui des sommets. Et il n'est pas très éloigné le jour où l'on verra des volontaires vêtus aux couleurs d'Adidas ou de Coca-Cola distribuer des tablettes protéinées offertes par Nestlé, ou des jouets militaires frappés aux insignes de Dassault. Décidément, les temps changent. Hier encore, certains tiers-mondistes avaient, non sans succès, accusé la firme suisse de « tuer des bébés ». Ceux-là appartenaient à la première génération d'ONG. Celle qui avait commencé par transférer des couvertures et des boîtes de lait à Calcutta ou à Recife. Soucieuse de ne pas retomber *dans les errements colonialistes* et à l'épreuve du terrain, elle avait rapidement renoncé à intervenir dans le tiers-monde comme dans un espace vide offert à la libre entreprise des Blancs. Le terrain des urgences avait donc été quelque peu délaissé au profit des actions de développement. La deuxième génération l'a redécouvert, ou en tout cas occupé. En faisant ou en laissant croire que ce type particulier d'intervention était l'alpha et l'omega de toute aide au tiers-monde.



(Tom Mikalek-Sygma)

UN CONCERT A PHILADELPHIE AU PROFIT DE L'ÉTHIOPIE (JUILLET 1985)
« L'idée de donner à ceux qui ont faim est une idée excitante, on peut la vendre comme un bon disque de rock » (Bob Geldof)

Les catastrophes naturelles (tremblements de terre, *inondations*, sécheresses...) ou politiques (guerres, déplacements massifs de population...), il y en a toujours eu, et sans doute y en aura-t-il toujours. *Pour continuer* à intéresser un public menacé d'accoutumance, les reporters rivalisent d'audace, et l'on ne sait plus jusqu'où peuvent reculer les *limites* de l'horreur. On se l'est demandé, par exemple, avec la mort en direct sur notre écran d'une petite fille colombienne.

Ceux qui ont la chance, les relations ou l'à-propos nécessaires pour faire incruster leur numéro de CCP sur de telles images recevront des milliers de chèques. *Surtout s'ils sont les premiers.* Des volontaires blancs s'activant parmi les décombres, les cadavres et les blessés augmenteront encore le rendement *financier de l'annonce. Le processus* d'identification si cher aux publicitaires peut alors jouer à plein ; il n'y a ni solution de continuité ni frontière *entre ceux qui partent* et ceux qui restent. Ils sont du même monde et, par leur effort commun, ce monde devient le monde entier. Quand les nouveaux missionnaires sont sur place, ils deviennent la courroie de transmission, le prolongement de la générosité de ceux qui sont restés. Quoi de plus gratifiant ?

Lorsque, à la *suite d'un* accident, un homme est en train de mourir dans un fossé, il est, par définition, incapable de se sauver lui-même. S'il n'y a pas d'intervention extérieure, si les secours n'arrivent pas à temps, il est perdu. Il importe donc que l'alarme soit donnée, les voies d'accès impérativement dégagées et les sirènes assez bruyantes pour être entendues. Il est vital que les ambulanciers ne perdent surtout pas de temps à discuter du pourquoi et du comment de l'accident. A la limite, s'ils arrivent à temps, qu'importe que les « commandos » soient blancs ou noirs ? L'important est qu'ils ne soient retardés par aucune frontière.

« Une idée fugace mais très belle »

S'AGISSANT de l'aménagement (pour ne pas dire l'*ouverture*) des voies du développement, les choses sont bien différentes. Tout d'abord, les médias en parlent moins : trop banalement quotidien. La création d'une coopérative de pêcheurs, l'inauguration d'une banque de céréales ou la constitution d'une centrale d'achat par des artisans ruraux ne font pas un « scoop ». Pas même un titre. Surtout, le « développement » n'est pas comme un objet que l'on déplace sur une table ou sur une carte. Il ne peut être apporté de l'extérieur. Un groupe humain n'est pas un négatif photographique : il ne peut être « développé ». S'il n'est pas lui-même le maître d'œuvre de son devenir, il n'y aura pas de développement. Cela, les ONG les plus anciennes l'ont découvert, et cette découverte est devenue l'une de leurs convictions les plus vivaces. La pratique du partenariat est à leur niveau ce que la revendication d'indépendance nationale est aux Etats. Certes, il y a faute à ne pas porter assistance à personne en danger.

Mais, s'agissant du développement, il *importe* aussi de ne pas se comporter comme si l'on était partout également chez soi.

Dès lors, il y a au moins deux acteurs et deux initiatives, séparés par de nombreuses frontières. Et celles-ci ne sont pas seulement étatiques. En tout cas, le partenaire du Sud n'est pas seulement un corps sous perfusion, un tube digestif à remplir ou une main tendue. Ni une victime muette à force d'être exsangue et décharnée. Sur le pourquoi et le comment de sa situation à lui, il a des tas de choses à dire, et il est indispensable de prendre le temps de l'écouter. Parfois même, il arrive qu'il demande des comptes : *« Si vous devez nous vendre pour avoir de l'argent*, confiait récemment un ami indien, *nous ne voulons pas de votre argent. »* Ou encore, tel évêque brésilien, au plus fort de la sécheresse du Nordeste et à propos de l'aide alimentaire envoyée par l'étranger : *« Nous ne sommes pas des cochons dont il suffirait de remplir les auges. Ce que nous voulons, c'est la réforme agraire. »* Bien sûr, ils ne sont pas non plus des anges. Et il arrive que *certains discours* d'ONG *donnent* à penser que, en dehors des paysans organisés à la base, il n'y ait que des démons. Ce culte-là ne vaut guère mieux que *celui du prolétariat*, du progrès technique ou du marché.

Il reste que les sirènes des pompiers font beaucoup de bruit. Beaucoup plus que les pelles et les pioches des cantonniers du développement. Il reste, surtout, que la coopération pour le développement n'est pas une succession de *cris, images chocs* ou *opérations* commandos. Comme la faim qu'il s'agit de vaincre : elle ne se réduit pas à une succession de famines ou d'accidents climatiques. *Fussent-ils spectaculaires !*

Si le Sud n'est pas encore, Dieu merci, un immense camp de récupération nutritionnelle, s'il est réellement habité par des gens, il n'est plus un terrain d'aventures, d'évasion, d'exercice ou de dévouement pour les enfants gâtés de la planète. Et, au sens strict, il *n'y a pas deux milliards d'hommes* dans la salle d'attente de nos médecins. Par sa nature même, l'aide d'urgence tend à faire croire le contraire. Ecouter *et aider ceux qui, là-bas, revendiquent* pouvoir, dignité, égalité et liberté n'est pas chose facile. Manifestement, le champ de la nécessaire éducation au *développement ici* n'a pas encore été labouré dans toutes ses profondeurs et largeurs. Mais le doit-il ? Et le peut-il ?

En cas d'urgence, la motivation a la *force catégorique* de l'*évidence* : elle est indiscutable. On ne peut pas ne rien faire. S'agissant du développement, les choses se compliquent : la politique, la culture, l'histoire, l'économie, la démographie, se conjuguent sans venir à bout d'une situation concrète irrémédiablement complexe ; la « charité » s'y perd ou, en tout cas, elle éprouve le sentiment d'y perdre sa pureté et l'évidence de sa motivation. Mais, justement, la théorie sous-jacente indique clairement qu'elle n'a rien à faire là-dedans.

Car l'économie (de marché) a ses règles. La politique aussi. Il ne faut pas vouloir changer le monde. Le conserver est déjà bien assez. Et, à la limite, il se conserve tout seul. Laisser librement jouer les mécanismes propres à chacun des secteurs de la vie sociale, et tout ira bien. Ou, en tout cas, le mieux possible. Rien n'est pire que de mélanger la morale ou la religion (charité privée) avec la politique ou l'économie. De ce point de vue, rien n'est plus aberrant et dangereux que les fondamentalismes ou intégrismes en tout genre, qu'ils soient musulmans ou catholiques (théologie de la libération, etc.). Gare aux ONG qui, par ingéniosité, aveuglement, générosité mal comprise, confusion des genres ou culpabilité morbide, continuent à vouloir se mêler de ce qui ne les regarde pas. Ou à soutenir ceux dont l'histoire enseigne qu'ils deviendront demain autant de tyrans.

Vouloir aller au-delà de l'aumône ponctuelle, c'est à coup sûr s'exposer à de monstrueux accouchements. Mais, encore une fois, il faut être moderne.

Le « marketing » (mercatique) est la clé de la réussite, et les entreprises privées doivent trouver dans ces pratiques humanitaires copieusement affichées de quoi améliorer leur image de marque.

La modernisation de la charité, c'est comme *le* progrès. On ne l'arrête pas. La troisième décennie du développement n'a pas encore enfanté une nouvelle génération d'ONG. Peut-être est-*elle tout simplement* en *train* de les soumettre toutes à la loi du spectacle, et aux ordres de ceux qui le font. Des sous-traitants, en quelque sorte ; en attendant de devenir peut-être de simples prétextes.

Il y a quelques mois, la direction de la troisième chaîne de télévision et celle de RTL se sont unies pour lancer *« les camions de l'espoir »* en faveur du Sahel. Plus récemment, un chanteur de rock, Bob Geldof, a défrayé la chronique internationale en organisant les concerts de Wembley et de Philadelphie. En France, l'idée a été reprise par les *« chanteurs sans frontières »*, et nous avons eu le disque pour l'Ethiopie et le concert de La Courneuve.

D'autres émules français du même Bob Geldof ont ensuite décidé de frapper un grand coup en direction des enfants. Tout devait être bouclé en un mois. Au Café du commerce, on en a sans doute moins parlé que de Coluche et de ses restaurants du cœur, mais l'opération School Aid est d'ores et déjà annoncée comme un succès. En quelques jours, quelque sept cent cinquante mille jeunes scolaires se sont mobilisés pour remplir et envoyer en Afrique des sacs de lentilles, de farine et de sucre. Pour Bob Geldof, *« la seule question est de savoir si nous sommes prêts à regarder, de nos fauteuils, des enfants mourir de faim. Si oui, nous n'appartenons pas à une société humaine »*. Comment ne pas être d'accord ?

Coluche était un homme de cœur et, au sens noble du terme, un bon amuseur public. Il n'était pas ce qu'il est convenu d'appeler un spécialiste de la pauvreté et des problèmes sociaux. Pas plus que Bob Geldof n'est un expert en matière de développement. Mais, pour lui, *« l'idée de donner à ceux qui ont faim est une idée excitante, on peut la vendre comme un bon disque de rock »*. Les responsables de FR3 et de RTL ont dû tenir un raisonnement à peu près semblable ; et, en l'espace de quelques heures, ils ont collecté plus de 50 millions de francs. Peu de chose, en vérité, en regard des millions de dollars *rassemblés par Band Aid.*

Les pauvres ne sont la propriété de personne. Sauf, peut-être, des dames patronesses et des dictateurs. Pour *intervenir dans le domaine* de la *nécessaire* charité, il n'est pas besoin de montrer patte blanche ou de demander un visa aux professionnels de la chose ou à leurs bureaux d'études. Les besoins sont immenses et les bonnes volontés encore trop peu nombreuses.

Mais est-ce par jalousie ou pour préserver leur « fromage » que certaines ONG affirment que, ici comme ailleurs, la bonne volonté ne suffit pas ? Bob Geldof se dit encore préoccupé par l'idée que la dynamique lancée pourrait un jour s'institutionnaliser. Il tient absolument à ce que tout cela reste « *une idée fugace mais très belle* ». Un miracle, en quelque sorte. Un instant d'absolue pureté à l'irrévocable efficacité.

Assez de discours et de raisonnements, semble-t-on dire. Ce qu'il faut, c'est faire quelque chose, et tout de suite. C'est cela qui compte. C'est évident. Vouloir poser des questions sur le pourquoi de la pauvreté et le comment de sa disparition, c'est perdre du temps, briser l'élan du cœur et dangereusement compliquer les choses simples. De tout cela, on a assez parlé. La justice ? Voilà qui divise, et on sait où cela mène ! Quand il devient langage articulé, le cri perd de sa force et de son impact, dégénère en parlotes insipides ou en intellectualisme. Si la charité cherche à devenir lucide, si elle s'organise, si elle se donne les moyens de durer, elle se dévalue en incitation à la paresse et à la passivité. Elle y perd spontanéité et ferveur. Si elle veut être une réponse à des besoins exprimés par d'autres, elle se dilue en d'interminables auscultations. Si elle se soucie de tirer les leçons du passé, elle se décourage en d'interminables recherches. Au diable donc les experts et les compétences. Ce qui compte, ce n'est pas savoir où ça va et ce que ça produit. L'essentiel, c'est que ça parte. Et vite ! Il ne faut pas que ça dure. Si ça dure, cela devient très rapidement ennuyeux.

Il n'y a plus de tiers-monde

MÊME modernisées, même spécialisées dans les secours d'urgence ou l'envoi de volontaires, même obnubilées par la conquête du donateur, les ONG restent « branchées » sur le tiers-monde. Et donc, finalement, ennuyeuses. Dans cette mesure même. C'est pour cela qu'elles risquent d'être laissées dans l'ombre ou, en tout cas, au second plan, et le tiers-monde avec. En ce sens-là, Liberté sans frontières a raison d'affirmer que le tiers-monde n'existe plus. Les caméras doivent avant tout intéresser *le* public et, c'est bien connu, rien ne l'intéresse davantage que lui-même. Lorsque la troisième chaîne a lancé *« les camions de l'espoir »*, *nous en avons appris* bien davantage sur nos tablettes protéinées, l'adresse de nos conducteurs au volant et la générosité de certains constructeurs de poids lourds que sur les espoirs des habitants du Sahel : ils sont trente millions d'affamés, errant dans le désert, et voilà tout.

TF1 a consacré, le 21 avril dernier, tout un dimanche après-midi à la promotion de Care, une puissante ONG nord-américaine récemment installée en France. On peut bien sûr s'interroger sur les raisons qui ont conduit la chaîne à choisir une ONG pratiquement inconnue ici. Mais, plus fondamentalement, qu'avons-nous vu et entendu ? Eh bien, nous nous sommes regardés en train de faire le compte de nos bonnes œuvres et de soupeser affectueusement le poids de nos largesses. Pendant cinq heures. L'information concernant les activités de l'association n'a pas duré plus de cinq minutes. Elle a même dû être raccourcie de manière à permettre à M. Gilbert Bécaud d'enlever son costume et de le mettre aux enchères ; le fruit de la vente devant servir à soulager la misère du monde. Mais il était arrivé en retard, et les protagonistes du « show » étaient des vedettes sportives. MM. A. Prost, Y. Noah, J.-P. Rives, M. Platini, B. Borg, et beaucoup d'autres ont ainsi offert certains de leurs prestigieux équipements. Un maillot de Rocheteau a battu tous les records : 310 000 F. Tous les chèques étaient évidemment les bienvenus, de même que certaines *publicités : j'ai notamment retenu celle* des saucissons J. Bridou et celle de Milk Way, *« Le chocolat qu'on mange sans faim. »*

Quand il était à son apogée, le tiers-mondisme politique avait sommé le Nord de se mettre à genoux devant le Sud. Là-bas allait se lever le soleil des lendemains qui chantent. Là-bas allait naître l'homme nouveau. Là-bas, dans le sang des guerres de libération, l'humanité définitivement humaine se donnait à elle-même le baptême de tous les renouveaux. Tous les habitants du Vieux Monde étaient ardemment invités à se repentir et à faire pénitence. Et plus encore à hâter de leurs discours et de leurs deniers ce nécessaire avènement.

Aujourd'hui, nous sommes les meilleurs. Pères nourriciers et bienfaiteurs de la planète, c'est fou ce que nous savons donner et le plaisir que nous y prenons. L'homme blanc ne sanglote plus sur le malheur des Noirs. Ni sur le sien. Il se regarde et, comme Dieu après la création, il se trouve bien ; lui et ce qu'il fait. Il jouit, et il est seul. Quel progrès !

CHARLES CONDAMINES.

DESCRIPTION D'UN BAGNE AU MEXIQUE

Un évêque en enfer

L'Etat mexicain du Chiapas, situé au sud, sur la côte Pacifique et à la frontière du Guatemala, connaît depuis longtemps la violence et les conflits paysans. Les Indiens et les métis, qui, pour l'essentiel, peuplent cet Etat, ignorent souvent l'espagnol et sont fréquemment victimes de l'abus des autorités. Les actes d'injustice sont légion et divers groupes et bulletins les dénoncent régulièrement.

Actuellement, la violence prend, au Chiapas, des proportions inquiétantes, et quelques cas d'injustice apparaissent comme particulièrement révoltants. Par exemple, celui du docteur Roberto Gomez Alfaro, directeur de l'hôpital de Comitan, révoqué parce qu'il luttait pour *« une santé gratuite pour le peuple »* ; ou celui du journaliste Jorge Enrique Hernandez Aguila, arrêté en mai dernier parce qu'il se faisait l'écho des protestations paysannes ; ou encore celui de Teodoro Vasquez, un syndicaliste indien, en prison depuis 1980, faussement accusé d'avoir tué son père, lequel vient régulièrement lui rendre visite sans que cela modifie la décision des autorités.

Le Mexique est certes un Etat de droit, mais le Chiapas se trouve sans doute trop loin de la capitale pour que le cri des victimes de telles injustices parvienne aux oreilles des dirigeants du pays. D'autant que nombre de ces victimes sont déportées au sinistre bagne des îles Maria, un archipel tropical situé à l'ouest de Guadalajara, à 100 kilomètres au large de la très moderne et très chic station balnéaire de Puerto-Vallarta. L'évêque de San-Cristobal-de-Chiapas, Mgr Samuel Ruiz, a récemment rendu visite à ce bagne d'un autre âge afin d'apporter un réconfort spirituel aux prisonniers. Son témoignage est terrible :

IL y a, au bagne des îles Maria, beaucoup plus d'Indiens que de métis. Parmi les Indiens, ce sont les Tojolabals qui prédominent, bien qu'ils constituent le plus petit groupe ethnique du Chiapas. Cela révèle la violence des conflits qui les opposent aux puissants propriétaires terriens. Il y en avait plusieurs qui étaient à l'évidence innocents mais qui, par ignorance de la langue, n'avaient pu se défendre. Apparemment, la seule raison pour les déporter était la nécessité de vider les prisons du Chiapas pour les remplir à nouveau : c'était à l'époque où Xavier Coello Trejo était secrétaire du gouvernement du Chiapas, alors que la répression était l'une des plus vives qu'ait connues notre région ces derniers temps.

Un nombre considérable de prisonniers chiapanèques ont déjà purgé la moitié de leur peine, ce qui leur donne le droit d'être libérés, mais aucun ne l'a été. D'autres sont là pour un délit qu'ils n'ont pas commis ou sans même avoir été condamnés. Enfin, il y en a qui ont purgé toute leur peine et n'ont pas été libérés.

La discipline est rigide : lever tôt, à 4 heures du matin ; à 5 heures, répartition du travail et prise d'un bol d'*atole* (1) pour travailler jusqu'à l'heure du repas. Tous sont soumis à cette dure discipline, aussi bien les bagnards que leurs gardiens ; ceux-ci aussi deviennent pratiquement des détenus.

Lorsqu'arrive une « cordée », c'est-à-dire un nouveau groupe de prisonniers, chacun d'eux reçoit une raclée, afin qu'ils sachent que « là-bas » on ne plaisante pas. Dès l'instant de leur débarquement commence un traitement brutal pour qu'ils se soumettent, filent doux, et comprennent bien qu'ils n'arrivent pas dans quelque paradis mais qu'ils viennent pour expier. Cette violence a pour but de les mater d'emblée.

Le personnel de la marine a la responsabilité finale de l'ordre, mais il n'est pas directement en contact avec les détenus. C'est plutôt la police de sécurité et les contremaîtres qui sont les premiers responsables de l'ordre, de la discipline et du travail. Quand un déporté commet un délit, il voit sa peine aggravée. Pour un simple acte d'indiscipline, il est condamné au cachot.

Des détenus nous ont rapporté que, la nuit, ils sont suspendus par les bras, tout nus, ne touchant le sol que de la pointe des pieds, et dans cette position ils sont frappés. Le lendemain, ils doivent aller travailler comme d'habitude. A l'occasion de ces châtiments, ils peuvent faire l'objet d'abus sexuels de la part des gardiens. Quelques jours avant notre visite, ces derniers avaient violemment battu un détenu et l'avaient flagellé avec des branches de *nopal* (2). D'autres sont piétinés ou bastonnés.

Les punitions moins graves sont la « matinée » et le « bateau ». La « matinée » consiste à décharger le navire qui arrive tous les huit jours ; cela oblige les détenus à travailler de l'après-midi jusqu'à l'aube du jour suivant, et à 5 heures du matin ils doivent repartir faire leur travail quotidien.

Si la faute est plus grave, on les relègue à l'île Magdalena, où les corvées sont beaucoup plus pénibles, l'isolement plus grand, la surveillance plus sévère, la nourriture plus précaire : bref, leur situation est encore plus dure.

Le budget du prisonnier est squelettique. Ces revenus très bas font que les hommes sont obligés de louer leurs épouses. L'homosexualité, pour raison économique, n'est pas non plus exceptionnelle ; le directeur lui-même a reconnu qu'il y avait là un problème grave.

Il n'y a personne pour contrôler ceux qui sanctionnent. Qui surveille, contrôle le comportement de la police de sécurité ? Personne. Si un policier déclare que tel prisonnier a commis telle faute, sa parole est sans appel. Il n'y a pas moyen de contrôler l'action de ceux qui appliquent les châtiments.

Certains détenus ne veulent pas parler, parce qu'il règne une ambiance de peur généralisée. Il y a d'autres situations injustes ; cela nous amène à penser que la justice n'existe pas dans ce pénitencier, qu'il y en a une autre dans l'au-delà, et que celle des hommes souffre de nombreuses limitations.

A la fin de notre visite, le directeur nous dit qu'ils avaient besoin, là-bas, de travailleurs sociaux, *« de gens qui viennent vraiment pour* [les] *aider »*. Il souhaite la visite de prêtres qui connaissent les langues indigènes, *« mais pas de ceux qui vous parlent de l'enfer, car les détenus ont déjà assez d'enfer avec ce qu'ils vivent ici »*.

(1) Boisson mexicaine obtenue en faisant bouillir un mélange d'eau et de maïs cuit moulu.

(2) Cactée dont les branches aplaties sont pourvues d'épines (son fruit est une sorte de figue de Barbarie).

AU NICARAGUA

Meurtre exemplaire

LA logique de Rambo exige que l'histoire soit réécrite. Un officiel américain, M. Elliot Abrams, justifiait ainsi l'octroi par l'administration Reagan de 100 millions de dollars (dont 70 millions d'aide militaire) à la Contra : *« D'un point de vue moral, ce sont des obligations qui découlent de notre position de plus puissante démocratie des Amériques et du rôle que nous avons joué dans l'éviction d'Anastasia Somoza du pouvoir en 1979... Le président Reagan appuie la résistance démocratique non seulement parce qu'elle est un frein à l'agression sandiniste mais aussi parce que la résistance essaye d'apporter la démocratie au Nicaragua* (1). » Ainsi, ce sont les Etats-Unis qui ont renversé Somoza, et les soudards de la Garde nationale sont devenus des « combattants de la liberté ».

La conversion est dure pour des gens à qui leurs instructeurs faisaient crier à l'entraînement : *« Abajo ? – El pueblo ! Arriba ? – Somoza !* (2) ». On leur disait aussi qu'ils étaient des tigres et qu'il leur fallait du sang. Dans le manuel de la CIA, rédigé à leur intention, *Operaciones sicologicas en la guerra de guerilla*, on leur apprend aujourd'hui qu'ils sont les *« commandos de la liberté »* engagés dans la *« croisade chrétienne et démocratique* (3) ». Mais ils restent des tigres.

Le manuel de la CIA préconisait d'*« assassiner* (neutraliser) *des cibles judicieusement choisies »*. Lundi 28 juillet, sur la route de Jinotega à Wiwili, là où, dans les années 30, Sandino avait établi ses coopératives agricoles, deux Nicaraguayens, William Blandon et Mario Acevedo, un Allemand, Bernard Erick Kolberstein, un Suisse, Yvan Claude Leyvraz et un Français qui était aussi Nicaraguayen, Joël Fieux, ont été tués dans une embuscade tendue par la Contra.

A Lyon, où il vivait avant de partir au Nicaragua, Joël Fieux était anarchiste et antimilitariste. En juin 1980, il faisait parvenir de San-José-de-Costa-Rica ces quelques lignes, dans son style décapant : *« Brejnev est aussi invité, comme Castro, Carter et Arafat, à participer au premier anniversaire de la révolution du Nicaragua, où je pense me rendre également ! »* C'était pour y rester. Le Nicaragua sandiniste était un peu son Espagne à lui : le rouge et le noir, les couleurs de la CNT-FAI, le *« No pasaran »*, mot d'ordre de la défense de Madrid, qu'il mettait au bas de ses lettres. *« Comment vous parler du Joël sans le replacer dans son contexte »*, écrivait-il en 1984. *« Et accrochez-vous bien, un contexte que j'ai délibérément choisi, dans lequel je me plais, dans lequel je vois, je palpe, un certain futur... duquel nombreux sont ceux qui n'en ont que l'espérance. Tout est rose ? Très loin de là ! Mieux, il y a ce sentiment, cette force, cette réalité indélébile de la jouissance irremplaçable d'être partie prenante, d'être co-auteur, d'être protagoniste de quelque chose de grandiose...* (4). »

A Matagalpa, tout le monde connaissait le visage d'adolescent de *« Djoel, el Frances »*. S'il faut une image pour saisir ce qui est unique, Joël avait un peu l'humour, la façon d'être et de dire les choses de Renaud. Joël Fieux vivait avec Fatima et leur fils d'un an, Oswaldito. Il avait acquis la nationalité nicaraguayenne, par choix et pour pouvoir bientôt venir en France, où il était poursuivi pour insoumission. Il avait mis ses compétences en imprimerie au service du « processus » et participait aux projets de développement dans la région nord. Pour cela il avait à se déplacer dans des zones dangereuses : *« Bref, des fois on se croise avec les potes à Somoza, et on s'en est toujours sortis. »* Jusqu'à ce 28 juillet 1986, où Joël et ses compagnons sont tombés sous le feu de la Contra, victimes d'une *« stratégie de terreur et de sabotage* (5) » élaborée à Washington pour une guerre non déclarée, qui, selon les autorités sandinistes, a coûté au Nicaragua 6 000 morts en 1985.

PHILIPPE VIDELIER.

(1) *International Herald Tribune*, 1er juillet 1986.

(2) *« A bas ? – Le peuple ! Vive ? – Somoza ! »*. Signifie aussi : *« en bas-en haut »* pour rythmer des « pompes ».

(3) Cf. le *Manuel de la CIA*, éditions EPO, Anvers, 1985.

(4) Ses amis préparent une plaquette de souvenirs sur Joël Fieux qui sera éditée à l'Atelier de création libertaire, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

(5) Cf. l'article de Reed Brody, ancien ministre adjoint de la justice de l'Etat de New-York, le *Monde diplomatique*, août 1986.

Dans les revues...

■ DOSSIERS « NOTES ET DOCUMENTS », que publie le Groupe de recherche et d'information sur la paix à Bruxelles, poursuit sa série sur l'Initiative stratégique de défense (IDS), avec deux cahiers consacrés, l'un au « débat sur l'IDS aux Etats-Unis », l'autre aux « domaines technologiques touchés par l'IDS ». **(Respectivement : juin, n° 96, et juillet, n° 100, bimensuel, 120 F belges. – GRIP, 33, rue Van Hoorde, 8-1030 Bruxelles.)**

■ LA REVUE DE L'OTAN publie un article de Michaël Alexander, ambassadeur britannique, sur les négociations consacrées à la réduction des forces militaires en Europe, et un article de Claude Arnaud, ambassadeur de France, sur Eurêka. **(Juin, bimestriel. – Service de l'information, OTAN, 1110 Bruxelles.)**

■ Le réseau intégré de transmissions automatique (RITA, système acheté à l'industrie française par l'armée américaine) fait l'objet de quatre articles et d'un débat dans DÉFENSE NATIONALE, qui publie d'autre part un article de Charles-Henry Domine sur l'intelligence artificielle. **(Août-septembre, mensuel, 35 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)**

■ PROBLÈMES ÉCONOMIQUES publie un dossier sur la France avec, en particulier, des études sur le financement du développement industriel de 1945 à 1985 et sur les revenus des ménages (1960-1984). Dans le numéro suivant : la spécificité des monnaies et des structures monétaires des pays arabes pétroliers du Golfe. **(Nos 1986 et 1987, 13 et 27 août 1986, 7,50 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ Publiée par le Parti socialiste de Catalogne, la revue L'OPINIO SOCIALISTA présente un ensemble de réflexions sur la politique de la gauche devant la crise et le texte d'une conférence de Claude Julien prononcée à Barcelone sur la politique des moyens de communication. **(N° 2, trimestriel, abonnement annuel : 1 500 pesetas. - 75-77 Nicaragua, Barcelone.)**

■ Une étude très documentée de William A. Dorman, dans WORLD POLICY JOURNAL, porte un jugement sévère sur l'attitude de la presse américaine à l'égard du tiers-monde. Dans le même numéro : des articles de Kenneth E. Sharpe, sur El Salvador, et d'Ann Markusen sur les dépenses militaires aux Etats-Unis ; et un débat sur les nouvelles conditions de la classe ouvrière aux Etats-Unis. **(Eté, trimestriel, 4,95 dollars. - 777, United Nations Plaza, New-York 10017.)**

■ STUDIA DIPLOMATICA publie une très longue étude sur les relations entre les Etats-Unis et le Zaïre, depuis l'époque où Washington essayait de « faire abandonner à Lumumba ses chimères et ses tentations prosoviétiques ». **(N° 1, 1986, bimestriel, 450 francs belges. - 88, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.)**

■ Au sommaire de RAW MATERIALS REPORT : la crise de l'acier aux Etats-Unis. L'étude montre que le déclin de la sidérurgie s'explique par les mêmes phénomènes qui s'observent en d'autres secteurs industriels de ce pays. (Voir l'article de Jean Lempérière pages 12 et 13.) **(Vol. 4, n° 3, 1986, trimestriel, abonnement annuel : 225 couronnes. - PO Box 81519, S-104 82 Stockholm.)**

■ Quels sont les intérêts et les groupes qui, en Belgique, font pression pour empêcher des sanctions contre l'Afrique du Sud ? ARTICLE 31, journal consacré aux activités de l'extrême droite, répond à cette question dans sa dernière livraison. **(N° 21, juillet-août, mensuel, 15 F. – BP 423, 75527 Paris Cedex 11.)**

■ La « sévère bataille » qui se déroule au Vietnam en un moment où la « construction du socialisme » se trouve « à l'heure de vérité » est longuement analysée par Charles Fourniau dans RECHERCHES INTERNATIONALES. Lire aussi un article de Paul Laveau sur les techniques de pointe en RDA, et des extraits du rapport de M. Gorbatchev au vingt-septième congrès du PC soviétique. **(Avril-mai-juin 1986, trimestriel, 60 F. – Institut de recherches marxistes, 64, boulevard A.-Blanqui, 75013 Paris.)**

■ Un excellent article de Nikki R. Keddie, dans POLITIQUE ÉTRANGÈRE, tente d'expliquer les nombreuses raisons de la montée de l'islamisme au Proche-Orient. L'auteur, insistant sur les causes politiques et sociales, écrit par exemple : « L'islamisme n'est pas fort dans les Etats qui sont véritablement, essentiellement traditionnels et n'ont pas subi un impact majeur de la culture occidentale. » **(2/86, trimestriel, 75 F. – IFRI, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)**

■ AL URDUN AL JADID (« La Jordanie nouvelle ») est une revue en arabe consacrée au royaume hachémite. On peut y lire la première partie d'une étude sur les rapports entre l'OLP et la Jordanie, ainsi qu'un dossier sur les mouvements populaires de 1955-1956 qui empêchèrent l'adhésion du roi Hussein au pacte de Bagdad. **(N° 7, printemps 1986, trimestriel, abonnement annuel : 20 dollars. – PO Box 4856, Nicosie, Chypre.)**

■ Le corporatisme du mouvement syndical et les rapports entre la presse, le pouvoir et la politique sous Sadate : tels sont les thèmes de deux articles publiés par l'excellente revue orientaliste américaine, THE MIDDLE EAST JOURNAL. **(Eté 1986, trimestriel, 6,95 dollars. – 1761 N Street, NW, Washington, DC 20036.)**

■ MAGHREB MACHREK consacre sa dernière livraison aux « Effets sociaux des migrations interarabes » : migrations provoquées par l'exploitation du pétrole, bien entendu, avec leurs conséquences en Egypte et en Libye, notamment. Dans le même numéro : « L'Algérie face au contre-choc pétrolier. » **(N° 112, avril-mai-juin, trimestriel, 28 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ Dans GRAND MAGHREB, la suite de l'étude d'Adnan Ennifer sur l'industrie de montage automobile au Maghreb. Ce mois-ci : en Algérie. Signalons aussi un article de Habib El Malki sur « Le Maghreb aujourd'hui et demain ». **(N° 50, 14 juillet, mensuel, 30 F. – BP 45, 38402 Saint-Martin-d'Hères, Cedex.)**

■ L'instruction du Vatican sur la théologie de la libération est diversement commentée, dans LETTRE, par des théologiens : Jean Cardonnel, Leonardo Boff, Gustavo Gutierrez, Jon Sobrino, etc. **(Juin-juillet, mensuel, 20 F. – 68, rue de Babylone, 75007 Paris.)**

■ Alors que le Fonds monétaire international vient de sanctionner le Pérou, il faut lire les articles, que, sur une quarantaine de pages, PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE consacre à ce pays sous la signature de François Bourricaud, Jean Piel, Henri Favre, Jean-Paul Deler et Yves Saint-Geours. Dans le même numéro, des articles sur la dette argentine et sur l'informatique au Brésil et en Argentine **(Deuxième trimestre, trimestriel, 48 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ Dans les ÉTUDES Charles Antoine montre le rôle actif de l'épiscopat dans les décennies du développement au Brésil. **(Juillet-août, mensuel, 33 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

■ Crise et régions frontalières en Amérique centrale, tel est le thème principal de la revue ESTUDIOS SOCIALES CENTROAMERICANOS **(n° 40, janvier-avril, trois numéros par an, abonnement annuel : 20 dollars. – Apartado postal 37 (2060), Ciudad Universitaria « Rodrigo Facio », San Pedro, Costa Rica.)**

■ « Nos priorités contre la faim » : dans un dossier, LA LETTRE DE SOLAGRAL donne la parole à divers spécialistes (économistes, agriculteurs, etc.) qui, en définissant ces besoins, désignent du même coup les causes des pénuries alimentaires du tiers-monde. **(N° 50, juillet-août, mensuel, 15 F. - 5, rue François-Bizette, F-35000 Rennes.)**

■ Une longue étude d'Ignacio Martin Baro sur « les chemins de la paix au Salvador » ouvre le premier numéro de CUADERNOS DE DIVULGACION, qui contient aussi des articles sur l'Etat, la sécurité et la paix en Amérique latine. **(N° 1, juin. - Apartado postal 11-589, 06100 Mexico DF, Mexique.)**

■ Publication du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, la revue RÉFUGIÉS attire l'attention sur la situation alarmante en Afrique australe, où les populations contraintes de fuir leur pays en raison des troubles politiques sont de plus en plus nombreuses. Des informations sur le Botswana, la Zambie, le Zimbabwe, le Swaziland... **(N° 32, août, mensuel, gratuit. - Palais des nations, CH 1211 Genève 10.)**

■ On imagine les difficultés que l'université de Kano, au Nigéria, a dû surmonter pour publier ce numéro du NIGERIAN JOURNAL OF FRENCH STUDIES, qui comporte une section de linguistique, un dossier sur les cultures francophones, des études regroupées sous la mention « littérature et culture », et enfin des comptes rendus de livres (par exemple, *les Phalènes*, de Tchicaya U Tam Si). Ce numéro a bénéficié d'une aide financière de l'Institut Pro-Helvetia. La revue mérite l'appui des responsables français. **(Avril-mai, 1986, n° 2, abonnement annuel : 20 nairas. – Bayero University, Kano, Nigéria.)**

■ FOLAVOINE, mensuel du Mouvement rural de jeunesse chrétienne, se demande : « Mais où est passée l'autogestion ? » Un petit dossier, comprenant un entretien avec Mme Huguette Bouchardeau, ex-secrétaire nationale du PSU. **(N° 56, juillet-août, mensuel, 10 F. – 53, rue des Renaudes, 75017 Paris.)**

■ DROITS, « revue française de théorie juridique », consacre son dernier numéro à la coutume : cette loi qui procède de la longue tradition d'un usage. Elle est examinée dans l'ancien droit et le nouveau, et dans différents types de droit : international, canonique, etc. Une des études concerne le Conseil constitutionnel. **(N° 3, semestriel, 105 F. – PUF, Paris.)**

■ POUVOIRS saisit l'actualité en rééditant son numéro de 1980 consacré au Conseil constitutionnel avec les mises au point qu'appellaient les circonstances actuelles et l'évolution des choses. **(N° 13 bis, 1980-1986, trimestriel, 76 F - PUF, Paris.)**

■ L'informatique vue de droite : sous ce titre, trois articles sur la dénationalisation, la déréglementation et la carte d'identité informatisée sont réunis dans TERMINAL. **(N° 29, juillet-août, 27 F. - 18, rue de Châtillon, 75014 Paris.)**

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

● GATT, ACTIVITÉS 1985 : le rapport annuel, dressant le bilan de l'évolution récente des politiques commerciales à la veille d'une nouvelle série de négociations. *(GATT, Genève, 1986, 88 pages.)*

Bureau international du travail

● POPULATION ET EMPLOI DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, par *Ghazi M. Farooq* : la gravité du problème de l'emploi, ses liens avec la croissance démographique, d'une part, et les programmes économiques et sociaux, de l'autre. *(BIT, Genève, 1986, 80 pages, 55,50 F.)*

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

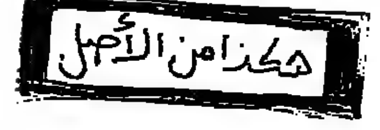
● TRADE AND DEVELOPMENT REPORT, 1986 *(Rapport sur le commerce et le développement, 1986)* : un bilan des politiques et de leurs effets, au Nord comme au Sud, qui plaide pour une relance des économies dans le monde industrialisé. *(CNUCED, Genève, 1986, 171 pages.)*

Organisation de coopération et de développement économiques.

● FINANCEMENT ET DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ÉTUDE 1985 : état de l'endettement et politiques de crédit, publiques et privées, à la *fin de 1984*. *(OCDE, Paris, 1986, 243 pages, 95 F.)*

● LES CONDITIONS DE VIE DANS LES PAYS DE L'OCDE, recueil d'indicateurs sociaux. *(OCDE, Paris, 1986, 169 pages, 65 F.)*

● LA SANTÉ EN CHIFFRES, 1960-1983, DÉPENSES, COUTS, RÉSULTATS. *(OCDE, Paris, 1986, 166 pages, 90 F.)*



NICARAG

Meurtre exemplai



LES RAISONS DE LA VICTOIRE DES SOCIALISTES AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dépendance et parasitisme d'État à la Jamaïque

LES élections municipales du 29 juillet 1986 à la Jamaïque ont été remportées par le Parti national populaire (PNP, socialiste) de M. Michael Manley, ancien premier ministre. Ce verdict vient sanctionner la gestion de M. Edward Seaga, leader du Parti travailliste jamaïquain (JLP, conservateur) et actuel chef du gouvernement. La droite, au pouvoir depuis 1980, s'est en effet révélée incapable de guérir l'économie de ses maux endémiques. Les recettes ultralibérales appliquées sur les conseils de M. Reagan, ainsi que les exigences du Fonds monétaire international (FMI) ont entraîné une baisse du pouvoir d'achat et un grave accroissement du chômage.

La population ressent de plus en plus durement les sacrifices qui lui sont demandés et exprime son mécontentement de diverses manières : par la révolte violente, comme au début de 1985 ; par le vote-sanction, comme en juillet dernier ; et, en tout temps, par ces paroles de protestation que sont les chansons du reggae.

Par DENIS MARTIN *

A l'exception d'une mince minorité, toutes les couches sociales de la Jamaïque sont touchées par la crise, y compris celles qui avaient permis la nette victoire du Parti travailliste jamaïquain (Jamaica Labour Party, JLP) de M. Edward Seaga en 1980. Les milieux d'affaires s'insurgent : *« Le gouvernement utilise les ressources disponibles pour l'amélioration de la situation de l'Etat plutôt que pour celle des conditions de vie du peuple »*, disait le président de l'Organisation du secteur privé après la présentation du budget 1985-1986. Les classes moyennes sont désespérées et n'avaient jamais imaginé connaître un tel appauvrissement ; elles sont contraintes à la lutte ; grèves d'infirmières, d'enseignants, de médecins, d'étudiants, se succèdent depuis plusieurs mois.

En janvier 1985, une hausse soudaine de l'essence et du gaz domestique a fait bourgeonner des barrages de rues ; et des « émeutes de la faim » ont éclaté et secoué l'île plusieurs jours durant. En juin de la même année, une grève générale a paralysé le pays avec la participation, timide sans doute mais ô combien symbolique, de la Bustamante Industrial Trade Union (BITU), le syndicat institutionnellement lié au parti gouvernant (le JLP) comme, à gauche, la National Workers' Union, NWU, est liée au Parti national populaire (People's National Party, PNP) de M. Michael Manley.

Ces flambées, pourtant, ne suppriment pas ce qu'un journaliste jamaïquain appelle l'*« atmosphère d'ennui politique »*, de désenchantement, qui conduit à une méfiance généralisée à l'égard du système. La désaffection frappe les deux grands partis, le JLP et le PNP, sans que le Parti ouvrier jamaïquain (Workers' Party of Jamaica, WPJ, communiste) réussisse à en profiter.

En réalité, le choc est si sévère que depuis 1982, pour beaucoup, la préoccupation première est la survie. Au pouvoir de 1972 à 1980, M. Michael Manley n'avait pas réussi à convaincre de sa capacité à résorber la crise par une politique socialiste modérée ; après sa victoire électorale en 1980, le JLP avait annoncé la « délivrance » et assuré du redressement en arguant de sa compétence, appuyée par des amitiés nord-américaines. Après une embellie de 1980 à 1982, il a échoué à son tour, peut-être plus gravement encore que M. Manley, son prédécesseur. Le PNP a donc pu remporter le récent scrutin municipal – par 57 % des voix contre 43 % au JPL (1), – mais l'espérance paraît morte.

Lors de la campagne pour ces élections municipales de juillet dernier, à l'occasion de certains meetings, un retour d'illusion était toutefois perceptible. Exemple : le rassemblement du 9 mars 1986 à Half-Way Tree, dans le jardin public poussiéreux qui marque le centre de gravité de Kingston, entre la ville haute (la riche) et la ville basse (la pauvre).

Le Parti national populaire avait rassemblé ses partisans par dizaines de milliers. Absent du Parlement à la suite de son refus de participer aux élections anticipées de 1983 (organisées à la hâte, sans révision des listes électorales), le parti de M. Michael Manley intervenait dans le débat politique en proposant des solutions à l'enthousiasme des foules. Entre autres : convaincre que le gouvernement de M. Edward Seaga aurait les moyens de faire des merveilles sociales grâce aux économies permises par la baisse des prix du pétrole. Le secrétaire général du PNP alignait les chiffres devant un auditoire légèrement dissipé.

Soudain ses propos sont noyés par un déluge reggae ; la voix du chanteur Bob Marley (mort en 1981) clame : *« Unissons-nous, restons ensemble, ils ne pourront rien contre nous. »* La foule se resserre, tend le poing et se met à onduler au rythme de la musique. Un frisson la parcourt, et le mot « Michael » se forme sur des milliers de lèvres. Les haut-parleurs annoncent : *« Le camarade Michael « Josué » Manley vient d'arriver parmi nous. »* Il s'empare sans tarder du micro pour stigmatiser, avec les accents d'un prédicant baptiste, les riches, les puissants, le gouvernement. Il accuse : les *« gros »* ont vendu le pays pour s'acheter de *« belles choses »* : de clinquantes voitures, des frigos à double porte et ces *« assiettes à satellites »* (antennes paraboliques) qui ont poussé comme champignons dans les beaux quartiers. Il raille : l'économie est en lambeaux, la dette extérieure est immense, et *« ils »* se prétendent bons gestionnaires...

Mais l'inquiétude n'est pas seulement le fait d'un parti d'opposition réduit à la rue. C'est la presque totalité de la société jamaïquaine qui reste interdite devant la froide détermination de M. Edward Seaga, que nul n'ose plus nommer le « magicien de l'économie ».

A la radio (le disque est introuvable), Edy Fitzroy chante : *« Je veux être un homme libre dans mon pays. »* Dans le principal quotidien de l'île, le *Gleaner*, le professeur Carl Stone, dont l'indépendance à l'égard des partis est reconnue, écrit : *« Le gouvernement de M. Seaga est le premier qui, depuis la fin de la guerre, n'a pas considéré l'enseignement comme une priorité... Le gouvernement de M. Seaga est le premier qui ait pratiqué une politique sociale de droite* (2). » Ailleurs, devant la marée pâle des experts américains prenant position aux points névralgiques de l'économie, on parle de *de-blackening process* (de désindigénisation, en quelque sorte) et de recolonisation (3).

On imprime sans sourciller, et cela se dit plus facilement encore, que la politique économique n'est pas décidée par le gouvernement mais, conjointement, par le FMI, la Banque mondiale et Washington (4).

La préoccupation première de M. Edward Seaga semble être de passer les tests du FMI pour obtenir de nouveaux prêts, alors que l'endettement extérieur n'a jamais été aussi élevé (3,6 milliards de dollars pour 1984, soit, par habitant, plus que le Mexique : le service de la dette pour 1983-1984 représentant 40 % du revenu des exportations).

Les riches deviennent plus riches

AU lendemain des élections de 1980, les aides américaines ont afflué (5) mais le premier ministre en a délibérément réservé le bénéfice aux entreprises les plus grosses travaillant pour l'exportation, négligeant la relance de la production à usage interne. Il en est résulté deux phénomènes amorçant une spirale de stagnation intérieure et de dépendance extérieure. D'une part, la production intérieure a, dans l'ensemble, diminué depuis 1982, asphyxiée par la concurrence des produits importés en masse ; les restrictions de crédit et les taux d'intérêt très élevés ; la faiblesse de la demande, sapée par le chômage ; l'inflation et une très lourde fiscalité. D'autre part, tant les capitaux étrangers que l'épargne jamaïquaine ont été quasi monopolisés au profit d'un Etat qui, en dépit des déclarations, est rien moins que libéral.

Le creusement de l'écart entre riches et pauvres a pris alors une tonalité particulière. En 1984, 25 % des foyers ne pouvaient se permettre qu'un repas par jour, la malnutrition se développait. A Kingston, en 1985, les salaires hebdomadaires étaient couramment de 60 à 70 dollars jamaïquains (1 dollar des Etats-Unis = 5,5 dollars jamaïquains). Une « belle » voiture coûte plus de 90 000 dollars jamaïquains ; une « assiette à satellite », 15 500 ; un aller-retour Miami (où certains vont régulièrement faire leurs courses), 699.

Et ces *« riches qui deviennent plus riches encore »*, comme le répètent à l'envi les chansons reggae, ne proviennent pas d'une couche d'entrepreneurs actifs dans les secteurs productifs. Ils tirent avantage de leurs liens avec un Etat, dont les appareils économiques ont été consolidés à l'époque du PNP et qui, en dépit des promesses électorales, n'ont pas été démantelés après 1980 ; soit que ces hommes opèrent dans l'Etat, soit qu'ils interviennent dans des secteurs qui lui sont directement liés (import-export, notamment).

L'austérité imposée par le FMI, appliquée avec ardeur par M. Edward Seaga, dramatiquement subie par les plus démunis et aussi, maintenant, par la petite bourgeoisie, n'aboutit donc pas au renforcement de la concurrence ni à un assainissement et à une dynamisation des structures économiques qui rendraient au « libéralisme » sa vigueur ; elle étouffe au contraire le jeu des forces du marché, à l'intérieur, et accroît à l'extérieur la dépendance que l'initiative pour le bassin des Caraïbes lancée par M. Reagan, risque encore d'accentuer, comme l'indiquent les premiers accords textiles signés entre les Etats-Unis et la Jamaïque. En fait, le système tient davantage du parasitisme d'Etat que du capitalisme d'Etat.



(Randy Taylor-Sygma)

LES OBSÈQUES DE BOB MARLEY EN MAI 1981
Un chant qui reflète les désillusions, les espoirs et la rébellion

* Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales, Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

(1) *Le Monde*, 1er août 1986
(2) *The Daily Gleaner*, 12 mars 1986.
(3) Wenty Bowen, « Jamaica recolonised », *Caribbean Contact*, avril 1986.
(4) Voir, entre autres, Carl Stone, *Class, State and Democracy*, Blackett Publishers, Kingston, 1985.
(5) *Ibid.*

LE RENOUVEAU DU REGGAE

Entre la révolte et le désarroi

LUTTES sectorielles et résignation d'ensemble, tels semblent être les traits contradictoires de la société jamaïquaine d'aujourd'hui. Ambivalence et hésitation, rencontrées à plusieurs reprises dans l'histoire de l'île, que la chanson populaire, le reggae, comme à l'ordinaire, retranscrit fidèlement (1).

A l'instar de M. Edward Seaga, le premier ministre, ses vedettes regardent volontiers vers le Nord américain, en quête d'un *cross over*, d'une ouverture sur un marché plus large. Les chansons doivent répondre à une demande qui fait peu de place aux traditions jamaïquaines. Il convient d'américaniser les musiques, d'internationaliser le message de sorte qu'il puisse toucher l'autre sans trop le dépayser, tout en l'émoustillant par la préservation d'un exotisme caraïbe et de thèmes de protestation douce. Bref, il faut, pour réussir au-delà des mers, être Jamaïquain comme l'entendent les Américains ; s'y prêter n'exclut pas le talent d'ailleurs. Jimmy Cliff, avec son *Grammy*, en est un exemple (2).

Ainsi, le groupe Chalice reprend, sur un accompagnement très rock, des formules rastafariennes stéréotypées permettant d'appeler dans le vague à la résistance locale (3). Chez Third World, un des orchestres historiques du mouvement reggae pourtant, la musique garde bien peu de caractères jamaïquains, à peine quelques citations identificatoires (4).

Mais les héritiers de Bob Marley, sa veuve Rita, son fils Ziggy au sein des Melody Makers, parviennent grâce à leur nom et à leurs qualités artistiques à connaître un succès international avec des chansons qui ne renient pas l'héritage : celui des musiques religieuses portant un message pacifiste universel, pour la première (5) ; celui du reggae classique affirmant son espoir en la jeunesse, pour les seconds *(voir ci-contre)* (6).

De cette manière, les Marley font le lien avec les tendances les plus marquantes d'un reggae qui connaît, à la Jamaïque même, un regain de créativité après un passage à vide au début des années 80. Et, toujours, il balance : entre un appel à la lutte qui ne sait plus guère où s'investir et le désarroi devant l'absurdité du système. Même l'Afrique, terre promise des rastas, prend figure douloureuse quand l'Ethiopie n'est plus empire de Jah (Hailé Sélassié divinisé) mais aridité souffrante qu'il faut aider (7), telle la Jamaïque soumise à Babylone (les forces du mal opprimant le peuple noir).

Alors, dans une société où la femme, souvent chef de famille pauvre, est la première touchée par la crise, il est important de prêter attention à l'émergence de chanteuses reggae, à leur engagement féministe. Rita Marley, seule ou avec les I-Threes, participe de ce mouvement. Mais aussi Sophia George dont le *Girlie Girlie*, brocardant les « hommes à femmes », a embrasé la Jamaïque (8) ou, mieux encore, le groupe féminin Pep avec, notamment, *So Proud* (9).

Autre catégorie dont le reggae s'est toujours fait le héraut : les jeunes. Les Melody Makers les incarnent, Chalice et Third World les chantent. Ils sont investis d'espérance face à la « perversité » des puissants, à l'incompréhension devant l'injustice d'un système qui fait le monde *« dingo d'argent »* – comme la chante une autre femme, Lorna Nelson (10), – qui met les méchants au pouvoir on ne sait pour combien de temps (11), qui *« ségrègue les hommes et brise les familles »* (12).

Même si, de-ci de-là, l'amour apparaît comme le remède à la crise, on ne sent plus dans la production récente du reggae, dans celle qui vise le public jamaïquain surtout, l'engagement énergique, enthousiaste qui transportait la musique au début des années 70.

Le reggae tire, comme à son habitude, la morale de cette situation où les points de repère traditionnels de la lutte politique sont en train de s'estomper : *« Personne ne sait où le vent va souffler. Ni ce qui se trame derrière les portes fermées. En ces temps d'esclavage, il faut faire attention. Regarde avant de marcher, écoute avant de parler* (13). »

D. M.

(1) Sur les rapports entre reggae et politique, voir Sebastian Clarke, *les Racines du reggae* (Editions Caribéennes, 1981) et Denis Constant, *Aux sources du reggae ; musique, société et politique en Jamaïque*, paru en 1982 aux éditions Parenthèses, réédité en 1986 (distribution PUF, Paris).
(2) Jimmy Cliff : *The Power and the Glory*, Kingston, Sun Power Production C 38986, 1983 (cassette).
(3) Chalice : *Stan'up*, Kingston, Pipe Music PMLP 003, sd (cassette).
(4) Third World : *Sense of purpose*, Kingston, Jah's Music, sd (cassette).
(5) Rita Marley : *Harambe*, Kingston, Tuff Gong, 1982 (cassette).
(6) Melody Makers : *Play the game right*, Kingston, Tuff Gong-EMI, 4XT-17165 America, 1985 (cassette).
(7) Frankie Paul : « Ethiopians Here I come », *Legal reggae music*, Kingston, Sunset, sd (cassette).
(8) Sophia George : *Girlie Girlie*, Kingston, Winner, 1985 (45 t.).
(9) Pep : *So proud*, Kingston, High Heel, 1985 (45 t.).
(10) Lorna Nelson : *Deh pon de low*, Kingston, Ralph Holness Productions, sd (cassette).
(11) Dennis Brown : « They fight I », *Slow down*, Kingston, Dynamic, 1985 (cassette).
(12) Half Pint : « Political fiction », *In fine style*, Kingston, Sonic Sounds, sd (cassette).
(13) Half Pint : « Look before you walk », *In fine style*, loc. cit.

« Pas se laisser faire »

Le groupe Melody Markers, auquel appartient Ziggy Marley – le fils du légendaire Bob Marley, – proposait, quelques semaines après les « émeutes de la faim » de janvier 1985, une chanson intitulée *Naah Leggo* (« Pas se laisser faire ») dont les paroles sont restées sur les lèvres du petit peuple jamaïquain.

Je me souviens du bon vieux temps,
Toi le peux-tu ? Mais maintenant :
Les gosses du ghetto veulent à manger,
Les gens dans la rue veulent où s'abriter.
Aide-les Seigneur !

On peut accuser ces jeunes-là peut-être de temps en temps,
Mais on peut pas les accuser tout le temps.
Ils sont tous victimes de la pauvreté,
Mais ce sont de chouettes nattés (1).

On s'accroche et on se laisse pas faire,
On peut pas se laisser faire, on peut pas.

Les temps sont si durs, tout le monde devient dingue.
Et les jeunes-là se demandent quoi faire de leurs bras.
Parce que vous nous avez piégés dans la pauvreté,
Je dis que vous nous avez descendus en captivité.
Et où qu'on regarde, c'est encore une autre histoire.
Oh mais faut qu'on change tout ça !

On s'accroche ici et on se laisse pas faire,
On peut pas se laisser faire, on se laisse pas faire,
On peut pas se laisser faire, on se laisse pas faire,
On peut pas se laisser faire.

Ils se réveillent, se réveillent, se réveillent à 6 heures du mat'
Et personne ne veut être leur ami.
Est-ce que c'est parce qu'ils n'ont pas de chaussures
Que vous les aimez pas ?
Est-ce que c'est parce qu'ils n'ont pas de vêtements ?
Chaque fois que je vous vois sourire, vous les richards
Votre pouvoir sur les cœurs est une honte...
Oh mais nous sommes de chouettes nattés (1) !

On s'accroche ici et on se laisse pas faire,
On se laisse pas faire, on se laisse jamais faire.

(Texte traduit d'après l'enregistrement Play the Game Right, *Tuff Gong EMI/America 4 XT-17165, avec les risques d'erreur que comporte la transcription du « patois » jamaïquain par un non-locuteur).*

(1) *Natty dread*, figure centrale de la tradition orale du ghetto et du rastafarisme : le « chouette natté », arborant les *dreadlocks* (boucles naturelles formées par les cheveux non peignés) typiques des rastafariens, est le symbole de la résistance culturelle à la société dominante, à ses pièges et à ses perversités.

Dictateurs de papier et républiques ubuesques

Par PHILIPPE VIDELIER *

ANDRÉ BRETON livrait, à son retour de la Maison bleue de Coyoacan, en 1939, ses impressions à la revue *Minotaure* : « *Un des premiers fantasmes du Mexique est fait d'un de ces cactus géants, du type candélabre de derrière lequel surgit, les yeux en feu, un homme tenant un fusil* (1). » En Europe, des années 20 aux années 60, cette image forte de l'Amérique latine domine la bande dessinée, un genre que Francis Lacassin, Alain Resnais et leurs *amis du Centre d'étude des littératures d'expression* graphique (CELEG, 1962-1967) tenaient pour un art, la neuvième, lorsque le monde des adultes s'obstinait à ne voir dans les « petits Mickeys » qu'un « *poison en images pour enfants* (2) ». Insensibles à l'argument, les adolescents se plongeaient chaque semaine dans la lecture de *Spirou* (diffusion *hebdomadaire* : 117 000 *exemplaires* en 1966), *Tintin* (197 000 exemplaires en 1960) ou *Pilote* (180 000 exemplaires en 1965) (3).

Depuis Pancho Villa jusqu'à la *mort* de « Che » Guevara, plus d'une cinquantaine d'« *histoires en images* », comme on disait alors, ont eu pour cadre l'Amérique latine, sans compter les histoires de *flibuste, celles sur la Conquista* ou *l'Amérique précolombienne*, ni le genre western qui parfois franchit le Rio Grande. En janvier 1951 *Spirou* offre à ses lecteurs trois histoires latino-américaines : *Tif et Tondu en Amérique centrale, l'Epervier bleu et la vallée interdite, Blondin* et *Cirage au Mexique*. En mars 1963, dans la même hebdomadaire, quatre héros de *papier poursuivent simultanément leurs aventures* entre la Caraïbe et la Pérou : *Buck Danny et les Voleurs de satellites, Marc Dacier et l'abominable homme des Andes, les Aventures du capitaine Morgan*, et *Diego au pays des Quatre Vents*.

Plus que toute autre région à cette époque, l'Amérique latine est productrice d'imaginaire dans la bande dessinée. « *Ce qu'on* n'a *pas pu faire soi-même*, disait Maurice Tillieux, créateur de Félix et Gil Jourdan, *on l'a fait* en *BD* (4). » L'Amérique latine est loin, reste lointaine, et donc porteuse d'exotisme. « *C'est la raison pour laquelle il y a tellement de clichés dans la BD de l'époque*, poursuit Maurice Tillieux, *parce qu'on était très peu renseigné. Maintenant* on *peut avoir une documentation extraordinaire* et *puis* on a *la possibilité de se déplacer... Mais vers les années 50, ce n'était pas pensable pour une raison très simple : on ne gagnait pas suffisamment d'argent pour le faire.* » L'unification de la planète dans l'univers mental de l'Occident est un phénomène récent, lié à l'accès à la consommation de masse de l'image (télévisée) et du voyage. On peut aujourd'hui se rendre au Mexique pour assister à un match de football.

Un code graphique et linguistique implicite veut que, dans la bande dessinée, l'Amérique latine, où que l'on se trouve, se reconnaisse aux *saguaros*, les fameux cactus géants de type candélabre d'André Breton, aux *sombreros* mexicains et aux *ponchos* colorés, aux églises espagnoles baroques et à l'emploi de quelques mots-clefs tels que *senor* et surtout *caramba*, presque toujours présent, pas moins de dix fois dans *Blondin et Cirage* et de vingt-trois fois dans *l'Oreille cassée*, et qui marque l'étonnement, la colère, et en tout cas la qualité de Sud-Américain. Pour le reste, l'espagnol est souvent approximatif, les paysages passe-partout et les noms ridicules : général Tapioca, Lababal, Pancho Brille, ville de Confession, etc., décalque hispanisé du vocabulaire français commun, destiné à obtenir un effet comique, sombrant parfois dans la vulgarité comme par exemple chez Pellos, le docteur Lacolicos dans *les Pieds-Nickelés chez les réducteurs de têtes* (1959). Et puis, en Amérique latine, on aime obligatoirement la *musique*, la sieste et la révolution.

En pages centrales de son numéro du 30 août 1951, *Spirou* annonce la naissance, sous le crayon de Jacovitti, d'un nouveau héros, Pippo « *le jeune garçon sans peur et sans reproche... aux prises avec les coutumes bizarres du Mexique... Savez-vous ce* qu'est *le Mexique ? Le Mexique est* un *ensemble de chaleur, de révolutions continuelles et de sombreros... Mexique, terre romanesque, où, sous un soleil chatoyant, parmi le vacarme des coups de feu et l'odeur des cactus en fleurs, se déroulent des aventures palpitantes* » !

Des révolutions de pacotille



(Louis Forton, éd. H. Veyrier)

1923 : LES PIEDS-NICKELÉS ARRIVENT AU MEXIQUE

LES premiers dans le genre, les Pieds-Nickelés de Louis Forton arrivent au Mexique dans *l'Epatant* du jeudi 1er mars 1923, cinq mois avant que des tueurs gouvernementaux n'abattent Pancho Villa pour de vrai dans son hacienda de Durango. Franchissant par mégarde la frontière de l'Amérique sèche, *les* Pieds-Nickelés sont assaillis par *les* soldats du général révolutionnaire Cabrades, un scélérat prêt à leur donner du galon contre un peu d'argent et qui imprime de faux billets de banque de tous les pays « *pour arriver à faire vivre la révolution* » – « *Cette armée d'opérette ne me dit déjà rien qui vaille* », soupire Croquignol.

Le décor est planté : cette Amérique latine est un théâtre où l'on joue costumé à la révolution. L'armée du San-Théodoros, une des nombreuses Républiques fictives de la bande dessinée, et que visite Tintin, compte, en 1935, 49 caporaux pour 3 487 colonels *(l'Oreille cassée)* (5), et les troupes sont *particulièrement versatiles. Le même colonel qui* dénonce le général Tapioca, « *cet infâme tyran* », et fait acclamer le vaillant général Alcazar, se retourne peu après contre le même général Alcazar « *cet infâme tyran* » et jure fidélité au « *brave général Tapioca* ». Au Chicareguay, Félix, de Maurice Tillieux (1949), est incorporé de force dans l'armée des *rebelles démocrates du général Népomucène Gonzales* aux prises avec les gouvernementaux républicains du président Ricardo. On lui donne le choix entre un engagement et douze balles dans la peau.

Car on fusille beaucoup dans ces insurrections de pacotille : les Pieds-Nickelés, en huit planches, échappent deux fois au peloton d'exécution, Tintin est condamné à mort le jour de son débarquement au San-Théodoros. Au Mexique, confie Pancho Brille le rebelle à Pippo, « *la fusillade est une chose utile et même nécessaire* ». *Tout* se passe dans une ambiance bon enfant : « *Après tout,* ce n'*est qu'un mauvais moment à passer, cette fusillade, pas vrai ?* », dit à Tintin le colonel chargé de son exécution. La bande dessinée déplace l'histoire dans la sphère du folklore.

La révolution fait partie du paysage au même titre que les cactus-candélabres ou les églises baroques et tourne à la manie. « *Nous sommes toujours en révolution, messieurs,* explique en 1923 un officier de Cabrades aux Pieds-Nickelés, et *nous nous* en *faisons gloire. C'est notre raison d'être. S'il n'y avait pas de révolution, nous ne pourrions pas mener la joyeuse vie.* »

Lorsque Spirou et Fantasio arrivent à Chiquito, capitale de la Palombie, en 1952, où qu'ils se tournent les édifices sautent : le palais du président de la République, la banque nationale... « *Tamale !* s'exclame le chauffeur de taxi, *encore ces révolutionnaires !... Vite vous avez peut-être le temps d'apercevoir la cathédrale...* »

En 1950, dans une aventure de Tif et Tondu dessinée par Will, la ville de San-Salvador fait une guerre sans fin à la ville de Santa-Ana. « *Puis-je me permettre de vous demander pourquoi nos deux villes sont toujours en guerre ?* », interroge le gouverneur de l'une – « *Le sais-je ?* répond le gouverneur de l'autre, *peut-être par habitude.* » La révolution échappa à toute rationalité. « *C'est fou !* s'exclame Tondu, *quel démon malin m'a poussé dans ce pays de toqués ?* ». Bibi Fricotin et Razibus, quoiqu'en termes plus mesurés, ne disent pas autre chose de la Botofogie en 1963 : « *Alors, les Botofogiens ne cessent d'être en révolution ! – Et sans savoir pourquoi ! – Ça alors ! – Comme tu dis !* » Dépouillée de tout contenu historique, la révolution prend en Amérique latine le caractère d'un atavisme. A tel point que l'une des « curiosités » de la province de Coplabamba au Mexique, « *si petite que vous ne la trouverez pas dans un atlas* », est que tout au long de son histoire elle n'a jamais connu de révolution (Berck et Duval, *Viva Panchico*, 1963).

Ces tyrans qui tremblent et font trembler







(André Franquin, éd. Dupuis)

1953 : ZANTAS, MAITRE DE LA PALOMBIE

CETTE *mythologie* de la révolution a pour corollaire le personnage du tyran : Alcazar, au menton proéminent et aux uniformes pompiers, de *l'Oreille cassée* ; Zantas, cousin de Fantasio métamorphosé en dictateur mégalomane de la Palombie (*Spirou, le Dictateur* et *le Champignon*, 1953) ; Tornado le Pacifique, en Pérugie (*Nic et Mino*, 1959) ; le général Poncho, chassé du San-Mirador par un coup d'Etat et qui annonce une terrible vengeance : « *Je reviendrai à San-Mirador* » (*Clifton à New-York*, 1960) ; au Messacare, Calderon au *look* plus moderne d'officier kaki (Gil Jourdan, *l'Enfer de Xique Xique*, 1961) et qui porte le même nom que le président costa-ricien renversé en 1949 par José Figueres, etc.

Les tyrans de papier sont des êtres capricieux et colériques qui ne supportent pas d'être contredits, même dans leurs désirs les plus absurdes : « *Je fais ce que je veux !... Je suis le maître !* », rugit Alcazar. Dans leurs républiques ubuesques et bananières, ils organisent leur propre culte et caressent de grandioses rêves de puissance. Le général Zantas, le regard halluciné, expose avec force gestes ses projets de conquête aux « colonels » Spirou et Fantasio : « *Je vais envahir le territoire de la république de Guaracha ! Je traverserai la frontière par surprise et j'écraserai la misérable armée guarachienne ! Le lendemain, mes blindés occuperont la capitale et bientôt, j'aurai tout le pays entre les mains !... Le pays et ses richesses* ! *De l'or... de l'argent... tous les métaux !... Du caoutchouc ! De tout !...* »

Tandis que le général Ramon, président de l'île caribéenne d'Inagua, un éclair de folie dans les yeux, prétend unifier sous sa férule toute l'Amérique du Sud : « *L'Amérique entière nous appartiendra ! Le prix à payer sera sanglant ! Mais qu'importent cent mille, ou même cent mille morts si la libération d'un quart du monde est à ce prix* » (Buck Danny, *Alerte à Cap Kennedy*, 1964). « *Il est fou !* remarque l'un de ses ministres, *sa mégalomanie lui a tourné la tête* » : sentence magnifique qu'on ne trouve que dans les bandes dessinées.

Hernando Lababal, président « *très, très méchant* » du San-Matamor, se contente, lui, de *régner sur sa capitale Lababalix* et *son port Lababalia* (Eric et Artimon, *le Tyran en acier chromé*, 1962). Dans son bureau, il admire son effigie en empereur romain, et il fait construire en Europe une statue de lui gigantesque, parlante de surcroît : « *Matamoriens ! C'est le père de la patrie qui vous parle ! Moi, Hernando Lababal, l'homme choisi par le destin pour faire votre bonheur à tous !... Mais que ceux qui oseraient en douter le sachent bien ! La* main *d'acier de Lababal les écrasera comme des moucherons.* »

(1) André Breton, Souvenirs du Mexique, *Minotaure* nº 12-13, mai 1939.

(2) Louis Pauwels en 1947, cité par Jacques Sadoul, *Panorama de la bande dessinée*, J'ai Lu, Paris, 1976. Il faut signaler pour être juste que la revue *Planète*, de M. Pauwels, publia en 1967 une anthologie de la bande dessinée.

(3) Jean Bruno Renard, *Clefs pour la bande dessinée*, Seghers, Paris, 1978, et *Livre d'or du journal* Pilote, Dargaud, Paris, 1980.

(4) *Schtroumpf-les Cahiers de la bande dessinée*, nº 34, 1977.

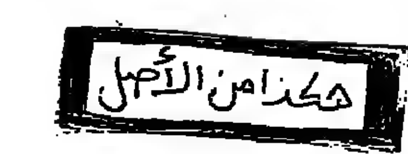
(5) Les dates indiquées sont celles de la première publication en magazine.

* Historien, université Lyon-II.



(Jean Ache, éd. Hardi)

1959 : TORNADO LE PACIFIQUE RÈGNE SUR LA PÉRUGIE





MIROIR DE LA BANDE DESSINÉE

inspirés de modèles souvent trop réels

Les dictateurs foue sont enfermés dans un cercle de la terreur : ils terrorisent leur peuple et leur entourage et eux-mêmes sont terrorisés par les terroristes vrais ou supposés. Ils tremblent et font trembler, ils ont l'insulte facile et la colère prodigieuse. Zantas, victime d'un attentat, effrayé et en loques, ordonne au chef de la sûreté d'arrêter tous les assistants au meeting, les gardes, cent étrangers, et... le chef de la sûreté. Tornado la Pacifique menace les dignitaires du palais : *« Je vous tiens pour responsables. Vous êtes les complices de ces traîtres ! Je vous ferai exécuter tous. »* Il invective ses policiers : *« vils pourceaux »*, *« dindes galonnées »*. Calderon envoie au bagne de Xique Xique son chef de la police : *« Petite limace gluante et incapable »* et gratifie le directeur dudit bagne d'un sonore *« larve baveuse »*.

Mais le tyran a aussi le souci des apparences et le sens de la mise en scène. Calderon utilise des gaz hilarants pour être certain de l'effet de ses bons mots sur la foule. En Pérugie, Tornado la Pacifique compte sur la police pour obtenir, au moment voulu, les vivats du peuple : *« Tous nos ennemis seront exterminés jusqu'aux derniers, leurs maisons rasées, leurs cendres dispersées aux quatre vents ! » « Bravo bienfaiteur ! »*, approuve un aide de camp, *« ton peuple va éclater en applaudissements enthousiastes »*. *« Alors qu'attendez-vous ? »*, grondent les policiers. Et le peuple d'acclamer son bienfaiteur. A Chiquito, on voit la foule ovationner son président qui gesticule du haut d'une tribune sous ses portraits géants : *« Viva Zantas ! »*, et le *policia militar* botter les fesses d'un assistant endormi. *« Que pense le peuple de mon discours,* demanda Zantas ? *— Rien mon général ! On a oublié de brancher les micros. »*

Dans *l'Enfer de Xique Xique*, Tillieux condense le drame latino-américain dans un dialogue entre l'ex-chef de la police de Calderon, limogé, et l'inspecteur Crouton, de la police judiciaire parisienne : *« Vous qui êtes de la partie, collègue, vous devez comprendre. Je ne faisais que mon métier ! »* Crouton : *« Il y a la manière, mon vieux. »* Un dialogue pour militaires argentins.

S'il fallait s'offusquer de quelque chose, c'est moins de la représentation de l'Amérique latine dans la bande dessinée que de sa réalité. Les joyeuses fusillades de Tintin ou des Pieds-Nickelés sont moins meurtrières que la *« fête des balles »* à laquelle nous convie Martin Luis Guzman dans sa chronique de la révolution mexicaine, lorsque le général Fierro, adjoint de Villa, abat comme à la foire les trois cents prisonniers « rouges », partisans de Pascual Orozco (6). Si Hergé force le trait lorsqu'il campe les colonels breloquants et polychromes de *l'Oreille cassée*, il ne parvient pas au degré de cruauté d'Obregon, assassin de Pancho Villa, et un temps maître du Mexique, qui prétendait ne connaître personne *« qui résiste à une canonnade de 50 000 pesos »*.

L'Amérique latine, pour son malheur, ne manque pas de modèles pour les personnages de bandes dessinées. Si San-Matamor a son port de Labebalis et la Pérugie son Bienfaiteur, le Nicaragua avait Puerto-Somoza, la République dominicaine sa capitale Ciudad-Trujillo, du nom du dictateur Rafael Trujillo le « Benefactor », et l'on mourait plus dans ses prisons que dans les geôles de Pérugie. *« Mes dictateurs à moi ne sont jamais bien méchants,* confessait Hergé. *Il n'y a rien là de commun avec ce qui existe au Salvador, au Chili ou en Argentine* (7). » Difficile, en effet, de caricaturer un Pinochet : *« Au Chili, pas une feuille ne bouge sans que je le sache ou que je l'y autorise* (8). »

Plus difficile encore d'organiser un scrutin mieux que le général Stroessner le « Pacificateur », de surpasser la junte argentine dans l'art de disperser, de 1976 à 1983, aux quatre vents les cendres de ses ennemis. Impossible de faire plus vénal qu'un François Duvalier, plus ridicule que le jean-claudisme, doctrine livrée en kit avec le président à vie de Haïti.

En 1951, dans le Guatemala de Tif et Tondu, les gens disparaissent, victimes du Fantôme des Lagunes : *« Sans doute veut-il dominer les Noirs et les Indiens et exploiter le pays à son profit. Il a du retard, car le métier de dictateur est passé de mode. »* Hélas pour le Guatemala ! on se mit à disparaître pour de bon dans ce pays à dater du coup d'Etat pro-américain de 1954 et jusqu'à il y a peu. Comme dans les bandes dessinées ultérieures de Tif et Tondu, les crimes étaient signés de la Main Blanche (9), mais au matin, dans les rues de Ciudad-Guatemala, on retrouvait vraiment des cadavres torturés.

Hélas pour l'Amérique latine ! le métier de dictateur était encore bien porté : un régime militaire dans treize Etats latino-américains sur vingt en 1954, plus de la moitié de la population du continent sous la botte en 1975 (10). Que la Bolivie ait vécu au rythme moyen d'un coup d'Etat tous les dix mois de 1821 à 1980, que la guerre civile larvée appelée la *violencia* en Colombie ait fait au bas mot trois cent mille morts en une décennie (1948-1958), tout cela appartient au domaine de l'histoire et non de l'*historieta*, la bande dessinée en espagnol.

Contre le tyran, la bande dessinée légitime la révolte. *« Si tu constates que la terreur règne au Guabana, cela voudra dire que la cause des révolutionnaires est bonne »* (*Barelli et les agents secrets*, 1964). La révolution cubaine triomphante, en 1959, apporte même quelques symboles : prenant exemple sur les castristes, les maquisards de Nice et Mino (1959 !) ont juré de se laisser pousser la barbe jusqu'au jour où la Pérugie sera débarrassée de *« l'abominable carcasse »* de Tornado. Dans *Bob Morane contre la terreur verte* (1963), le port de la moustache est considéré comme une offense par le régime du président Porfirio parce que les insurgés en ont fait leur signe de ralliement, ce sont les *Mostachosos* (on dit plutôt *« Bigotudos »*, mais enfin...).

Avant-guerre, entre 1937 et 1939, dans l'hebdomadaire *Bayard*, publié par La Bonne Presse, Paulo, ami du *« riche Mexicain »* Don Juanito Alvarez, du *« richissime senor Almeno, ex-roi de la poudre insecticide »* et du *« milliardaire américain Walter Smith, grand ami de la France »*, menait au Mexique le bon combat : *« Hein ? Un mouvement révolutionnaire ? — Hélas ! oui... et le revolver que je t'ai donné tout à l'heure te sera peut-être plus utile que tu ne le crois. »* (*Paulo au Mexique*). Plus loin : *« Ce sont des vagabonds qui profitent des troubles actuels pour dévaliser les voyageurs. La police a déjà assez à faire avec les anarchistes »*, etc. Tout cela est dit sur un ton si naturel qu'il implique un commun positionnement du héros, du narrateur et du lecteur dans l'ordre normal des choses, qui est l'ordre existant.

Complots et intrigues de guerre froide





(Charlier/Hubinon, éd. Dupuis)

DÉBUT DES ANNÉES 60 : DEUX FAÇONS DE VOIR LA CRISE DES CARAIBES : SAINT-DOMINGUE, DANS BUCK DANNY...

DESDE NICARAGUA VINO CARLOS ULLOA A COMBATIR POR CUBA.. EN LA CIÉNAGA DE ZAPATA, OFRENDO SU VIDA POR AMÉRICA

... ET LA BAIE DES COCHONS, DANS UNE BD CUBAINE

Au début des années 60, cela prend la forme d'une commune adhésion aux valeurs de l'atlantisme et à la politique étrangère des Etats-Unis comme allant de soi. C'est la bande dessinée de guerre froide dont le plus brillant exemple est la série *Buck Danny* (neuf millions d'albums vendus entre 1947 et 1980), un colonel de l'aéronavale américaine flanqué de ses deux complices Tumbler et Tuckson, sur un scénario de Jean-Michel Charlier, qui scénarise plus vite que son ombre — *« J'ai dû écrire entre trois et quatre cents histoires »* — et qui, même lorsqu'il envoie ses héros en Corée, *« ne-fait-pas-de-politique »*. *« On m'a soutenu,* gémissait-il, *que* Buck Danny en Corée, *c'était de la politique... Après cette aventure j'ai été pris dans le collimateur de la commission de surveillance des publications destinées à la jeunesse et catalogué comme raciste, vendu aux impérialistes américains* (14). »

La première fois que Buck Danny pose le pied sur le sol latino-américain, c'est en 1956 dans le journal *Risque Tout*, *« le journal du cran et de l'enthousiasme »*, au San-Bolivar pour y défendre les intérêts du complexe militaro-industriel américain. En 1962-1963, pendant le bref intermède démocratique du président Juan Bosch, Buck Danny poursuit les *Voleurs de satellites* (des gens de l'Est) installés clandestinement sur le territoire de Saint-Domingue. Les Dominicains étant présentés comme des gens *hostiles et butés, il ne s'embarrasse pas des* conventions internationales. *« D'après ces idiots,* dit un officier supérieur américain, *nous cherchons un mauvais prétexte pour intervenir chez eux* ou *pour couvrir des opérations destinées à ramener* au *pouvoir l'ancien dictateur ! »*

Le lecteur est donc invité à participer, pour la bonne cause, à la violation de la souveraineté de Saint-Domingue. Et qui se souvient aujourd'hui de l'intervention militaire américaine d'avril 1965 ? Ces « idiots » de Dominicains ? L'hebdomadaire *Spirou* du 3 janvier 1963 constate que, *« de part et d'autre du détroit de Floride, on se regarde toujours comme chien* et *chat »*. A Cuba, à cette époque, on dessinait aussi, mais pour raconter l'histoire de Carlos Ulloa, un Nicaraguayen, aviateur comme Buck Danny, qui pilotait un vieux *Sea Fury* des forces aériennes cubaines le jour de la Baie des Cochons, en 1961, et qui fut abattu par un projectile américain.

Les autres aventures latino-américaines de Buck Danny sont bâties sur le même modèle, mais dans des pays imaginaires. En 1964, dans *un remake* de la crise des fusées, il fait échouer les plans machiavéliques du dictateur « inaguayen » dont les agents en Amérique latine n'attendaient qu'un signe pour *« déclencher en chaîne, avec l'appui des partis nationaux qu'ils ont noyautés, les émeutes, les grèves, les révolutions »*. En 1967, lorsque meurt « Che » Guevara dans une vallée bolivienne, Buck Danny fait échouer une révolution au Mantegue après avoir participé à des manœuvres aéronavales *« ayant pour thème la défense de la zone du canal de Panama »* (*Alerte atomique — l'Escadrille de la mort*). Dans le même genre, l'hebdomadaire concurrent *Tintin* donne vie en 1964 à Jimmy Stone, agent de la CIA, *« six mois de Corée, une blessure, une citation... quatre parachutages sur les commandos vietcongs au nord de Saigon, une deuxième blessure et la médaille »* — voilà pour la biographie.

Il déjoue au Guatemala, dans *Dispositif guet-apens*, un vaste complot sino-coréen à ramifications centre-américaines : *« Un récit en images d'un genre nouveau,* annonce le journal, *plein de mystère* et *de suspense. »* Et quel suspense ! Le Belize, *« théâtre de manifestations inexpliquées qui dégénéraient souvent en échauffourées et même en émeutes »*. La révolution avait cessé de ressembler à celles d'Alcazar. Dans un monde unifié par les ondes hertziennes autant que divisé par les puissances, la littérature enfantine choisissait son camp, par la bande. Mais, faut-il moraliser ? *« Certes,* disait un héros de Sciascia, *il y avait de quoi avoir du mépris, du dégoût, de quoi être enragé. Mais il y avait aussi de quoi rire* (15). » Et puis, peu d'années après, avec mai 68, une autre Amérique latine faisait son apparition dans la bande dessinée, où le social entrait à plein : celle d'Hugo Pratt, de Vidal/Clavé...

J.-M. Charlier se lamentait sur la *« politisation à outrance »* de *Pilote*. Les auteurs de l'ancienne génération s'essayaient au nouveau genre, tentant d'être ce qu'ils n'étaient pas. Pour Maurice Tillieux, ils commençaient à *« faire des conneries* (4) », et perdaient du même coup, pour les meilleurs d'entre eux, le don magique qui avait fait leur succès. Comme Hergé avec *Tintin et les Picaros* (1976), inspiré des tupamaros et de l'affaire Debray, où Tintin n'est plus que son pâle reflet. *« Oui,* ajoutait Maurice Tillieux, *moi j'aimais bien Hergé dans ses clichés, dans ses lieux communs, c'était très chouette parce qu'il y avait de la vie là-dedans... Le désir de vivre quelque chose qu'on ne vivra jamais s'efface maintenant au profit du décor. »* S'efface aussi ce qui était essentiel et que Jijé appelait *« un don d'enfance »*.

PHILIPPE VIDELIER.

Les Blancs et les autres





VAINQUEUR JOSE LE DIRE, GRÂCE À MES MERVEILLEUSES QUALITÉS DE TACTICIEN MAIS UN PEU AUSSI PARCE QUE VOUS AVEZ ÉTÉ COURAGEUX ET AVISÉS. JE VOUS EN FÉLICITE AVEC CHALEUR.
C'EST MOINS QUE RIEN! QUAND ON A LE PRIVILÈGE D'ÊTRE DANS UN PAYS OÙ LA DÉMOCRATIE LE DISPUTE À LA RÉPUBLIQUE, ON SE DOIT DE SERVIR CELLE-CI.
PARFAITEMENT.

(Maurice Tillieux, éd. Deligne)

1949 : FÉLIX, AVENTURE AU CHILI

Mais la bande dessinée reste un genre *« dépolitisé »*, au sens que Roland Barthes donne à ce mot dans ses *Mythologies*. L'Amérique latine racontée aux enfants est un mythe et *« le mythe ne nie pas les choses, sa fonction est au contraire d'en parler ; simplement, il les purifie, les innocente, les fonde en nature et en éternité, il leur donne une clarté qui n'est pas celle de l'explication, mais celle du constat* (11) ». Ainsi, l'impérialisme tel que le vit l'Amérique latine est singulièrement absent de la bande dessinée. Il apparaît seulement dans *l'Oreille cassée*, inspirée de la guerre du Chaco (1932-1935), sous forme d'une *rivalité* entre la General American du général Alcazar, et la Compagnie anglaise des pétroles (pour Royal Dutch Shell), qui se tient derrière le Nuevo-Rico du général Mogador, en guerre pour le contrôle du désert du Gran-Chapo, supposé imbibé de pétrole.

Mais la relation inégale demeure comme fait de nature entre Européen (ou Nord-Américain) et Sud-Américain dans la situation ethnocentrée et socialement située du héros. *« Mes amis et moi on s'en fiche de la révolution mexicaine,* dit Ribouldingue, l'un des Pieds-Nickelés, *toutefois, le hasard nous ayant précipités dans la mêlée, il serait dégoûtant de ne pas chercher à débarrasser le Mexique du tyran qui nous enferma dans ce château. »* Soulignons le « nous ». *« Des Blancs !... Et même des policiers ! Hourra ! Nous sommes sauvés »*, s'exclame Nic, en Pérugie. Et plus tard : *« Je me moque de votre Bienfaiteur, de votre Libertador et de tous vos petits démêlés pérugiques ! Je suis français. »* Soulignons « petits ». La situation de Français (ou de Belge) est mise en avant comme s'il s'agissait d'une qualité particulièrement avantageuse. De cette dichotomie eux/nous naît un sentiment de supériorité qui s'affirme jusque dans les bonnes causes : *« Tout est bien qui finit bien grâce à vous, senor Barelli »* – car le Français (ou le Belge) surgit comme démiurge de l'histoire des autres, qui au fond ne sont que des figurants. Frederi le Gardian, par exemple, aide Bruno *le Libérateur chrétien à se débarrasser de la tyrannie* de Paresco l'apostat livré *« tout entier à Satan »* et au culte inca (c'est la même chose) : *« Compagnons de Justice et Liberté, vous ne serez plus seuls dans le bon combat... Des amis de France nous assurent l'appui du gouvernement fédéral. »* (Frédéri, *le Signe de l'oiseau de feu*, 1954).

Paradoxalement, le Parti communiste partait en guerre dans *la Nouvelle Critique* contre le « plan Marshall des idées ». *« De plus en plus nombreux* (lisait-on), *textes et images nous viennent des USA, presque tous de basse qualité, qui empoisonnent les jeunes esprits par leur bêtise, leur outrageante immoralité, qui restreignent durement les possibilités de la production française de livres et journaux pour enfants* (12). » Alors qu'existait sur place et fortement une littérature enfantine de combat, d'inspiration catholique, bien, bien avant la théologie de la libération. La révolution se faisait inquiétante. *« C'était la révolution, alors Don Roberto me dit s'il m'arrivait malheur »... « En prévision des temps troublés qui s'annoncent »... « Au temps des troubles de la révolution. »* (*Blondin et Cirage au Mexique*, 1951). *« Non messieurs, je regrette... Nous ne pouvons pas relâcher cet individu même sous caution... c'est un dangereux anarchiste... Pardonnez-nous cette méprise, cher monsieur, mais dans un pays comme le nôtre, on n'est jamais trop prudent »* (au Sambaguay, Tif et Tondu, *Plein Gaz*, 1957). Hors de ce consensus idéologique, le dessinateur André Franquin, chez qui apparaît une franche hostilité à la dictature pour elle-même dans *le Dictateur et le Champignon*, fait figure d'exception. *« Là, ce sont des planches que j'ai aimé faire, où l'on sent la présence d'un dictateur, une tension persistante, l'omniprésence de l'armée. Et cela monte jusqu'à l'arrivée du tyran, dont on voit seulement la voiture, une Mercedes noire, comme pour tous les tyrans... Oui, il y a une grande satisfaction à faire péter un char* (13). » Des années plus tard, Franquin dessinera pour Amnesty International.

(6) Martin Luis Guzman, *Avec Pancho Villa*, Grasset, Paris, s. d.

(7) *Tintin*, n° 11 bis, 1983.

(8) *Le Monde diplomatique*, octobre 1985.

(9) Tif et Tondu combattent une organisation internationale de malfaiteurs, la Main Blanche, dirigée par l'énigmatique Monsieur Choc.

(10) *Le Monde*, 18 avril 1978.

(11) Roland Barthes, *Mythologies*, Le Seuil, Paris, 1970.

(12) *La Nouvelle Critique*, n° 32, mars 1952.

(13) Numa Sadoul, *Et Franquin créa Lagaffe*, Distri BD, Bruxelles 1986.

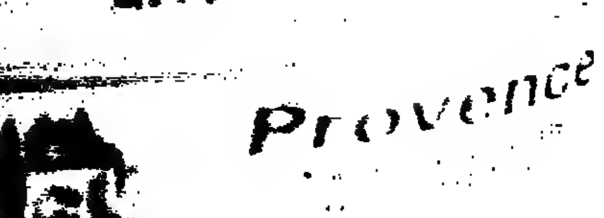
(14) *Schtroumpf – les Cahiers de la bande dessinée*, n° 37, 1978.

(15) Leonardo Sciascia, *le Contexte*, Folio, Paris, 1978.

....CARAMBA!... ENCORE UNE FOIS TROP À DROITE !...

(Hergé, éd. Casterman)





les livres

UNE AMÉRIQUE DES TÉNÈBRES

Métamorphoses et possession

LES SORCIÈRES D'EASTWICK, de John Updike, Gallimard, Paris, 1986, 350 pages, 98 F.

« *JE ne peux pas être autre chose que ce que je suis. Je trouve trop de contentement dans ma condition, on me caresse sans cesse.* » Ainsi parlait une jeune sorcière française, vers 1660. Dans l'Amérique des années 80, les sorcières de John Updike revendiquent le même droit – et le même bonheur – à être elles-mêmes.

Aujourd'hui comme hier, l'épanouissement de la personne exige quelques métamorphoses. Alexandra, Jane et Sukie transforment allègrement leurs ex-maris. La première le réduit à une poignée de poussière polychrome qu'elle scelle dans un bocal placé sur un des rayons du haut, dans la cuisine. La seconde l'accroche dans la cave de son pavillon, au milieu des herbes sèches, et s'en sert, à raison d'une pincée à la fois, pour assaisonner son philtre. La dernière pérennise son ancien mari sous forme d'un carré de plastique qu'elle utilise comme napperon.

Libérées, les trois sorcières se retrouvent chaque jeudi autour de leurs chaudrons. Elles se racontent les caresses reçues, les fantasmes vécus, les libertés prises. Elles tissent un réseau de complicité où les amants s'échangent, où l'on cesse d'être obnubilé par son poids, où l'on donne libre cours à ses impulsions – y compris d'artiste. Alexandra sculpte des corps de femmes nues (et jamais elle n'oublie de marquer, d'un soupçon d'encoche, la fente de la vulve, sa façon à elle de protester contre la mensongère lissité des poupées de son enfance). Jane joue du violon et donne des leçons de piano. Sukie, échotière dans le journal local, a l'art d'arracher les secrets aux êtres qu'elle interviewe.

« *Alors le Diable, une fois terminées ses admonitions, descendit de la chaire, puis leur commanda à tous de s'approcher pour lui baiser le cul, qu'à les en croire il avait froid comme glace.* » Ainsi parlait Agnès Sampson en 1590. Le Diable, c'est ici Van Horn, quarante-deux ans. Jamais marié. Originaire de New-York. Souche hollandaise. L'étranger. Il s'approprie le manoir de l'Enox, que les anciens, très anciens, propriétaires avaient acquis des Indiens dans des conditions douteuses. Il installe une salle de musique avec trois pianos et un laboratoire où il espère découvrir le juteux successeur du silicium. Il invite les sorcières dans son « Jacuzzi », immense baignoire aux eaux chaudes et mouvantes, agrémenté d'une sono-stéréo. Après quoi, il leur offre son postérieur. A malin, malin et demi, la bande des trois franchit un nouveau seuil. Les métamorphoses ? Cela ne suffit plus. Alors, on fabrique des sortilèges, on jette des sorts, on s'efforce de posséder le démon. L'occasion est fournie par Jenny, leur adepte docile, devenue leur rivale. Jenny et son frère s'installent dans le manoir. Jenny épouse le Malin. Trahison. Il convient de se venger. Les sorcières concentrent leur pouvoir au cours d'une séance désopilante où elles fabriquent une effigie de Jenny avec des rognures d'ongle, des poils, et du sang menstruel de la victime. Le père de Jenny tue son épouse à coup de tisonnier avant de se suicider. Jenny avorte. Puis elle meurt d'un cancer. Le Malin s'enfuit avec le frère.

« *SOUVENEZ-VOUS des célèbres procès en sorcelleries. Jamais les juges, même les plus humains, ne mettaient en doute la culpabilité des accusées. Les sorcières elles-mêmes n'en doutaient pas – pourtant, aucune n'était coupable de rien.* » Ainsi parlait Frédéric Nietzsche en 1887. Malgré leur rage assassine, les sorcières d'Updike ne sont pas plus coupables que leurs aînées. Le mal est ailleurs. Il vient de plus loin. C'est l'ambition de s'approprier la terre, la science, les âmes.

Le décor de cette grotesque facétie qui tourne au drame, c'est Eastwick, Rhode-Island, en Nouvelle-Angleterre, là même où les Pères pèlerins débarquèrent en 1620. La pesante atmosphère qui entoure ces nouvelles sorcières de Salem est marquée par la *Puissance des ténèbres (Power of Darkness)* qui enveloppait déjà le monde de Nathaniel Hawthorne. Deux siècles plus tard, on retrouve les mêmes démons, les mêmes tabous, les mêmes remords. Et le même clin d'œil : des métamorphoses ? *Oui.* La possession ? *Non.*

PIERRE DOMMERGUES.

● **L'ARBRE A PALABRES : ESSAI SUR LES CONTES ET RÉCITS TRADITIONNELS DE L'AFRIQUE NOIRE, de Jacques Chevrier (Hatier, Paris, 1986, 335 p., 110 F). – Si l'Afrique subsaharienne possède peu de bibliothèques et à peine quelques monuments, elle est riche d'autres formes de civilisation. La littérature orale, cette tradition qui constitue le « latin du continent », est l'un de ces trésors peu connus et dont ce livre nous donne un merveilleux aperçu.**

QUAND SE RENOUVELLENT LES REGARDS SUR LA CHINE

Les choix sont-ils déjà faits, à Pékin ?

DEPUIS le choc que fut, pour l'opinion occidentale, la publication des livres d'Edgard Snow sur la révolution chinoise et depuis l'édition des ouvrages fondamentaux et aujourd'hui encore inégalés du général Guillermaz sur l'histoire du Parti communiste chinois, la bibliographie consacrée à la Chine a traversé une crise profonde. Aux témoignages d'admiration systématique et souvent naïve qui étaient à la mode à la fin des années 60 a fait place un cortège de livres où les adorateurs d'autrefois s'empressaient de renier leurs dieux. Au fond, on assistait à un changement de génération parmi les spécialistes de la Chine : les témoins, historiens ou analystes, qui avaient connu la révolution chinoise et qui en avaient fréquenté les dirigeants disparaissaient, et le fait est que, semble-t-il, ils n'étaient remplacés ni en nombre ni en compétence. D'autant plus opportune est aujourd'hui la parution d'un ouvrage collectif, Stratégie chinoise, ou la mue du dragon *(1), dont l'intérêt et la qualité tranchent sur tout ce que l'on a pu lire depuis dix ans sur ce pays.*

Son originalité est d'être le résultat du travail conjugué de spécialistes français et japonais. Comme le disent les deux artisans principaux de cet ouvrage collectif, Mineo Nakajima et Claude Cadart, « quand ils regardent la Chine ensemble, Français et Japonais ne la voient pas toujours du même œil, bien entendu, mais leurs points de vue le plus souvent se complètent sans s'exclure ; quand ils regardent la Chine ensemble, Français et Japonais se mettent à la voir en relief ».

Ce que les spécialistes français et japonais voient maintenant, c'est la Chine telle qu'elle se transforme sous nos yeux, invoquant toujours les principes du socialisme et l'idéal communiste, mais recourant désormais à un pragmatisme délibéré, rejetant par pans entiers son ancienne économie collectivisée et rompant ouvertement avec le lourd et formidable héritage du maoïsme. Dès lors, toutes les études rassemblées dans ce livre tendent à répondre à ces mêmes questions que Mineo Nakajima et Claude Cadart développent dans leur texte commun : la Chine s'est-elle déjà « réengagée sur la route du capitalisme » ou « n'est-elle pas plutôt en train de vivre une expérience fort comparable à celle de la NEP de la Russie des années 1921-1928 » *– un recours provisoire à l'économie de marché avant un retour définitif à l'économie socialiste ? Ou s'agit-il de la découverte progressive d'*« un socialisme enfin vivable et efficace qui l'autorisera à devenir à son tour un grand pays moderne » ? *Et pourrait-elle ainsi servir de modèle aux autres pays socialistes, y compris l'URSS ?*

LES réponses, naturellement complexes et même contrastées, se répartissent autour de trois thèmes. L'avenir des réformes actuelles dépend, pour l'essentiel, de la confrontation inévitable, et même impitoyable, entre les réformateurs et ceux qui, à l'abri des structures du parti, de l'administration et de l'armée, redoutent la mise en cause de leurs pouvoirs avec l'émergence d'un nouveau type d'économie et de société : Mme Cheng Yingxiang définit avec rigueur les termes de ce conflit fondamental.

L'économie peut-elle connaître les transformations radicales et les progrès décisifs qui ont été manqués par l'expérience précédente ? Les conclusions de l'économiste japonais Kazuo Ogura apportent ici une réponse relativement optimiste.

Enfin, la place de la Chine dans le système international la situe maintenant dans une sorte d'équidistance entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, après qu'elle eut renoncé successivement à condamner la faiblesse de l'URSS face à l'impérialisme américain, puis l'« ours polaire soviétique » comme danger suprême justifiant l'alliance ou la complicité avec les Etats-Unis et avec toute autre puissance antisoviétique. L'analyse de Mineo Nakajima suggère que, en s'éloignant du maoïsme, la Chine s'est également éloignée de ses anciens choix de politique extérieure et qu'elle a déjà retiré tout le bénéfice qu'elle pouvait attendre de son rapprochement exclusif avec les pays occidentaux.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

(1) *Stratégie chinoise, ou la mue du dragon*, Claude Cadart et Mineo Nakajima, Editions Autrement, Paris, 1986, 240 pages, 95 F.

SOCIÉTÉ

LA TERRE ET LES GENS DU FLEUVE. – Adrian Adams

★ **L'Harmattan, Paris, 1985, 240 pages, 95 F.**

Chronique intérieure en forme de long poème, le livre d'Adrian Adams, une Américaine vivant au Sénégal, est un livre rare. Sur les berges du fleuve où elle nous entraîne, elle invite à ressentir autant qu'à connaître ou à comprendre. Une ode au silence agité de la savane, à la chaleur de la saison sèche, au parfum violent de l'air et au fleuve omniprésent « *immobile au plus bas de son lit profond* »... Il y a quelque chose de magique à parcourir avec elle les chemins de terre et l'histoire des grands et petits moments de la petite ville où elle a choisi de vivre.

Une geste paysanne, mi-reportage, mi-récit initiatique, qui séduit par sa dimension poétique et son regard aigu captant les moindres détails. Construit en plusieurs temps qui sont autant de saisons, elle raconte la vie au bord du fleuve Sénégal, la lutte pour la terre, elle confronte, avec son expérience personnelle, les rapports d'experts et les études des chercheurs sur cette zone.

CAROLE DANY.

TIERS-MONDE

LE DÉSARMEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT. – J. Fontanel et J.-F. Guilhaudis.

★ **Arcs, Grenoble, 1986, 412 pages, 130 F.**

Evoquer le déséquilibre croissant entre les dépenses en armement et l'appauvrissement des pays en voie de développement, c'est d'abord parler chiffres. Un exemple : de 1968 à 1972, les dépenses militaires des pays de l'OTAN ont représenté vingt-sept fois le montant de l'aide, sous forme de dons, des pays de l'OCDE durant la même période. Le bilan est triste à pleurer, et l'idée d'un rééquilibre – on n'ose penser substitution – entre les dépenses de guerre et celles consacrées au bien-être des hommes n'est pas neuve. Et pourtant. Cet ouvrage dense, docte et exhaustif, rappelle opportunément que ce n'est pas une idée utopique. Un plaidoyer rigoureux – rédigé en anglais et en français – sur un sujet majeur pour l'avenir et qui retrace l'histoire d'un mouvement d'idée qui prend sa source dans une actualité toujours renouvelée.

CAROLE DANY.

CORRESPONDANCE

Une lettre de la Heritage Foundation

M. Gordon S. Jones, vice-président de la Heritage Foundation, nous adresse la lettre suivante à propos de l'article de M. Georges-Albert Astre, publié dans le Monde diplomatique *de mai 1986 sous le titre : « L'offensive de Washington contre les Nations unies » :*

J'ai lu cet article avec beaucoup d'intérêt. Pour l'essentiel, son auteur est bien renseigné. Il nous croit peut-être un peu plus puissant que nous ne le sommes, mais nous acceptons le compliment. En réalité, les courants intellectuels dont nous faisons partie sont en croissance partout dans le monde, y compris en France. Les nouvelles idées que nous avançons donneront au tiers-monde un avenir de croissance et de liberté ; en revanche, les Nations unies luttent contre les vrais intérêts des peuples des pays sous-développés.

Pourtant, j'ai à vous signaler une grave erreur dans cet article. Il n'existe aucune « collaboration » entre la Heritage Foundation et l'Association pour l'unification du christianisme mondial. Nous ne connaissons pas Sun Myung Moon, ni ses lieutenants, et nous n'avons jamais reçu d'argent de lui ou de ses entreprises. Je peux en dire autant de la Ligue anticommuniste mondiale et de l'Académie mondiale de la paix, à propos desquelles nous ne savons pas grand-chose.

[Nos lecteurs liront avec intérêt le livre de Jean-François Boyer sur *l'Empire Moon*, paru *au début de cette année aux éditions* La Découverte, Paris. Un reportage de l'auteur, reprenant les principales conclusions de son enquête sur la secte Moon, a été diffusé sur TF 1.]

VOIX DES PAYSANS DU SALVADOR

« Le pire danger, c'est le peuple »

***UN JOUR COMME TANT D'AUTRES*, de Manlio Argueta, traduit de l'espagnol par Maria Poumier, l'Harmattan, Paris, 1986, 176 pages, 80 F.**

SUR El Salvador et les conflits qui le déchirent, on lit des bribes d'informations. Le plus souvent sanglantes. Ainsi, en 1980, l'assassinat de *Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador*, abattu par les Escadrons de la mort pour avoir dénoncé les terribles inégalités sociales, sensibilisa les esprits. Mais qui sait que, cette même année, dans cette même capitale de San Salvador, un jury international octroya un grand prix à un roman d'une rare qualité, *Un jour comme tant d'autres* ?

Sa parution à Paris, aujourd'hui, constitue une première, puisque aucun roman salvadorien n'avait encore été traduit en français. L'auteur, Manlio Argueta, né en 1935, qui vit actuellement au Costa-Rica, est pourtant bien connu en Amérique latine et aux Etats-Unis (1). Issu de l'université de San Salvador, très lié au déroulement des luttes sociales et politiques, fondateur avec le poète Roque Dalton (qui s'engagea plus tard dans la guérilla) du Cercle littéraire universitaire, c'est à une démarche proche de l'anthropologie qu'il se livre, en donnant à entendre la parole multiple des sans-voix : les plus humbles parmi les Salvadoriens, ces familles paysannes dont les enfants mal alimentés souffrent de parasites quand ils ne meurent pas dès leurs premiers mois de diarrhée, familles dont la foi ingénue irrigue un chemin qui va de la douleur à la révolte. Le roman s'ouvre sur le témoignage, tout de fraîcheur et d'émotion, d'une « mère-courage », paysanne pauvre de la province de Chalatenango. C'est l'aube, traversée par les cris des oiseaux parmi lesquels se détache le *clarinero* noir aux plumes phosphorescentes.

« *Ce qui me plaît le plus, c'est d'épier le ciel lorsque la nuit est en train de s'échapper* », dit Guadalupe Fuentes. Dans cette journée banale au cours de laquelle elle va accomplir, jusqu'à ce que l'après-midi s'achève, les gestes rituels du travail à la maison et à la terre, elle verra sa petite fille, Adolfina, suspecte comme son mari d'activités « subversives », emmenée par l'armée. Ils ont osé aller en délégation demander un crédit à la banque pour acheter des engrais et des insecticides...

MAIS qu'est-ce qui leur prend, à tous ces culs-terreux, de se mettre à revendiquer comme ça, demande à son compère, entre deux coups de gnôle, un jeune soldat (lui-même cul-terreux d'ailleurs) de l'un des Bataillons spéciaux où des instructeurs nord-américains administrent avec la plus grande brutalité leurs très spéciales leçons.

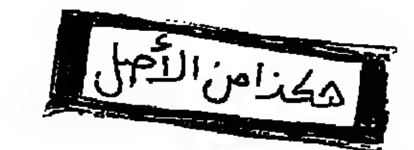
« *Nous devons être bien alimentés, nous dit le gringo, pour pouvoir défendre la patrie. En échange de ces plaisirs, nous devons être à la hauteur de ce qu'ils nous demandent. Chacun doit être disposé à défendre la patrie, même si c'est aux dépens de ses propres frères. Et, ça va de soi, de sa propre mère s'il le faut. Tu as beau trouver ça exagéré, mais c'est que le monde occidental est en danger, et nous savons que le pire danger, pour le monde occidental, c'est le peuple, qu'ils disent. Le professeur nous fait réciter : « Quel est notre plus grand ennemi ? » Et nous répondons tous en chœur : « Le peuple » ; et ainsi de suite : « Quel est le pire ennemi de la démocratie ? » Et on répond tous : « Le peuple ». Plus fort, il nous dit. Et on crie à plein gosier : « Le peuple-le peuple-le peuple ! » Tout ça, ça reste entre toi et moi, bien sûr. Nous, on nous appelle les spéciaux.* »

Souvent imprégnés de cet humour féroce et tendre que le Salvadorien Manlio Argueta partage avec le Nicaraguayen Sergio Ramirez, les récits s'entrecroisent, bouleversants, mêlant l'horreur et la poésie.

Le lecteur plonge dans les coutumes, les croyances, les peurs et les désirs d'un peuple où l'espoir s'est levé, malgré la tragédie qui pèse sur lui.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

(1) *El valle de las hamacas* – la Vallée des hamacs – reçut au Costa-Rica, en 1969, le Prix centraméricain du roman de l'Organisme de la confédération universitaire centraméricaine (CSUCA). *Caperucita en la zona roja* – le Petit Chaperon rouge dans la zone rouge, – qui a été traduit en américain, ainsi qu'*Un jour comme tant d'autres* – gagna pour sa part le Grand Prix latino-américain du roman au concours de la Casa de las Americas (Cuba, 1977).



les livres du mois

COMMUNICATION

INTRODUCTION A LA RADIODIFFUSION INTERNATIONALE. – Gilles Landau

★ *Editions Davoze (BP 404, 75723 Paris Cedex 15), Paris, 1986, 120 pages, 120 F.*

A l'heure où le statut et les objectifs de Radio France internationale (RFI) semblent remis en cause par le gouvernement de M. Chirac, cet ouvrage arrive à point. Il décrit la « guerre des ondes » que se livrent ces radios qui – partout dans le monde – émettent en *direction de l'étranger*. L'auteur montre clairement combien sont grands les enjeux politiques et culturels de cette « guerre ».

Tableaux, programmes, identification des émetteurs, fréquences, nombre d'auditeurs..., les données et les faits pullulent dans ce livre *désormais indispensable aux fanatiques* des ondes courtes.

IGNACIO RAMONET.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS. – Bruno Aurelle

★ *La Découverte, coll. « Repères ». Paris, 1986, 128 pages, 32,50 F.*

La France doit-elle déréglementer ses télécommunications ou leur conserver le statut actuel ? Quels risques ferait courir aux industries liées à ce secteur une privatisation trop hâtive ?

L'auteur expose, dans le détail, les conséquences technologiques et économiques qui pourraient découler de telles décisions. Il rappelle l'histoire, en France, des rapports entre l'Etat et les PTT ; il analyse le type de déréglementation mis en œuvre aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon. Ces expériences le laissent sceptique, et il se prononce pour la mise en place d'un « modèle français ».

I. R.

LE VILLAGE PLANÉTAIRE, L'ENJEU DE LA COMMUNICATION MONDIALE. – Hervé Bourges, Jules Gritti

★ *Les Nouvelles Editions africaines, Dakar, 1986, 224 pages.*

Jacques Fauvet, dans l'une des deux préfaces de cet ouvrage, écrit : « *La liberté de l'information est un mythe quand, échappant à la tutelle de l'Etat, la presse tombe sous la domination de l'argent ; la liberté aboutit alors à faciliter la concentration.* » Et, dans l'autre préface, M. Amadou-Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, rappelle que « *les moyens d'informations et de communication dont dispose l'humanité sont très inégalement utilisés par les différentes nations. Ils sont essentiellement concentrés dans un petit nombre de pays* ».

Partant de ces constatations, les auteurs de ce livre exposent les objectifs du Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), qui cherche à mettre fin à cette double injustice. Ils présentent, d'autre part, une réflexion originale sur le « *défi télématique* » et une pertinente analyse montrant comment les médias peuvent refléter le racisme et les inégalités.

I. R.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ATLAS RECLUS : ZONES FRANCHES ET PARADIS FISCAUX. – Roger Brunet

★ *Fayard-Reclus, Paris, 1986, 80 pages, 91 cartes, 120 F.*

Un tableau mondial, richement illustré et méticuleusement commenté, sur les zones franches et les paradis fiscaux dans l'ensemble du monde. A noter les pages consacrées à la France qui, si elle n'a pas (officiellement) de *zones franches a, depuis 1983, multiplié* les dérogations permettant de s'en rapprocher. Un processus qui devrait s'accélérer...

Une première réalisation d'une exceptionnelle qualité à l'actif du groupement d'intérêt public (GIP) Reclus de Montpellier, qui innove, en France, en matière de cartographie automatique.

ATLAS RECLUS : BRASIL. – Hervé Théry, et ESPANA. – Robert Ferras

★ *Fayard-Reclus, Paris, 1986, respectivement : 88 pages et 96 pages, 79 F et 95 F.*

Dans le cadre de la préparation de la *Géographie universelle*, objectif du GIP Reclus, Hervé Théry propose un Atlas chorématique du Brésil (les chorèmes étant « *les modèles plus ou moins généraux qui représentent les structures élémentaires de l'espace social* »). Robert Ferras propose, de son côté, une relecture de l'Espagne entre le Nord et le Sud (les deux ouvrages sont publiés en trois langues : français, espagnol et anglais ou portugais).

THE INTERNATIONAL WHO'S WHO 1986-1987

★ *Europa Publications Ltd, Londres, 1986, 1 783 pages, 70 livres.*

Pour sa *cinquantième édition, cette* véritable « banque de données », accessible à tous, accueille plus de mille cinq cents nouveaux venus du monde de la politique, des sciences et des arts. Au total, dix-huit mille biographies sont désormais consignées, s'appliquant à des personnalités appartenant à la presque totalité des pays.

SOCIÉTÉ

LES INTELLECTUELS EN FRANCE DE L'AFFAIRE DREYFUS A NOS JOURS. – Pascal Ory, Jean-François Sirinetti

★ *Armand Colin, Paris, 1986, 264 pages, 88 F.*

On a beaucoup glosé sur le silence surprenant des intellectuels. Entendons leur désengagement à gauche, face à une pensée de droite plus agressive. Le livre de Pascal Ory et Jean-François Sirinetti vient à point mettre en perspective le statut et le comportement des intellectuels, et le démystifier avec sérénité, en présentant leur évolution dans la société, depuis la fin du siècle dernier.

En dix chapitres chonologiquement bien équilibrés, l'ouvrage éclaire avec pertinence les tribulations des intellectuels dans les combats de la cité. De l'éclatante entrée du Zola de « J'accuse » aux troubles incertitudes d'aujourd'hui, à travers cet « âge d'or » des années 30 à 70, il montre bien comment, de ruptures en affrontements, s'est développée cette responsabilité particulière d'hommes qui sont des spectateurs engagés dans le monde, par la parole, par l'écrit et par l'image. Et c'est peut-être, pour en avoir abusé, que, clercs désacralisés, ils seraient aujourd'hui, dans le tintamarre médiatique, moins silencieux que « *moins écoutés* ». En somme, un purgatoire des intellectuels qui, pour les auteurs, ne pourrait être que passager.

RENÉ BAYSSIÈRE.

ÊTRE TURC EN FRANCE, RÉFLEXIONS SUR FAMILLES ET COMMUNAUTÉS. – Riva Kastoryano

★ *Ciemi-L'Harmattan, coll. « Migrations et changements », Paris, 1986, 206 pages, 95 francs.*

L'immigration turque en France, mal connue et trop souvent ignorée, parle, elle aussi, exil et déracinement. Mais si, pour ces hommes et ces femmes, l'exil est vécu comme provisoire, comme une étape avant le retour, celui-ci, au fil des ans et au prix d'une assimilation parfois douloureuse, s'est fait de plus en plus mythique.

L'ouvrage de la sociologue Riva Kastoryano est un témoignage autant qu'une étude de comportement sur les héritiers d'un empire qui, loin d'avoir été colonisé par l'Occident, connut au contraire une expansion très importante. Au centre de l'ouvrage, une réflexion sur la modification du projet initial du retour et les conflits que fait naître l'intégration par les enfants au sein de la cellule familiale. Entre tradition et modernité, une communauté qui cherche à préserver son identité au milieu de ses contradictions.

C. D.

Une histoire du monde

Par YVES FLORENNE

L'HISTOIRE *du monde est déjà écrite :* dans l'immense « livre » des textes de toute nature, depuis les premiers signes gravés sur la pierre. Des signes qui furent bientôt images. Combien chargé de sens, le seul fait que, taillées dans la paroi des grottes, mais surtout modelées dans l'argile, ces premières figures humaines sont *toutes* féminines ; et si fortement érotisées que nous les appelons des « Vénus ».

Ecrire cette histoire en quelques centaines de pages (1), ce qui est une grande ambition, revient à tracer un parcours éclair, une séquence fulgurante, encore que le film soit long à projeter. Parlons de synthèse, plutôt que de vulgarisation. La valeur d'un vaste sommaire comme celui qui nous est offert tient, certes, au sérieux de la compilation et à la qualité des sources, mais d'abord à la capacité visionnaire et recréatrice. Au vrai, il y faudrait à la fois un savant, un philosophe et un poète épique.

Historien à sa façon, Hugh Thomas est plus modestement le « *grand reporter* » d'un passé qui déferle jusqu'à nous. Il sait regarder et écouter, et sa réflexion sur ce qu'il voit et entend, sur ce qu'il a lu, est bien de lui, non sans sagacité, couleur et saveur. « *Si on pouvait écrire une histoire du monde, ce livre en serait le modèle* », nous dit l'éditeur, retouchant d'ailleurs à peine ce que l'auteur dit lui-même. Souvenons-nous, à sa place, d'un autre auteur (qu'il a publié) et qui avait écrit la même histoire sous le même titre, en quatre volumes, vingt ans avant Hugh Thomas.

Mais sans doute la démarche de Jean Duché paraîtrait-elle aujourd'hui un peu légère (ce n'est pas toujours une tare). C'était celle d'un romancier aimable qui, avant de s'attaquer à l'histoire du monde, avait écrit celle de la France « racontée à Juliette ». Hugh Thomas est, ou paraîtra, plus scientifique. Tout en suivant, plus qu'il ne le dit, le fil de la chronologie, il procède parallèlement par thèmes ; de plus, il repère tels « détails » dédaignés hier, mais plus révélateurs que tant d'événements « historiques ». Bref, ce n'est pas pour rien qu'il a lu Braudel.

Savoir entendre, voir et lire, certes ; mais il faut savoir tout court pour saisir et interpréter celui des spécialistes de ces innombrables spécialités qui font justement l'histoire du monde. Le lecteur admire donc ce savoir-là et l'art de s'en servir. Reste que la loi contraignante du genre, si elle n'exclut pas les idées personnelles, et l'auteur le montre assez, conduit par l'exigence de brièveté à des choix et à la présentation un peu péremptoire d'une vérité entre d'autres, et retenue pour la seule. *Un exemple, limité et simple, pris* dans la préhistoire. On sait que l'un des premiers traits qui constitue l'homme, c'est la pratique de la sépulture. L'auteur avance que les corps « *étaient ensevelis, les membres repliés, pour occuper moins de place* et *économiser l'effort de creuser...* ».

Dans cette affirmation tranchante, on est plutôt porté à *voir une obsession « économique » – économie de l'effort et* de l'espace – qui nous est un peu trop immédiatement contemporaine. Cette pratique des origines nous paraît beaucoup plus chargée de sens « primitif », donc religieux : rendre au mort la position du fœtus, qui révélait à la naissance la forme première du vivant. Mais le lecteur doit-il y regarder de si près, alors qu'il trouve dans le livre un raccourci valable ? L'intérêt en sera d'autant plus vif pour lui que, traité par thèmes, le récit rend presque omniprésente la place de ce passé qu'est notre présent qui passe.

C'est évidemment là que l'auteur intervient le plus librement. Il se montre un libéral, dans toute la force et l'ambiguïté du terme. Si son libéralisme est celui, très apologique, *de la « libre entreprise », ce n'est pas moins celui de la* liberté même. Il se réclame d'une parole de Popper particulièrement actuelle : « *Notre but doit être la liberté, et pas seulement la sécurité. Ne serait-ce que parce que seule la liberté peut garantir la sécurité.* » Sa foi libérale et une légitime horreur du totalitarisme engendrent son éloignement de tout socialisme : aussi bien le socialisme chaleureux, généreux, donc « utopique », que le « socialisme froid » qui produit la glaciation totalitaire. Aussi est-il dans sa logique qui est celle du « réalisme » anglo-saxon, quand il écrit : « *La Révolution française fut la fête des idées absurdes.* »

Apercevra-t-on un grain de racisme inconscient (qui n'a le sien ?) quand, à propos de Darwin, de Galton, « *Anglais plus intelligent* (bien entendu) que *Gobineau* », et de Gobineau lui-même, il retient « *qu'aucune* (de leurs théories) *n'était dirigée contre une race particulière, le but étant d'engendrer une race supérieure* » ; mais il ajoute cette parenthèse, « *même si une telle idée est pratiquement juive par son caractère exclusif* ». Ne voyons-là, chez ce démocrate déclaré, que le rejet du concept de « race élue » qui a failli nous tuer comme la peste.

CETTE démocratie, seule forme de *société* digne de l'homme, et seul avenir pour un homme digne de ce nom, elle est fort peu pratiquée dans le monde, et sans cesse menacée, du dehors et au-dedans. Très significatif par sa place en tête du chapitre sur les « *ennemis de la démocratie* », la longue citation de Tocqueville : « *Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs... Le souverain étend ses bras sur la société entière, après avoir pris dans ses puissantes mains chaque individu... Que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser !...* » Cette prophétie et sa propre lucidité n'empêchent pas Hugh Thomas de s'élancer vers un avenir où « *nous aurions trouvé les moyens d'assurer éternellement les conditions atmosphériques nécessaires à la survie de la Terre après l'extinction du Soleil* ». En attendant, il paraît urgent d'assurer dès maintenant cette survie, en travaillant à autre chose qu'aux moyens les plus propres de l'anéantir.

Ce qu'on ne reprochera pas non plus à l'auteur, contrastant avec le masochisme et la soumission trop répandus en Occident, c'est la foi dans une Europe toujours vivante, dont « *l'Amérique est le prolongement* ». (A la façon, malheureusement, dont Rome fut celui d'Athènes.) Civilisation entre d'autres, mais unique par son « *dynamisme* » (mais pour quoi faire ?) et qui, au centre de tout, a partout rayonné. L'égocentrisme s'exprime ici franchement dans les termes. Mais n'est-il pas l'homme même ?

Car cette histoire du monde commence tout naturellement par celle – en sept pages – du monde total : celui des espaces et du temps infinis. Après tout, à l'ombre d'une petite étoile nommée Soleil, une certaine planète minuscule et obscure n'est-elle pas, jusqu'à nouvel ordre, ce qu'on a reproché à l'orgueil humain et à une longue ignorance de voir en elle : le centre du monde ? Et s'il devait finir par apparaître que c'est décidément sur cette seule poignée d'argile, grâce à l'émergence d'un animal inquiétant où Sophocle voyait la plus grande merveille du monde, que ce monde-là fut conçu, pensé, et que son histoire fut et continue d'être non seulement écrite, mais faite ?

(1) Hugh Thomas, *Histoire inachevée du monde*, Robert Laffont, Paris, 1986, 720 pages, 145 F.

HISTOIRE

LA MORT NOIRE. – Johannes Nohl

★ *Payot, Paris, 1986, 324 pages, 150 F.*

Cette « Chronique de la peste » date de 1924. C'est un de ces ouvrages introuvables (d'où l'intérêt majeur de cette édition en français), mais restés une source irremplaçable pour les chercheurs. Certes, les études sur la peste ne manquent pas, mais toutes dans une perspective médicale. Johannes Nohl, le premier, en rassemblant les documents a fait apparaître à quel point, pendant une douzaine de siècles, la peste fut de conséquence pour l'Occident, surtout au Moyen Age : elle a bouleversé les sociétés, agi sur la politique, la religion, l'économie, la paix et la guerre, les idées et les mœurs, la démographie, bref : conditionné l'histoire. Elle a marqué si fortement les esprits que la trace en demeure. La trop fameuse grippe de 1917 fut aussitôt baptisée « peste ». Mais sait-on que, en 1920, l'authentique peste a reparu : à Paris ? Le livre de Nohl était alors particulièrement d'actualité. Il l'est encore. La peste n'a nullement disparu ; elle a des foyers en Afrique, en Asie, *endémiques et qui se réveillent par poussées.* Du moins n'a-t-elle plus, actuellement, de conséquences notables sur l'histoire humaine.

Y. F.

THEODORE ROOSEVELT ET LA JUSTIFICATION DE L'IMPÉRIALISME. – Serge Ricard

★ *Université de Provence, Aix-en-Provence, 1986, 417 pages, 150 F.*

Cet ouvrage – thèse de troisième cycle soutenue à l'université de Provence en 1983 – analyse l'influence décisive de Theodore Roosevelt, président des Etats-Unis de 1901 à 1909, sur la scène politique du pays au moment de son entrée dans *la phase impérialiste* de son histoire, à l'aube du XXe siècle.

Serge Ricard met l'accent sur la justification, typiquement rooseveltienne, de l'impérialisme américain par des arguments « anti-colonialistes ». L'expansion hors des frontières ne faisait, selon Roosevelt, qu'apporter le « *progrès* » et la « *démocratie* » aux peuples « *arriérés* », tout en les protégeant de la « *tyrannie* » des impérialismes européens rivaux. Roosevelt employa cette argumentation pour justifier, par exemple, la mainmise des Etats-Unis sur les ex-colonies espagnoles – Cuba et les Philippines – au lendemain de la guerre hispano-américaine. L'auteur souligne, en outre, que le mythe américain de la « *frontière* » et la théorie néo-darwinienne de « la survivance des plus aptes » constituaient le fondement idéologique de la poussée expansionniste d'un pays en train de devenir une puissance mondiale.

SCHOFIELD CORYELL.

DROIT

VIOLENZA E DIRITTO NELL'ERA NUCLEARE. – Antonio Cassese

★ *Ed. Laterza, « Saggi Tascabili Laterza », Bari, 1986, 201 pages, 14 000 lires.*

Une deuxième tentative d'Antonin Cassese, tout aussi réussie – après le nouveau manuel *le Droit international dans un monde divisé* (1), – pour cerner le rôle du droit dans la communauté internationale. Cette fois, l'auteur s'attaque directement au problème central : on sait, en effet, que la force continue à être utilisée dans les relations internationales. Mais le droit joue-t-il dans ce domaine un rôle modérateur ? Est-il suffisamment précis ? Ou bien, n'est-il pas, au fond, tragiquement ambigu justement parce qu'il a *été* voulu ainsi ? Ne prête-t-il pas de la sorte à des réponses différentes, suivant l'idéologie de celui qui l'invoque et l'applique ?

Telles sont les questions auxquelles Antonio Cassese apporte des éléments de réponse fort suggestifs dans un style clair, direct et très agréable à lire. Dans sept brefs chapitres, il *axe ses réflexions sur des dossiers ou des événements* tragiques bien précis : Hiroshima et Nagasaki, Sabra et Chatila, les crimes du capitaine argentin Astiz, l'excuse de l'« ordre supérieur » alléguée par les grands criminels de guerre nazis ou par le lieutenant Calley au Vietnam, les arrêts de certains juges progressistes condamnant des agents de l'Etat ayant commis des crimes dans l'exercice de leurs fonctions, etc.

LUIGI CONDORELLI.

(1) Paru en français aux éditions Berger-Levrault, Paris, 1986. Voir à ce sujet l'article de François Rigault dans *le Monde diplomatique de juillet 1986, page 2.*

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL. – Sous la direction d'Edmond Jouve

★ *Berger-Levrault, coll. « Mondes en devenir », Paris, 1985, 230 pages, 110 F.*

Fruit d'une réflexion approfondie sur ce que pourrait être un nouvel ordre mondial, une « nouvelle donne » entre Nord et Sud, ce livre collectif ne laisse rien au hasard. Il veut démontrer où se situe aujourd'hui les principales revendications du tiers-monde. En explorant successivement le champ juridique, institutionnel, économique, social et culturel, il atteste d'une démarche autant historique que prospective. Une démonstration convaincante, notamment pour ce qui concerne les rapports entre rôle de l'Etat et droit des peuples.

C. D.

LES ONG ET LE DROIT INTERNATIONAL. – Mario Bettati, Pierre-Marie Dupuy

★ *Ed. Economica, coll. « Droit international », Paris, 1986, 318 pages, 135 francs.*

Dans le paysage complexe de la coopération et du développement, il est des acteurs qui ont su conquérir une place originale au fil des ans pour constituer aujourd'hui une force qui compte. Les ONG, grâce à leur diversité, sont devenues omniprésentes et bien souvent synonymes d'efficacité et d'intégrité : Médecins du monde, Amnesty International, Frères des hommes.

Leur contribution sur le plan juridique restait à définir avec précision. En effet, les *ONG n'ont cessé, dès l'origine, de participer à* l'élaboration de nouvelles normes internationales, discrètement tout d'abord, puis de façon plus manifeste. Cet ouvrage, qui fait suite à un colloque, rend aux ONG et à leur dynamisme ce que le droit international leur doit.

C. D.

RELIGION

CHURCHES IN STRUGGLE. – Sous la direction de William K. Tabb

★ *Monthly Review Press, New-York, 1986, 331 pages, 11 dollars.*

Sur l'interprétation humaniste et sociale du rôle de l'Eglise, voici une série de commentaires *et d'analyses, de la plume de théologiens*, universitaires et militants politiques (catholiques, protestants, juifs et athées), partisans convaincus et actifs.

Toutes les dimensions de la question sont traitées : théologie de la libération ; rapports complexes du marxisme et de la religion, enracinement d'une religion politiquement *progressiste dans certaines communautés* (la communauté noire, par exemple, et d'autres minorités ethniques). Plusieurs des contributions soulignent l'importance cruciale pour les Eglises d'Amérique du Nord de l'exemple des prêtres de gauche aux prises avec les graves problèmes sociaux et économiques des pays d'Amérique latine. Mais les auteurs reconnaissent que cette vague d'idéalisme social a encore un long chemin à parcourir avant de « convertir » la hiérarchie et la majorité des croyants à une conception plus humaniste de leur foi religieuse.

S. C.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

UNE NOUVELLE COLONIE DE PEUPLEMENT

Le drame méconnu de l'Irian-Jaya

Par BERNARD JUILLERAT

JUSTE au nord de l'Australie, cette grande île de 2000 kilomètres de long qu'est la Nouvelle-Guinée, avec ses vastes plaines marécageuses et ses hautes vallées habitées, surtout connue pour ses populations « papoues » et leurs traditions de l'« âge de la pierre », n'occupe guère de place dans les médias occidentaux. Elle fut pourtant, tout autant que d'autres pays du tiers-monde, soumise aux phénomènes de colonisation, de décolonisation et de transformations qui ont marqué l'histoire du monde depuis un siècle. Ces dernières années, cette région resurgit timidement de l'oubli : on entend parler de réfugiés, de « transmigration » et de violation des droits de l'homme. Mais c'est dans la presse hollandaise, australienne, indonésienne et néo-guinéenne orientale (Papouasie-Nouvelle-Guinée) ou dans les rapports d'associations comme Amnesty International, Survival International ou Tapol, qu'il faut chercher l'information.

Les faits, pour commencer :

– la moitié occidentale de la plus grande île du monde, et son million d'habitants, remise à l'Indonésie de Sukarno sans consultation populaire en 1962-1963 ;

– un mouvement de résistance qui s'affronte toujours plus violemment aux forces armées indonésiennes (de 120 000 à 150 000 morts mélanésiens en vingt-trois ans) ;

– une exploitation des ressources naturelles au détriment des populations locales, un programme de colonisation intensive organisé par Djakarta, avec le soutien international, au prétendu bénéfice des populations excédentaires de l'Indonésie centrale, entraînant des spoliations foncières croissantes ;

– une militarisation de la frontière avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée indépendante, quelque 11 000 réfugiés opposés pour la plupart à tout rapatriement par crainte de représailles.

Des centaines de milliers d'émigrants

LES problèmes majeurs qui se posent aujourd'hui sont les modalités du programme de transmigration pour le quatrième Plan quinquennal (1984-1989), les violations des droits de l'homme et, pour conséquence, la fuite de populations civiles vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée. A plus long terme, la question centrale est celle de l'avenir politique de l'Irian-Jaya (nom officiel de la Nouvelle-Guinée occidentale), engagé de plus en plus résolument dans une guerre d'usure entre une puissante armée et l'Organisasi Papua Merdeka (OPM) – Mouvement pour la libération de la Papouasie – mal équipé, mais incontrôlable grâce à sa mobilité dans un pays de forêt tropicale dense, presque entièrement dépourvu de réseau routier.

Amorcée du temps des Hollandais, la réinstallation des populations pauvres (surtout urbaines) de Java, Bali et Madura sur des terres vacantes (ou prétendues telles) des îles périphériques s'est accrue après l'indépendance de 1949. Aujourd'hui, les grandes îles de Sumatra et de Sulawesi sont considérées comme saturées, et l'effort de transmigration du gouvernement indonésien se porte principalement vers Kalimantan (Bornéo) et l'Irian-Jaya (410 000 km²), plus particulièrement, pour cette dernière province, vers le district sud-est de Merauke, plus propice au développement de la riziculture.

Ce gigantesque projet, qui, uniquement dans les limites du Plan quinquennal en cours, prévoit 685 000 migrants pour la Papouasie occidentale, est financé pour les deux tiers par la Banque mondiale. Les terres d'accueil sont arrachées au patrimoine foncier de sociétés mélanésiennes (vivant d'horticulture itinérante, de chasse et de cueillette), sans compensation et sans recours juridique possible. Un arrêté du gouvernement indonésien stipule que le droit coutumier n'est pas reconnu dans le contexte de la transmigration. Selon Robin Osborne (1), on comptait déjà, à la fin de 1984, vingt-quatre sites de transmigration et 700 000 hectares de terres soustraites aux populations autochtones. Le programme, amplement mis en œuvre par l'armée (dont on connaît, en Indonésie, la « double fonction » : militaire et civile), prévoit en outre le remplacement de l'habitat traditionnel par des villages mixtes *(relocations)* à majorité javanaise. A long terme, Djakarta déclare rechercher une assimilation totale des sociétés tribales à la culture javanaise.

La colonisation de la région frontalière, non seulement au Sud, mais aussi au Nord à proximité de la capitale provinciale Jayapura (ancienne Hollandia), sert ainsi le renforcement de la sécurité et facilite la lutte contre la guérilla mélanésienne, tout en créant un « cordon sanitaire » frontalier propre à séparer les communautés néoguinéennes de l'Est et de l'Ouest. De nombreuses voix se sont élevées, en Indonésie et à l'extérieur – notamment celles de Survival International et de Tapol (2), – pour attirer l'attention sur les problèmes écologiques et économiques que ne manque pas, déjà, de susciter un projet aussi vaste, à réaliser dans des délais trop courts. Les sociologues et les ethnologues de différents pays (dont la France), associés à cette entreprise, sauront-ils évaluer ces dangers à leur juste mesure ? Leurs rapports éventuels en ce sens seront-ils entendus par les gouvernements et les bailleurs de fonds ?

Lorsque la Hollande, répondant favorablement aux pressions des Etats-Unis par la médiation de l'ONU, accepta le transfert de la Nouvelle-Guinée occidentale à Djakarta, en août 1962, par le *New York Agreement*, et même lorsque, sept ans plus tard, un référendum entaché de fraudes, alors condamné par la presse internationale, dénommé *Act of Free Choice*, ratifia cette décision, les ressources naturelles de la nouvelle province indonésienne étaient encore sous-exploitées. Il fallut attendre le début des années 70 pour que les compagnies internationales, répondant à la politique de développement intensif du président Suharto, fassent faire un bond prodigieux à la production de l'Irian-Jaya, riche en bois, en pétrole, en cuivre, en or et en argent (une balance commerciale avec un actif de 350 millions de dollars pour 1976). Mais, pour l'essentiel, la force de travail est étrangère, y compris la main-d'œuvre non qualifiée qui est importée d'Indonésie centrale, de Corée du Sud ou des Philipppines. Le peuple irianais a, de surcroît, perdu toute représentativité, le Parlement provincial créé en 1981 ayant été aussitôt dissous.

A toute tentative de protestation ou de révolte, l'armée répondit à partir de 1965 par des emprisonnements extra-judiciaires et par une répression contre les civils comparable à celle qu'elle exerce à Timor oriental. Depuis lors, l'escalade entre les forces populaires de résistance de l'OPM et l'armée indonésienne ne fit que s'aggraver ; les rebelles échappant le plus souvent aux troupes, ce sont les habitants des villages qui payèrent le prix de la lutte pour une indépendance bien compromise ; cette insécurité entraîna à son tour un exode croissant vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Amnesty International a récemment publié un rapport sur les « *conditions d'arrestation et de détention en Irian-Jaya* ».

C'est en 1964 que se constituèrent les bases de l'OPM, dont la création officielle, par M. Seth Rumkorem, se fit en 1971. Le mouvement, scindé dès 1976 en deux groupes rivaux, retrouva son unité avec la réconciliation officielle de ses deux leaders exilés, MM. Rumkorem et Jacob Prai, par une déclaration solennelle signée à Port-Vila (Vanuatu) en juillet 1985. Les successeurs de ces fondateurs, après plusieurs années de lutte, demandèrent tour à tour l'asile politique à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, alors que d'autres chefs moins connus prenaient la relève. Ils furent finalement accueillis par des pays tiers. Selon Tapol, les derniers à s'être livrés, récemment, aux autorités de Port-Moresby, capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, sont MM. James Nyaro, Donald Derey et Gerardus Thomy.

Mais, en janvier dernier, les forces septentrionales de l'OPM rappelèrent leur intention de poursuivre leur résistance par un raid sur le poste militaire frontalier de Waris (selon la presse de Port-Moresby) ; et, depuis, plusieurs attaques et prises d'otages eurent lieu à Sarmi et en d'autres points névralgiques (centres pétroliers notamment) de la côte nord.

De son côté, l'armée indonésienne occupe les villes et les postes administratifs ruraux. Les troupes stationnées en Irian-Jaya sont estimées à plusieurs dizaines de milliers d'hommes, dotés d'armements en voie de modernisation grâce au renouvellement des contrats avec l'Australie, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Réfugiés en quête d'asile

FUYANT l'oppression militaire, des réfugiés commencèrent à se présenter aux autorités australiennes administrant la Nouvelle-Guinée orientale dès 1962. Mais c'est surtout après l'indépendance de celle-ci en 1975 que l'afflux se fit plus régulier, le plus souvent par vagues à la suite d'actions de représailles contre les combattants de l'OPM ou contre des civils (ruraux des régions frontalières ou des lacs Wissel dans les hautes terres, intellectuels, étudiants ou salariés des villes) soupçonnés d'avoir eu des contacts avec les rebelles. En février 1984, l'OPM tenta sans succès de s'emparer de Jayapura, ce qui déclencha une violente répression et la fuite de quelque dix mille personnes en tous les points de la frontière. Beaucoup furent surpris par des patrouilles et tués. Plus récemment, quelques *boat people* débarqués dans les îles du détroit de Torres demandèrent, sans résultat, l'asile politique à l'Australie.

Dès 1984, le problème prit une dimension plus politique, le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée cherchant à négocier avec l'Indonésie, qui exigeait le renvoi des réfugiés. Aucune institution internationale n'étant tolérée en Irian-Jaya, la sécurité des rapatriés n'est, en effet, pas garantie.



(Michael Nichols-Magnum)

Peu à peu, la question s'internationalisa, notamment avec l'intervention de représentants du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de la section australienne de la Commission internationale des juristes (qui publia en janvier 1985 un rapport sur le statut des réfugiés irianais). En décembre dernier, le gouvernement de Port-Moresby annonça une coopération accrue avec le HCR, conformément aux « *conventions et protocoles de l'ONU sur le statut des réfugiés* ». Un projet d'intégration des réfugiés civils ne désirant pas être rapatriés fut divulgué, alors que les « politiques » se voyaient promettre l'asile dans des pays tiers.

En échange de sa tolérance, on s'attend que Djakarta réclame de Port-Moresby une plus active coopération frontalière dans la lutte contre l'OPM. Au printemps 1986, on apprend que les propositions d'accueil se font toujours attendre pour les anciens chefs de la rébellion et que quelque deux cents civils seulement auraient demandé leur rapatriement en Irian-Jaya. Les informations manquent encore sur le programme et les modalités du projet d'intégration. En tout état de cause, l'implication croissante du Haut Commissariat pour les réfugiés à l'est de la frontière laisse présager une évolution positive de la situation. Il n'en va malheureusement pas de même à l'ouest, où les conditions de réinsertion des réfugiés rapatriés (le plus souvent dans des sites de transmigration situés hors de leurs terres ancestrales) sont laissées au bon vouloir des pouvoirs civil et militaire indonésiens.

L'Irian-Jaya, considéré déjà par certains comme un « second Timor oriental », risque d'être longtemps encore maintenu dans l'isolement le plus complet. Echappant à tout contrôle des instances internationales, cette forme de colonisation interne pourra se poursuivre sans qu'aucune enquête scientifique indépendante ni aucun reportage libre puissent être entrepris. Seuls les rares touristes se voient parfois conduire secrètement à un charnier ou sur les lieux d'un village détruit...

(1) Robin Osborne, *Indonesia's Secret War. The Guerilla Struggle in Irian Jaya*. Allen & Unwin, Melbourne, Londres, 1985. Tapol (éd.), *West Papua : the Obliteration of a People*, Londres, 1983-1984, ainsi que *Tapol Bulletin*, Londres.

(2) Cf., notamment, Survival International France, *Ethnies*, n° 3, 1985. Voir aussi *The Ecologist. Journal of the Post Industrial Age* 16 (2-3), 1986.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois d'août 1986 a été tiré à 128 000 exemplaires.

